



**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**JUIN - JUILLET 2022**

**N°214**

**TOME II**



**SOMMAIRE**  
**RAA DES MOIS JUIN - JUILLET 2021**  
**N°214**  
**TOME II**

**TOME II**

<b>PARTIE 2 : DECISIONS</b> ( <i>Conseil du 26 juillet 2022</i> )	<b>2</b>
<b>PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES</b> ( <i>Juin/Juillet 2022</i> )	<b>595</b>

**TOME I**

	<b>PAGES</b>
<b>PARTIE 1 : DELIBERATIONS</b> ( <i>Conseil du 26 juillet 2022</i> )	<b>2</b>

## **PARTIE 2 DECISIONS**

PARTIE II DECISIONS  
SOMMAIRE

**Conseil du 26 juillet 2022**  
**Décisions prises par le Président**  
**et non présentées lors du précédent Conseil,**  
**conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales**

N°décision	Titre	Pages
MD2022-197	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 40 logements locatif sociaux - Résidence autonomie ' Les Garrigues ' - Chemin de la Bergerie à Cournonterral - Convention - Autorisation de signature	19
MD2022-198	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction d'une résidence autonomie de 52 logements locatif sociaux - Résidence autonomie ' Les Gariguettes ' - ZAC Cantausse - lot A13 à Saint-Brès - Convention - Autorisation de signature	22
MD2022-240	Décision relative aux déplacements à l'étranger des agents de la Direction du développement économique et de l'Emploi de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation	25
MD2022-242	Décision relative à une convention cadre de partenariat culturel et scientifique - 2022/2025 - Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (I.N.R.A.P.) - Site archéologique Lattara - musée Henri Prades	28
MD2022-256	Décision relative à la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au Salon International de l'Agriculture (SIA) à Paris du 28 février au 2 mars 2022	31
MD2022-295	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 6 logements sociaux - Résidence 'Les Ecureuils' - Route de Saint-Vincent de Barbeyrargues à Prades-le-lez - Convention - Autorisation de signature	33
MD2022-296	Décision relative à une convention de garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 26 logements sociaux - Résidence ' Domaine Celsiana ' - ZAC Les Horts de Vernis - lot 149 à Saussan - Autorisation de signature	36
MD2022-301	Décision relative à un avenant n°2 au marché 5095MG18 "Marché d'exploitation et de maintenance en génie climatique d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole" - Lot 1 "Bâtiments administratifs"	39
MD2022-307	Décision modificative relative à une décision n°2006-46 du 1er février 2006 concernant la location d'un appartement Résidence Saint-Martin au 679 avenue du Près d'Arène à Montpellier	42



N°décision	Titre	Pages
MD2022-315	Décision relative à une convention de partenariat avec l'association "Singulier Pluriel"	44
MD2022-316	Décision relative à une convention de partenariat avec l'association Mosaik Danse	47
MD2022-331	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°M9D0139EA - Travaux d'aménagement de la basse vallée de la Mosson	49
MD2022-337	Décision d'ester en justice "Requête n°2200424-5 TA - Monsieur et Madame REMOND Christophe"	51
MD2022-362	Décision relative au marché n°M1D0026VD de suivi post-exploitation des centres d'enfouissement techniques du Thôt et des Molières - Lots 1 et 2 - Attributions	53
MD2022-364	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées BD n°157 et 159, sise commune de Cournonterral - Extension de l'aire d'accueil des gens du voyage	56
MD2022-366	Décision relative à la signature d'une convention de prise de possession anticipée des parcelles BD n°157 et 159, sises commune de Cournonterral - Extension de l'aire d'accueil des gens du voyage	59
MD2022-380	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Cités Unies France	62
MD2022-389	Décision d'ester en justice "requête Cour d'Appel de Montpellier - Monique ANDRIEU"	64
MD2022-394	Décision relative à une convention de partenariat avec l'association Harmonie de Jacou	66
MD2022-408	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°3787GD15 de Collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°1 "Nord" - Autorisation de signature	69
MD2022-409	Décision relative à l'avenant n°2 du marché 3787GD15 de Collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 2 : Sud - Autorisation de signature	72
MD2022-414	Décision relative à une convention de garantie de l'emprunt contracté par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, pour la construction de 20 logements sociaux - Résidence ' Le Parc du Poète ', rue Gaston Bachelard à Montpellier - Autorisation de signature	74
MD2022-416	Décision relative à un avenant n°8 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société DP TECHNOLOGY EUROPE - Autorisation de signature	77
MD2022-417	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous pour la construction de 2 logements sociaux - Résidence 'Art & Verde', avenue de Mireval à Villeneuve-lès-Maguelone - Convention - Autorisation de signature	80
MD2022-430	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AC n°42b à Fabrègues - Aménagement de protection contre les inondations du Coulazou	83

N°décision	Titre	Pages
MD2022-438	Décision relative à un avenant au marché n°4005EA15 Maitrise d'œuvre en vue de la construction de la station d'épuration de Murviel Les Montpellier	86
MD2022-439	Décision relative à un avenant n°7 prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société AVINEON pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI - Autorisation de signature	89
MD2022-440	Décision relative à un avenant n°6 prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et le PÔLE AQUA VALLEY pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI - Autorisation de signature	92
MD2022-441	Décision d'ester en justice "Requête n°2201566-4 TA - Monsieur Abdelhamed AMEUR"	95
MD2022-443	Décision relative à un avenant à la convention de PUP "Cave oléicole" sur la commune de Pignan - Autorisation de signature	97
MD2022-448	Décision relative à un avenant au marché n° M1D0013EA Renforcement de la conduite gravitaire des eaux usées de l'avenue de Librilla à Saint Jean de Védas	100
MD2022-449	Décision relative au déclassement du domaine public d'un ancien chemin non cadastré - Commune de Saussan	103
MD2022-452	Décision relative à un avenant au marché n°M0D0035EA 3Travaux de renouvellement et de maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie - lot 2 secteur Ouest"	105
MD2022-456	Décision relative aux conventions de résidence-mission de diffusion des deux lauréates de l'appel à candidature Marie BOISSON et Nathalie TROVATO dans le cadre de l'opération Partir en livre 2022 -Autorisation de signature	108
MD2022-458	Décision relative au marché n°5016MG18 - Lot 4 "Menuiserie Intérieure, extérieure Bois et agencement" - Avenant n°1 - Autorisation de signature	110
MD2022-465	Décision d'ester en justice " Requête n°2201676-3 TA - Ressources Humaines"	113
MD2022-468	Décision relative à l'avenant n°3 à la convention de dépôt de quatre œuvres de Hubert Robert du musée Fabre au CICRP en vue de leur étude et de leurs restaurations - Autorisation de signature	115
MD2022-470	Décision relative à un marché n° M2B0003EA - Accompagner la structuration de filières ' Légumes secs ' et ' Céréales rustiques '	118
MD2022-471	Décision d'ester en justice "Requête Tribunal Judiciaire - Monsieur et Madame QUILICI"	121
MD2022-475	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société E-TUMBA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	123
MD2022-476	Décision relative au renouvellement de l'adhésion au Réseau CompostPlus - Autorisation de signature	126

N°décision	Titre	Pages
MD2022-478	Décision relative à l'agrément de candidature de la société GENIOUS HEALTHCARE (MINDMAZE) dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	128
MD2022-480	Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre de l'œuvre d'Ei Arakawa, Fortune (Gustave Courbet, La Rencontre, 1854), 2019	130
MD2022-481	Décision relative à une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Energies - Opération de travaux sur le Chemin de notre Dame (phase 2) à Beaulieu - Programme de travaux 2022 - Autorisation de signature	132
MD2022-482	Décision relative à une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Energies - Opération de travaux rue des Hort de Vernis à Saussan - Programme de travaux 2022 - Autorisation de signature	135
MD2022-485	Décision relative au marché n°G1C0052CO - Organisation et production d'événements	138
MD2022-486	Décision relative au marché n°G2A0660CO - Distribution d'imprimés publicitaires en boîtes aux lettres	140
MD2022-487	Décision relative au marché n°G2B0013CO - Prestations graphiques : cartographie et vues perspectives - Lots 1 et 2 - Attributions	142
MD2022-490	Décision relative à un avenant au marché n°M9D0007EA - Accord cadre relatif à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage à l'organisation des modes de gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	144
MD2022-492	Décision modificative n°1 au marché n°G9C0012RI - Acquisition de prestations et maintenance des solutions progiciels MARCO WEB et MARCO DEMAT - AWS	147
MD2022-493	Décision relative au sinistre Pertes de recettes suite à la fermeture administrative des établissements de la Métropole - Printemps 2020 - Indemnités d'Assurances- Acceptation d'une offre d'indemnisation	149
MD2022-494	Décision relative à un avenant au marché n°M9D0020EA - Travaux de création du poste de refoulement dit "Fabrique Sud" sur la commune de Fabrègues - Lot n°1 Poste de refoulement - Autorisation de signature	151
MD2022-495	Décision relative à un avenant n°2 prorogeant l'occupation de locaux par la société BROWSE AND GO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	154
MD2022-496	Décision relative à un avenant au marché n°M9D0020EA Travaux de création du poste de refoulement dit ' Fabrique Sud ' sur la commune de Fabrègues lot n°2 canalisations de refoulement	157
MD2022-498	Décision modificative relative à l'acquisition foncière du lot privatif n°133 (Volume B1) au sein de la copropriété "le domaine de la Coustaude" à Saint Jean de Védas dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	160
MD2022-501	Décision relative au marché subséquent n°M2C0012EP - Aménagement de la rue du bassin sur la commune de Saint-Génies-des-Mourgues - Attribution	163

N°décision	Titre	Pages
MD2022-502	Décision relative à l'attribution d'un marché de travaux d'aménagements paysagers et de déplacement d'une trémie piétonne sur la place de la Comédie dans le cadre de l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie-Esplanade-Triangle à MONTPELLIER	165
MD2022-503	Décision relative au marché n°G1C0007CO - Impression et diffusion du magazine de communication interne commun à Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Montpellier et son CCAS - Avenant n°1 - Autorisation de signature	168
MD2022-505	Décision relative à un avenant n°1 de la convention de partenariat avec le Centre d'Education des Sourds et Déficients Auditifs - 34	170
MD2022-506	Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique-Autorisation	172
MD2022-507	Décision relative au marché n°M1D0058JM - Marché de souscription d'un marché d'assurance - Risques de Responsabilités pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	174
MD2022-508	Décision modificative relative au marché global de performance relatif à la modernisation de la station d'épuration Maera n°M0D0087EA - Désignation du jury - Prise en charge des frais éventuels de participation des personnes qualifiées	177
MD2022-509	Décision relative à l'acquisition de 186m² de bien immobilier sis Garrigue du Pont à Saint Jean de Vedas appartenant à Monsieur et Madame Paradis dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	180
MD2022-510	Décision relative à l'acquisition de 116m² de bien immobilier sis boulevard Paul Valéry à Montpellier appartenant à Mme IGHZERNALI et Mme MHANNI dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	183
MD2022-511	Décision relative au marché subséquent M2D0029EP - Travaux d'aménagement du giratoire rues Domitienne / Occitane / Substantion sur la Commune de Le Crès	186
MD2022-513	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'ADCF - Exercice 2022	188
MD2022-514	Décision relative au renouvellement d'adhésion à l'association Rivages de France - Réseau national des gestionnaires et partenaires de la gestion d'espaces naturels littoraux à l'échelle nationale	190
MD2022-515	Décision modificative relative au marché n°06/TRAV/20 - Infrastructures et aménagements des bassins et espaces paysagers du parc Gérard-Bruyère - Lots n°3 à 6	192
MD2022-522	Décision relative au marché n°M2B0043RI ' ARCHIMED SAS licence et service pour des prestations de service logicielles du domaine culturel dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025 - Autorisation de signature	195
MD2022-523	Décision relative à un avenant au marché n°M0C0007EA Maitrise d'œuvre pour le renouvellement des réseaux EU/AEP dans l'avenue du Père Soulas sur la commune de Montpellier	197
MD2022-524	Décision relative à un avenant au marché n°M0D0053EA Contrôle de conformité des équipements extérieurs de défense incendie sur les communes de Montpellier Méditerranée Métropole	200

N°décision	Titre	Pages
MD2022-525	Décision relative à un avenant au marché n°4714EA17 - Construction de la station d'épuration de Saint-Georges-d'Orques	203
MD2022-526	Décision relative à un avenant au marché n°M9D0145EA Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Pignan-Saussan-Fabrègues (GAIA) lot 1 Equipements et génie civil associé	206
MD2022-527	Décision relative à un avenant au marché n°M9D0145EA - Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Pignan-Saussan-Fabrègues(GAIA - Lot 2 : travaux de second œuvre	209
MD2022-528	Décision relative à un avenant au marché n°M9D0145EA - Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Pignan-Saussan-Fabrègues(GAIA) : lot 3 structure métallique	212
MD2022-529	Décision relative à un avenant au marché n°5024EA18 - Construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier	215
MD2022-530	Décision relative au marché n°M2D0032DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement des sports extrêmes - FISE Montpellier 2022 - Attribution	218
MD2022-531	Décision relative à la cession du domaine privé "Ville de Montpellier" au domaine privé "Montpellier Méditerranée Métropole" - Parcelle nouvellement cadastrée HK 476 - Rue de Valençay - Commune de Montpellier	221
MD2022-533	Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à une groupement de commandes pour un marché d'outillage tout type	224
MD2022-535	Décision relative à l'agrément de candidature de la société NXO ENGINEERING dans le VEAS Hannibal à Cournonsec	227
MD2022-536	Décision relative au partenariat et à la mise à disposition de la salle "La Passerelle" de la Ville de Jacou	229
MD2022-537	Décision relative à l'agrément de candidature du GIE (Groupement d'Intérêt Économique) SERM/SA3M dans le VEAS Hannibal à Cournonsec	232
MD2022-538	Décision relative à l'avenant n°1 au marché M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 1 Est - Autorisation de signature	234
MD2022-539	Décision relative à l'avenant n°1 au marché M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 2 Ouest - Autorisation de signature	236
MD2022-540	Décision relative à l'octroi de la protection fonctionnelle	238
MD2022-541	Décision relative à l'octroi de subventions aux audits énergétiques de copropriétés dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation - Autorisation de signature	240
MD2022-542	Décision relative à un avenant n°1 au marché 8.428 - Feeders Lot 2 dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway - Autorisation de signature	242
MD2022-543	Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public au Restaurant Le Ranch dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	244

N°décision	Titre	Pages
MD2022-544	Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Boulangerie Aux Petits Pains Dorés	246
MD2022-545	Décision relative à un avenant au marché n°M0D0039EA "Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable sur la rue Guillaume Pellicier à Montpellier" - Autorisation de signature	248
MD2022-546	Décision relative à un avenant au marché n°M1D0022EA - Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable sur la rue Saint Louis à Montpellier - Autorisation de signature	251
MD2022-547	Décision relative à un avenant au marché n°M0D0076EA Renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable rue de la Concorde et rue Pierre Causse à Montpellier - Autorisation de signature	254
MD2022-548	Décision relative à un avenant au marché n°M0D0074EA Réhabilitation EU et création de poste de refoulement sur la commune de Fabrègues - Autorisation de signature	257
MD2022-549	Décision relative à un avenant au marché n°M0D0072EA Construction d'un poste de refoulement des eaux usées sur la commune de Lavérune - Autorisation de signature	260
MD2022-550	Décision relative à un avenant au marché n°M0D0013EA Raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacérès sur l'intercepteur Est - Autorisation de signature	263
MD2022-551	Décision relative à un avenant au marché n°M1B0085EA - Diagnostic amont et plan d'action pour la réduction des micropolluants sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	266
MD2022-552	Décision relative à un avenant au marché n°M1D0007EA - Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable dans le secteur Ecusson (Rues Valfère - Rochelle - Saint Sépulcre)- Commune de Montpellier	269
MD2022-553	Décision relative à un avenant au marché n°M1D0037EA - Exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement - Lot 1 : Est	272
MD2022-554	Décision relative à un avenant au marché n°M1D0037EA - Exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) - Lot 2 : Ouest	275
MD2022-555	Décision relative à l'acquisition des parcelles A 1836 et A 1837 - Lieudit La Capelane - Commune de Saint-Brès	278
MD2022-556	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété DELOUSTAL - Terrain lieudit La Rompude - Murviel-Lès-Montpellier.	280
MD2022-557	Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à un groupement de commande pour un marché de location de tentes, de bungalows et toilettes	283
MD2022-558	Décision relative à la déconsignation à la suite de l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété des lots de copropriété de la SCPI PF Grand Paris, situés 205 rue de l'Acropole - Commune de Montpellier	286
MD2022-559	Décision relative à une convention d'usage pour la gestion d'un poste de relevage d'eaux usées - Moulin de Salicate à Montpellier - Autorisation de signature	289

N°décision	Titre	Pages
MD2022-560	Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à une convention en groupement de commandes pour un marché de mobilier de bureau	291
MD2022-561	Décision relative à l'attribution d'un marché n°M1B0114MG ' Dépose et remplacement de la pompe à chaleur du site Cap Omega '	294
MD2022-562	Décision relative à un avenant n°2 au marché n°M0D0005MG 'Prestation de télésurveillance, intervention de sureté et sécurité des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole' - Transfert de contrat	297
MD2022-563	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M9D0067MG 'Prestations de sécurité des manifestations de Montpellier Méditerranée Métropole' - Transfert de contrat	300
MD2022-564	Décision relative à l'acquisition des parcelles AS 256 et AS 257 Rue Bir Hakeim - Commune de Fabrègues	302
MD2022-565	Décision relative à la vente par Montpellier Méditerranée Métropole de Certificats d'Économies d'Énergie	304
MD2022-568	Décision relative à l'octroi de subventions aux audits énergétiques de copropriétés dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation - Autorisation de signature	306
MD2022-569	Décision relative au marché n°M2B0045RI ' MOBYDOC maintenance pour des prestations de service logicielles du domaine culturel dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025 ' - Autorisation de signature	309
MD2022-570	Décision relative à une convention précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association La Bergerie Languedocienne - Terrain rue Fabre de Morlhon à Montpellier	311
MD2022-573	Décision relative au renouvellement de l'adhésion 2022 à l'association Occitanie Pyrénées en Intelligence Géomatique (OPenIG)	313
MD2022-575	Décision relative au marché de Maîtrise d'œuvre n°M1D0065EP - Desserte du Lycée de Courbonterral RM5 - Attribution du marché	315
MD2022-576	Décision relative à un marché de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) pour l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie - Esplanade - Triangle à Montpellier - Attribution	318
MD2022-577	Décision relative à la grille tarifaire de la cité des arts - Autorisation de signature	321
MD2022-578	Décision relative au marché subséquent n°M2D0025EP - Travaux de création d'une voie verte de Saint Gély du Fesc à Montpellier Section 2 à 5 - Attribution	324
MD2022-579	Décision relative au dépôt d'une demande de subventions auprès de la DRAC Occitanie dans le cadre de la DGD volet informatisation - Projet de réautomatisation de la médiathèque centrale Emile Zola	327
MD2022-580	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation des eaux usées sur la propriété de la SCI SEGROU au profit de Montpellier Méditerranée Métropole - Fabrègues ZAC du Collège lot L1 - parcelle cadastrée BA 291	329

N°décision	Titre	Pages
MD2022-581	Décision relative à la jouissance différée dans le cadre de l'acquisition à de Madame Christiane BALMES de locaux commerciaux situés sur la parcelle AI n°58 sise commune de Pérols - ZAC Ode à la Mer - Acte II	331
MD2022-582	Décision relative au dépôt d'une demande de subventions auprès de la DRAC Occitanie dans le cadre de la DGD volet informatisation - Projet d'étude pour un schéma directeur numérique du réseau des médiathèques	333
MD2022-584	Décision relative aux conventions de mise à disposition de matériels pédagogiques pour les expositions ' Les insectes pollinisateurs ' et ' Le Monde Naturel de l'Abeille ' - Département de l'Hérault - Autorisation de signature	335
MD2022-585	Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 6 m <sup>2</sup> rue des Gabares Commune de Montpellier	337
MD2022-586	Décision relative à une convention précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association La Bergerie du Languedoc - Terrain rue Jacques Fabre de Morlhon à Montpellier	339
MD2022-587	Décision relative au marché n°M1D0062DC de nettoyage spécifique et nettoyage en hauteur (lot 1)	341
MD2022-588	Décision relative au marché subséquent n°M2D0019EP - Aménagement de voirie rue Saint Louis à Montpellier - Attribution	343
MD2022-589	Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Mother Production - Locaux site Hélios à Fabrègues	345
MD2022-590	Décision relative à un marché n°G1D0106MG - Groupement de commandes achat de carburant et électricité pour véhicules - Lots 1 et 2 - Attribution	347
MD2022-591	Décision relative à un marché n°M2B0020MG - Prestations de programmation et de gestion technique centralisée dans les bâtiments métropolitains - Attribution	351
MD2022-592	Décision relative à l'acquisition de la parcelle KP 319 - rue Buffon - Commune de Montpellier	354
MD2022-593	Décision relative à l'acquisition de 258m <sup>2</sup> de bien immobilier sis lieu-dit Girac à CLAPIERS, cadastré BV n°8, appartenant à Mme Celia CHALIER, M. Bruno CHALIER et M. Hubert CHALIER dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	356
MD2022-594	Décision relative à l'acquisition de 66m <sup>2</sup> de bien immobilier sis 2695 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, appartenant à M. Bernard BONNAFOUS dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	359
MD2022-595	Décision relative à l'acquisition du lot 809 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK271, IK274 et IL805 au 2 rue de l'Escoutadou et 2223 Bd Paul Valéry à MONTPELLIER, appartenant aux époux NOUGARET dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	362
MD2022-596	Décision relative à l'acquisition de 205m <sup>2</sup> et de 309m <sup>2</sup> de bien immobilier sis Garrigue du Pont à SAIN-JEAN-DE-VEDAS, appartenant à l'indivision CHAUVIN, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	365



N°décision	Titre	Pages
MD2022-597	Décision relative à l'acquisition de 145m <sup>2</sup> de bien immobilier sis 2 rue Simon Reynaud à MONTPELLIER, appartenant à la SCI DUCHAT, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	368
MD2022-599	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise issue du Domaine Public - Rue Haute de la Colline - Commune de Castries	371
MD2022-600	Décision relative à une convention de partenariat avec l'EPIC du Domaine d'O pour l'organisation de la manifestation Comédie du Livre- Autorisation de signature	373
MD2022-601	Décision relative à l'agrément de candidature de la société JLC SUD en vue de l'acquisition d'une parcelle de 36 m <sup>2</sup> située dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec	375
MD2022-603	Décision relative à une convention de partenariat avec la Ville de Montpellier - Comédie du Livre - Autorisation de signature	377
MD2022-604	Décision relative à l'acquisition foncière du lot 806 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK271, IK274 et IL805, situées au 2 rue de l'Escoutadou et au 2223 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de Mme Anne-Marie PENALVAL-HANSKI dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	379
MD2022-605	Décision relative à un accord-cadre n°M0C0050EA - Mission de coordination CSPS pour la réalisation d'ouvrages hydrauliques - Attribution	382
MD2022-606	Décision relative à un prêt à usage d'une maison d'habitation entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association Habitat et Humanisme - Maison d'habitation à Pérols	384
MD2022-608	Décision modificative relative à la décision n°2022-474 concernant la rétrocession d'un tracteur de marque Kubota à la commune de Lattes - Erreur matérielle sur le numéro d'immatriculation du véhicule rétrocédé	386
MD2022-609	Décision relative à une convention de mobilisation dans le cadre de mission d'expertise auprès de l'entreprise Paloïse pour le projet de création du musée de site des ' Colosses de Memnon ' (Egypte) - Site archéologique Lattara - musée Henri Prades	388
MD2022-610	Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Mad Films - Locaux sites Hélios à Fabrègues - Autorisation de signature	391
MD2022-611	Décision relative au renouvellement d'une convention d'occupation du domaine public et de partenariat - Société France Tv studios - Autorisation	393
MD2022-612	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M9D0022EA - Suivi du récepteur Lez et Mer de la station d'épuration MAERA - Lot n°1 : Suivi Mer	395
MD2022-613	Décision relative à une convention de partenariat entre l'association Culture et Sport Solidaires 34 et le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades - Autorisation de signature	397
MD2022-614	Décision relative à un avenant n°7 prorogeant l'occupation de locaux par la société BSWEB PriceComparator au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature	400

N°décision	Titre	Pages
MD2022-615	Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIASYS TECHNOLOGIES dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels	403
MD2022-616	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise issue du Domaine Public - Rue des Bourbouissous - Commune de Vendargues	405
MD2022-617	Décision relative au renouvellement de l'adhésion 2022 à l'Association Française des Correspondants à la protection des Données à caractère Personnel (AFCDP)- Autorisation	407
MD2022-619	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M1B0067JM concernant l'étude organisationnelle de la fonction achat /commande publique de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	409
MD2022-620	Décision relative à l'acquisition des lots 847 et 848 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK271, IK274 et IL505, situées au 2 rue de l'Escoutadou et au 2223 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de la SC PACOETO dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	412
MD2022-621	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite "Le Clos des Sophoras" avec la société JBAL SARL sur la commune de Saint-Brès	415
MD2022-622	Décision relative à un avenant n°1 au contrat de location du 30 mars 2019 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL Vendargues-Immo - Extension du parking	418
MD2022-623	Décision relative à une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Les Grives IV ' au sein du périmètre de PUP dit ' Les Grives ', avec les propriétaires fonciers Monsieur et Madame EL AISSAOUI sur la Commune de Saint-Drézéry - Autorisation de signature	421
MD2022-624	Décision relative à l'attribution du marché "Travaux de plateforme Voie Ferrée Nord" OT 8.622 dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	424
MD2022-625	Décision relative au marché n°M9B0129DS - Mission d'assistance juridique et financière relative à l'exploitation du parc Gérard-Bruyère à Baillargues - Avenant n°1	427
MD2022-626	Décision relative à l'acquisition de 12m² de bien immobilier sis 2795 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER appartenant à Monsieur et Madame BENEDETTI dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	430
MD2022-627	Décision relative à l'avenant n°1 au marché de prestations de conseil juridique et de représentation en justice - Lot 1 Droit de la commande publique et droit de la construction N°08.84A, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	433
MD2022-628	Décision relative à l'acquisition du lot810 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK271, IK274 et IL505, situées au 2 rue de l'Escoutadou et au 2223 boulevard Paul Valéry, lot étant propriété de l'indivision COURTOIS dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	436

N°décision	Titre	Pages
MD2022-629	Décision relative à l'acquisition des parcelles AT57 et AT59 sises 2 place Eugène Bataillon à Montpellier, appartenant à l'Etat dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	439
MD2022-630	Décision relative à une convention précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société coopérative de production 3Pco - Locaux Domaine de Viviers - Autorisation de signature	442
MD2022-633	Décision relative à un avenant n°6 prorogeant l'occupation de locaux par la société POLIGMA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature	444
MD2022-634	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise issue du Domaine Public - Impasse des Libellules - Commune de Castelnau-le-Lez	447
MD2022-637	Décision relative à un accord-cadre n°M1D0056EA - Travaux de renouvellement et de maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie du territoire de Montpellier	449
MD2022-638	Décision relative au marché n°M8D5196AJ - Souscription de contrats d'assurance pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°4 : Tous risques d'expositions et objets d'art - Modification de la dénomination sociale du titulaire	452
MD2022-639	Décision relative au marché n° M2B0041DS - Conseil phytosanitaire pour les aires de jeu des stades de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	454
MD2022-640	Décision relative à un avenant n°9 prorogeant l'occupation de locaux par la société ECOMNEWS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	456
MD2022-644	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société LINEUP OCEAN au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature	459
MD2022-645	Décision relative à l'acquisition du lot 803 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK271, IK274 et IL505, situées au 2 rue de l'Escoutadou et au 2223 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de Mme MONTERRIN Nathalie, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	462
MD2022-646	Décision relative à l'indemnisation du Syndicat des copropriétaires de la Résidence Parc Académie à la suite de la perte d'un arbre liée à la réalisation de la ligne 5 de tramway	465
MD2022-647	Décision relative au don de Madame Sophie DUF d'un ensemble de 20 œuvres de Charles-Henri MONVERT (1948 Neuilly-sur-Seine - 2018, Paris)- Autorisation de signature	468
MD2022-648	Décision relative à un avenant n°5 prorogeant l'occupation de locaux par la société EMVISTA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	470
MD2022-649	Décision relative à une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Les Ecolières ' avec la société "SAS COMMANDATURE" sur la Commune de Beaulieu - Autorisation de signature	473
MD2022-650	Décision relative à une convention de mise à disposition de l'Agora de la Danse dans le cadre de la Comédie du Livre - Autorisation de signature	476

N°décision	Titre	Pages
MD2022-651	Décision relative à un avenant n°7 prorogeant l'occupation de locaux par la société ODESIO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature	478
MD2022-652	Décision relative à un avenant n°5 prorogeant l'occupation et l'extension de locaux par la société COMITI au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature	481
MD2022-654	Décision relative à l'octroi de subventions aux audits énergétiques de copropriétés dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation - Autorisation de signature	484
MD2022-655	Décision relative au marché subséquent n°M2D0007EP - Travaux de réalisation d'un carrefour giratoire sur la RM612 à Villeneuve-les-Maguelone - Attribution	487
MD2022-658	Décision relative à un bail précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Terracoopa - Domaine de Viviers à Jacou	490
MD2022-660	Décision d'ester en justice "Requête n°2202447-8 TA - Ressources Humaines"	492
MD2022-661	Décision relative à un marché n°M1C0017MG - Nettoyage des réseaux aérauliques des bâtiments sportifs et culturels de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	494
MD2022-662	Décision relative au marché n°M2B0009VD - Mission de contrôle des vibrations dues aux tirs de mines externes sur l'Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux de Castries	497
MD2022-663	Décision relative à l'attribution d'un marché de maîtrise d'œuvre d'espaces publics pour la mise en valeur et l'embellissement de l'espace urbain Arceaux-Peyrou à Montpellier	499
MD2022-666	Décision relative à un avenant n°5 au contrat de Partenariat pour la gestion énergétique, la construction avec financement, la maintenance et renouvellement des ouvrages d'éclairage public, vidéosurveillance, génie civil pour réseau de communication haut débit et signalisation lumineuse tricolore sur le territoire de la ville de Juvignac	502
MD2022-667	Décision relative à un avenant n°1 au marché subséquent M0D0039EA - Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable sur la rue Guillaume Pellicier - Autorisation de signature	505
MD2022-668	Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'établissement Amarger/Arguel à Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature	508
MD2022-669	Décision relative à un avenant n°2 prorogeant l'occupation de locaux par la société WATER ROBOTICS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature	510
MD2022-670	Décision relative à un avenant n°2 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage passée avec la commune de Restinclières pour la requalification de la route de Montpellier entre la rue du puits et le chemin du bois - Autorisation de signature	513

N°décision	Titre	Pages
MD2022-671	Décision relative à un marché n° M1B0076MG "Maintenance des moteurs et actionneurs des Centrales de Traitement d'air (CTA) des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole" – Attribution	516
MD2022-672	Décision relative au marché subséquent de travaux n°M1D0032EP - Création d'un carrefour en T sur la RM112 à Montferrier-sur-Lez - Autorisation de signature du protocole transactionnel	519
MD2022-673	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public de l'aéroport Montpellier Méditerranée - Autorisation de signature	521
MD2022-679	Décision relative aux renouvellements d'adhésions à des organismes extérieurs dans le cadre de la politique agroécologique et alimentaire de la Métropole - Autorisation	523
MD2022-684	Décision relative à la gestion de l'immeuble Coupole Sud rue Léon Blum à Montpellier - Prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole en tant que propriétaire unique	525
MD2022-685	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR)	528
MD2022-688	Décision relative à l'acquisition du lot 805 sur l'assiette de la copropriété Les collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK271, IK274 et IL505, situées au 2 rue de l'Escoutadou et 2223 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de Mme SAGORY Patricia dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	530
MD2022-690	Décision relative au FDI Stadium - Convention de mise à disposition entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS MHB Events - Espace snack restauration - Avenant n°1 - Autorisation de signature	533
MD2022-692	Décision relative au marché n°8.42E "Travaux d'infrastructures" (Infra 1) dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway - Attribution	535
MD2022-693	Décision relative à l'attribution du marché n°8.86R "Conseil, stratégie et création des supports de communication" dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	538
MD2022-699	Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la ZAC Euromédecine II pour les parcelles TK 7, 10 et 11 (Agence Publique pour l'immobilier de la Justice APIJ) Commune de Montpellier - Autorisation de signature	541
MD2022-706	Décision relative à l'organisation du concours de podcasts "C dans le son : Montpellier, place forte des Industries Culturelles et Créatives (ICC): de la formation à la création" - Règlement du concours	544
MD2022-707	Décision relative à une lettre de mandat autorisant la FRCIVAM à déposer une candidature commune à l'appel à manifestation d'intérêt "Démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires" dans le cadre du quatrième Programme d'Investissement d'Avenir de l'Etat - Autorisation de signature	547
MD2022-709	Décision relative au marché M2B0016TE "Réalisation d'un cadastre solaire sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole" - Autorisation de signature	550

N°décision	Titre	Pages
MD2022-710	Décision relative à l'acquisition dans le volume B1 du lot privatif n°138 au sein de la copropriété "le domaine de la Coustaude" située 1 chemin de la Coustaude à Saint Jean de Védas appartenant à Mme SENTOURENS épouse POIRIER dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	553
MD2022-714	Décision relative à un avenant n°2 au marché n°M0C0008EP - Conception et réalisation d'œuvres artistiques sur le pont André Vézinhét - Autorisation de signature	556
MD2022-717	Décision relative à l'acquisition de 152m² de bien immobilier sis 7 rue Simone de Beauvoir à Saint-Jean-de-Vedas, appartenant à M. et Mme GAY dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	559
MD2022-718	Décision relative à l'acquisition de 255m² de bien immobilier sis 3170 Route de Lavérune à MONTPELLIER appartenant à M. Saint PISCIOTTA dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	562
MD2022-719	Décision relative à l'acquisition de 16m² de bien immobilier sis 2377 route de Lavérune à SAINT-JEAN-DE-VEDAS appartenant à M. et Mme BRIZINI dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	565
MD2022-720	Décision relative à l'acquisition du lot 801 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK271, IK274 et IL505 sises 2 rue de l'Escoutadou et 2223 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, appartenant à Mme Françoise FERRANDEZ dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	568
MD2022-721	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BV51, sise Girac à CLAPIERS appartenant à HECTARE SAS, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	571
MD2022-723	Décision relative à l'acquisition du lot privatif n°137 dans le volume B1 au sein de la copropriété "le domaine de la Coustaude" située 1 chemin de la Coustaude à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, appartenant à Mme LELEU Sandrine et M. LANDRY Eric, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	574
MD2022-724	Décision relative à l'acquisition de 88m² de bien immobilier sis 52 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré IV165, ainsi que de 43m² sis 52b route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré IV539, appartenant à M. et Mme ROBERT dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	577
MD2022-726	Décision relative à l'acquisition du lot 811 sur l'assiette de la copropriété les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK271, IK274 et IL505, situées 2 rue de l'Escoutadou et 2223 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, appartenant aux époux CORBOBESSE dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	580
MD2022-727	Décision relative à l'acquisition de 8 m² de bien immobilier sis 2831 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, appartenant à M. et Mme SOUFIANE dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	583

N°décision	Titre	Pages
MD2022-729	Décision relative à l'installation de 4 "Tree Hut" de l'artiste Tadashi Kawamata dans des arbres de la place de la Canourgue par la Fondation d'entreprise GGL - Autorisation de signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine public	586
MD2022-739	Décision relative à l'acceptation de prise de jouissance différée du bien acquis sis 331 rue Amy Molliesson à MONTPELLIER, appartenant à Monsieur et Madame GHIRINGHELLI, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	588
MD2022-745	Décision d'ester en justice "CAA Toulouse - Métropole contre Société Multi Trans route"	591
MD2022-768	Décision relative à un marché n°M1D0040EA - Réhabilitation du réseau d'Eaux Usées (EU) et la création d'un poste de refoulement à Baillargues, Route Impériale / Chemin du Petit Bonheur	593



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
**Service Programmation & Développement de l'Habitat**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par la SA d'HLM FDI Habitat  
pour la construction de 40 logements  
locatif sociaux - Résidence autonomie ' Les  
Garrigues ' - Chemin de la Bergerie à  
Cournonterral - Convention - Autorisation  
de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;



**CONSIDÉRANT :**

- que la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « l’Emprunteur », réalise 40 logements locatifs sociaux neufs à destination des personnes âgées non dépendantes, résidence autonomie « Les Garrigues », 1 Chemin de la Bergerie à Cournonterral. Le programme comprend 40 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par l’atelier d’architecture montpelliérain Patrice GENET.

- que l’Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d’un prêt d’un montant total de 5 079 092 € à souscrire auprès du Crédit Agricole du Languedoc pour financer cette opération selon les caractéristiques financières mentionnées ci-après :

	<b>PLS Construction</b>	<b>PLS Foncier</b>
<b>Montant du prêt PLS :</b>	4 070 263 €	1 008 829 €
<b>Durée totale du prêt :</b>	40 ans	50 ans
<b>Taux d’intérêt actuariel annuel révisable :</b>	<b>Taux du Livret A en vigueur à la date d’effet du contrat de prêt</b>	
	<b>+ 1,11 %</b>	
<b>Révisabilité des taux d’intérêt</b>	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d’intérêt puisse être inférieur à 0 %	

- que l’octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d’une convention.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** D’accorder la garantie d’emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du Prêt d’un montant total de 5 079 092 € à souscrire par l’Emprunteur auprès du Crédit Agricole du Languedoc, selon les caractéristiques financières décrite ci-dessus.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu’au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l’ensemble des sommes contractuellement dues par l’Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d’exigibilité.

Sur notification de l’impayé par lettre simple du Crédit Agricole du Languedoc, Montpellier Méditerranée Métropole s’engage dans les meilleurs délais à se substituer à l’Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s’engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s’engage à informer, sans délai, le Crédit Agricole du Languedoc de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** D’autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre le Crédit Agricole du Languedoc et la SA d’HLM FDI Habitat et à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l’exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Conv\_GE\_FDI\_RA\_Garrigues.docx
- Perspective\_RA\_Garrigues.pdf
- Localisation\_RA\_Garrigues.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par la SA d'HLM FDI Habitat  
pour la construction d'une résidence  
autonomie de 52 logements locatif sociaux -  
Résidence autonomie ' Les Gariguettes ' -  
ZAC Cantaussel - lot A13 à Saint-Brès -  
Convention - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;

- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

**Considérant :**

- que la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise 52 logements locatifs sociaux neufs à destination des personnes âgées non dépendantes, résidence autonomie « Les Gariguettes », ZAC Cantausse - lot A13 à Saint-Brès. Le programme comprend 52 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain Patrice GENET.

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 7 375 746 € à souscrire auprès du Crédit Agricole du Languedoc pour financer cette opération selon les caractéristiques financières mentionnées ci-après :

	PLS Construction	PLS Foncier
<b>Montant du prêt PLS :</b>	6 304 855 €	1 070 891 €
<b>Durée totale du prêt :</b>	40 ans	50 ans
<b>Taux d'intérêt actuariel annuel révisable :</b>	<b>Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt</b>	
	+ 1,11 %	
<b>Révisabilité des taux d'intérêt</b>	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %	

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 7 375 746 € à souscrire par l'Emprunteur auprès du Crédit Agricole du Languedoc, selon les caractéristiques financières décrite ci-dessus.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Agricole du Languedoc, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, le Crédit Agricole du Languedoc de tout projet de réforme de la présente décision.

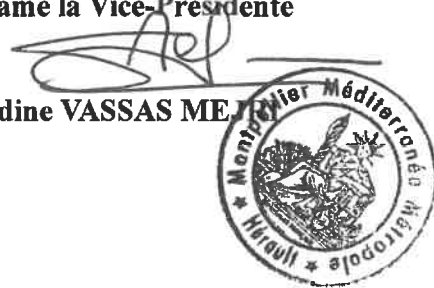
**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre le Crédit Agricole du Languedoc et la SA d'HLM FDI Habitat et à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEYER



Publiée le : 14 JUIN 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 14 JUIN 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Conv\_GE\_FDI\_RA\_Gariguettes.docx
- Perspective\_RA\_Gariguettes.pdf
- Localisation\_RA\_Gariguettes.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux déplacements à  
l'étranger des agents de la Direction du  
développement économique et de l'Emploi  
de Montpellier Méditerranée Métropole -  
Autorisation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les cas dans lesquels les frais induits par les déplacements d'agents de la Métropole ou de personnalités extérieures (ainsi que l'accueil de ces dernières) peuvent être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Hind EMAD, Vice-Présidente déléguée au Développement économique et numérique ;

**CONSIDERANT :**

- que depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique en s'appuyant sur ses réseaux. Elle a renforcé son positionnement international afin de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes ;
- que l'association NBIA (National Business Incubation Association) est la première organisation internationale rassemblant les professionnels de la création et de l'incubation d'entreprises. Etablie au Etats-Unis, elle compte plus de 1500 membres dans 50 pays ;

- que lors de la cérémonie organisée en 2007, Montpellier Méditerrané Métropole a obtenu le prix du meilleur incubateur pour l'excellence globale des programmes d'incubation. Il a été à ce titre le 1<sup>er</sup> incubateur en Europe à être primé ;
- que le classement UBI INDEX a nommé le BIC (Business Innovation Center) de Montpellier Méditerrané Métropole parmi les 5 meilleurs incubateurs internationaux sur un panel de 700 incubateurs dans 70 pays ;
- que par ailleurs, le BIC de Montpellier Méditerrané Métropole a été intégré depuis 2007 réseau américain du NBIA. Cette participation au NBIA implique le déplacement d'une personne pour participer à minima au congrès annuel du réseau américain. Le coût estimé de ces déplacements pour 2022 s'élève à 5 000 € ;
- que l'association EBN (Européen Bic Network) est le réseau européen des CEEI pendant du NBIA au niveau européen. Ce réseau de référence rassemble, dans l'Europe élargie, les "Centres Européens d'Entreprise et d'Innovation" et les organismes dont la vocation est de fournir un soutien professionnel multidisciplinaire et de qualité aux entrepreneurs et PME innovants (3 déplacements européens dont le congrès annuel du réseau et 2 réunions techniques). Le coût estimé de ces déplacements pour 2022 s'élève à 5 000 € ;
- que le BIC de Montpellier Méditerrané Métropole de par sa notoriété internationale, est une référence et un membre actif des réseaux européens. Deux déplacements pour promouvoir le programme Softlanding du BIC (International) ainsi que pour le classement UNI INDEX interviendront en 2022 pour un coût estimé à 5 000 € ;
- la vocation internationale du projet Med Vallée et que dans le cadre de ce projet des déplacements à l'étranger sont prévus afin de rencontrer l'ensemble des partenaires potentiels notamment un déplacement au Sénégal du 21 au 24 mars 2022. Le budget estimé pour l'ensemble des déplacements du projet Med Vallée est estimé à 10 000 € ;
- qu'après de nombreuses rencontres entre la Métropole et le Conseil Départemental de Rufisque (à côté de Dakar, Sénégal), le principe d'une coopération en matière de politique alimentaire de territoire a été validée en début d'année 2020. La coopération prend essentiellement l'aspect d'échanges d'expertises et de renforcement de capacités sur les trois axes de coopération dont une visite d'experts de Montpellier à Rufisque (initialement prévue à l'automne 2020, reportée cause Covid à début 2021 puis en 2022) Le déplacement de cette délégation de Montpellier à Rufisque est estimé à 15 000 € ;

Il est donc proposé d'autoriser les déplacements ci-dessus pour les agents et les élus ainsi que la prise en charge au frais réels des aspects logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite des coûts estimés ci-dessus.

## **DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'autoriser les déplacements en Europe, aux Etats-Unis et au Sénégal des agents et/ou des élus concernés ainsi que la prise en charge ou le remboursement aux frais réels des dépenses afférentes à ces déplacements dans la limite de 40 000 € maximum.

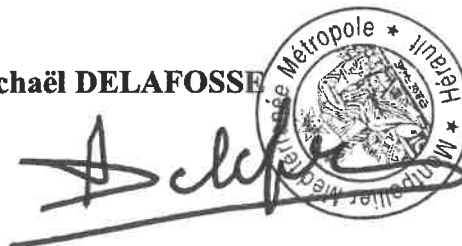
**ARTICLE 2** : de dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerrané Métropole.

**ARTICLE 3** : d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19 MAI 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

The image shows a handwritten signature in black ink over a circular official stamp. The stamp contains the coat of arms of Montpellier Méditerranée Métropole and the text "Montpellier Méditerranée Métropole" and "Hérault".

19 MAI 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

19 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention cadre de  
partenariat culturel et scientifique -  
2022/2025 - Institut National de  
Recherches Archéologiques Préventives  
(I.N.R.A.P.) - Site archéologique Lattara -  
musée Henri Prades**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 H.T.;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et patrimoine historique » ;
- **CONSIDERANT** que le site archéologique Lattara - musée Henri Prades – présente au second et troisième étage du musée une collection permanente constituée principalement d'objets issus des fouilles effectuées sur le site et le territoire métropolitain,
- **CONSIDERANT** que l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (I.N.R.A.P.) a pour mission d'assurer, sur prescription de l'Etat, la détection et la sauvegarde par l'étude des éléments du patrimoine archéologique affectés par les travaux publics et privés concourant à

l'aménagement du territoire. L'archéologie préventive relève d'une mission de service public conformément au principe posé par l'article L.521-1 du code du Patrimoine. Dans ce cadre, l'I.N.R.A.P. réalise l'exploitation scientifique des opérations archéologiques et la valorisation des résultats obtenus.

- **CONSIDERANT** que dans ce cadre, le site archéologique Lattara - musée Henri Prades et l'I.N.R.A.P. souhaitent prolonger leur partenariat ayant pour objectif commun, outre la valorisation des fouilles effectuées par l'I.N.R.A.P., la préparation et la réalisation d'actions scientifiques, de médiation, de communication et de valorisation culturelle tendant à promouvoir l'archéologie,

- **CONSIDERANT** que cette collaboration scientifique et culturelle d'intérêt général entre les parties, contribue au renforcement et au rayonnement culturel de Montpellier Méditerranée Métropole et participe activement à la valorisation et à la médiation du patrimoine archéologique national auprès d'un large public,

### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Une convention cadre de partenariat culturel et scientifique est conclue entre l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (I.N.R.A.P.) et le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2 :** Cette convention précise le cadre et les domaines du partenariat culturel et scientifique. Pour chacune des opérations réalisées en collaboration, une convention particulière d'application venant préciser la nature de l'action concernée et les engagements de chacune des parties pourra être conclue en référence à cette convention-cadre.

**ARTICLE 3 :** Cette convention prendra effet à compter de sa date de signature, pour une durée de trois ans, renouvelable par tacite reconduction.

**ARTICLE 4 :** Cette convention est conclue à titre gratuit, elle n'implique aucun engagement financier de l'une ou l'autre des parties.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention cadre de partenariat culturel et scientifique visée aux articles précédents.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

21/4/22

**Publiée le :** 26 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Relations Internationales Métropole**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la participation de**  
**Montpellier Méditerranée Métropole au**  
**Salon International de l'Agriculture (SIA)**  
**à Paris du 28 février au 2 mars 2022**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle qui dans le cadre de la délibération relative à la prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la Métropole et des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées d'autoriser :
  - octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers métropolitains pour représenter le Conseil de Métropole, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
  - approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Métropole peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
  - approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole, les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du développement économique et numérique ;

**CONSIDERANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole conduit et anime une politique volontariste en matière de viticulture avec la création du Pôle vin ;
- que le Salon International d'Agriculture de Paris est un haut lieu de promotion pour la filière viticole ;
- que Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole doit se rendre à ce salon dans le cadre de plusieurs conférences de presse, et aussi pour des moments de mise en avant des viticulteurs métropolitain dans le cadre de dégustations ;
- que le Pôle Attractivité, Développement économique et emploi est « porteur » du Pôle vin ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'approuver la participation d'un technicien, et de deux personnalités extérieures invitées (vignerons/producteurs) ainsi que la prise en charge financière de la mission estimée à 1 000 € sur la base des frais réels.

**ARTICLE 2 :** De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **31 MAI 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Hind EMAD**



**Publiée le : 01 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **01 JUIN 2022**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par la SA d'HLM FDI Habitat  
pour la construction de 6 logements  
sociaux - Résidence 'Les Ecureuils' - Route  
de Saint-Vincent de Barbeyrargues à  
Prades-le-lez - Convention - Autorisation  
de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- VU le contrat de prêt n°131906 en annexe signé entre FDI Habitat, Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**CONSIDÉRANT :**

- que la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 6 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Les Ecureuils », route de Saint-Vincent de Barbeyrargues à Prades-le-lez. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Toits de France, comprend 4 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par Jean-Marie PONCELET, architecte à Montpellier ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 651 337 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°131906 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;
- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;
- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 651 337 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°131906, constitué de 5 lignes de prêts, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEYER



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONTRAT DE PRET 131906\_Ecureuils\_Prades.pdf
- CONV\_FDI\_GE\_Ecureuils\_Prades.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
**Service Programmation & Développement de l'Habitat**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
garantie de l'emprunt contracté par la SA  
d'HLM FDI Habitat pour la construction  
de 26 logements sociaux - Résidence '  
Domaine Celsiana ' - ZAC Les Horts de  
Vernis - lot 149 à Saussan - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°131779 en annexe signé entre FDI Habitat, Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

**CONSIDERANT :**

- que la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise 26 logements locatifs sociaux neufs à destination des seniors, résidence « Domaine Celsiana », ZAC Les Horts de Vernis - lot 149 à Saussan. Le programme comprend 8 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 13 Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain Philippe Rubio ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 353 544 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°131779 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 2 353 544 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°131779, constitué de 8 lignes de prêts, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJER



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de contrat de prêt\_131779\_Celsiana\_Saussan.pdf
- Projet de convention\_FDI\_GE\_Celsiana-lot 149\_Saussan.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Énergie et Télécom**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°2 au  
marché 5095MG18 "Marché d'exploitation  
et de maintenance en génie climatique  
d'une partie des bâtiments de Montpellier  
Méditerranée Métropole" - Lot 1  
"Bâtiments administratifs"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

-VU le marché n° 5095MG18 – Marché d'exploitation et de maintenance en génie climatique d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole – Lot 1 « Bâtiments administratifs » ;

-VU l'avenant n°1, notifié le 13 mars 2020, portant sur une précision d'indice pour la révision des prix ;

**CONSIDERANT:**

-que la société SPIE Facilities, Parc d'activités Marcel Dassault 170 rue Henri Farman, 34 435 Saint-Jean-de-Védas cedex est titulaire du lot 1 « Bâtiments administratifs » du marché 5095MG18 ;

-que le pôle Littoral a déménagé dans des locaux qui n'appartiennent pas au périmètre de la Métropole et qu'il faut supprimer cette prestation, effective au 15 janvier 2022 ;

- qu'il est nécessaire de conclure un avenant n°2 concernant le lot 1 « Bâtiments administratifs » en raison de l'incidence financière de ce retrait sur le montant du marché ;

- que le montant de l'avenant en moins-value est le suivant :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 566,89 €
- Montant TTC : 680,27 €
- Soit -3,6%

-que le nouveau montant annuel pour la part forfaitaire du lot 1 est le suivant :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 3 382,18 €
- Montant TTC : 4 058,62 €

**D E C I D E**

**Article 1** : De signer un avenant n°2 au lot 1 « Bâtiments administratifs » du marché 5095MG18 avec la Société Spie Facilities en raison du déménagement du Pôle Littoral dans des locaux situés en dehors du périmètre de la Métropole.

**Article 2** : De dire que l'avenant n°2 a pour incidence une moins-value sur le montant du marché de 566,89 € HT soit 680,27 € TTC. Le nouveau montant annuel de la part forfaitaire pour le lot n°1 est de 3 382,18 € HT soit 4 058,62 € TTC.

**ARTICLE 3** : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**Article 4** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°2 visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 22 AVR. 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**Jean-François AUDRIA**



**Publiée le : 09 MAI 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 09 MAI 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

**- 5095\_Lot1\_av2\_signé Spie.pdf**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à une**  
**décision n°2006-46 du 1er février 2006**  
**concernant la location d'un appartement**  
**Résidence Saint-Martin au 679 avenue du**  
**Près d'Arène à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU la décision 2006-46 du 01/02/2006 concernant la location d'un appartement de type F5 situé au 679 avenue du Près d'Arènes, résidence Saint-Martin, bâtiment 44 à Montpellier (34 000) ;
- VU le contrat de location du 28 février 2006 signé entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur BAHNINI Mohamed, Monsieur BAHNINI Ali et Monsieur BAHNINI Abdelaziz suite à la décision 2006-46 du 01/02/2006 ;

**CONSIDERANT :**

-Que la décision du 2006-46 du 01/02/2006 concernant la location d'un appartement de type F5 situé au 679 avenue du Près d'Arènes, résidence Saint-Martin, bâtiment 44 à Montpellier (34 000) prévoyait des signataires différents des signataires du contrat du 26 février 2006 ;

-Qu'il est nécessaire dans un souci de bonne gestion du contrat de modifier la décision initiale afin d'y préciser les noms des signataires au contrat ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La présente décision modifie l'article 1 de la décision n° 2006-46 du 01/02/2006 concernant la location d'un appartement de type F5 situé au 679 avenue du Près d'Arènes, résidence Saint-Martin, bâtiment 44 à Montpellier (34 000).

**ARTICLE 2 :** L'article 1 est le suivant : « Le contrat de location est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur BAHNINI Mohamed, Monsieur BAHNINI Ali et Monsieur BAHNINI Abdelaziz ».

**ARTICLE 3:** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 MAI 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRI



Publiée le : 30 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 MAI 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Décision 2006-46 location Bahnini.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Conservatoire

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
partenariat avec l'association "Singulier  
Pluriel"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO, Vice-Président délégué à la Culture et au Patrimoine historique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;

**CONSIDERANT :**

La Cité des Arts – Danse, Musique, Théâtre, (Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole) a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.) au sein du réseau national des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique par le Ministère de la Culture et de la Communication.

L'association Singulier Pluriel est fondée depuis 2004 par la chorégraphe Jos Pujol à Montpellier.

Elle développe une démarche artistique qui conjugue danse contemporaine et langue des signes, en direction d'une forme dansée singulière et poétique qu'elle nomme Signadanse.

Ses actions s'articulent autour de 3 axes et sont accessibles à un public sourd et entendant:

1. Les créations chorégraphiques pour la scène, pour les musées et expositions d'art contemporain.
2. Les actions artistiques avec les publics
3. L'enseignement auprès des scolaires (de la maternelle au lycée), des étudiants (IRTS).

Les actions de médiation avec les publics en lien avec les spectacles de la Cie.

Ateliers Signadanse pour les publics dans les musées.

La création et le développement d'outils pédagogiques pour l'accessibilité à la danse (ex le glossaire).

A cet égard, les salles situées au sein de l'espace Candolle, équipement métropolitain occupé par le CRR, sont tout à fait appropriés à l'organisation d'un travail sur l'élaboration d'un glossaire des fondamentaux de la danse bilingue en français et en langue des signes.

### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** L'association Singulier Pluriel et Montpellier Méditerranée Métropole conviennent d'un partenariat pédagogique dont l'objectif est de favoriser toutes les initiatives permettant la danse inclusive.

Dans ce cadre, l'association Singulier Pluriel viendra avec différents groupes sur des créneaux définis d'un commun accord avec la Cité des Arts pour pratiquer la danse et faire découvrir la Cité des Arts à de nouveaux publics.

Ainsi les élèves et les professeurs de la Cité des Arts auront la possibilité de participer à un laboratoire chorégraphique en Signadanse.

**ARTICLE 2 :** Ce partenariat concerne l'année scolaire 2021/2022.

**ARTICLE 3 :** Les engagements respectifs des parties sont les suivants :

- Les engagements de Singulier Pluriel :

L'association Singulier Pluriel s'engage à enseigner la danse aux élèves du CESDA les lundis de 14h00 à 16h00 pendant la période scolaire. L'association Singulier Pluriel sera également présente à La Cité des Arts pour des activités artistiques et de recherche sur l'élaboration d'un glossaire visuel nommé Signadanse.

- Les engagements de Montpellier Méditerranée Métropole pour la Cité des Arts :

La Cité des Arts s'engage à co-animer des ateliers de danse à destination de jeunes adultes sourds et malentendants, s'engage à mettre à disposition un studio de danse pour accueillir les activités artistiques et pédagogique et de recherche de l'Association Singulier Pluriel.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

21/4/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



**Publiée le :** 26 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention Singulier Pluriel

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Conservatoire**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
partenariat avec l'association Mosaik  
Danse**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO, Vice-Président délégué à la Culture et au Patrimoine historique ;

**CONSIDERANT :**

- Que la Cité des Arts – Danse, Musique, Théâtre, (Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole) a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.) au sein du réseau national des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique par le Ministère de la Culture et de la Communication.
- Que Mozaïk est une compagnie de danse spécialisée dans la danse inclusive qui intervient tout au long de l'année sur le territoire de la Métropole de Montpellier, de l'Hérault et de l'Occitanie au travers d'actions de transmission, de création et de valorisation.

Ces trois axes pleinement complémentaires se retrouvent dans les différents projets portés par l'association en 2021-22 :

- Danser nos Différences (actions de transmission menées à l'année et festival No(s) Limit(es)
- Création & Diffusion
- Formation

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** L'association Mozaïk et la Cité des Arts conviennent d'un partenariat dont l'objectif est de favoriser toutes les initiatives permettant la danse inclusive.

**ARTICLE 2 :** Ce partenariat concerne l'année scolaire 2021/2022.

**ARTICLE 3 :** Les engagements respectifs des parties sont les suivants :

- Mozaïk s'engage à rencontrer les équipes enseignantes du conservatoire afin de les sensibiliser à la danse inclusive.

A travailler en lien avec les équipes de direction, coordination et pédagogique à la préfiguration d'un laboratoire chorégraphique en danse inclusive pour l'année 2022-23

- Les engagements de Montpellier Méditerranée Métropole pour la Cité des Arts :

La Cité des Arts s'engage à mettre à disposition un studio de danse en dehors des plages réservées aux activités du CRR de manière hebdomadaire, à accueillir une résidence d'artistes de l'Association Mozaïk.

La Cité des Arts s'engage à accueillir un événement du festival No(s) Limit(es) dans l'auditorium Edgard Varèse le 11 juin 2022.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.



**Eric PENSO**

21/4/22

**Publiée le : 26 AVR. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention Mosaik Danse

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché  
n°M9D0139EA - Travaux d'aménagement  
de la basse vallée de la Mosson**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation à Madame Véronique NEGRET en matière de « Littoral, Prévention des Risques Majeurs et GEMAPI »;
- VU la décision n°MD2020-1202 du 29 décembre 2020 attribuant le marché n° M9D0139EA Travaux d'aménagement de la basse vallée de la Mosson au groupement VINCI CONSTRUCTION TERRASSEMENT/ PHILIP FRERES dont le mandataire est la société VINCI CONSTRUCTION TERRASSEMENT sise Agence Terrassement Corse- Méditerranée – 410 rue Serpentine – 13510 EGUILLES, marché conclu pour une durée de 15 mois et pour un montant de 3 147 216€ HT.

**CONSIDERANT :**

- Que des prix nouveaux nécessaires pour répondre aux sujétions techniques survenues en cours de marché doivent être ajoutés au Bordereau des Prix Unitaires ;
- Que les quantités prévisionnelles doivent être ajustées ;

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché M9D0139EA Travaux d'aménagement de la Basse Vallée de la Mosson avec le groupement VINCI CONSTRUCTION TERRASSEMENT/ PHILIP FRERES dont le mandataire est la société VINCI CONSTRUCTION TERRASSEMENT sise Agence Terrassement Corse- Méditerranée – 410 rue Serpentine – 13510 EGUILLES, avenant conclu pour un montant de 462 724.27€ HT.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **17 MAI 2022**

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET



Publiée le : **19 MAI 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **19 MAI 2022**  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**  
- M9D0139EA - avenant 1 signé VCT + PJ.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique  
Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête  
n°2200424-5 TA - Monsieur et Madame  
REMOND Christophe"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

**Considérant**

- la requête n°2200424-5 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le par Monsieur et Madame REMOND Christophe contre l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021 portant modification de la déclaration d'utilité publique du projet de la ligne n°5 du tramway et emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la ville de Montpellier;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.



**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 2200424-5 par Monsieur et Madame REMOND.

**ARTICLE 2** : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 22 AVR. 2022  
Monsieur le Vice-Président

**Jean-François AUDRIN**

Publiée le : 28 AVR. 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 28 AVR. 2022  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets**  
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché  
n°M1D0026VD de suivi post-exploitation  
des centres d'enfouissement techniques du  
Thôt et des Molières - Lots 1 et 2 -  
Attributions**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, Tri, Valorisation des déchets et à la politique zéro déchet » ;

**Considérant :**

- la nécessité de lancer une consultation pour le suivi post-exploitation des centres d'enfouissement techniques du Thôt sur la commune de Lattes et des Molières sur la commune de Pignan ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un appel d'offres ouvert décomposé en 2 lots, pour une durée de 36 mois.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :  
- Valeur Technique : 60%  
- Prix des prestations : 40%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 7 avril 2022 a classé et choisi les offres pour chacun des deux lots :

- pour le lot 1 : Entretien et maintenance des équipements techniques (hors biogaz et bassins), prélèvements et analyses environnementales réglementaires périodiques du Tôt et des Molières, le groupement ABO-ERG Environnement/Rousselet Environnement présentant une offre économiquement avantageuse ;

- pour le lot 2 : Entretien et maintenance du réseau de captage du biogaz, de la torchère et des bassins d'eaux pluviales du Thôt, la société GEOBIO présentant une offre économiquement avantageuse.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché M1D0026VD de Suivi d'exploitation des centres d'enfouissement techniques du Thôt et des Molières comme suit :

- Lot 1 : Entretien et maintenance des équipements techniques (hors biogaz et bassins), prélèvements et analyses environnementales réglementaires périodiques du Tôt et des Molières, au groupement ABO-ERG Environnement/Rousselet Environnement sous la forme d'un accord-cadre composite comportant des prestations rémunérées par un prix global et forfaitaire (à hauteur de 119 770 € HT par an selon l'Acte d'Engagement) et des prestations rémunérées par des prix unitaires. Le lot fait l'objet d'un accord-cadre avec un maximum de 500 000 € HT sur la durée totale du marché.

- Lot 2 : Entretien et maintenance du réseau de captage du biogaz, de la torchère et des bassins d'eaux pluviales du Thôt, à la société GEOBIO pour des prestations rémunérées par application des prix unitaires. Ce lot fait l'objet d'un accord-cadre avec un maximum de 150 000 € HT sur la durée totale du marché.

Pour chacun des deux lots, le marché prend effet à compter de la date de notification pour une durée de 3 ans.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 AVR. 2022**

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



**Publiée le : 02 MAI 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **02 MAI 2022**  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des  
parcelles cadastrées BD n°157 et 159, sise  
commune de Cournonterral - Extension de  
l'aire d'accueil des gens du voyage**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- **VU** le schéma départemental de l'accueil et de l'habitat des gens du voyage (SDAHGV) de l'Hérault 2018-2024;

- **VU** la promesse de vente consentie le 3 mars 2022 par les consorts VIDAL, pour la cession à Montpellier Méditerranée Métropole d'une emprise de 7 897 m<sup>2</sup> à prendre sur la parcelle leur appartenant cadastrée BD n°12, sise commune de Cournonterral et nouvellement numérotée BD n°157, d'une superficie de 6 146 m<sup>2</sup> et BD n°159 d'une superficie de 1 751 m<sup>2</sup>, moyennant le prix de 78 970 € majoré d'une indemnité de 14 180 € correspondant au capital végétal ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir une emprise de 7 897 m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée BD n°12, sise commune de Cournonterral et nouvellement numérotée BD n°157 et 159, afin de pouvoir réaliser l'extension de l'aire d'accueil des gens du voyage de Cournonterral permettant ainsi à Montpellier Méditerranée Métropole de répondre à ses obligations inscrites au SDAHGV 2018-2024,

### **DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur VIDAL Jean-Luc, domicilié 4 rue du Cherche Midi à Cournonterral (34660), de Monsieur VIDAL Gautier, domicilié 12 rue du Parc à Cournonterral (34660) et de Monsieur VIDAL Renaud, domicilié 21 rue Daru à Montpellier (34000), une emprise de 7 897 m<sup>2</sup> à prendre sur la parcelle BD n°12, sise commune de Cournonterral et nouvellement numérotée BD n°157 et 159, d'une superficie respective de 6 146 m<sup>2</sup> et 1 751 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 78 970 € (soixante dix huit mille neuf cent soixante dix euros) majoré d'une indemnité de 14 180 € (quatorze mille cent quatre-vingt euros) correspondant au capital végétal.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente déléguée, ou toute autre personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer l'acte d'acquisition des parcelles visées à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 24 MAI 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Coralie MANTION**



**Publiée le : 31 MAI 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 31 MAI 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature d'une  
convention de prise de possession anticipée  
des parcelles BD n°157 et 159, sises  
commune de Cournonterral - Extension de  
l'aire d'accueil des gens du voyage**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU la promesse de vente consentie le 3 mars 2022 par les consorts VIDAL, pour la cession à Montpellier Méditerranée Métropole d'une emprise de 7 897 m<sup>2</sup> à prendre sur la parcelle BD n°12, sise commune de Cournonterral et nouvellement cadastrée BD n°157 et 159, leur appartenant pour la réalisation de l'extension de l'aire d'accueil des gens du voyage,
- VU la convention de prise de possession anticipée consentie le 3 mars 2022 au profit de



Montpellier Méditerranée Métropole par M. VIDAL Jean-Luc, exploitant, pour l'emprise de 7 897 m<sup>2</sup> à prendre sur la parcelle BD n°12, sise commune de Cournonterral et nouvellement cadastrée BD n°157 et 159, moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 10 000 € ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'occuper le plus rapidement possible l'emprise de 7 897 m<sup>2</sup> à prendre sur la parcelle BD n°12, sise commune de Cournonterral et nouvellement cadastrée BD n°157 et 159 appartenant aux consorts VIDAL et exploitée par M. VIDAL Jean-Luc, préalablement à la réitération par acte authentique de la vente, pour réaliser l'extension de l'aire d'accueil des gens du voyage.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Une convention de prise de possession anticipée d'une emprise de 7 897 m<sup>2</sup> à prendre sur la parcelle BD n°12 et nouvellement numérotées BD n°157 et 159, sises commune de Cournonterral, est signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et M. VIDAL Jean Luc, domicilié 4 rue du cherche midi à Cournonterral (34660), exploitant.

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie et acceptée moyennant le versement d'une indemnité globale et forfaitaire de 10 000 € (dix mille euros).

**ARTICLE 3** : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention de prise de possession anticipée ainsi que tout document relatif à cette affaire visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 MAI 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 31 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Relations Internationales**  
Service Relations Internationales Ville

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

### **Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Cités Unies France**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Clare HART en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Clare HART, Vice-Présidente déléguée au « Rayonnement International et à la Coopération européenne » ;

**CONSIDERANT :**

- que l'association Cités Unies France, créée en 1975 est la tête de réseau, transpartisane et multiniveau, des collectivités territoriales françaises engagées dans l'action internationale;
- qu'elle est membre fondateur de l'organisation mondiale de collectivités territoriales, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), créée en 2004 et aujourd'hui reconnue par les instances multilatérales ;
- que l'association Cités Unies France accompagne l'ensemble des collectivités membres dans la mise en œuvre d'une action internationale au service de l'ouverture à l'international, de leur rayonnement, de leur attractivité et de la promotion des échanges humains, culturels et économiques ;

- qu'elle englobe les échanges économiques, universitaires, la mobilité des jeunes, la coopération décentralisée.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De renouveler l'adhésion à l'Association Cités Unies France (CUF) pour l'exercice 2022, dont le montant de la cotisation s'élève à 11 000 euros TTC.

**ARTICLE 2 :** De dire que tout adhérent à Cités Unies France est aussi membre de droit du réseau Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU).

**ARTICLE 3 :** De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

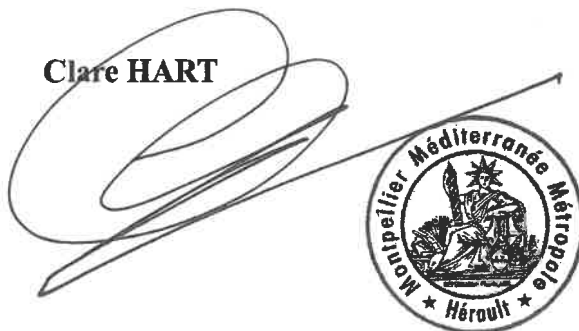
**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction, à signer tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole de Montpellier et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13.06.2022

Madame la Vice-Présidente

Clare HART



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "requête Cour  
d'Appel de Montpellier - Monique  
ANDRIEU"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

**Considérant**

- La déclaration d'appel déposée par Madame Monique ANDRIEU devant la Cour d'appel de Montpellier à l'encontre du jugement n°RG 20/02285 du Tribunal judiciaire de Montpellier du 13 décembre 2021 la déclarant responsable du dommage causé à la chaussée rue Frédéric Mistral à Lattes par deux arbres situés dans sa propriété ;
- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant la Cour d'appel de Montpellier suite au dépôt de la requête n°RG22/01444 par Madame Monique ANDRIEU.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU Avocat.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 11 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

**Jean-François AUDRIN**

**Publiée le : 28 AVR. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Conservatoire**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
partenariat avec l'association Harmonie de  
Jacou**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO, Vice-Président délégué à la Culture et au Patrimoine historique ;

**CONSIDERANT :**

- Que la Cité des Arts – Danse, Musique, Théâtre, (Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole) a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.) au sein du réseau national des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique par le Ministère de la Culture et de la Communication.



Montpellier, le

22/4/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 26 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Harmonie de Jacou

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



- Que l'Orchestre d'Harmonie de Montpellier-Jacou est un ensemble d'instruments à vents et d'instruments de percussion. Il privilégie la musique de concert, écrite ou transcrite spécialement pour Orchestre d'Harmonie.

La présente convention permettra de favoriser les échanges entre les deux structures à travers un partenariat pédagogique.

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** La présente convention a pour objet de favoriser les échanges entre la Cité des Arts Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier (CRR) et les structures de pratiques amateurs encadrées pédagogiquement et artistiquement par des professionnels.

**ARTICLE 2 :** Ce partenariat concerne l'année scolaire 2021/2022.

**ARTICLE 3 :** Les engagements respectifs des parties sont les suivants :

- Aspect pédagogique : musique d'ensemble

Le conseil pédagogique de rentrée de la Cité des Arts établit, en lien avec le chef de l'Harmonie de Jacou Montpellier, une liste d'élèves susceptibles de valider leur unité d'enseignement de pratique collective au sein de l'Harmonie de Jacou. Les élèves de cette liste ne sont pas obligés de participer à cet échange, seuls les volontaires s'inscrivent.

- Modalités pratiques

- Répétitions et concerts

Les répétitions de l'Harmonie de Jacou Montpellier, auxquelles doivent assister les élèves de la Cité des Arts, se déroulent les jeudis soirs (à partir de 20h30) en période scolaire.

Les élèves de la Cité des Arts s'engagent à participer à un minimum de 6 concerts par année scolaire, en fonction du calendrier proposé à la rentrée par l'Harmonie de Jacou Montpellier.

La participation à d'éventuelles répétitions et manifestations supplémentaires est laissée à l'appréciation des élèves.

- Suivi de scolarité

La Cité des Arts fournit la liste des élèves concernés par cette convention à l'Harmonie de Jacou Montpellier qui s'engage à vérifier la présence des élèves aux répétitions et à informer le CRR en cas d'absence. En outre, le chef de l'Harmonie de Jacou Montpellier communique chaque semestre une appréciation au service scolarité de la Cité des Arts qui l'inscrira dans le bulletin de l'élève.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets  
Service Ressources Transversales**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché  
n°3787GD15 de Collecte des déchets  
ménagers et assimilés sur le territoire de  
Montpellier Méditerranée Métropole - Lot  
n°1 "Nord" - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur François VASQUEZ en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans les domaines « Collecte, tri, valorisation des déchets et politique zéro déchet » ;

- VU la délibération n°13219 en date du 22 juillet 2015 attribuant le marché de COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES – MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES N°3787GD15 - LOT n°1 « NORD » à la SOCIETE URBASER ENVIRONNEMENT, pour un montant de 34 618 218,34 € HT et pour une durée de 7 ans ;

**CONSIDERANT :**

- La nécessité de passer un avenant n°1 au lot n°1 « Nord » du marché 3787GD15 de Collecte des déchets ménagers et assimilés pour le prolonger de 4 mois et permettre le lancement d'une procédure transitoire en vue d'un nouveau marché qui devra intégrer d'une part les nouvelles volontés en termes de développement durable et, d'autre part, les orientations politiques à l'horizon 2025 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au lot n°1 « Nord » du marché 3787GD15 de Collecte des déchets ménagers et assimilés, pour le prolonger de 4 mois, avec incidence financière. Le montant prévisionnel de l'avenant n°1 est de 1 700 000 € HT, portant le nouveau marché à 36 318 218,34 € HT.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUIN 2022

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEL



**Publiée le :** 07 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet d'avenant \_13787GD15\_ Lot n°1 " Nord".doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets**  
**Service Ressources Transversales**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°2 du**  
**marché 3787GD15 de Collecte des déchets**  
**ménagers et assimilés sur le territoire de**  
**Montpellier Méditerranée Métropole - Lot**  
**2 : Sud - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans les domaines de « Collecte, tri, valorisation des déchets et politique zéro déchet » ;
- VU la délibération n°13219 en date du 22 juillet 2015 attribuant le marché de COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES – MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES N°3787 (LOT 2 SUD) à la SOCIETE MEDITERRANNEENNE DE NETOIEMENT (SAS), pour un montant de 61 498 836,61 euros HT et pour une durée de 7 ans.
- VU la décision n°MD2020-253 autorisant la signature de l'avenant n°1 ;

**Considérant :**

- La nécessité de passer un avenant n°2 au lot 2 Sud du marché 3787GD15 de Collecte des déchets ménagers et assimilés en vue de le prolonger de 4 mois pour permettre le lancement d'une procédure transitoire en vue d'un nouveau marché qui devra intégrer d'une part les nouvelles volontés en termes de développement durable et, d'autre part, les orientations politiques à l'horizon 2025 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au lot 2 Sud du marché n°3787GD15 de Collecte des déchets ménagers et assimilés, pour le prolonger de 4 mois, avec incidence financière. Le montant prévisionnel de l'avenant n°2 est de 2 730 000 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 64 262 498 € HT.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13/05/2022

Monsieur le Vice-Président

François VASQUE



Publiée le : 16/05/2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

16/05/2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet d'avenant 2\_3787GD15-.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
garantie de l'emprunt contracté par  
l'Office Public de l'Habitat de Montpellier  
Méditerranée Métropole, ACM Habitat,  
pour la construction de 20 logements  
sociaux - Résidence ' Le Parc du Poète ',  
rue Gaston Bachelard à Montpellier -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logement réalisées par les Organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;

- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, modifié par la délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°131178 en annexe signé entre l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

**Considérant :**

- que ACM HABITAT, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-dessous nommé «l'Emprunteur», réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 20 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Le Parc du Poète », rue Gaston Bachelard à Montpellier. Le programme, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Bouygues, Immobilier comprend 13 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 7 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpellierain Carémoli-Miramond ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 3 232 612 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°131178 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de Relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 3 232 612 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°131178, constitué de 5 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.



**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.



**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

 Montpellier, le 13 JUIN 2022  
Claudine la Vice-Présidente  
  
Claudine VASSAS MEJRI

**Publiée le :** 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- projet de contrat de prêt n°131178
- Projet de convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°8 à la  
convention d'occupation du domaine  
public conclue entre Montpellier  
Méditerranée Métropole et la société DP  
TECHNOLOGY EUROPE - Autorisation  
de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein du bâtiment MIBI ;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> mai 2013 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société DP TECHNOLOGY EUROPE pour l'occupation de locaux au sein du MIBI; modifiée par avenants dont le dernier en date du 1<sup>er</sup> mai 2019 ;

- VU la modification dans les statuts du représentant légal de l'établissement DP TECHNOLOGY EUROPE, entité juridique immatriculée à Montpellier ainsi que l'acquisition de ladite société par le groupe suédois HEXAGON AB ;

- VU la demande de la société DP TECHNOLOGY EUROPE de poursuivre son hébergement au sein du MIBI avec une demande de réduction de sa surface au regard du volume actuel de son activité ;

- VU la validation par le comité d'agrément du BIC en date du 15 mars 2022 de toutes ces demandes susvisées ;

**- CONSIDERANT :**

- la réorganisation de la Direction du Développement Economique et Emploi et notamment les réflexions en cours sur la gestion de l'ensemble de son offre d'hébergement d'entreprises, pépinières et hors pépinières ;

- la nécessité d'harmoniser les conventions d'occupation entre les différents bâtiments y compris dans les modalités de reconduction ;

- la volonté d'harmoniser sur l'ensemble des bâtiments la tarification des redevances et les taux de progressivité associés selon la durée d'occupation ;

- Que la société DP TECHNOLOGY EUROPE conserve les critères exigés pour une prorogation de son hébergement au sein du MIBI ;

- Que dans l'attente d'une révision de la convention d'occupation actuelle et des tarifs à délibérer lors d'un prochain conseil métropolitain, une suite favorable est accordée par Montpellier Méditerranée Métropole pour un hébergement de courte durée ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** qu'un avenant à la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société DP TECHNOLOGY EUROPE à compter du 1<sup>er</sup> mai 2022 pour une durée de onze mois et jusqu'au terme de la prorogation fixée au 31 mars 2023. A l'échéance de cette prorogation de 11 mois, soit avant le terme du 31 mars 2023, la nouvelle version de la convention d'occupation pourra être proposée à la société, selon les tarifs en vigueur qui seront approuvés par le Conseil Métropolitain.

Les modifications statutaires ont été prises en compte conformément à l'article 9, de la convention d'occupation initiale stipulant l'obligation de communication d'informations par les entreprises au sein du MIBI et après vérification des documents transmis par ladite société,

**ARTICLE 2:** qu'à compter de cette date et suite à sa demande de réduction, la surface occupée par la société DP TECHNOLOGY EUROPE passe de 375,90 m<sup>2</sup> à 259,90 m<sup>2</sup>, conformément à l'article III.3-2 de la convention initiale prévoyant l'extension et la réduction de surface,

**ARTICLE 3:** qu'à compter du 1<sup>er</sup> mai 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société DP TECHNOLOGY EUROPE est de 3 677,58 euros, conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°D2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 4:** que la recette résultant du présent avenant est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5:** que Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6:** que Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **12 MAI 2022**

Madame la Vice-Présidente

**Hind EMAD**

Publiée le : **13 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 MAI 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT 8 Prorogation 3.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
**Service Programmation & Développement de l'Habitat**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par la SA d'HLM Un Toit Pour  
Tous pour la construction de 2 logements  
sociaux - Résidence 'Art & Verde', avenue  
de Mireval à Villeneuve-lès-Maguelone -  
Convention - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logement réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, modifié par la délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- VU le contrat de prêt n°130966 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré Un Toit Pour Tous, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

**CONSIDERANT :**

- que la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 2 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Art & Verde », située avenue de Mireval à Villeneuve-lès-Maguelone. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur ICADE Promotion comprend 1 logement financé en Prêt Locatif à usage Social (PLUS) et 1 logement financé en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain NBJ architecture ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 87 655 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°130966 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de Relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 87 655 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°130966, constitué de 5 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEYRI



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- contrat de prêt n°130966
- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la**  
**parcelle AC n°42b à Fabrègues -**  
**Aménagement de protection contre les**  
**inondations du Coulazou**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de l'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU la délibération du conseil de Métropole n°M2019-217 en date du 18 avril 2019 approuvant les dossiers règlementaires liés à la mise en œuvre opérationnelle du projet de protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues inscrit dans le PAPI2 Lez Mosson Etangs Palavasiens ;
- VU l'avis des services du pôle d'évaluation domaniale en date du 12 avril 2022 ;



Montpellier, le **24 MAI 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **25 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

**25 MAI 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 22017\_AC42\_DA-DESSIN.pdf
- Plan de division

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

- VU la promesse de vente consentie le 30 mars 2022 par Monsieur et Madame LAUNAI, pour la cession à Montpellier Méditerranée Métropole d'une emprise de 101 m<sup>2</sup> environ à prendre sur la parcelle cadastrée AC n°42, leur appartenant, sise commune de Fabrègues, moyennant le prix de 2 020 € toutes indemnités confondues,

**CONSIDERANT :**

- la nécessité d'acquérir une emprise de 101 m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée AC n°42, sise commune de Fabrègues pour la mise en oeuvre de l'aménagement de protection contre les inondations du Coulazou.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de M LAUNAI Olivier et Mme LAUNAI Marie-Hortense, domiciliés ensemble 21 rue Victor à Avignon (84000), une emprise de 101 m<sup>2</sup> en nature de jardin d'agrément à prendre sur la parcelle cadastrée AC n°42, sise commune de Fabrègues.

**ARTICLE 2 :** L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 2 020 € (deux mille vingt euros) toutes indemnités confondues, les frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente déléguée, ou toute autre personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer l'acte d'acquisition de la parcelle visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°4005EA15 Maitrise d'œuvre en vue de la  
construction de la station d'épuration de  
Murviel Les Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur J-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;

- **VU** la décision n°D2016-153 du 23/03/2016 attribuant le marché n°4005EA15 Maitrise d'œuvre en vue de la construction de la station d'épuration de Murviel Les Montpellier au groupement CEREG/LAUNE ARCHITECTE dont le mandataire est la société CEREG sise Pôle actif – 7 avenue de la Fontanisse – 30660 GALLARGUES LE MONTUEUX, marché conclu pour un montant de 57 500€ HT et pour une durée prévisionnelle de 48 mois ;
- **VU** la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole,
- **VU** la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle,
- **VU** la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence.

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n°4005EA15 Maitrise d'œuvre en vue de la construction de la station d'épuration de Murviel Les Montpellier notifié le 07/04/2016, et ayant pour titulaire le groupement CEREG/LAUNE ARCHITECTE dont le mandataire est la société CEREG sise Pôle actif – 7 avenue de la Fontanisse – 30660 GALLARGUES LE MONTUEUX. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9/05/2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

13 MAI 2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°7  
prorogeant la convention d'occupation du  
domaine public conclue entre Montpellier  
Méditerranée Métropole et la société  
AVINEON pour l'occupation de locaux au  
sein du bâtiment MIBI - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein du bâtiment MIBI ;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> mai 2013 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société AVINEON pour l'occupation de locaux au sein du MIBI; modifiée par avenants dont le dernier en date du 1<sup>er</sup> mai 2019 ;

- VU la demande de la société AVINEON de poursuivre son hébergement au sein du MIBI ;

- VU la validation par le comité d'agrément du BIC en date du 15 mars 2022 de cette demande susvisée ;

**- CONSIDERANT :**

- la réorganisation de la Direction du Développement Economique et Emploi et notamment les réflexions en cours sur la gestion de l'ensemble de son offre d'hébergement d'entreprises, pépinières et hors pépinières ;

- la nécessité d'harmoniser les conventions d'occupation entre les différents bâtiments y compris dans les modalités de reconduction ;

- la volonté d'harmoniser sur l'ensemble des bâtiments la tarification des redevances et les taux de progressivité associés selon la durée d'occupation ;

- que la société AVINEON conserve les critères exigés pour une prorogation de son hébergement au sein du MIBI ;

- que dans l'attente d'une révision de la convention d'occupation actuelle et des tarifs à délibérer lors d'un prochain conseil métropolitain, une suite favorable est accordée par Montpellier Méditerranée Métropole pour un hébergement de courte durée ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** qu'un avenant à la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société AVINEON à compter du 1<sup>er</sup> mai 2022 pour une durée de 11 (onze) mois et jusqu'au terme de la prorogation fixée au 31 mars 2023. A l'échéance de cette prorogation de 11 (onze) mois, soit avant le terme du 31 mars 2023, la nouvelle version de la convention d'occupation pourra être proposée à l'entreprise, selon les tarifs en vigueur qui seront approuvés par le Conseil Métropolitain.

**ARTICLE 2:** que la surface totale occupée par la société AVINEON constituée des modules B2.20, B2.21, B2.22, B2.23, B2.26, B2.27 et B2.30 reste de 160,00 m<sup>2</sup> situés au 2<sup>ème</sup> étage du bâtiment MIBI.

**ARTICLE 3:** qu'à compter du 1<sup>er</sup> mai 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société AVINEON est de 2 264,00 euros, soit 14,15€/m<sup>2</sup> conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°MD2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 4:** que la recette résultant du présent avenant est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5:** que Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6:** que Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **12 MAI 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Hind EMAD**

**Publiée le : 13 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 MAI 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AVENANT 7 Prorogation 3.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°6  
prorogeant la convention d'occupation du  
domaine public conclue entre Montpellier  
Méditerranée Métropole et le PÔLE  
AQUA VALLEY pour l'occupation de  
locaux au sein du bâtiment MIBI -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein du bâtiment MIBI ;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> mai 2013 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et le PÔLE AQUA VALLEY pour l'occupation de locaux au sein du MIBI; modifiée par avenants dont le dernier en date du 1<sup>er</sup> mai 2019 ;
- VU la demande du PÔLE AQUA VALLEY de poursuivre son hébergement au sein du MIBI ;
- VU la validation par le comité d'agrément du BIC en date du 15 mars 2022 de cette demande susvisée ;
- **CONSIDERANT :**
  - la réorganisation de la Direction du Développement Economique et Emploi et notamment les réflexions en cours sur la gestion de l'ensemble de son offre d'hébergement d'entreprises, pépinières et hors pépinières ;
  - la nécessité d'harmoniser les conventions d'occupation entre les différents bâtiments y compris dans les modalités de reconduction ;
  - la volonté d'harmoniser sur l'ensemble des bâtiments la tarification des redevances et les taux de progressivité associés selon la durée d'occupation ;
  - que le PÔLE AQUA VALLEY conserve les critères exigés pour une prorogation de son hébergement au sein du MIBI ;
  - que dans l'attente d'une révision de la convention d'occupation actuelle et des tarifs à délibérer lors d'un prochain conseil métropolitain, une suite favorable est accordée par Montpellier Méditerranée Métropole pour un hébergement de courte durée ;

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1:** qu'un avenant à la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et le PÔLE AQUA VALLEY à compter du 1<sup>er</sup> mai 2022 pour une durée de 11 (onze) mois et jusqu'au terme de la prorogation fixée au 31 mars 2023. A l'échéance de cette prorogation de 11 (onze) mois, soit avant le terme du 31 mars 2023, la nouvelle version de la convention d'occupation pourra être proposée à l'association, selon les tarifs en vigueur qui seront approuvés par le Conseil Métropolitain.

**ARTICLE 2 :** que la surface totale occupée par le PÔLE AQUA VALLEY constituée des modules B2.34 à B2.38 et B2.44 reste de 126,30 m<sup>2</sup> situés au 2<sup>ème</sup> étage du bâtiment MIBI.

**ARTICLE 3:** qu'à compter du 1<sup>er</sup> mai 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par le PÔLE AQUA VALLEY est de 1 784,14 euros, soit 14,15€/m<sup>2</sup> conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°MD2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 4:** La recette résultant du présent avenant est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5:** Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **12 MAI 2022**  
Madame la Vice-Présidente

**Hind EMAD**

Publiée le : **13 MAI 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **13 MAI 2022**  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**  
- AVENANT 6 Prorogation 3.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête  
n°2201566-4 TA - Monsieur Abdelhamed  
AMEUR"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;

**Considérant**

-la requête n°2201566-4 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 28 mars 2022 par Monsieur Abdelhamed AMEUR tendant à obtenir indemnisation pour préjudice subi consécutivement à une chute dont il a été victime rue Lantissargues à Montpellier le 21 novembre 2020.

-Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n 2201566-4 ° par Monsieur Abdelhamed AMEUR.

**ARTICLE 2** : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Gonzague Phelip Avocat.

**ARTICLE 3** : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 11 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

**Jean-François AUDRIN**

**Publiée le : 28 AVR. 2022.**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux  
Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant à la  
convention de PUP "Cave oléicole" sur la  
commune de Pignan - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telle que prévues à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU l'article L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme ;
- VU la délibération N°MD2019-239 en date du 23 mai 2019 autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à conclure une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la société « Les Moulins de Villevielle et Pignan » ;

-VU la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) conclue entre la société « Les Moulins de Villevielle et Pignan » et Montpellier Méditerranée Métropole en date du 05 juin 2019 ;

**CONSIDÉRANT :**

- qu'il y a lieu d'ajuster le montant prévisionnel des équipements publics décrits dans la convention initiale au regard du coût réel de ces équipements publics ;
- que l'article 4 de la convention initiale doit être modifié pour intégrer les évolutions du coût des équipements publics constatés à l'achèvement des travaux ;
- que l'article 5 de la convention initiale doit être modifié pour intégrer l'évolution du montant hors taxes de l'opération, celui-ci s'élevant à 101 371 €.  
Le montant de la participation de la part publique est égal à 53 814 € H.T et le montant de la participation de l'aménageur est égal à 47 557 € HT ;
- que l'article 7 de la convention initiale doit être modifié pour corriger le montant de la participation de l'aménageur qui s'élève à 47 557 € HT ;
- que l'article 12 de la convention initiale doit être modifié pour modifier le nom de la Vice-Présidente, aujourd'hui nommée Madame Coralie MANTION ;
- qu'il y a lieu de signer un avenant pour intégrer l'ensemble des évolutions par rapport à la convention initiale ci avant décrites.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** Un avenant à la convention de projet urbain partenarial relatif à l'opération « La Fabrique » doit être signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la la société « Les Moulins de Villevielle et Pignan », dont le projet est annexé à la présente décision.

**ARTICLE 2 :** Les modifications apportées à la convention initiale de PUP concernent les articles 4, 5, 7 et 12 de la convention initiale précitée.

**ARTICLE 3 :** Le montant du programme d'équipements publics à réaliser dans le cadre du présent avenant à la convention de PUP est estimé à 101 371 € HT.

**ARTICLE 4 :** La participation de la part publique est égale à 58 814 € HT.

**ARTICLE 5 :** Le présent avenant ne modifie pas l'objet de la convention de PUP initiale.

**ARTICLE 6 :** Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 7 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant à la convention de Projet Urbain Partenarial initiale et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 MAI 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTOU



Publiée le : **25 MAI 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture :  
Réception en Préfecture : **25 MAI 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- Projet avenant 1 PUP Cave oléicole.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n° M1D0013EA Renforcement de la  
conduite gravitaire des eaux usées de  
l'avenue de Librilla à Saint Jean de Védas**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur J-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;

- VU la décision n°D2021-425 du 22/06/2021 attribuant le marché n°M1D0013EA Renforcement de la conduite gravitaire des eaux usées de l'avenue de Librilla à Saint Jean de Védas au groupement EHTP/MALET dont le mandataire est la société EHTP sise RD 172 – Route de Vauguières – La Mogère – 34130 MAUGUIO, marché conclu pour un montant estimatif de 438 292.16€ HT et pour une durée de 19.5 semaines ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M1D0013EA Renforcement de la conduite gravitaire des eaux usées de l'avenue de Librilla à Saint Jean de Védas notifié le 29/06/2021, et ayant pour titulaire le groupement EHTP/MALET dont le mandataire est la société EHTP sise RD 172 – Route de Vauguières – La Mogère – 34130 MAUGUIO. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 mai 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au déclassement du**  
**domaine public d'un ancien chemin non**  
**cadastré - Commune de Saussan**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande de Monsieur Jacques FAURE, propriétaire riverain d'un ancien chemin non cadastré, d'acquérir une partie de cette emprise pour l'intégrer à sa propriété privée, sur la commune de Saussan ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de constater la désaffectation et de déclasser du domaine public une emprise d'une superficie de 64 m<sup>2</sup> environ, représentant un ancien chemin non cadastré sur la commune de Saussan, avant de pouvoir la céder ;

- que cette emprise n'est pas affectée à l'usage public et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie de 64 m<sup>2</sup> représentant un ancien chemin non cadastré débouchant rue de l'Abreuvoir sur la commune de Saussan.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 64 m<sup>2</sup> représentant un ancien chemin non cadastré sur la commune de Saussan.

**ARTICLE 3** : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 MAI 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

Coralie MANTION



**Publiée le : 25 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **25 MAI 2022**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M0D0035EA 3Travaux de  
renouvellement et de maintenance sur les  
ouvrages de défense extérieure contre  
l'incendie - lot 2 secteur Ouest"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur J-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la décision n°D2021-027 du 04/02/2021 attribuant le marché n°M0D0035EA Travaux de renouvellement et de maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie lot 2 secteur Ouest à la société FAURIE sise Ecoparc – 100 rue des Lauriers – 34130 SAINT AUNES,

marché conclu pour un montant maximum annuel de 300 000€HT et pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois.

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole,

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle,

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence.

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif.

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M0D0035EA Travaux de renouvellement et de maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie lot 2 secteur Ouest notifié le 12/02/2021, et ayant pour titulaire la société FAURIE sise Ecoparc – 100 rue des Lauriers – 34130 SAINT AUNES. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9/05/2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13 MAI 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 13 MAI 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Réseau des Médiathèques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux conventions de  
résidence-mission de diffusion des deux  
lauréates de l'appel à candidature Marie  
BOISSON et Nathalie TROVATO dans le  
cadre de l'opération Partir en livre 2022  
-Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et patrimoine historique » ;

**CONSIDÉRANT**

- que, par délibération n°M2022-107 en date du 22 mars 2022 Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le principe de résidences-missions dans le cadre de l'opération PARTIR EN LIVRE 2022 ;

- que, les illustratrices Marie BOISSON et Nathalie TROVATO ont été choisies pour être accueillies les 28 et 29 avril à Montpellier pour deux sessions de travail avec les équipes puis à la résidence Lattara, du 21 juin au 24 juillet 2022 dans le cadre de l'opération Partir en livre 2022 pour une résidence-mission de diffusion ;

- que la délibération n°M2022-107 a autorisé la prise en charge des frais d'hébergement et de déplacement au cours de la résidence pour les auteurs retenus et en particulier une rémunération de 3 000 € brut pour l'ensemble de la résidence et par illustratrice ;

### DÉCIDE

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature et donc la prise en charge des rémunérations de Marie BOISSON et de Nathalie TROVATO ainsi que leurs frais d'hébergement et de déplacement à l'occasion de ces résidences.

**ARTICLE 2 :** De dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services ainsi que Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

21 14 /22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

**Publiée le :** 26 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de convention - M. BOISSON 2022.docx
- Projet de convention - N. TROVATO 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Architecture Bâtiments Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5016MG18 -**  
**Lot 4 "Menuiserie Intérieure, extérieure**  
**Bois et agencement" - Avenant n°1 -**  
**Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

-VU le marché n° 5016MG18 – Accord cadre à bons de commande pour les travaux courants de rénovation, réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole 2018-2022, Lot 4 « Menuiserie Intérieure, extérieure Bois et agencement » ;

**CONSIDERANT:**

-que la SARL Menuiserie Cardonnet, sise 405 rue des Avants à Saint-Mathieu-de-Tréviers (34 270) est titulaire Lot 4 « Menuiserie Intérieure, extérieure Bois et agencement » du marché n° 5016MG18 ;

- qu'il est nécessaire de conclure un Avenant n°1 concernant le lot 4 afin de rajouter 12 lignes au Bordereau de Prix Unitaires (BPU) concernant la fourniture et pose par l'extérieur de divers éléments en fibre de bois semi-rigide ou fibre minérale pour l'isolation ;

-que le marché étant un accord cadre à bon de commande sans minimum ni maximum, l'ajout de 12 lignes au BPU ne remet pas en cause l'équilibre général du marché et n'a pas d'incidence sur le montant du marché public ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : De signer un avenant n°1 au Lot 4 « Menuiserie Intérieure, extérieure Bois et agencement » avec la SARL Menuiserie Cardonnet afin d'ajouter 12 lignes au Bordereau des Prix Unitaires pour la fourniture et pose par l'extérieur de divers éléments en fibre de bois semi-rigide ou fibre minérale pour l'isolation.

**ARTICLE 2** : De dire que l'avenant n°1 n'a pas d'incidence financière sur le montant de l'accord-cadre.

**ARTICLE 3** : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'Avenant n°1 visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



**Publiée le :** 28 AVR. 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 28 AVR 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**  
- 5016MG18\_LOT4\_Avenant 1 signé Cardonnet.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice " Requête  
n°2201676-3 TA - Ressources Humaines"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

**CONSIDERANT**

- la requête n°2201676-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 1<sup>er</sup> avril 2022 par Madame Charlène MEUZERET tendant à la condamnation de Montpellier Méditerranée Métropole pour recours abusif suite à une succession de contrats à durée déterminée.
- qu'il est nécessaire de défendre la Métropole de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2201676-3 par Madame Charlène MEUZERET.

**ARTICLE 2** : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats « MB Avocats ».

**ARTICLE 3** : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 11 AVR. 2022  
Monsieur le Vice-Président  
**Jean-François AUDRIN**

**Publiée le :** 28 AVR. 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Musée Fabre**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°3 à la  
convention de dépôt de quatre œuvres de  
Hubert Robert du musée Fabre au CICRP  
en vue de leur étude et de leurs  
restaurations - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président notamment celles d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO, dans le domaine de la Culture et du Patrimoine Historique,
- VU la décision n°MD2019-482 du 13 mai 2019 autorisant la signature d'une convention de dépôt de quatre œuvres de Hubert Robert du musée Fabre au Centre Interdisciplinaire de Conservation et Restauration du Patrimoine (CICRP) en vue de leur étude et de leur restauration valable du 30/05/2019 au 30/08/2020,
- VU la décision n°MD2020-475 du 26 juin 2020 autorisant la signature de l'avenant n°1 à la convention relative au dépôt de quatre œuvres du musée Fabre dans les ateliers du CICRP en vue de leur étude et de leur restauration afin d'étendre sa validité jusqu'au 31 mars 2022 et de prolonger la



durée de l'accueil des œuvres suscitées jusqu'au 31 décembre 2021 portant le nouveau montant des prestations à 18 654,76 € TTC,

-VU la décision n°MD2020-784 du 26 juin 2020 autorisant la signature de l'avenant n°2 à la convention relative au dépôt de quatre œuvres du musée Fabre dans les ateliers du CICRP en vue de leur étude et de leur restauration afin de prendre en compte la réalisation de l'étude scientifique de niveau 3 ainsi que la réalisation des quatre réflectographies supplémentaires portant le nouveau montant des prestations à 25 314,76 € TTC,

**Considérant :**

- Que les opérations d'étude et de restauration des quatre œuvres de Hubert Robert du musée Fabre ne sont pas achevées dans les délais fixés aux articles 3 et 8 de la convention de dépôt au CICRP et modifiés par avenant n°1 portant la durée de la convention au 31 mars 2022 et prolongeant la durée d'accueil des œuvres suscitées jusqu'au 31 décembre 2021,

- Qu'en conséquence ladite convention doit être prolongée.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n°3 à la convention relative au dépôt de quatre œuvres du musée Fabre dans les ateliers du CICRP en vue de leur étude et de leur restauration afin d'étendre sa validité et de prolonger la durée d'accueil des œuvres suscitées jusqu'au 15 décembre 2022. Le montant de l'avenant est de 1 920,40 € pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 15 décembre 2022 (frais de séjour et assurance des quatre œuvres).

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 21/4/22  
Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

**Publiée le : 26 AVR. 2022**  
**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**  
**Envoi Préfecture : 26 AVR. 2022**  
**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant 3

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
**Service Administratif et Financier Cycles de l'Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°**  
**M2B0003EA - Accompagner la**  
**structuration de filières ' Légumes secs ' et**  
**' Céréales rustiques '**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

**CONSIDERANT :**

- que la Métropole de Montpellier a pour ambition de favoriser une agriculture locale alimentaire protectrice de son environnement, et notamment de sa ressource en eau, dans un contexte de changement climatique ;
- que FIBANI (Filière à Bas Niveaux d'Impacts) est un projet en plusieurs étapes successives et que le projet en est actuellement au stade « FIBANI 2 » dont l'objet est l'accompagnement opérationnel de deux filières « légumes secs et céréales rustiques » ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 12 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° Analyse technique : 60 %
  - ° Prix des prestations : 40%
- qu'après analyse, la Chambre d'Agriculture 34 en groupement avec le CIVAM 34 et OCEBIO sise Mas de Saporta - 34875 LATTES présente une offre économiquement avantageuse ;

**DECIDE**


**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n° M2B0003EA - ACCOMPAGNER LA STRUCTURATION DE FILIÈRES « LÉGUMES SECS » et « CÉRÉALES RUSTIQUES » à la Chambre d'Agriculture 34 en groupement avec le CIVAM 34 et OCEBIO sise Mas de Saporta - 34875 LATTES. Les prestations seront rémunérées par application du prix global forfaitaire d'un montant de 87 860 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

 Montpellier, le 13/05/2022  
Monsieur le Vice-Président  
René REVOL

Publiée le : 16 MAI 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 16 MAI 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique  
Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête  
Tribunal Judiciaire - Monsieur et Madame  
QUILICI"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;

**Considérant**

- L'assignation devant le Tribunal Judiciaire reçue le 4 avril 2022 à la demande de Monsieur et Madame QUILICI tendant à la désignation d'un expert consécutivement à des désordres affectant le mur de clôture, 450 Avenue André Auriol à Montpellier, réalisé par le Département de l'Hérault en 2013 dans le cadre des travaux d'aménagement de la Route Départementale RD 65 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Judiciaire de Montpellier consécutivement à la requête déposée par Monsieur et Madame QUILICI.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à Maître Gonzague Phelip Avocat.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 11 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

**Jean-François AUDRIN**

**Publiée le :** 28 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 AVR 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant  
l'occupation de locaux par la société E-  
TUMBA au sein de la pépinière  
d'entreprises Cap Alpha**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du « Développement Economique et Numérique » ;
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 2 octobre 2017 passée entre la Métropole et la société E-TUMBA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 18 janvier 2022 ;



- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 30 mars 2022 ;

**CONSIDERANT :**

- que la société E-TUMBA n'a pas trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole, ses recherches immobilières étant toujours en cours, et que la convention modifiée précitée arrive à échéance, la société E-TUMBA a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire ;

- que la société E-TUMBA a exprimé le souhait de réduire et transférer son activité sur une surface libre de toute occupation.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société E-TUMBA pour une période de six mois supplémentaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2022 jusqu'au 31 octobre 2022.

**ARTICLE 2:** Conformément à l'article II.2 de la convention initiale prévoyant la réduction et le transfert des entreprises sur des surfaces libres au sein de la pépinière, la société E-TUMBA est autorisée, à partir du 1<sup>er</sup> mai 2022, à réduire sa surface en restituant le module répertorié B7 d'une surface de 24 m<sup>2</sup> situé en zone rouge au premier étage de la pépinière Cap Alpha et transférer son activité sur une surface de 12 m<sup>2</sup> constituée par le module répertorié B11 en zone rouge au premier étage de la pépinière Cap Alpha.

A compter du 1<sup>er</sup> mai 2022, la surface totale occupée au sein de la pépinière par la société E-TUMBA passe de 64,77 m<sup>2</sup> à 52,77 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3:** A compter du 1<sup>er</sup> mai 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société E-TUMBA pour la surface totale de 52,77 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 671,04 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°M2021-657 du Conseil en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 4:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 28 AVR. 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 28 AVR. 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société E-TUMBA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets**  
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de  
l'adhésion au Réseau CompostPlus -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, tri, valorisation des déchets et à la politique zéro déchet » ;
- VU la délibération n°M2021-124 du 29 mars 2021 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Réseau CompostPlus ;

**CONSIDERANT :**

- Qu'il y a lieu de renouveler l'adhésion à l'association Réseau CompostPlus, réseau de collectivités territoriales ayant pour point commun d'avoir mis en place un programme de développement de la collecte séparée de biodéchets ;
- Qu'en qualité d'adhérent, Montpellier Méditerranée Métropole peut échanger sur la valorisation organique par la collecte avec les personnalités compétentes mais également disposer de conseils juridiques, d'informations relatives à l'actualité législative et réglementaire liées à ces domaines de compétences et d'une documentation technique de très grande qualité.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : De renouveler son adhésion à l'association Réseau CompostPlus.

**ARTICLE 2** : D'autoriser le renouvellement de cette adhésion par reconduction tacite jusqu'en 2026, sous réserves de maintien des règles fixant le montant de cette cotisation et de l'inscription aux budgets de la Métropole.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 AVR. 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**François VASQUEZ**



**Publiée le : 02 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **02 MAI 2022**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société GENIOUS  
HEALTHCARE (MINDMAZE) dans  
l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : la société GENIOUS HEALTHCARE (MINDMAZE), représentée par Monsieur Jean-Michel LABROUSSE a pour activité la fabrication de dispositifs médicaux numériques ;

Elle est candidate à la location du lot BO8C de 440 m<sup>2</sup> à compter du 26/04/2022 jusqu'à la démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31/12/2024.

L'entreprise projette un effectif de 26 personnes dans 3 ans ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La candidature de la société GENIOUS HEALTHCARE (MINDMAZE) ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 AVR. 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Hind EMAD**



**Publiée le : 26 AVR. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 AVR. 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Musée Fabre**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au don de la Fondation  
d'Entreprise du musée Fabre de l'œuvre  
d'Ei Arakawa, Fortune (Gustave Courbet,  
La Rencontre, 1854), 2019**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre dont le siège social est sis 13 rue Montpelliéret 34000 Montpellier, représentée par son Président Claude CAZES, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une œuvre d'Ei Arakawa *Fortune (Gustave Courbet, La Rencontre, 1854), 2019* - Tableau de LED (LED sur tissu teint à la main, émetteur

LED, unités d'alimentation, cartes SD, transducteurs, carton, amplificateurs, lecteur multimédia), 130 x 150 cm d'une valeur de 16 000 € (seize mille euros) ;  
- que cette toile a reçu l'avis favorable des membres de la délégation permanente Occitanie du 11 octobre 2019 ;  
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre dont le siège social est sis 13 rue Montpelliéret 34000 Montpellier, représentée par son Président Claude CAZES d'une œuvre d'Ei Arakawa *Fortune (Gustave Courbet, La Rencontre, 1854)*, 2019. Tableau de LED (LED sur tissu teint à la main, émetteur LED, unités d'alimentation, cartes SD, transducteurs, carton, amplificateurs, lecteur multimédia), 130 x 150 cm d'une valeur de 16 000 € (seize mille euros).

**ARTICLE 2** : Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



**Eric PENSO**

21/4/22

**Publiée le : 26 AVR. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention de don Fondation d'Entreprise.pdf
- Visuel.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Services aux Territoires**  
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention entre  
Montpellier Méditerranée Métropole et  
Hérault Energies - Opération de travaux  
sur le Chemin de notre Dame (phase 2) à  
Beaulieu - Programme de travaux 2022  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès d'organismes publics ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine des Voiries et de l'Espace Public ;

**Considérant :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, à ce titre, assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire ;

- que cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux ;
- que le syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédant des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole ;
- qu'au titre de la programmation de travaux 2022, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention pour des travaux sur la commune de Beaulieu (Pôle Cadoule et Bérange) ;
- que le montant total prévisionnel des travaux de 208 798,51 € TTC est décomposé comme suit :

Travaux d'électricité :	39 744,96 € TTC ;
Travaux d'éclairage public :	60 259,50 € TTC ;
Travaux de télécommunications	108 794,05 € TTC ;
- que le plan de financement des travaux est le suivant :

Subventions potentielles Hérault Energies :	30 267,32 € ;
TVA sur les travaux récupérés par Hérault Energies :	6 114,61 € ;
Montant à charge de la Métropole :	172 416,58 € TTC ;

## DECIDE

**ARTICLE 1** : D'approuver le projet de travaux à Beaulieu – Chemin de Notre Dame pour un montant prévisionnel global de 208 798,51 € TTC ;

**ARTICLE 2** : D'accepter le plan de financement proposé par Hérault Energies ;

**ARTICLE 3** : De solliciter les financements et subventions les plus élevées possibles de la part d'Hérault Energies ;

**ARTICLE 4** : De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus ;

**ARTICLE 5** : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire, et ce dans la limite de 20% supplémentaires du montant prévisionnel acté par la présente décision.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 28 AVR. 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 28 AVR. 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Services aux Territoires**  
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention entre  
Montpellier Méditerranée Métropole et  
Hérault Energies - Opération de travaux  
rue des Hort de Vernis à Saussan -  
Programme de travaux 2022  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès d'organismes publics ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine des Voiries et de l'Espace Public ;

**Considérant :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, à ce titre, assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire ;

- que cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux;
- que le syndicat mixte Hérault Energies est autorisé concédant des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole ;
- qu'au titre de la programmation de travaux 2022, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention pour des travaux sur la commune de Saussan (Pôle Plaine Ouest) ;
- que le montant total prévisionnel des travaux de 69 959,28 € TTC est décomposé comme suit :

Travaux d'électricité :	23 999,76 € TTC ;
Travaux d'éclairage public :	34 086,70 € TTC ;
Travaux de télécommunications :	11 872,82 € TTC ;
- que le plan de financement des travaux est le suivant :

Subventions potentielles Hérault Energies :	12 184,50 € ;
TVA sur les travaux récupérés par Hérault Energies :	3 692,27 € ;
Montant à charge de la Métropole :	54 082,51 € TTC ;

### **DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver le projet de travaux à Saussan – Rue des Hors de Vernis pour un montant prévisionnel global de 69 959,28 € TTC ;

**ARTICLE 2** : D'accepter le plan de financement proposé par Hérault Energies ;

**ARTICLE 3** : De solliciter les financements et subventions les plus élevées possibles de la part d'Hérault Energies ;

**ARTICLE 4** : De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus ;

**ARTICLE 5** : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire, et ce dans la limite de 20% supplémentaires du montant prévisionnel acté par la présente décision.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 28 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Communication**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché  
n°G1C0052CO - Organisation et  
production d'événements**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**CONSIDÉRANT :**

- que le besoin de se doter d'un professionnel dans l'organisation et la production d'événement tel que les dimanches de respiration est ponctuel en attendant le bénéfice de la réorganisation de la DRIEv ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique (C.C.P.) sous la forme d'un marché à bons de commandes multi-attributaire (maximum de 2 opérateurs économiques sous réserve d'un nombre suffisant d'offres avec attribution des bons de commande en cascade), pour une durée de 12 mois, à compter de la notification du contrat ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif 60%
- valeur technique au regard du mémoire technique 40%

- qu'après analyse, les entreprises suivantes présentent les offres économiquement les plus avantageuses :

- SAS GB ORGANISATION / COM'EVENT ORGANISATION (34970 Lattes), classée en 1<sup>ère</sup> position,
- SCIC ARL TROPISME (34070 Montpellier), classée en 2<sup>ème</sup> position

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°G1C0052CO Organisation et Production d'événements aux entreprises SAS GB ORGANISATION / COM'EVENT ORGANISATION (34970 Lattes), classée 1<sup>ère</sup>, et SCIC ARL TROPISME (34070 Montpellier), classée 2<sup>ème</sup>, sur la base d'un accord-cadre à bons de commandes multi-attributaire avec un montant minimum annuel de 10 000 € HT et un montant maximum annuel de 200 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

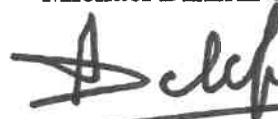
**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 MAI 2022**

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction de la Communication

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché  
n°G2A0660CO - Distribution d'imprimés  
publicitaires en boîtes aux lettres**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**CONSIDÉRANT :**

- que la ville de Montpellier et la métropole de Montpellier ont de plus en plus besoin de diffuser l'information contenue dans divers supports de communication au plus près des citoyens, il est nécessaire de faire appel à un prestataire spécialisée dans la diffusion en boîte aux lettres sur tout le territoire de la ville comme celui de la métropole ;
- qu'une procédure a été lancée conformément articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique (C.C.P.) sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de 1 an renouvelable deux fois par reconduction tacite ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants) :
  - prix 60%
  - valeur technique 40%

- qu'après analyse, l'entreprise ADREXO (13290 Aix en Provence) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'attribuer le marché n°G2A0660CO Distribution d'imprimés publicitaires en boîtes aux lettres à l'entreprise ADREXO, pour un montant de minimum annuel de 5 000 € HT et maximum annuel de 30 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an renouvelable deux fois par reconduction tacite.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 JUIN 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

The image shows a handwritten signature of Michaël DELAFOSSE in black ink. To the right of the signature is the official circular seal of Montpellier Méditerranée Métropole. The seal features a central emblem with a figure and the text 'Montpellier Méditerranée Métropole' around the top and 'Herault' at the bottom, flanked by two stars.

Publiée le : 02 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 02 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Communication**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°G2B0013CO  
- Prestations graphiques : cartographie et  
vues perspectives - Lots 1 et 2 -  
Attributions**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**Considérant :**

- que la ville et la métropole de Montpellier ont besoin d'illustrer leurs supports de communications notamment par des cartes et vues de qualité, il y a donc lieu de lancer une consultation afin de se doter de prestataires spécialisés dans cette matière;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, alloti en deux lots pour une durée de 24 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° prix 50%
  - ° valeur technique 50%

- qu'après analyse, l'entreprise IMAPPING (31700 BLAGNAC) présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 1 Conception de cartographies (fonds de plan) et l'entreprise LERN Architectes (34000 MONTPELLIER) présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 2 Réalisation de vues perspectives.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché n°G1B0013CO :

- lot 1 Conception de cartographies à l'entreprise IMAPPING pour un montant minimum de 5 000 € HT et maximum de 30 000 € HT.
- lot 2 Réalisation de vues perspectives à l'entreprise LERN Architectes pour un montant minimum de 10 000 € HT et maximum de 50 000 € HT.

Les marchés prendront effet à compter de sa notification pour une durée est de 24 mois.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 MAI 2022**

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : **19 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **19 MAI 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M9D0007EA - Accord cadre relatif à une  
mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage à  
l'organisation des modes de gestion des  
services publics de l'eau et de  
l'assainissement sur le territoire de  
Montpellier Méditerranée Métropole -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur J-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;

- VU la décision n°MD2020-021 du 28/02/2020 attribuant le marché n°M9D0007EA Accord cadre relatif à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage à l'organisation des modes de gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole au groupement NALDEO STRATEGIES PUBLIQUES/J.P MENEAU dont le mandataire est la société NALDEO STRATEGIES PUBLIQUES sise 55 rue de la Villette – 69003 LYON. Le marché est conclu sans minimum ni maximum pour une durée de 4 ans à compter de sa notification

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole,

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle,

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence.

#### **CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif

#### **DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M9D0007EA Accord cadre relatif à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage à l'organisation des modes de gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole notifié le 07/04/2020, et ayant pour titulaire le groupement NALDEO STRATEGIES PUBLIQUES/J.P MENEAU dont le mandataire est la société NALDEO STRATEGIES PUBLIQUES sise 55 rue de la Villette – 69003 LYON. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 22 AVR. 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**Jean-François AUDRIN**



**Publiée le : 28 AVR. 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 28 AVR. 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

**- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Ressources Informatiques**  
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative n°1 au marché  
n°G9C0012RI - Acquisition de prestations  
et maintenance des solutions progiciels  
MARCO WEB et MARCO DEMAT - AWS**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;
- VU la décision n°MD2019-740 du 22 juillet 2019 attribuant le marché G9C0012RI d'acquisition de prestations et maintenance des solutions progiciels MARCO WEB et MARCO DEMAT – AWS à l'entreprise AGYSOFT pour un montant sans minimum ni maximum ;



**CONSIDERANT :**

- la nécessité de modifier la décision précédente afin de préciser que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20/05/2022

**Madame la Vice-Présidente**

**Hind EMAD**



Publiée le : 11/05/2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture :  
Réception en Préfecture : 11/05/2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Unité Assurances**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au sinistre Pertes de  
recettes suite à la fermeture administrative  
des établissements de la Métropole -  
Printemps 2020 - Indemnités  
d'Assurances- Acceptation d'une offre  
d'indemnisation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser l'acceptation d'indemnités d'assurances en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance, dont le montant est supérieur à 5 000 € ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique et Gestion Active et optimisée du patrimoine » ;
- VU la proposition de SMACL, compagnie d'assurance Dommages aux Biens de Montpellier Méditerranée Métropole, du versement de l'indemnité d'assurance d'un montant de 532 930,16 € suite à la déclaration de sinistre consécutive à la fermeture administrative des établissements culturels et sportifs de la Métropole, ayant causé des pertes de recettes à la collectivité ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'indemnisation d'assurance d'un montant de 532 930,16 €.

Sont inclus dans ce montant d'indemnité :

- 460 945 € correspondant aux pertes de recettes (déduction faite de la franchise de 10 000 € prévue par le contrat) ;
- 46 094,50 € correspondant à la garantie pertes indirectes prévue par le contrat (bonus de 10% sur le montant de l'indemnité) ;
- 25 890,66 € correspondant aux honoraires d'expert d'assuré, réglé en délégation ;

**ARTICLE 2 :** Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acceptation d'indemnité ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 2<sup>0</sup> MAI 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUBERT



Publiée le : 3<sup>0</sup> MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 3<sup>0</sup> MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- lettre d'acceptation d'indemnité
- Rapport MEDEO

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M9D0020EA - Travaux de création du  
poste de refoulement dit "Fabrique Sud"  
sur la commune de Fabrègues - Lot n°1  
Poste de refoulement - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur J-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la décision n°MD2020-1037 du 30/11/2020 attribuant le marché n°M9D0020EA Travaux de création du poste de refoulement dit « Fabrique Sud » sur la commune de Fabrègues lot n°1 Poste

de refoulement à la société SOLATRAG sise Zone Industrielle – 34302 AGDE CEDEX. Le marché est conclu pour un montant estimatif de 249 800€ HT et pour une durée de 17 semaines.

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole,

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle,

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence.

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** A compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M9D0020EA Travaux de création du poste de refoulement dit « Fabrique Sud » sur la commune de Fabrègues, lot n°1 Poste de refoulement notifié le 02/12/2020, et ayant pour titulaire la société SOLATRAG sise Zone Industrielle – 34302 AGDE CEDEX. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



**Publiée le :** 28 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°2  
prorogeant l'occupation de locaux par la  
société BROWSE AND GO au sein de la  
pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 28 avril 2019, passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société BROWSE AND GO pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant n°1, relatif à un transfert de locaux au sein de la pépinière, en date du 21 janvier 2022 ;
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 7 avril 2022 ;

**CONSIDERANT :**

- que l'entreprise BROWSE AND GO a entamé des recherches immobilières, en lien avec le service Implantation des Entreprises de Montpellier Méditerranée Métropole, mais que celles-ci ne se sont pas encore concrétisées ;
- que la convention précitée arrive à échéance et que la société BROWSE AND GO n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant n°2, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société BROWSE AND GO pour une période de onze mois à compter du 1<sup>er</sup> mai 2022 et jusqu'au 31 mars 2023.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société BROWSE AND GO pour la surface de 29,76 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 421,70 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4:** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.





Montpellier, le 12/05/2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD

Publiée le : 13/05/2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 13/05/2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société BROWSE AND GO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M9D0020EA Travaux de création du  
poste de refoulement dit ' Fabrique Sud '**  
**sur la commune de Fabrègues lot n°2**  
**canalisations de refoulement**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur J-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la décision n°MD2020-1037 du 30/11/2020 attribuant le marché n°M9D0020EA Travaux de création du poste de refoulement dit « Fabrique Sud » sur la commune de Fabrègues lot n°2 canalisations de refoulement à la société RAMPA TP sise Parc Industriel Rhône Vallée Nord –

07250 LE POUZIN. Le marché est conclu pour un montant estimatif de 198 745€ HT et pour une durée de 16 semaines.

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole,

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle,

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence.

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M9D0020EA Travaux de création du poste de refoulement dit « Fabrique Sud » sur la commune de Fabrègues lot n°2 canalisations de refoulement notifié le 02/12/2020, et ayant pour titulaire la société RAMPA TP sise Parc Industriel Rhône Vallée Nord – 07250 LE POUZIN. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 mai 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



**Publiée le : 13 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **13 MAI 2022**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à  
l'acquisition foncière du lot privatif n°133  
(Volume B1) au sein de la copropriété "le  
domaine de la Coustaude" à Saint Jean de  
Védas dans le cadre de la réalisation de la  
ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU la décision n°MD2022-034 en date du 6 janvier 2022 relative à l'acquisition une acquisition foncière du lot privatif n°133 au sein de la copropriété « le domaine de la Coustaude » à Saint Jean de Védas dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway.

**CONSIDERANT**

- que le lot privatif n°133 du volume B1 au sein de la copropriété « Le domaine de la Coustaude » située 1 chemin de la Coustaude à SAINT-JEAN-DE-VÉDAS, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à Monsieur Arnaud RIEUTORT, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'au titre des négociations, il est consentie la rémunération de la convention de prise de possession anticipée moyennant une indemnité de 600€ ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- l'erreur matérielle dans la décision n°MD2022-034

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La décision MD2022-034 est abrogée.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert dans le volume B1 le lot privatif n°133 au sein de la copropriété « le domaine de la Coustaude » située 1 chemin de la Coustaude à Saint Jean de Védas, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à Monsieur Arnaud RIEUTORT.

**ARTICLE 3** : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 7 150 € (SEPT MILLE CENT CINQUANTE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 4** : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision du conseil d'administration de la société TaM en date du 24 septembre 2021 qui lui donne pouvoirs à partir du 16 octobre 2021 lui donnant tous pouvoirs à l'effet des présentes.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie moyennant une indemnité de 600,00€ (SIX CENT EUROS), elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur Arnaud RIEUTORT et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 6 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision du conseil d'administration de la société TaM en date du 24 septembre 2021 qui lui donne pouvoirs à partir du 16 octobre 2021 lui donnant tous pouvoirs à l'effet des présentes.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 AVR. 2022**

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **29 AVR. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

**29 AVR. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Services aux Territoires**  
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent  
n°M2C0012EP - Aménagement de la rue  
du bassin sur la commune de Saint-Génies-  
des-Mourgues - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de vice-président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;
- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 Mars 2018 ;



**CONSIDERANT :**

- que l'aménagement de la rue du bassin sur la commune de Saint-Génies-des-Mourgues est nécessaire;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants
  - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 60 % ;
  - Valeur technique, au regard du mémoire technique: 40 % ;
- qu'après analyse, l'entreprise COLAS FRANCE – ZI du Salaison - 820 Rue de la Marbrerie - 34740 VENDARGUES présente l'offre la plus économiquement avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché subséquent n°M2C0012EP - Aménagement de la rue du bassin sur la commune de Saint-Génies-des-Mourgues à l'entreprise COLAS FRANCE pour un montant de 166 656,70 € HT. Le marché subséquent prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 12 semaines dont 5 semaines de préparation.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché subséquent et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 AVR. 2022**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : **28 AVR. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 AVR. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Mission Espaces Publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution d'un  
marché de travaux d'aménagements  
paysagers et de déplacement d'une trémie  
piétonne sur la place de la Comédie dans le  
cadre de l'opération de requalification de  
l'espace urbain Comédie-Esplanade-  
Triangle à MONTPELLIER**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- VU la convention de mandat d'études et de travaux en date du 9 juillet 2021 au bénéfice de la SA3M, autorisée par décision n°MD2021-666 en date du 7 juillet 2021 ;

**CONSIDÉRANT :**

- qu'il y a lieu de désigner les prestataires pour le lot 1 Génie Civil – Étanchéité et le lot 2 Réseaux divers pour la première phase de travaux de l'opération Comédie Esplanade concernant des aménagements paysagers et le déplacement d'une trémie piétonne sur la place de la Comédie ;

- qu'une procédure adaptée avec possibilité de négociation a été lancée par la SA3M conformément à l'article L. 2123-1 code de la commande publique, sous la forme d'un marché alloti d'une durée de 12 mois non renouvelable ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique : 60 %
- Valeur prix : 40 %

- que la SA3M, mandataire de MONTPELLIER MEDITERANNE METROPOLE, propose de retenir après analyse des offres pour :

- le lot n°1 (Génie Civil – Étanchéité) : l'entreprise DARVER, domiciliée au 445 Avenue des Razeteurs – 34 160 CASTRIES , pour un montant de 1 959 481,53 € HT
- le lot n°2 (Réseaux divers) : le groupement Electricité Industrielle JP FAUCHE/ EFC/UXELLO Languedoc Roussillon, domicilié 6 route de Moissac – 82130 LAFRANCAISE pour JP FAUCHE / 1 rue Michel DESSALLES – 34530 MONTAGNAC pour EFC et 10 rue des Terres du Sud – 34990 JUVIGNAC pour UXELLO Languedoc Roussillon, pour un montant de 257 228,70 € HT.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le lot n° 1 : Génie Civil – Étanchéité à l'entreprise DARVER pour un montant de 1 959 481,53 € HT. La durée du marché est de 12 mois et ne sera pas reconductible.

**ARTICLE 2 :** D'attribuer le lot n° 2 (Réseaux divers) au groupement Electricité Industrielle JP FAUCHE/ EFC/UXELLO Languedoc Roussillon pour un montant de 257 228,70 € HT. La durée du marché est de 12 mois et ne sera pas reconductible.

**ARTICLE 3 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés aux entreprises ci-dessous pour les montant ci-dessous et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire :

- lot n°1 (Génie Civil – Étanchéité) à l'entreprise DARVER pour un montant de 1 959 481,53 € HT ;
- lot n°2 (Réseaux divers) au groupement Electricité Industrielle JP FAUCHE/ EFC/UXELLO Languedoc Roussillon pour un montant de 257 228,70 € HT.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 29 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Communication**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché  
n°G1C0007CO - Impression et diffusion du  
magazine de communication interne  
commun à Montpellier Méditerranée  
Métropole, la ville de Montpellier et son  
CCAS - Avenant n°1 - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°MD2021-762 attribuant le marché n°G1C0007CO du marché Impression et diffusion du magazine de communication interne, commun à Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Montpellier et son CCAS à l'entreprise CHIRRIPO, pour un montant maximum annuel de 40 000 € HT et pour une durée de 1 an renouvelable tacitement trois fois ;

**CONSIDÉRANT :**

- que dans un souci de tendre vers le zéro déchet et éliminer l'emballage plastique qui accompagnait l'envoi des magazines de communication interne aux agents, il a été acté de choisir une solution plus écologique ;
- que l'article 2 du CCTP ROUTAGE est donc modifié de « mise sous film de la brochure et édition jet d'encre sur film polyéthylène double bandeau des adresses destinataires, expéditeur et des mentions postales obligatoires » en « mise sous pli papier thermo collé et édition jet d'encre sur film polyéthylène double bandeau des adresses destinataires, expéditeur et des mentions postales obligatoires » ;
- qu'il convient donc d'ajouter 5 nouveaux prix au bordereau des prix unitaires.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant au marché Impression et diffusion du magazine de communication interne, commun à Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Montpellier et son CCAS avec l'entreprise CHIRRIPO, avenant n°1 ajoutant des prix au BPU.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **31 MAI 2022**

**Monsieur le Président**

**Michaël DELAFOSSE**



**Publiée le : 31 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **31 MAI 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Musée Fabre**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 de la**  
**convention de partenariat avec le Centre**  
**d'Education des Sourds et Déficients**  
**Auditifs - 34**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;
- VU la délibération n°M2020-430 du 23 novembre 2020 autorisant signature de la convention de partenariat avec le Centre d'Education Spécialisée pour Déficients Auditifs 34 (CESDA 34) ;

**CONSIDERANT :**

- qu'une convention de partenariat entre le CESDA 34 et le musée Fabre est effective jusqu'au 23 novembre 2023 ;
- que le CESDA 34 organise à Montpellier le Festival Sourd Métrage, une manifestation nationale qui promeut la qualité des créations artistiques et culturelles des publics sourds et leur partage en mixité et qui par ailleurs convie près de 250 participants venus de toute la France ainsi et attire des grands médias nationaux spécialisés ;

- que le musée Fabre dans le cadre de ses engagements pour l'accès à la culture pour tous, notamment en direction des publics en situation de handicap auditif, souhaite s'associer à la manifestation en proposant des visites guidées adaptées, des visites poétiques à deux voix et la mise à disposition de l'auditorium pour l'accueil d'une table ronde du Festival ;

- que pour préciser les conditions d'accueil par le musée Fabre du Festival Sourd Métrage organisé à Montpellier par le CESDA 34 du 31 mai au 2 juin 2022, il y a lieu de conclure un avenant n°1 à la convention afin de modifier l'article 2 de la convention initiale portant sur les engagements des parties.

**DECIDE**

**ARTICLE 1:** D'autoriser la signature de l'annexe à la convention de partenariat avec le Centre des Sourds et Déficients Auditifs- 34 pour un montant estimé de 2 180 €, dans le cadre du Festival Sourd Métrage organisé à Montpellier par le CESDA 34 du 31 mai au 2 juin 2022.

**ARTICLE 2:** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3:** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant n°1 de la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 24 15/22  
Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 25 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

25 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant convention musée Fabre CESDA Sourd Métrage 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Transition Energétique et Ecologique**  
**Pôle Énergie**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'octroi de subventions  
aux travaux dans le cadre du dispositif  
Guichet Unique de la rénovation  
énergétique-Autorisation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD, dans le domaine de la « Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation » ;

**CONSIDERANT :**

- l'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le projet de Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) Solidaire arrêté lors du Conseil de Métropole du 22 mars 2022, dont l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40% ;
- l'accompagnement proposé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Rénov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole ;
- la mise en place d'une nouvelle aide financière (« aide Plan Climat ») de 1 300 € par logement pour les travaux de rénovation générant un gain énergétique d'au moins 40%, approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 7 juin 2021 ;

- que la Montpellier Méditerranée Métropole est ainsi sollicitée par deux ménages présentant des projets de travaux dont les caractéristiques respectent les conditions du règlement d'attribution de l'aide Plan Climat (version du 07 juin 2021).

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser l'octroi de subventions pour un montant total de 2 600 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **31 MAI 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Isabelle TOUZARD**



**Publiée le : 01 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**01 JUIN 2022**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 20220412\_AnnexeLgtIndiv.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Unité Assurances**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché**  
**N°M1D0058JM - Marché de souscription**  
**d'un marché d'assurance -**  
**Risques de Responsabilités pour le compte**  
**de Montpellier Méditerranée Métropole -**  
**Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique et Gestion active et optimisée du patrimoine » ;

**Considérant :**

- qu'il est nécessaire de souscrire un contrat d'assurance pour couvrir les risques de responsabilités de Montpellier Méditerranée Métropole.
- qu'une procédure d'appel d'offre européen a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R.2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 4 ans et 8 mois, du 1er mai 2022 (ou sa notification si la date est postérieure) au 31 décembre 2026 ;
- que la consultation était ouverte aux variantes.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° Valeur technique 60%
  - ° Prix (au regard de la prime provisionnelle H.T 2022) 20%
  - ° Simulation du « reste à charge pour la collectivité » 20%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 07 mars 2022 a :
  - classé les offres et choisi le groupement PNAS/AREAS DOMMAGES (*Variante 3 – Franchise 1000€*) - 159 Rue du Faubourg Poissonnière – 75009 PARIS, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n°M1D0058JM au groupement PNAS/AREAS DOMMAGES (*Variante 3 – Franchise 1000€*) pour un taux contractuel de 0,2174%, des frais annuels de quittance de 55 € et de courtier de 25 477,47 €

Le marché prend effet à compter du 1<sup>er</sup> mai 2022 (ou la notification si celle-ci est ultérieure). Sa durée est de 4 ans et 8 mois, jusqu'au 31 décembre 2026.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 AVR. 2022**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : **28 AVR. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **28 AVR. 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative au marché  
global de performance relatif à la  
modernisation de la station d'épuration  
Maera n°M0D0087EA - Désignation du  
jury - Prise en charge des frais éventuels  
de participation des personnes qualifiées**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;

**VU le Code de la commande publique ;**

- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU la délibération du Conseil n°14828 du 26 juillet 2017, relative à l'extension et adaptation de la station de traitement des eaux usées « Maera » et approuvant le programme des travaux, son estimation ainsi que la procédure de passation du marché (procédure concurrentielle avec négociation) ;

- **VU** la décision MD2019-1211 du 3 décembre 2019, relative à la déclaration sans suite de la procédure d'appel d'offres relatif au marché global de performances lancée en mai 2018 ;

- **VU** la délibération M2020-457 du 17 décembre 2020, relative à la station de traitement des eaux usées « Maera » et approuvant la mise à jour du programme des travaux modifiés et son enveloppe financière ainsi que le lancement d'une procédure négociée en vue de la désignation du groupement d'entreprise en charge de la conception/réalisation/exploitation et maintenance du projet de modernisation de MAERA ;

- **VU** la décision MD2021-456 du 11 mai 2021, relative à la composition du jury et à l'octroi d'une prime aux candidats admis à présenter une offre ;

**CONSIDERANT** l'obligation de désigner un jury chargé d'examiner les prestations remises par les candidats, de les auditionner et de formuler un avis motivé sur ces offres ;

**CONSIDERANT** que Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, est Président de droit du jury, et peut, par arrêté, désigner la personne chargée de le représenter dans cette fonction ;

**CONSIDERANT** l'obligation pour le Président du Jury de veiller à ce qu'un tiers des membres du Jury ait la même qualification professionnelle ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats ;

**CONSIDERANT** la nécessité de remplacer M. CHAMART, Architecte, dans la composition du jury chargé d'examiner les prestations remises par les candidats, de les auditionner et de formuler un avis motivé sur ces offres ;

## **DECIDE**

**ARTICLE 1** : L'article 2 de la décision MD2021-456 du 11 mai 2021 est modifié.

**ARTICLE 2** : Le jury est composé des membres élus (titulaires et suppléants) de la Commission d'Appel d'Offres.

Sont en outre désignés, pour siéger au sein de ce Jury au titre des membres ayant la même qualification professionnelle ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats :

- M. Jean Charles LACLAU - Directeur du cycle de l'Eau – Toulouse Métropole – Titulaire ; Mme Julie DUCROT - ingénieur à la Direction du Cycle de l'Eau – Toulouse Métropole – suppléante ;

- M. Philippe BARBET - Directeur du Cycle de l'Eau – Béziers Agglomération Méditerranée – titulaire ; M. Fabien DADER - chef de service qualité des milieux et opérations ouvrages – Direction du Cycle de l'Eau - Béziers Agglomération Méditerranée - suppléant ;

- M. Stéphane GOAVEC - Architecte à Montpellier ;

Les frais éventuels liés à la participation des personnes qualifiées aux travaux du jury seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole. Les membres élus et personnes qualifiées ont voix délibératives.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents. Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, le jury est à nouveau convoqué. Il se réunit alors valablement sans condition de quorum.

Lorsqu'ils y sont invités par le président du Jury, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions du jury. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 MAI 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 03 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 186m<sup>2</sup>  
de bien immobilier sis Garrigue du Pont à  
Saint Jean de Vedas appartenant à  
Monsieur et Madame Paradis dans le  
cadre de la réalisation de la ligne 5 de  
tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

#### **CONSIDERANT**

- que 186 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis Garrigue du Pont à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BT n° 40, appartenant à Monsieur et Madame PARADIS est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section BT n° 40.

#### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 186 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis Garrigue du Pont à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BT n° 40, appartenant à Monsieur et Madame PARADIS.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 48 930 € (QUARANTE HUIT MILLE NEUF CENT TRENTE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame PARADIS et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,

- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame PARADIS.

**ARTICLE 7** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 AVR. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 29 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 116m<sup>2</sup>  
de bien immobilier sis boulevard Paul  
Valéry à Montpellier appartenant à Mme  
IGHZERNALI et Mme MHANNI dans le  
cadre de la réalisation de la ligne 5 de  
tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

#### **CONSIDERANT**

- que 116 m² du bien immobilier sis 2795 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, cadastré section IL n° 213, appartenant à Mme Hayet IGHZERNALI et Mme Jessica MHANNI, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section IL n° 213.

#### **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 116 m² du bien immobilier sis 2795 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, cadastré section IL n° 213, appartenant à Mme Hayet IGHZERNALI et Mme Jessica MHANNI.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 75 678 € (SOIXANTE QUINZE MILLE SIX CENT SOIXANTE DIX HUIT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3** : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4** : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Mme Hayet IGHZERNALI et Mme Jessica MHANNI et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Mme Hayet IGHZERNALI et Mme Jessica MHANNI.

**ARTICLE 7 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 29 AVR. 2022**

**Monsieur le Président**

**Michaël DELAFOSSE**



**Publiée le : 29 AVR. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**29 AVR. 2022**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- UF 4690 - PPA.pdf
- UF 4690 - PUV.pdf
- UF4690 AT DTR.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Services aux Territoires**  
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent  
M2D0029EP - Travaux d'aménagement du  
giratoire rues Domitienne / Occitane /  
Substantion sur la Commune de Le Crès**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines de la Voirie et de l'Espace public ;
- VU la décision n° MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

**CONSIDERANT :**

- que des travaux sont nécessaires pour l'aménagement du giratoire rues Domitienne / Occitane / Substantion sur la Commune de Le Crès ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – Lot 3 « 3M Est », sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 15 semaines dont 5 semaines de période de préparation ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Prix pondéré à 60 % ;
  - Valeur technique pondérée à 40 % ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché subséquent n°M2D0029EP relatif aux travaux d'aménagement du giratoire rues Domitienne / Occitane / Substantion sur la Commune de Le Crès au groupement Lautier Moussac / Faurie / TPSO sise à Orange (84102) pour un montant estimatif de 165 367,50 euros HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 15 semaines dont 5 semaines de période de préparation.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **2 7 AVR. 2022**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : **2 8 AVR. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **2 8 AVR 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Finances**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

### **Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'ADCF - Exercice 2022**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des Finances, Politiques contractuelles et coopération avec les communes ;

#### **CONSIDERANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole adhère à des organismes par le versement de cotisations,
- que l'Assemblée des Communautés de France (AdCF) est la fédération nationale des élus de l'intercommunalité,
- que depuis sa fondation en 1989, l'AdCF promeut la coopération intercommunale et le dialogue territorial,
- que l'AdCF assure plusieurs missions fixées dans ses statuts : elle assure la représentation des intercommunalités auprès des pouvoirs publics nationaux (gouvernement, Parlement, agences

nationales...), participe aux débats sur les évolutions de notre organisation territoriale et des politiques publiques décentralisées, développe une expertise spécifique au service de ses adhérents,

- que l'AdCF fédère près de 1 000 intercommunalités, le réseau de l'AdCF rassemblant au total plus de 80% de la population française regroupée en intercommunalité, l'AdCF est leur porte-parole auprès des pouvoirs publics.

## DECIDE

**ARTICLE 1** : De renouveler l'adhésion à l'Assemblée des Communautés de France au titre de l'année 2022 par le versement d'une cotisation d'un montant total de 9 000 € TTC.

**ARTICLE 2** : De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2022 en nature 6281, chapitre 930.

**ARTICLE 3** : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **03 MAI 2022**

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : **04 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **04 MAI 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- FAC38906263900056ADH22-34-922.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement  
d'adhésion à l'association Rivages de  
France - Réseau national des gestionnaires  
et partenaires de la gestion d'espaces  
naturels littoraux à l'échelle nationale**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Véronique NEGRET en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET dans les domaines de « Littoral, Prévention des Risques Majeurs et GEMAPI » ;
- VU la délibération n°M2020-163 désignant les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs ;
- VU la délibération n°M2020-360 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Rivages de France à compter de l'année 2020 ;

**CONSIDÉRANT :**

- que dans un contexte de constantes évolutions réglementaires et techniques, et face à la complexité de ces dernières, il est pertinent que Montpellier Méditerranée Métropole rejoigne ce réseau national afin de participer aux échanges d'expériences et d'améliorer ses bonnes pratiques en matière de gestion des espaces naturels littoraux ;

- que les missions de Rivages de France - association de 1901, dont l'objectif est de représenter, animer et valoriser le réseau national de gestionnaires d'espaces naturels littoraux, en lien étroit avec le Conservatoire du Littoral.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Rivages de France - Réseau national des gestionnaires et partenaires d'espaces naturels littoraux à l'échelle nationale. La cotisation annuelle à l'association est fixée à 2 000 €.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **17 MAI 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Véronique NEGRET**

**Publiée le : 19 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **19 MAI 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports**  
**Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative au marché**  
**n°06/TRAV/20 - Infrastructures et**  
**aménagements des bassins et espaces**  
**paysagers du parc Gérard-Bruyère - Lots**  
**n°3 à 6**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;
- VU la délibération n°13247 en date du 30 septembre 2015, relative à la modification des équipements transférés à Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la délibération n°13642 en date du 24 février 2016, relative aux modalités de transfert du Parc Gérard-Bruyère ;
- VU la délibération n°M2019-800 en date du 18 décembre 2019, actant l'effectivité du transfert du Parc Gérard-Bruyère à Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2019-1167 en date du 21 janvier 2020, autorisant la signature d'une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole, ayant pour objet de confier à la Ville de Baillargues la continuité opérationnelle de certaines procédures pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la convention de mandat en date du 21 janvier 2020 entre la Ville de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2021-497 en date du 20 mai 2021 attribuant :
  - le lot n°3 « Réseaux secs – Eclairage public » du marché n°06/TRAV/20 « Infrastructures et aménagement des abords des bassins et espaces paysagers du parc Gérard-Bruyère » au groupement CITEOS SAS TRAVESSET (mandataire) / REEL MEDITERRANÉE (cotraitant) ;
  - le lot n°4 « Voirie – Réseaux humides – Mobiliers – Jeux d'enfants » du marché n° 06/TRAV/20 « Infrastructures et aménagement des abords des bassins et espaces paysagers du parc Gérard-Bruyère » au groupement EUROVIA LANGUEDOC-ROUSSILLON (mandataire) / SOLS MEDITERRANÉE (co-traitant) / ID VERDE (sous-traitant) / SOGEA SUD HYDRAULIQUE (sous-traitant) ;
  - le lot n°5 « Ouvrages Bois & Passerelles » du marché n°06/TRAV/20 « Infrastructures et aménagement des abords des bassins et espaces paysagers du parc Gérard-Bruyère » à la société AMEXBOIS ;
  - le lot n°6 « Plantations / Arrosage » du marché n° 06/TRAV/20 « Infrastructures et aménagement des abords des bassins et espaces paysagers du parc Gérard-Bruyère » à la société JARDINS DE PROVENCE ;
- VU la décision n°MD2022-062 en date du 26 janvier 2022 modifiant l'article 1 de la décision n°MD2021-497 en date du 20 mai 2021 ;

**CONSIDÉRANT :**

- que pour le lot n°5 « Ouvrages Bois & Passerelles », il convient de préciser que le marché prend effet à compter de sa notification, son délai d'exécution étant de cinq mois hors période de préparation de deux mois ;
- que pour le lot n°6 « Plantations / Arrosage », il convient de préciser que le marché prend effet à compter de sa notification, son délai d'exécution étant de quatre mois hors période de préparation de deux mois ;
- que ces modifications n'ont aucune incidence sur les marchés en question.

**D É C I D E**

**ARTICLE 1 :** De modifier l'article 1 de la décision n°MD2021-497 en date du 20 mai 2021 attribuant les lots n°5 et 6 du marché n° 06/TRAV/20 « Infrastructures et aménagement des abords des bassins et espaces paysagers du parc Gérard-Bruyère ».

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3:** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 AVR. 2022**

Monsieur le Vice-Président

  
Christian ASSAF



Publiée le : **02 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

**02 MAI 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Ressources Informatiques**  
**Service Gestion Administrative et Financière (DRI)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M2B0043RI**  
**' ARCHIMED SAS licence et service pour**  
**des prestations de service logicielles du**  
**domaine culturel dans le cadre de la**  
**convention UGAP 2022-2025 '**  
**Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;



**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire de renouveler les prestations de service logicielles ARCHIMED pour l'année 2022 ;
- que ce marché est passé en recourant à la convention UGAP 2022-2025 délibérée le 25/01/2022 (délibération n°M2022-41) ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : De signer les devis UGAP concernant ARCHIMED (licence / service) pour un montant de 60 682, 15 € HT soit 72 818, 58 € TTC.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10/05/2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 11.05.2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture :  
Réception en Préfecture :

11/05/2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
Service Administratif et Financier Cycles de l'Eau

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M0C0007EA Maitrise d'œuvre pour le  
renouvellement des réseaux EU/AEP dans  
l'avenue du Père Soulas sur la commune de  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur J-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la décision n°MD2021-461 du 20/05/2021 attribuant le marché n°M0C0007EA Maitrise d'œuvre pour le renouvellement des réseaux EU/AEP dans l'avenue du Père Soulas sur la commune de Montpellier à la société SAFEGE sise Le Bruyère 2000 – bât 1 Zone du Millénaire 650 rue Henri

Becquerel – CS 79542 – 34961 MONTPELLIER CEDEX 2. Le marché est conclu pour un montant de 142 540€ HT et pour une durée estimative de 43 mois ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M0C0007EA Maitrise d'œuvre pour le renouvellement des réseaux EU/AEP dans l'avenue du Père Soulas sur la commune de Montpellier notifié le 04/06/2021, et ayant pour titulaire la société SAFEGE sise Le Bruyère 2000 – bât 1 Zone du Millénaire 650 rue Henri Becquerel – CS 79542 – 34961 MONTPELLIER CEDEX 2. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 mai 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



**Publiée le : 13 MAI 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **13 MAI 2022**  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**  
- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
Service Administratif et Financier Cycles de l'Eau

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M0D0053EA Contrôle de conformité des  
équipements extérieurs de défense incendie  
sur les communes de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur J-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la décision n°MD2021-327 du 20/04/2021 attribuant le marché n°M0D0053EA Contrôle de conformité des équipements extérieurs de défense incendie sur les communes de Montpellier Méditerranée Métropole à la société SARP MEDITERRANEE 2443 avenue de Maurin – ZAC

Garosud – BP 75527 – 34071 MONTPELLIER CEDEX 3. Le marché est conclu pour un montant maximum annuel de 320 000€ HT et pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M0D0053EA Contrôle de conformité des équipements extérieurs de défense incendie sur les communes de Montpellier Méditerranée Métropole notifié le 21/04/2021, et ayant pour titulaire la société SARP MEDITERRANEE 2443 avenue de Maurin – ZAC Garosud – BP 75527 – 34071 MONTPELLIER CEDEX 3. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 mai 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



**Publiée le : 13 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **13 MAI 2022**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
Service Administratif et Financier Cycles de l'Eau

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°4714EA17 - Construction de la station  
d'épuration de Saint-Georges-d'Orques**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de « l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine » ;
- VU la décision n°MD2018-515 du 03 juillet 2018 attribuant le marché n°4714EA17 relatif à la construction de la station d'épuration de Saint-Georges-d'Orques au groupement SAUR/TOUJA dont le mandataire est la société SAUR sise Direction Régionale Languedoc Roussillon – ZAE Les Verries – rue de l'Aven – BP 6 – 34985 Saint-Gély-du-Fesc Cedex. Le marché est conclu pour un montant de 2 823 490 € HT et pour une durée de 72 semaines ;



- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n°M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence.

**CONSIDERANT :**

- qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n°4714EA17 Construction de la station d'épuration de Saint-Georges-d'Orques notifié le 10 août 2018, et ayant pour titulaire le groupement SAUR/TOUJA dont le mandataire est la société SAUR sise Direction Régionale Languedoc Roussillon – ZAE Les Verries – rue de l'Aven – BP 6 – 34985 Saint-Gély-du-Fesc Cedex. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 mai 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 MAI 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
Service Administratif et Financier Cycles de l'Eau

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M9D0145EA Travaux d'amélioration de  
la station d'épuration de Pignan-Saussan-  
Fabrègues (GAIA) lot 1 Equipements et  
génie civil associé**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur J-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la décision n°MD2021-087 du 03/03/2021 attribuant le marché n°M9D0145EA Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Pignan-Saussan-Fabrègues (GAIA) lot 1 Equipements et génie civil associé au groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE/TOUJA dont le mandataire est la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE sise Bâtiment M'Otion – 541 rue Georges Méliès – CS

40717 – 34961 MONTPELLIER cedex 2. Le marché est conclu pour un montant de 846 909€ HT et pour une durée de 5 mois à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage.

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole,

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle,

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence.

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** A compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n M9D0145EA Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Pignan-Saussan-Fabrègues (GAIA) lot 1 Equipements et génie civil associé notifié le 10/03/2021, et ayant pour titulaire le groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE/TOUJA dont le mandataire est la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE sise Bâtiment M'Otion – 541 rue Georges Méliès – CS 40717 – 34961 MONTPELLIER cedex 2. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 mai 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13 MAI 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture :  
Réception en Préfecture : 13 MAI 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
**Service Administratif et Financier Cycles de l'Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché**  
**n°M9D0145EA - Travaux d'amélioration**  
**de la station d'épuration de Pignan-**  
**Saussan-Fabrègues(GAIA - Lot 2 : travaux**  
**de second œuvre**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de « l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine » ;
- VU la décision n°MD2021-087 du 03/03/2021 attribuant le marché n°M9D0145EA Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Pignan-Saussan-Fabrègues (GAIA) lot 2 travaux de second oeuvre au groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE/TOUJA dont le mandataire est la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE sise Bâtiment M'Otion – 541 rue Georges Méliès – CS 40717 – 34961 MONTPELLIER cedex 2. Le marché est conclu pour un montant de 88 650 € HT et pour une durée de 3 mois à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n°M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDERANT :**

- qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n M9D0145EA Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Pignan-Saussan-Fabrègues (GAIA) lot 2 travaux de second oeuvre notifié le 10/03/2021, et ayant pour titulaire le groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE/TOUJA dont le mandataire est la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE sise Bâtiment M'Otion – 541 rue Georges Méliès – CS 40717 – 34961 MONTPELLIER cedex 2. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9/05/2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13 MAI 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 13 MAI 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
Service Administratif et Financier Cycles de l'Eau

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M9D0145EA - Travaux d'amélioration  
de la station d'épuration de Pignan-  
Saussan-Fabrègues(GAIA) : lot 3 structure  
métallique**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de « l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine » ;
- VU la décision n°MD2021-087 du 03 mars 2021 attribuant le marché n°M9D0145EA Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Pignan-Saussan-Fabrègues (GAIA) lot 3 structure métallique au groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE/TOUJA dont le mandataire est la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE sise Bâtiment M'Otion – 541 rue Georges Méliès – CS 40717 – 34961 MONTPELLIER cedex 2. Le marché est conclu pour un montant de 27 550 € HT et pour une durée de 2 mois à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n°M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDERANT :**

- qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M9D0145EA Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Pignan-Saussan-Fabrigues (GAIA) lot 3 structure métallique notifié le 10 mars 2021, et ayant pour titulaire le groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE/TOUJA dont le mandataire est la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE sise Bâtiment M'Otion – 541 rue Georges Méliès – CS 40717 – 34961 MONTPELLIER cedex 2. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9/05/2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



13 MAI 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

13 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
**Service Administratif et Financier Cycles de l'Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°5024EA18 - Construction de la station  
d'épuration de Murviel-lès-Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de « l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine » ;
- VU la décision n°MD2018-1122 du 28 décembre 2018 attribuant le marché n°5024EA18 relatif à la construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier au groupement SYNTEA/VALERIAN dont le mandataire est la société SYNTEA sise ZAC des Balarucs – 12 rue Toussaint Fléchaire – 84510 CAUMONT SUR DURANCE. Le marché est conclu pour un montant de 1 675 000 € HT et pour une durée de 22 mois ;

- **VU** la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- **VU** la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- **VU** la délibération n°M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDERANT :**

- qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° 5024EA18 Construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier notifié le 04 février 2019, et ayant pour titulaire le groupement SYNTEA/VALERIAN dont le mandataire est la société SYNTEA sise ZAC des Balarucs – 12 rue Toussaint Fléchaire – 84510 CAUMONT SUR DURANCE. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 mai 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports**  
**Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°**  
**M2D0032DS - Achat d'espaces**  
**publicitaires, d'actions de communication**  
**et de billets pour le développement des**  
**sports extrêmes - FISE Montpellier 2022 -**  
**Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives »,

**CONSIDÉRANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence sportive, contribue à l'organisation de manifestations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de son territoire,
- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole au Festival International des Sports Extrêmes de Montpellier (FISE Montpellier), l'un des plus grands rassemblements de sport extrêmes au monde,
- qu'une procédure passée sans publicité ni mise en concurrence a été lancée le 7 avril 2022, conformément à l'article R. 2122-3 du Code de la Commande Publique, sous la forme d'un marché à prix global et forfaitaire, pour une durée allant de sa notification jusqu'au 12 juin 2022 (date de fin du démontage de la manifestation),
- que la société Hurricane Action Sports, sise 3, rue Christian André-Benoit, à Baillargues (34670), est l'agence de communication spécialisée dans l'organisation d'événements sportifs dans le domaine des sports extrêmes qui dispose de l'exclusivité de l'organisation du Festival International des Sports Extrêmes à Montpellier,

**D É C I D E**

**ARTICLE 1** : D'attribuer le marché n° M2D0032DS – Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement des sports extrêmes – FISE Montpellier 2022 à l'entreprise Hurricane Action Sports, pour un montant forfaitaire de 287 500,00 € H.T.

Le marché prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 12 juin 2022 (date de fin de démontage). Le FISE 2022 aura lieu du 25 au 29 mai 2022 inclus.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le - 6 MAI 2022

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF



Publiée le : 10 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession du domaine  
privé "Ville de Montpellier" au domaine  
privé "Montpellier Méditerranée  
Métropole" - Parcelle nouvellement  
cadastrée HK 476 - Rue de Valençay -  
Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-5 du Code Général des collectivités territoriales relatif aux compétences des métropoles ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- VU la délibération du Conseil municipal de la Commune de Montpellier n°V2022-017 en date du 1<sup>er</sup> février 2022 ;
- VU l'estimation du pôle d'évaluations domaniales en date du 06 décembre 2021, estimant le bien au prix de 50 €/m<sup>2</sup> ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité, pour Montpellier Méditerranée Métropole, d'acquérir la parcelle nouvellement cadastrée HK 476, d'une contenance de 229 m<sup>2</sup>, issue de la propriété de la Ville de Montpellier, pour satisfaire à un échange foncier avec les services de l'Etat, régularisant différentes occupations foncières ;
- la demande des services de l'Etat de pouvoir déposer, en propre ou pour tout tiers substitué, une demande d'autorisation d'urbanisme sur ladite emprise jusqu'à la réitération des actes notariés titrant définitivement les parties en présence, dans le cadre du futur échange foncier.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'acquisition de la parcelle nouvellement cadastrée HK 476 (229 m<sup>2</sup>), domaine privé « Ville de Montpellier », rue de Valençay à Montpellier, en nature de terrain nu.

**ARTICLE 2** : La transaction sera réalisée au prix de 50€/m<sup>2</sup> soit un montant de 11 450 € (onze mille quatre cent cinquante euros) pour 229 m<sup>2</sup>, conforme à l'estimation des services fiscaux.

**ARTICLE 3** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Montpellier Méditerranée Métropole autorise les services de l'Etat ou tout tiers substitué à déposer et se voir octroyer une demande d'autorisation d'urbanisme sur ladite emprise par anticipation sur la réitération des actes notariés titrant définitivement les parties en présence.

**ARTICLE 6** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 MAI 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 04 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

04 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avis SF 06 12 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'adhésion de**  
**Montpellier Méditerranée Métropole à une**  
**groupement de commandes pour un**  
**marché d'outillage tout type**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

**CONSIDERANT:**

- que dans un souci d'économie et de rationalisation des achats, la Ville de Montpellier en tant que coordonnateur doit lancer par un appel d'offres ouvert une consultation d'entreprises en groupement de commandes pour un marché d'achats d'outillages tous type, en vue de la conclusion d'un accord cadre à bon de commandes sans minimum et avec un maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans ;

-qu'il est pertinent pour Montpellier Méditerranée Métropole de participer à ce groupement de commande avec la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier, les Villes de Clapiers, Jacou, Castelnau-le-Lez, Montferrier-sur-Lez, Villeneuve-lès-Maguelone et Grabels, la Commission d'Appel d'Offres compétente pour attribuer le marché du groupement étant celle du coordonnateur ;

-que cet accord-cadre est décomposé en plusieurs lots avec un montant total maximum de commandes estimé à 135 000 euros HT par an pour ce qui concerne Montpellier Méditerranée Métropole, chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier, les Villes de Clapiers, Jacou, Castelnau-le-Lez, Montferrier-sur-Lez, Villeneuve-lès-Maguelone et Grabels pour l'Achat d'outillages tout type, convention pour laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché.

**ARTICLE 2 :** De dire que l'accord-cadre est décomposé en plusieurs lots avec un montant total maximum de commandes estimé à 135 000 € HT par an pour ce qui concerne Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** De dire que les dépenses concernant la Métropole seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention de groupement de commandes visée à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12/05/2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUBRIN



Publiée le : 13 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION groupement Outillages tous types.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Unité implantation des entreprises**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de**  
**candidature de la société NXO**  
**ENGINEERING dans le VEAS Hannibal à**  
**Cournonsec**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

**CONSIDERANT :**

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec : la société NXO ENGINEERING, représentée par Monsieur César NARVAEZ ARRIAGA est une startup deeptech des métiers de l'eau et de l'assainissement. Elle est candidate à la location des lots B01 de 64,85 m<sup>2</sup> et A03 de 147,07 m<sup>2</sup> pour une période 36 mois. L'entreprise projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.



**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société NXO ENGINEERING ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 26 AVR. 2022  
Madame la Vice-Présidente

**Hind EMAD**

**Publiée le : 28 AVR. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Conservatoire**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au partenariat et à la  
mise à disposition de la salle "La  
Passerelle" de la Ville de Jacou**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO, dans le domaine de la « Culture et au Patrimoine historique » ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité d'accueillir les Orchestres d'Harmonie et de musique ancienne ;
- que la Commune de Jacou dispose d'une salle pouvant les accueillir durant le mois d'avril 2022 ;
- que peut être programmé dans cette salle le concert des Orchestres d'Harmonie et de musique ancienne du 23 avril 2022.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** La Mairie de Jacou et la Cité des Arts conviennent d'un partenariat et de la mise à disposition de la salle de spectacle La Passerelle pour l'accueil des Orchestres d'Harmonie (direction Patrick Pouget) et de musique ancienne (direction Dominique Serve).

**ARTICLE 2 :** Ce partenariat concerne l'accueil des Orchestres d'Harmonie et de musique ancienne au sein de la salle La Passerelle à Jacou au mois d'avril 2022.

**ARTICLE 3 :** Les engagements respectifs des parties sont les suivants :

La Commune de Jacou s'engage à :

- Mettre à disposition la salle de spectacle la Passerelle avec ses installations son et lumière en bon état de fonctionnement le samedi 23 avril de 10h à 20h30.
- Assurer l'accueil des artistes aux dates et heures fixées.
- Programmer le samedi 23 avril le concert des Orchestres d'Harmonie et de musique ancienne du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole
- Mettre en œuvre tous les moyens disponibles pour communiquer sur l'événement et intégrer les mentions et logos obligatoires établis entre les deux parties sur tous les documents de communication.

La Cité des Arts s'engage à :

- Mettre à disposition pour le temps de travail et de représentation le personnel nécessaire au montage et démontage.
- Fournir le spectacle entièrement monté et assumer la responsabilité artistique des représentations.
- En qualité d'employeur et d'organisateur du concert, assurer les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel attaché au spectacle. Il lui appartiendra notamment de solliciter en temps utile, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers, dans le spectacle.
- Les spectacles programmés comprendront les décors, costumes, meubles et accessoires et d'une manière générale tous les éléments nécessaires à sa représentation. La compagnie en assurera le transport aller et retour et effectuera les éventuelles formalités douanières.
- Fournir : les éléments de communication
- Si « L'organisateur » estimait nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux dont dispose « La commune de Jacou » elle devrait, elle-même et à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.
- Assurer l'accueil du public lors du samedi 23 avril 2022.
- Mettre en œuvre tous les moyens disponibles pour communiquer sur l'événement et intégrer les mentions et logos obligatoires établis entre les deux parties sur tous les documents de communication précités.
- Prendre en charge l'organisation de la billetterie
- S'acquitter des droits d'auteur.
- Respecter le protocole d'organisation acté, ainsi que le règlement d'utilisation de la Passerelle (documents joints et signés).

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 31/5/22  
Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

**Publiée le : 11 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **11 MAI 2022**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention Conservatoire Jacou MAD Passerelle.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature du GIE (Groupement  
d'Intérêt Économique) SERM/SA3M dans  
le VEAS Hannibal à Cournonsec**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

**CONSIDERANT :**

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec : le GIE (Groupement d'Intérêt Économique) SERM/SA3M, représentée par son Directeur Financier et des Moyens Généraux, Monsieur Jonathan DOMERGUE est locataire du lot A07 de 122.74 m².

Dans la continuité du bail dérogatoire en cours jusqu'au 24 avril 22, le passage en bail commercial est sollicité suivant les mêmes conditions financières.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La candidature du GIE SERM/SA3M ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 26 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD

Publiée le : 28 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
Service Administratif et Financier Cycles de l'Eau

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché  
M1D0037EA d'exploitation de service de  
l'assainissement collectif (collecte et  
traitement) lot 1 Est - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°D2021-1037 du 04/11/2021 autorisant la signature du marché n°M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 1 Est avec le groupement SAUR/ALLIANCE ENVIRONNEMENT dont le mandataire est la société SAUR sise rue de l'Aven – ZAE Les Verries – 34980 SAINT GELY DU FESC, pour une durée maximale de 4 ans à compter de l'ordre de service dont une tranche ferme d'une durée de 2 ans et de 2 tranches conditionnelles d'une durée de 1 année chacune.

Le marché est conclu pour un montant de 4 421 728€ HT pour les prestations d'exploitations, de 831 161€ HT pour les prestations liées au renouvellement (toutes tranches confondues) et sans minimum ni maximum pour les prestations à prix unitaires à destination de 3M ou des tiers ;

**CONSIDERANT :**

- La nécessité d'ajouter au Bordereau de Prix Unitaires à destination des tiers des références qui seront nécessaires lors de la passation de futurs bons de commande ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 1 Est avec le groupement SAUR/ALLIANCE ENVIRONNEMENT dont le mandataire est la société SAUR sise rue de l'Aven – ZAE Les Verries – 34980 SAINT GELY DU FESC, avenant sans incidence financière.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13/05/2022

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 16 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 MAI 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- M1D0037EA-A - avenant 1 signé SAUR annexes.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
**Service Administratif et Financier Cycles de l'Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché  
M1D0037EA d'exploitation de service de  
l'assainissement collectif (collecte et  
traitement) lot 2 Ouest - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°D2021-1037 du 04/11/2021 autorisant la signature du marché n°M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 2 Ouest avec le groupement SAUR/ALLIANCE ENVIRONNEMENT dont le mandataire est la société SAUR sise rue de l'Aven – ZAE Les Verries – 34980 SAINT GELY DU FESC, pour une durée maximale de 4 ans à compter de l'ordre de service dont une tranche ferme d'une durée de 2 ans et de 2 tranches conditionnelles d'une durée de 1 année chacune.

Le marché est conclu pour un montant de 7 760 038€ HT pour les prestations d'exploitations, de 813 915.90€ HT pour les prestations liées au renouvellement (toutes tranches confondues) et sans minimum ni maximum pour les prestations à prix unitaires à destination de 3M ou des tiers ;

**CONSIDERANT :**

- La nécessité d'ajouter au Bordereau de Prix Unitaires à destination des tiers des références qui seront nécessaires lors de la passation de futurs bons de commande ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 2 Ouest avec le groupement SAUR/ALLIANCE ENVIRONNEMENT dont le mandataire est la société SAUR sise rue de l'Aven – ZAE Les Verries – 34980 SAINT GELY DU FESC, avenant sans incidence financière.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13/05/2022

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : **16 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 MAI 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- M1D0037EA-B - avenant 1 signé SAUR annexes.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Ressources Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

### **Décision relative à l'octroi de la protection fonctionnelle**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment d'accorder la protection fonctionnelle aux élus qui en font la demande conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et des articles L. 2123-34, L. 2123-35, L. 5217-7 et L. 5215-16 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**CONSIDERANT** que la Métropole est tenue d'accorder sa protection au président, à l' élu le suppléant ou ayant reçu une délégation, d'une part, lorsque celui-ci fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions et, d'autre part, lorsque celui-ci est victime de violences, menaces ou outrages à l'occasion ou du fait de ses fonctions ;

**CONSIDERANT** qu'à ce titre, la métropole doit prévenir les attaques à l'encontre de ses élus, leur apporter son soutien et son assistance dans les procédures judiciaires ;

**CONSIDERANT** qu'au titre de l'assistance, la Métropole doit à l' élu une aide au recours au ministère d'avocat (librement choisi par l' élu) ainsi que la prise en charge des honoraires d'avocat utiles à sa défense ainsi que des frais de procédure sur justificatifs et des consignations ;

**CONSIDERANT** que la Métropole, ayant pour obligation d'assurer une juste réparation du préjudice subi par l'élu, prendra en charge les dommages et intérêts qui lui sont alloués sur la base de la décision juridictionnelle définitive si la personne condamnée ne s'en est pas acquittée (la Métropole se retournant ensuite contre la personne condamnée) ;

**CONSIDERANT** que Monsieur Christian ASSAF est victime de dénonciations calomnieuses ;

**CONSIDERANT** qu'au regard des faits existants, il n'a pas commis de faute personnelle pouvant remettre en cause son droit à la protection ;

**CONSIDERANT** qu'il a effectué une demande de protection fonctionnelle ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La protection fonctionnelle est accordée à Monsieur Christian ASSAF dans le cadre de la première instance de l'affaire relative aux dénonciations calomnieuses dont il est victime.

**ARTICLE 2** : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 MAI 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 03 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique**  
**Pôle Énergie**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'octroi de subventions  
aux audits énergétiques de copropriétés  
dans le cadre du dispositif Guichet Unique  
de la rénovation - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle Touzard, dans le domaine de la « Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation » ;

**CONSIDERANT :**

- l'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) Solidaire arrêté lors du conseil de Métropole du 22 mars 2022, dont l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40% ;
- l'accompagnement proposé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Rénov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole. Celui-ci s'inscrit dans le cadre d'un service public régional dont le déploiement a été confié à l'Agence Régionale de l'Énergie et du Climat. Le Conseil de Métropole a décidé par délibération en date du 7 juin 2021 de financer le reste à charge de 90 € par logement

de l'étape 1 de l'accompagnement (audit) pour les ménages et les copropriétés de son territoire. Pour ces dernières, cette participation prend la forme d'un contrat d'audit tripartite ;

- la mise en place d'une nouvelle aide financière (« aide Plan Climat ») de 1 300 € par logement pour les travaux de rénovation générant un gain énergétique d'au moins 40%, approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 7 juin 2021 ;
- que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par 2 copropriétés présentant des projets de travaux dont les caractéristiques respectent les conditions du règlement d'attribution de l'aide Plan Climat (version du 07 juin 2021).

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec la copropriété suivante : « Arc en Ciel » (19 lots) et « le Capri » (20 lots).

**ARTICLE 2 :** D'autoriser l'octroi de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 3 510 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 3 :** De dire que ces dépenses seront imputées sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

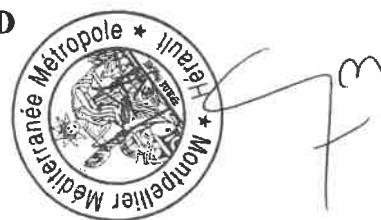
**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 31 MAI 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Isabelle TOUZARD**



**Publiée le : 01 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **01 JUIN 2022**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 20220420\_AnnexeDecisionCopro.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au  
marché 8.428 - Feeders Lot 2 dans le cadre  
de la réalisation de la ligne 5 de tramway -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°M2020-98 du Conseil du 15 juillet 2020 relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté n°MAR2020-0295 du 10 août 2020 donnant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord ;

- VU la décision n°MD2020-299 du 13 mars 2020 portant sur l'attribution du marché 8.428 - Feeders Lot 2 dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway, au groupement RAZEL BEC (mandataire)/SADE CGTH, pour un montant de 6 292 941,80 € HT ;

**CONSIDERANT**

- Que le présent avenant a pour objet la modification du montant du marché pour prendre en compte les travaux supplémentaires et modifications de programme sur le marché, ainsi que la régularisation des prix nouveaux notifiés en cours de travaux ;
- Que le montant de cet avenant représente une augmentation de 2% du montant initial du marché ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'approuver l'avenant n°1 au marché 8.428 - Feeders Lot 2 dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway, ayant pour objet des travaux supplémentaires, des modifications du programme initial et la régularisation de prix nouveaux notifiés en cours de travaux.

**ARTICLE 2 :** de dire que le montant de l'avenant est de 129 921,47 € HT, portant ainsi le montant du marché à 6 422 863,27 € HT.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **06 MAI 2022**

Madame la Vice-Présidente

Publiée le : **13 MAI 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **13 MAI 2022**  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- AVENANT N 1 8M428.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une indemnisation de  
dommage de travaux public au Restaurant  
Le Ranch dans le cadre de la réalisation de  
la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant des dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une Commission d'Indemnisation à l'Amiable,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

**CONSIDERANT**

- l'avis de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 04/04/2022, qui propose d'accorder, à l'EURL MARTY « LE RANCH » exploitant un commerce de restauration au 786 route de Mende à Montpellier, représentée par son gérant, M. MARTY Jérôme, une 1<sup>ère</sup> indemnité évaluée à 74 977,50 € correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de

janvier 2020 à octobre 2021 déduction faite des 2 périodes de fermeture pour cause de pandémie de mi-mars à mi-mai 2020 et de novembre 2020 à mi-mai 2021, soit 13,5 mois ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole accorde une 1<sup>ère</sup> indemnisation à l'EURL MARTY « LE RANCH » exploitant un commerce de restauration, au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de Tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2 :** Le montant de l'indemnisation est fixé à 74 977,50 € de janvier 2020 à octobre 2021 déduction faite des 2 périodes de fermeture pour cause de pandémie de mi-mars à mi-mai 2020 et de novembre 2020 à mi-mai 2021, soit 13,5 mois, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 4 avril 2022.

**ARTICLE 3 :** La convention d'indemnisation est signée par le Directeur Général de TaM.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 AVR. 2022**

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **29 AVR. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **29 AVR. 2022**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une indemnisation de  
dommage de travaux public - Boulangerie  
Aux Petits Pains Dorés**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant des dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une Commission d'Indemnisation à l'Amiable ;
- VU la délibération n°M2020-96 du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de 6ème Vice-Président ;
- VU l'arrêté donnant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives.

**CONSIDERANT**

- L'avis de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 04/04/2022, qui propose d'accorder à l'entité « AUX PETITS PAINS DORES » exploitant un commerce de boulangerie au 1444 route de Mende – Parc des Graves à Montpellier, représentée par son gérant, M. DUBIEF Philippe, une 1<sup>ère</sup> indemnité évaluée à 41 105€ correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de novembre 2020 à février 2022, soit 16 mois.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole accorde une 1<sup>ère</sup> indemnisation à l'entité « AUX PETITS PAINS DORES » exploitant un commerce de boulangerie sous l'enseigne « Aux petits pains dorés », au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de Tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2 :** Le montant de l'indemnisation est fixé à 41 105 € de novembre 2020 à février 2022, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 4 avril 2022.

**ARTICLE 3 :** La convention d'indemnisation est signée par le Directeur Général de TaM.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **29 AVR. 2022**

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE

Publiée le : **29 AVR. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **29 AVR. 2022**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
Service Administratif et Financier Cycles de l'Eau

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M0D0039EA Renouvellement du réseau  
unitaire et du réseau d'adduction d'eau  
potable sur la rue Guillaume Pellicier à  
Montpellier - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur J-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la décision n°MD2021-476 du 22/06/2021 attribuant le marché n°M0D0039EA Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable sur la rue Guillaume Pellicier à Montpellier au groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE/RAMPA TP dont le

mandataire est la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE sise Bâtiment M'Otion – 541 rue Georges Méliès – CS 40717 – 34961 MONTPELLIER cedex 2. Le marché est conclu pour un montant de 459 913.70€ HT et pour une durée de 4.5 mois ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n°M0D0039EA Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable sur la rue Guillaume Pellicier à Montpellier notifié le 15/07/2021, et ayant pour titulaire le groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE/TOUJA dont le mandataire est la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE sise Bâtiment M'Otion – 541 rue Georges Méliès – CS 40717 – 34961 MONTPELLIER cedex 2. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 mai 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13 MAI 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 13 MAI 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
Service Administratif et Financier Cycles de l'Eau

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M1D0022EA - Renouvellement du  
réseau unitaire et du réseau d'adduction  
d'eau potable sur la rue Saint Louis à  
Montpellier - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la décision n°MD2021-815 du 17/09/2021 attribuant le marché n°M1D0022EA Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable sur la rue Saint Louis à Montpellier au groupement EHTP/MALET dont le mandataire est la société EHTP sise RD 172 Route de Vauguières – La Mogère – 34130 MAUGUIO. Le marché est conclu pour un montant de 1 839 623.99€ HT et pour une durée de 8.5 mois ;



- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M1D0022EA Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable sur la rue Saint Louis à Montpellier notifié le 15/10/2021, et ayant pour titulaire le groupement EHTP/MALET dont le mandataire est la société EHTP sise RD 172 Route de Vauguières – La Mogère – 34130 MAUGUIO. Le contrat s'exécute dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 Mai 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
Service Administratif et Financier Cycles de l'Eau

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M0D0076EA Renouvellement des  
réseaux d'eaux usées et d'eau potable rue  
de la Concorde et rue Pierre Causse à  
Montpellier - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la décision n°MD2021-968 du 19/10/2021 attribuant le marché n°M0D0076EA Renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable rue de la Concorde et rue Pierre Causse à Montpellier au groupement EHTP/MALET dont le mandataire est la société EHTP sise RD 172

Route de Vauguières – La Mogère – 34130 MAUGUIO. Le marché est conclu pour un montant de 1 031 851.06€ HT et pour une durée de 22 semaines ;

- **VU** la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- **VU** la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- **VU** la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M0D0076EA Renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable rue de la Concorde et rue Pierre Causse à Montpellier notifié le 10/11/2021, et ayant pour titulaire le groupement EHTP/MALET dont le mandataire est la société EHTP sise RD 172 Route de Vauguières – La Mogère – 34130 MAUGUIO. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 mai 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13 MAI 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 13 MAI 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
Service Administratif et Financier Cycles de l'Eau

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M0D0074EA Réhabilitation EU et  
création de poste de refoulement sur la  
commune de Fabrègues - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la décision n°MD2022-068 du 09/02/2022 attribuant le marché n°M0D0074EA Réhabilitation EU et création poste de refoulement sur la commune de Fabrègues au groupement RAMPA TP/ POMPAGE RHONE ALPES dont le mandataire est la société RAMPA TP sise Parc Industriel

Rhône Vallée Nord – 07250 LE POUZIN. Le marché est conclu pour un montant de 488 338.60€ HT et pour une durée de 22 semaines ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M0D0074EA Réhabilitation EU et création poste de refoulement sur la commune de Fabrègues notifié le 11/02/2022, et ayant pour titulaire le groupement RAMPA TP/ POMPAGE RHONE ALPES dont le mandataire est la société RAMPA TP sise Parc Industriel Rhône Vallée Nord – 07250 LE POUZIN. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 mai 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 MAI 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
Service Administratif et Financier Cycles de l'Eau

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M0D0072EA Construction d'un poste de  
refoulement des eaux usées sur la  
commune de Lavérune - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la décision n°MD2021-979 du 18/11/2021 attribuant le marché n°M0D0072EA Construction d'un poste de refoulement des eaux usées sur la commune de Lavérune au groupement SAUR / LE MARCORY dont le mandataire est la société SAUR sise DIROP Nîmes – 222 allée de l'Amérique

Latine – 30900 NIMES. Le marché est conclu pour un montant de 457 625€ HT et pour une durée de 9 mois et 15 jours ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M0D0072EA Construction d'un poste de refoulement des eaux usées sur la commune de Lavérune notifié le 22/11/2021, et ayant pour titulaire le groupement SAUR / LE MARCORY dont le mandataire est la société SAUR sise DIROP Nîmes – 222 allée de l'Amérique Latine – 30900 NIMES. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 mai 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13 MAI 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture :  
Réception en Préfecture : 13 MAI 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
Service Administratif et Financier Cycles de l'Eau

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M0D0013EA Raccordement des eaux  
usées de la ZAC Cambacérès sur  
l'intercepteur Est - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la décision n°MD2021-1017 du 04/11/2021 attribuant le marché n°M0D0013EA Raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacérès sur l'intercepteur Est au groupement SCAM TP/ EIFFAGE FONDATIONS dont le mandataire est la société SCAM TP sise Agence Sud Est 825

avenue de la Cresse Saint Martin – 34660 COURNONSEC. Le marché est conclu pour un montant de 609 990.02€ HT et pour une durée de 22 semaines ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M0D0013EA Raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacérès sur l'intercepteur Est notifié le 15/11/2021, et ayant pour titulaire le groupement SCAM TP/ EIFFAGE FONDATIONS dont le mandataire est la société SCAM TP sise Agence Sud Est 825 avenue de la Cresse Saint Martin – 34660 COURNONSEC. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 mai 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 13 MAI 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
Service Administratif et Financier Cycles de l'Eau

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M1B0085EA - Diagnostic amont et plan  
d'action pour la réduction des  
micropolluants sur le territoire de  
Montpellier Méditerranée Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;

- VU la décision n°MD2022-039 du 11 janvier 2022 attribuant le marché n°M1B0085EA Diagnostic amont et plan d'action pour la réduction des micropolluants sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole à la société SEPIA CONSEILS sise 53 rue de Turbigo – 75003 PARIS. Le marché est conclu pour un montant de 49 800€ HT et pour une durée de 6 mois ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n°M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDERANT :**

- qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M1B0085EA Diagnostic amont et plan d'action pour la réduction des micropolluants sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole notifié le 28 janvier 2022, et ayant pour titulaire la société SEPIA CONSEILS sise 53 rue de Turbigo – 75003 PARIS. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 8 mai 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13 MAI 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 13 MAI 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
**Service Administratif et Financier Cycles de l'Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M1D0007EA - Renouvellement du  
réseau unitaire et du réseau d'adduction  
d'eau potable dans le secteur Ecusson  
(Rues Valfère - Rochelle - Saint Sépulcre)-  
Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;

- VU la décision n°MD2021-776 du 01 septembre 2021 attribuant le marché n°M1D0007EA Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable dans le secteur Ecusson (Rues Valfère – Rochelle – Saint Sépulcre) commune de Montpellier à la société SOLATRAG sise Zone Industrielle 34302 AGDE CEDEX. Le marché est conclu pour un montant de 761 950,80 € HT et pour une durée de 7 mois ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n°M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence.

**CONSIDERANT :**

- qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n°M1D0007EA Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable dans le secteur Ecusson (Rues Valfère – Rochelle – Saint Sépulcre) commune de Montpellier notifié le 27 septembre 2021, et ayant pour titulaire la société SOLATRAG sise Zone Industrielle 34302 AGDE CEDEX. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 mai 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13 MAI 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture :  
Réception en Préfecture : 13 MAI 2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
Service Administratif et Financier Cycles de l'Eau

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M1D0037EA - Exploitation de service de  
l'assainissement collectif (collecte et  
traitement - Lot 1 : Est**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de « l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine » ;

- VU la décision n°MD2021-1037 du 04 novembre 2021 attribuant le marché n°M1D0037EA Marché d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 1 Est au groupement SAUR/ALLIANCE ENVIRONNEMENT dont le mandataire est la société SAUR sise rue de l'Aven – ZAE Les Verries – 34980 SAINT GELY DU FESC. Le marché est conclu pour un montant de 4 421 728 € HT pour les prestations d'exploitations, de 831 161€ HT pour les prestations liées au renouvellement (toutes tranches confondues) et sans minimum ni maximum pour les prestations à prix unitaires à destination de 3M ou des tiers, et pour une durée maximale de 4 ans à compter de l'ordre de service dont une tranche ferme d'une durée de 2 ans et de 2 tranches conditionnelles d'une durée de 1 année chacune ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole,

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle,

- VU la délibération n°M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence.

**CONSIDERANT :**

- qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M1D0037EA Marché d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 1 Est notifié le 08 novembre 2021, et ayant pour titulaire le groupement SAUR/ALLIANCE ENVIRONNEMENT dont le mandataire est la société SAUR sise rue de l'Aven – ZAE Les Verries – 34980 SAINT GELY DU FESC. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 mai 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13 MAI 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 13 MAI 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
**Service Administratif et Financier Cycles de l'Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché**  
**n°M1D0037EA - Exploitation de service de**  
**l'assainissement collectif (collecte et**  
**traitement) - Lot 2 : Ouest**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de « l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine » ;



- VU la décision n°MD2021-1037 du 04 novembre 2021 attribuant le marché n°M1D0037EA Marché d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 2 Ouest au groupement SAUR/ALLIANCE ENVIRONNEMENT dont le mandataire est la société SAUR sise rue de l'Aven – ZAE Les Verries – 34980 SAINT GELY DU FESC. Le marché est conclu pour un montant de 7 760 038€ HT pour les prestations d'exploitations, de 813 915,90 € HT pour les prestations liées au renouvellement (toutes tranches confondues) et sans minimum ni maximum pour les prestations à prix unitaires à destination de 3M ou des tiers, et pour une durée maximale de 4 ans à compter de l'ordre de service dont une tranche ferme d'une durée de 2 ans et de 2 tranches conditionnelles d'une durée de 1 année chacune ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n°M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence.

**CONSIDERANT :**

- qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M1D0037EA Marché d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 2 Ouest notifié le 08 novembre 2021, et ayant pour titulaire le groupement SAUR/ALLIANCE ENVIRONNEMENT dont le mandataire est la société SAUR sise rue de l'Aven – ZAE Les Verries – 34980 SAINT GELY DU FESC. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 mai 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des  
parcelles A 1836 et A 1837 - Lieudit La  
Capelane - Commune de Saint-Brès**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de VicePrésidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la Délibération n° 2015-106-L.J du 9 avril 2015 du Conseil Municipal de la commune de Saint Brès, entérinant la cession au profit de Montpellier Méditerranée Métropole de deux parcelles cadastrées A 1836 et A 1837 ;
- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir ces parcelles constituant un ancien chemin déclassé aujourd'hui intégré au périmètre de la piscine Héraclès et à la voirie ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Commune de Saint-Brès les parcelles A 1836 et A 1837 d'une superficie respective de 65 m<sup>2</sup> et 201 m<sup>2</sup>, situées lieudit La Capelane sur la commune de Saint Brès, afin de régulariser la situation juridique de ces deux emprises.

**ARTICLE 2 :** La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenue de la nature du bien vendu.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

**ARTICLE 4 :** Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 AVR. 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Coralie MANTION**



**Publiée le : 29 AVR. 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **29 AVR. 2022**  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de  
préemption urbain - Propriété  
DELOUSTAL - Terrain lieudit La  
Rompude - Murviel-Lès-Montpellier.**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Deuxième Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation,

d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Murviel-lès-Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 12 février 2008,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Murviel-lès-Montpellier en date du 18 février 2008 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,
- VU la décision n° D2015-751 du 22 décembre 2015 relative à la délégation du droit de préemption urbain consentie à la Commune de Murviel-Lès-Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 10 février 2022, envoyée par Maître Gilles GAYRAUD notaire à Pignan, reçue en mairie de Murviel-Lès-Montpellier le 14 février 2022, concernant la vente par Monsieur Bertrand DELOUSTAL, d'un terrain nu situé lieudit La Rompude à Murviel-Lès-Montpellier, cadastré section AI 20, au prix de 16.500 € dont 2.000 € de commission d'agence à la charge du vendeur.
- VU la décision n° MD2022-419 du 5 avril 2022 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain consentie à la Commune de Murviel-Lès-Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la demande de communication de documents du 7 avril 2022 conforme à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- VU l'avis de France domaine du 12 avril 2022.

#### **CONSIDERANT :**

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière de gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L. 2226-1 et eau.
- que cette parcelle est impactée par l'emplacement réservé n° 18 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Murviel-Lès-Montpellier destiné à l'aménagement du réseau d'eau pluvial.
- que l'acquisition de cette parcelle s'avère donc nécessaire pour réaliser, plus particulièrement, un ouvrage de collecte et de stockage d'une partie du ruissellement du bassin versant.
- que ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de réaliser des équipements collectifs.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Monsieur Bertrand DELOUSTAL, un terrain nu situé lieudit La Rompude à Murviel-Lès-Montpellier, cadastré section AI 20.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, soit 16.500 € dont 2.000 € de commission d'agence à la charge du vendeur, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **2 8 AVR. 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Coralie MANTION**



**Publiée le : 2 9 AVR. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire **2 9 AVR. 2022**

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'adhésion de**  
**Montpellier Méditerranée Métropole à un**  
**groupement de commande pour un marché**  
**de location de tentes, de bungalows et**  
**toilettes**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;



**CONSIDERANT:**

- que dans un souci d'économie et de rationalisation des achats, la Ville de Montpellier en tant que coordonnateur doit lancer par un appel d'offres ouvert une consultation d'entreprises en groupement de commandes pour un marché location de tentes, de bungalows et de wc autonomes, en vue de la conclusion d'un accord cadre à bon de commandes sans minimum et avec un maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans ;

-qu'il est pertinent pour Montpellier Méditerranée Métropole de participer à ce groupement de commande avec la Ville de Montpellier, les Villes de Lattes, Pérols, Jacou, Montferrier-sur-Lez et Villeneuve-lès-Maguelone, la Commission d'Appel d'Offres compétente pour attribuer le marché du groupement étant celle du coordonnateur ;

-que cette accord-cadre est décomposé en plusieurs lots avec un montant total maximum de commandes estimé à 280 000 euros HT par an pour ce qui concerne Montpellier Méditerranée Métropole, chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Villes de Lattes, Pérols, Montferrier-sur-Lez, et Villeneuve-lès-Maguelone pour un marché de location de tentes, de bungalows et de wc autonomes, convention pour laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché.

**ARTICLE 2 :** De dire que l'accord-cadre est décomposé en plusieurs lots avec un montant total maximum de commandes estimé à 280 000 € HT par an pour ce qui concerne Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** De dire que les dépenses concernant la Métropole seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention de groupement de commandes visée à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12/05/2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13 MAI 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture :  
Réception en Préfecture : 13 MAI 2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION Groupements Location de tentes, bungalows et toilettes.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la déconsignation à la  
suite de l'exercice du droit de préemption  
urbain - Propriété des lots de copropriété  
de la SCPI PF Grand Paris, situés 205 rue  
de l'Acropole - Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Deuxième Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- VU le Code de l'urbanisme et plus particulièrement l'article L 213-14,
- VU la décision de préemption du 27 octobre 2020, exercée par la Ville de Montpellier,
- VU le courrier de Maître BONNARY Notaire du 21 janvier 2021, faisant état des obstacles à la vente,
- VU la convention de tiers payeur entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, en date du 12 janvier 2021,
- VU la décision de consignation n° 2021-132 du 24 février 2021,
- VU la consignation de la Caisse des Dépôts et Consignations n° 3203253 du 12 mars 2021,
- **Considérant** que le 27 octobre 2020 à la suite du dépôt d'une déclaration d'intention d'aliéner, la Ville de Montpellier a exercé son droit de préemption sur la propriété de la SCPI PF GRAND PARIS, des lots de copropriété à usage de locaux professionnels et de parkings situés 205 rue de l'Acropole, cadastré section HI 401 ;
- **Considérant** que le 21 janvier 2021, Maître BONNARY a alerté sur l'impossibilité de signer l'acte authentique en l'état compte tenu de l'obligation de modifier l'Etat Descriptif de Division en volumes opposable aux tiers avant toute cession immobilière ;
- **Considérant** que dans ces conditions, par mesure conservatoire conformément à l'article L 213-14 du code de l'urbanisme, il convient de consigner auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation le montant de 829 344,56 € correspondant au prix d'acquisition de ce bien ;
- **Considérant** que l'attestation rectificative permettant la publication du modificatif de l'Etat Descriptif de Division a bien été publiée ;
- **Considérant** la note explicative fournie par Monsieur Victor DORNIER Géomètre-Expert à la suite de la réunion du 26 novembre 2021 en présence du Service de la Publicité Foncière ;
- **Considérant** que ledit bien est libre de toute charge ;

**Décide :**

**Article 1 :** La somme de huit cent vingt neuf mille trois cent quarante quatre euros et cinquante six centimes (829 344,56 €), correspondant au prix d'acquisition de la propriété de la SCPI PF GRAND PARIS de lots de copropriété à usage de locaux professionnels et de parkings situés 205 rue de l'Acropole, cadastrés section HI 401, consignée à la Caisse des dépôts et consignations, conformément aux articles L. 213-14 du code de l'urbanisme peut

et doit être déconsignée à la diligence de la Caisse des Dépôts et Consignations pour être versée sur le compte ouvert au nom de la SCP GRANIER – BONNARY – FOURNIER MONTGIEUX – CLARON – DAUDET, Notaires à Montpellier, rédacteur de l'act authentique de vente, à qui les fonds seront remis conformément aux dispositions de l'article L2241-3 du code général des collectivités locales.

**Article 2 :** Montpellier Méditerranée Métropole procède à la déconsignation sous sa propre autorité et décharge la Caisse des Dépôts et Consignations de toute responsabilité.

**Article 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame La Trésorière Principale Générale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 AVR. 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Coralie MANTION**



**Publiée le : 29 AVR. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **29 AVR. 2022**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention d'usage  
pour la gestion d'un poste de relevage  
d'eaux usées - Moulin de Salicate à  
Montpellier - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'un poste de relevage d'eaux usées est installé sur une parcelle cadastrée CL 184 à Montpellier, ladite parcelle appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Considérant que la pompe de relevage est reliée au réseau d'eaux usées d'une maison située au 141 rue du Moulin de Salicate 34 000 Montpellier, d'une maison située au 135, rue du Moulin de Salicate, 34 000 Montpellier, d'une maison située au 132, rue de Moulin de Salicate 34 000 Montpellier, ainsi qu'au bâtiment Moulin de Salicate, situé au 162 rue du Moulin de Salicate, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Considérant qu'il convient pour les propriétaires des bâtiments concernés de conclure une convention de groupement pour la bonne gestion du poste de relevage à usage collectif, notamment pour la répartition des frais de maintenance et d'intervention pour l'entretien de la pompe ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention d'usage pour la gestion du poste de relevage situé sur la parcelle CL 184 à Montpellier avec Monsieur Olivier ROSSEL résidant au 141 rue du Moulin de Salicate 34 000 Montpellier, Madame Renée BELLEVILLE, résidant au 135, rue du Moulin de Salicate, 34 000 Montpellier et Monsieur Jean-Paul BOUSSES, résidant au 132, rue de Moulin de Salicate, 34 000 Montpellier.

**ARTICLE 2 :** La convention d'usage a pour objet d'acter la gestion du poste de relevage par Montpellier Méditerranée Métropole qui refacturera l'ensemble des frais de maintenance et d'interventions entre les autres usagers de l'installation y compris les frais connexes (EDF, Hotline alarme).

**ARTICLE 3 :** De dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal, budgets Annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 MAI 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIOT



Publiée le : 31 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention de prêt à usage pompe de relevage.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'adhésion de  
Montpellier Méditerranée Métropole à une  
convention en groupement de commandes  
pour un marché de mobilier de bureau**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

**CONSIDERANT:**

- que dans un souci d'économie et de rationalisation des achats, la Ville de Montpellier en tant que coordonnateur doit lancer par un appel d'offres ouvert une consultation d'entreprises en groupement de commandes pour un marché d'achat de mobiliers du bureau, en vue de la conclusion d'un accord cadre à bon de commandes sans minimum et avec un maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans ;



-qu'il est pertinent pour Montpellier Méditerranée Métropole de participer à ce groupement de commande avec la Ville de Montpellier, les Villes de Castelnau-le-Lez, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone, la Commission d'Appel d'Offres compétente pour attribuer le marché du groupement étant celle du coordonnateur ;

-que cet accord-cadre est décomposé en plusieurs lots avec un montant total maximum de commandes estimé à 200 000 € HT par an pour ce qui concerne Montpellier Méditerranée Métropole, chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Villes Castelnau-le-Lez, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone pour l'achat de mobiliers de bureau, convention pour laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché.

**ARTICLE 2 :** De dire que l'accord-cadre est décomposé en plusieurs lots avec un montant total maximum de commandes estimé à 200 000 € HT par an pour ce qui concerne Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** De dire que les dépenses concernant la Métropole seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention de groupement de commandes visée à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12/05/2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François



**Publiée le : 13 MAI 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **13 MAI 2022**  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION groupement commandes Mobilier de bureau.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Énergie et Télécom**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution d'un**  
**marché n° M1B0114MG ' Dépose et**  
**remplacement de la pompe à chaleur du**  
**site Cap Omega '**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine  
« Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

**CONSIDERANT:**

- Qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un marché pour la dépose et le remplacement de la pompe à chaleur du site Cap Omega ;

- Qu'une procédure a été lancée sous forme de procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions de l'article R2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique, pour un marché ordinaire de travaux, pour une durée de 3 mois à compter de sa notification et un montant à prix forfaitaire ;

- Que les critères intervenant pour le jugement des offres sont les suivants :

- 1-Valeur technique: 40% ;
- 2-Prix des prestations : 60% ;

- Qu'après analyse, l'offre de la société Bouygues Energie Services, après négociation, est l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : D'attribuer le marché ordinaire de travaux n°M1B0114MG « Dépose et remplacement de la pompe à chaleur du site Cap Omega » à la société Bouygues E&S FM France, Parc Club du Millénaire, bâtiment 5, 1025 rue Henri Becquerel 34 935 Montpellier.

**ARTICLE 2** : La durée du marché est de 3 mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 3** : Le marché est conclu pour un montant forfaitaire de 56 763,81 € HT après négociation.

**ARTICLE 4** : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

28 AVR. 2022

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREN



Publiée le : 29 AVR. 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 29 AVR. 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Architecture Bâtiments Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°2 au  
marché n°M0D0005MG 'Prestation de  
télésurveillance, intervention de sureté et  
sécurité des équipements de Montpellier  
Méditerranée Métropole' - Transfert de  
contrat**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

**-VU** la décision n°MD2020-886 du 15 octobre 2020 attribuant le marché n°M0D0005MG « Prestation de télésurveillance, intervention de sureté et sécurité des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société GLCE LITTORAL ;

**-VU** la décision n°MD2021-1001 du 02 novembre 2021 autorisant la signature d'un avenant n°1 au marché n°M0D0005MG « Prestation de télésurveillance, intervention de sureté et sécurité des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole » avec la société GLCE LITTORAL ;

**CONSIDERANT:**

- que par jugement arrêtant un plan de cession en date du 25 mars 2022, l'activité de GLCE LITTORAL est reprise par la société ISIS SECURITE, sise 122 avenue de la Résistance 93340 Le Raincy ;

- qu'à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022, le nouveau titulaire des contrats, la société ISIS SECURITE, s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant des contrats GLCE LITTORAL ;

- qu'il convient de signer un avenant n°2 au marché n°M0D0005MG « Prestation de télésurveillance, intervention de sureté et sécurité des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole » avec la société ISIS SECURITE.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°M0D0005MG « Prestation de télésurveillance, intervention de sureté et sécurité des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole » avec la société ISIS SECURITE concernant le transfert de contrats du titulaire du marché GLCE LITTORAL à la société ISIS SECURITE qui reprend l'ensemble des droits et obligations des marchés.

**ARTICLE 2** : De dire que l'avenant n'entraîne pas d'incidence financière.

**ARTICLE 3** : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget principal, budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 22 AVR. 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**Jean-François AUDRIN**



**Publiée le : 09 MAI 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 09 MAI 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

**- M0D005MG\_Avsigné ISIS.pdf**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Architecture Bâtiments Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au**  
**marché n°M9D0067MG 'Prestations de**  
**sécurité des manifestations de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole' - Transfert de**  
**contrat**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU la décision n°MD2020-056 du 24 février 202 attribuant le marché n°M9D0067MG « Prestations de sécurité des manifestations de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société GLCE LITTORAL ;

**CONSIDERANT:**

- que par jugement arrêtant un plan de cession en date du 25 mars 2022, l'activité de GLCE LITTORAL est reprise par la société ISIS SECURITE, sise 122 avenue de la Résistance 93340 Le Raincy ;
- qu'à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022, le nouveau titulaire des contrats, la société ISIS SECURITE, s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant des contrats GLCE LITTORAL ;
- qu'il convient de signer un avenant n°1 au marché M9D0067MG « Prestations de sécurité des manifestations de Montpellier Méditerranée Métropole avec la société ISIS SECURITE.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché M9D0067MG « Prestations de sécurité des manifestations de Montpellier Méditerranée Métropole » avec la société ISIS SECURITE concernant le transfert de contrats du titulaire du marché GLCE LITTORAL à la société ISIS SECURITE qui reprend l'ensemble des droits et obligations des marchés.

**ARTICLE 2** : De dire que l'avenant n'entraîne pas d'incidence financière.

**ARTICLE 3** : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget principal, budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 09 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M9D0067MG\_AvsignéISI.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des  
parcelles AS 256 et AS 257 Rue Bir Hakeim  
- Commune de Fabrègues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-5 du Code Général des collectivités territoriales relatif aux compétences des métropoles ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière » ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité pour Montpellier Méditerranée Métropole, d'acquérir deux parcelles cadastrées AS 256 et AS 257 situées rue Bir Hakeim à Fabrègues pour permettre le classement de la totalité de la rue dans le domaine public ;

- que ce tronçon de voie appartient aux propriétaires riverains en indivision, qui ont sollicité le classement de toute la rue dans le domaine public.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'acquisition de deux parcelles cadastrées AS 256 et AS 257 situées rue Bir Hakeim sur la commune de Fabrègues, auprès des propriétaires riverains.

**ARTICLE 2** : La transaction aura lieu au prix d'un euro symbolique, avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis, à charge pour la Métropole, de classer cette emprise dans son domaine public.

**ARTICLE 3** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié, aux frais de la Métropole, acquéreur.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 MAI 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTOU



Publiée le : **25 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

**25 MAI 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique**  
**Pôle Énergie**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la vente par Montpellier**  
**Méditerranée Métropole de Certificats**  
**d'Économies d'Énergie**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD, dans le domaine de la « Transition écologique et solidaire, à la Biodiversité, à l'Énergie, à l'agroécologie et à l'Alimentation » ;

**CONSIDERANT :**

- que dans le cadre de sa politique en faveur du développement durable et de maîtrise de l'énergie, Montpellier Méditerranée Métropole est inscrite sur le Registre National des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) et dépose en son nom propre les CEE liés aux travaux qu'elle réalise sur son patrimoine ;
- que le dispositif des CEE permet de mettre en lumière les économies d'énergies réalisées et de les valoriser financièrement par la vente de ces certificats.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : De vendre au plus offrant, en une ou plusieurs fois, ses CEE disponibles à savoir 49 798 108 kWh Cumac.

**ARTICLE 2** : De dire que le prix de la vente résultera du choix de la meilleure offre, estimée entre 6 et 7 € par MWh Cumac, la transaction étant réalisée via la plateforme EMMY du Registre National des Certificats d'Economie d'Energie.

**ARTICLE 3** : De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : D'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à signer les documents relatifs à la vente cité à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 31 MAI 2022

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD

Publiée le : 01 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

---

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique**  
**Pôle Énergie**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'octroi de subventions  
aux audits énergétiques de copropriétés  
dans le cadre du dispositif Guichet Unique  
de la rénovation - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine de la Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation ;

**CONSIDERANT :**

- l'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) Solidaire arrêté lors du conseil de Métropole du 22 mars 2022, dont l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40% ;

- l'accompagnement proposé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Renov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole. Celui-ci s'inscrit dans le cadre d'un service public régional dont le déploiement a été confié à l'Agence Régionale de l'Energie et du Climat. Le Conseil de Métropole a décidé par délibération en date du 7 juin 2021 de financer le reste à charge de 90 € par logement de l'étape 1 de l'accompagnement (audit) pour les ménages et les copropriétés de son territoire. Pour ces dernières, cette participation prend la forme d'un contrat d'audit tripartite ;
- la mise en place d'une nouvelle aide financière (« aide Plan Climat ») de 1 300 € par logement pour les travaux de rénovation générant un gain énergétique d'au moins 40%, approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 7 juin 2021 ;
- que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par 8 copropriétés présentant des projets de travaux dont les caractéristiques respectent les conditions du règlement d'attribution de l'aide Plan Climat (version du 07/06/2021).

### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec les copropriétés suivantes : « Les clos des Grands pins » (127 lots) , « Le Pasteur » (19 lots), « Cité chambre de commerce » (160 lots), « Les Chênes Colombières » (90 lots), « Le Nissolle » (22 lots), « 23 rue Farges » (4 lots), « Le Lavandou » (20 lots), « Le Saint- G éran » (18 lots),

**ARTICLE 2 :** D'autoriser l'octroi de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 41 400 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 3 :** De dire que ces dépenses seront imputées sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.





Montpellier, le 02 JUIN 2022

Isabelle la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD

Publiée le : 03 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

03 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220425\_AnnexeDecisionCopro.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Ressources Informatiques**  
**Service Gestion Administrative et Financière (DRI)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M2B0045RI**  
**' MOBYDOC maintenance pour des**  
**prestations de service logicielles du**  
**domaine culturel dans le cadre de la**  
**convention UGAP 2022-2025 ' -**  
**Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire de renouveler les prestations de service logicielles MOBYDOC pour l'année 2022 ;

- que ce marché est passé en recourant à la convention UGAP 2022-2025 délibérée le 25/01/2022 (délibération n°M2022-41) ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : De signer le devis UGAP concernant MOBYDOC (maintenance) pour un montant de 63 536, 05 € HT soit 76 243, 26 € TTC.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 AVR. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : **02 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**02 MAI 2022**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention précaire**  
**entre Montpellier Méditerranée Métropole**  
**et l'association La Bergerie**  
**Languedocienne - Terrain rue Fabre de**  
**Morlhon à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération n° 2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'espaces à usage de parking 690 rue Jacques Fabre de Morlhon ;
- **CONSIDERANT** que La bergerie Languedocienne, association loi 1901, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'occuper un terrain nu à espace de parking pour y mener des activités de loisirs et de restauration ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention d'occupation précaire avec l'Association La Bergerie Languedocienne, sise 56 rue des Cassis à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** La convention porte sur un terrain nu à usage de parking d'une surface d'environ 7200 m<sup>2</sup> situé au 690 rue Jacques Fabre de Morlhon, pour une période s'achevant le 3 mai 2022.

**ARTICLE 3 :** La convention d'occupation précaire est consentie moyennant une redevance de 100 € pour toute la période d'occupation.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 AVR. 2022**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREN



Publiée le : **29 AVR. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **29 AVR. 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Ressources Informatiques**  
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de  
l'adhésion 2022 à l'association Occitanie  
Pyrénées en Intelligence Géomatique  
(OPenIG)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

**CONSIDERANT :**

- l'intérêt de l'association OPenIG (Occitanie Pyrénées en Intelligence Géomatique) initialement SIG L-R à promouvoir une politique de mutualisation de données géographiques pour les différents acteurs du territoire avec pour objectifs :
  - la diffusion et la promotion de l'information géographique
  - le partage des savoir-faire entre ses membres
  - l'assistance au montage et au portage de projets
  - l'acquisition et la mise à disposition de produits et bases de données géographiques ;
- que l'association mène des actions qui consistent pour l'essentiel à mutualiser l'acquisition de données et la mise en place de plateformes qui bénéficient à chacun des adhérents pour un coût bien moindre que des actions qui seraient menées séparément. Au travers de l'adhésion de la Métropole, chacune des 31 communes du territoire bénéficie de ces actions.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** De renouveler l'adhésion 2022 à l'association OPenIG dont le montant annuel s'élève à 20 000 € sans TVA. Ce montant est calculé en fonction de la population de l'entité, avec un tarif de 0,07 € par habitant, avec un plafond fixé à 20 000 €.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le renouvellement d'adhésion, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 AVR. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD




Publiée le : **02 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**02 MAI 2022**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Appui Technique aux Territoires**  
**Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché de Maîtrise  
d'œuvre n°M1D0065EP - Desserte du  
Lycée de Cournonterral RM5 - Attribution  
du marché**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine des Voirie et de l'Espace Public ;



**CONSIDERANT :**

- que la desserte du lycée de Cournonterral est nécessaire ;
- qu'un appel d'offres a été lancé conformément aux des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2151-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché de maîtrise d'œuvre pour une durée de 5 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Prix des prestations, au regard du montant global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement : 40 % ;
  - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 % ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 5 mai 2022 a classé les offres et choisi, le groupement CABINET D'ETUDES RENE GAXIEU / IDESUN, dont CABINET D'ETUDES RENE GAXIEU est le mandataire, 1 avenue Monteroni d'Arbia – 34920 Le Crès, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n°M1D0065EP - MAITRISE D'ŒUVRE – Desserte du lycée de Cournonterral – RM 5 – 185 -114, au groupement CABINET D'ETUDES RENE GAXIEU / IDESUN, dont CABINET D'ETUDES RENE GAXIEU est le mandataire, pour un montant de 180 589,50 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 5 ans.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous budgets confondus.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 MAI 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 30 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Mission Espaces Publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché de  
Coordination en matière de Sécurité et de  
Protection de la Santé (CSPS) pour  
l'opération de requalification de l'espace  
urbain Comédie - Esplanade - Triangle à  
Montpellier - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- VU la convention de mandat en date du 9 juillet 2021 au bénéfice de la SA3M, autorisée par décision n°MD2021-666 en date du 7 juillet 2021 ;

**Considérant :**

- La nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé de réaliser une mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) tels que définis aux articles L. 4211-1 et 2, L. 4531-1 à 3, L. 4532-1 à 18, et R. 4532-1 à R. 4533-7 et L. 4532-2 du code du travail et ce en vue des travaux de requalification de l'espace urbain Comédie – Esplanade - Triangle à Montpellier ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été engagée par la SA3M conformément aux articles R.2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire d'une durée de 4 ans non renouvelable, sans minimum avec un maximum d'un montant d'un million deux cent mille euros (1 600 000) € HT et s'exécutant par bons de commande ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique : 70%
  - Valeur prix : 30%
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 21 avril 2022, a classé les offres et choisi celle du candidat QUALICONSLT SECURITE, offre économiquement la plus avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer l'accord cadre relatif à une mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé pour l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie - Esplanade - Triangle à QUALICONSLT SECURITE, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire avec un montant maximum de 1 600 000 € HT. La durée de l'accord cadre est de 4 ans et ne sera pas reconductible.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres ;

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 MAI 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 04 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Organisation Etudes Evaluation**  
**Service Contrôle de Gestion**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

## **Décision relative à la grille tarifaire de la cité des arts - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision relative à la tarification applicable à la cité des arts.

### **CONSIDERANT :**

-Qu'il est nécessaire d'adopter une tarification se basant sur le quotient familial CAF afin d'introduire plus d'équité

### **DECIDE**

**Article 1 :** D'appliquer la tarification suivante :

#### **Cité Des Arts**

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole est un établissement public d'enseignement artistique spécialisé initial qui a pour vocation l'apprentissage des pratiques de la musique, de la danse et de l'art dramatique.

En offrant un enseignement musical, chorégraphique et d'art dramatique d'excellence, accessible à tous sur l'ensemble du territoire, il participe par ce biais à la construction de la personnalité de l'enfant, à son développement et à son épanouissement personnel tout en constituant pour les écoles situées sur le territoire et pour les publics extérieurs, un pôle ressource en matière de pratiques amateurs.

Son rôle est aussi de repérer et de former les artistes professionnels de demain en les emmenant aux portes de l'enseignement supérieur et du métier.

**Cursus proposés :**

	Contenu résumé
Tarif A	Cursus Musique, danse, théâtre
Tarif B	Offres de formations spécifiques : éveil musique, éveil/initiation danse, formation musicale seule (sites extérieurs, opéra junior, Internote, Musicologie), initiation direction de chœur ou direction d'orchestre, initiation musiques actuelles amplifiées, Cycle Individuel de Formation en Musiques anciennes, Danse Jazz, Ensembles vocaux, Auditeur libre.
Tarif C *	Classes préparatoires
Tarif D	Offres spécifiques : orchestre amateur, chœur amateur, chœur apprenti, orchestres EIRE, ARCO, Formation CIMM, LMI.
Tarif E	chœurs d'application et orchestres cobayes

**Grille tarifaire applicable :**

MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (3M)													Hors 3M
Tranches	Quotients familiaux												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	
Quotient familial CAF	<500	501-678	679-880	881-1110	1101-1372	1373-1670	1671-2009	2010-2394	2395-2833	2834-3332	3333-3900	>3900	
Tarif annuel A	130 €	157 €	176 €	198 €	222 €	250 €	280 €	314 €	353 €	397 €	445 €	520 €	600 €
Tarif annuel B	120 €	128 €	137 €	147 €	157 €	168 €	179 €	191 €	205 €	219 €	234 €	250 €	300 €
Tarif annuel C	130 €	157 €	176 €	198 €	222 €	250 €	280 €	314 €	353 €	397 €	445 €	520 €	
Tarif annuel D	40 €												80 €
Tarif annuel E	20 €												40 €
Frais de préinscription et concours	20 €												40 €
Tarif trimestriel : Location d'instruments (1ère et 2ème année en priorité)	10 €	20 €	30 €	40 €	50 €	60 €	70 €	80 €	90 €	100 €	110 €	120 €	250 €

*\*Le Tarif C lié aux classes préparatoires sera appliqué pour la rentrée 2023/2024*

- Une 2ème offre de formation entraîne une facturation à 100%
- Les familles ne communiquant par leur quotient familial CAF ou les informations nécessaires à son calcul lors de l'inscription/réinscription, se verront appliquer le tarif maximal
- Les frais de pré-inscription ne sont pas remboursables.
- Lors de l'inscription 40€ de frais de dossiers devront être acquittés pour les cursus A, B et C. Ces frais de dossiers sont inclus dans le tarif annuel. Ils ne sont pas remboursables, sauf cas exceptionnel mentionné dans le règlement intérieur du conservatoire.
- Le paiement des droits trimestriels de location s'effectue au 1er Octobre, 1er Janvier, 1er Avril et 1er Juillet.

**Tarifs annuels de scolarité horaires aménagés :**

	Horaires aménagés
	Tarif
Cursus Musique et/ou Danse	Gratuit
2ème discipline	Tarif A

**Tarifs annuels de scolarité classes passerelles (suite DEMOS) :**

	Classes passerelles
	Tarif
Cursus Musique	Gratuit

**Intégration et abandon du conservatoire en cours d'année :**

En cas d'intégration au conservatoire entre le 1er janvier et les vacances de printemps, les frais de scolarité sont réduits de moitié. En cas d'intégration après les vacances de printemps, les élèves sont exonérés de frais de scolarité.

En cas d'abandon après le 31/12 les frais de scolarité sont dus pour l'année complète.

**Article 2 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Article 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 03 MAI 2022

Monsieur le Président

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 03 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Appui Technique aux Territoires**  
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché subséquent  
n°M2D0025EP - Travaux de création d'une  
voie verte de Saint Gély du Fesc à  
Montpellier Section 2 à 5 - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 Mars 2018 ;

**CONSIDERANT :**

- que les travaux de création d'une voie verte de Saint Gély du Fesc à Montpellier Section 2 à 5 sont nécessaire ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 40 % ;
- Valeur technique, au regard du mémoire technique: 60 % ;

- qu'après analyse, l'offre de base de l'entreprise COLAS France – Parc de la Lauze - 10 Rue Saint Exupéry - 34430 Saint Jean de Védas est l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché subséquent n°M2D0025EP – Travaux de création d'une voie verte de Saint Gély du Fesc à Montpellier Section 2 à 5 à l'entreprise COLAS France pour son offre de base d'un montant estimatif de 1 162 906,16 € HT. Le marché subséquent prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 5 mois, ce délai d'exécution ne comprend pas une période de préparation de 2 mois.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

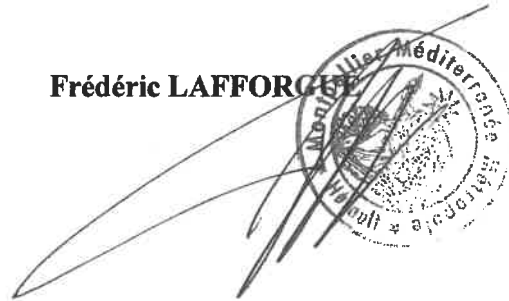
**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché subséquent et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 MAI 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 05 MAI 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 05 MAI 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Réseau des Médiathèques

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt d'une demande  
de subventions auprès de la DRAC  
Occitanie dans le cadre de la DGD volet  
informatisation - Projet de  
réautomatisation de la médiathèque  
centrale Emile Zola**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la Culture et du Patrimoine historique ;

**CONSIDERANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter un financement dans le cadre du dispositif DGD Informatisation-Réinformatisation-Services numériques auprès de la DRAC Occitanie pour l'année 2022 ;
- que cette demande précède le lancement et l'exécution du projet de réautomatisation de la médiathèque centrale Emile Zola, dont le montant prévisionnel s'élève à 549 803,50 € HT.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : D'autoriser, dans le cadre du dispositif DGD Informatisation-Réinformatisation-Services numériques pour l'année 2022, le dépôt d'une demande de subventions auprès de la DRAC Occitanie au plus haut taux éligible, en vue d'un soutien au chantier de réautomatisation de la médiathèque centrale Emile Zola,

**ARTICLE 2** : D'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à signer les documents relatifs à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : **04 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**04 MAI 2022**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la constitution d'une  
servitude de passage en tréfonds d'une  
canalisation des eaux usées sur la propriété  
de la SCI SEGROU au profit de  
Montpellier Méditerranée Métropole -  
Fabrègues ZAC du Collège lot L1 -  
parcelle cadastrée BA 291**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION du 29 octobre 2020 dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, l'urbanisme et la maîtrise foncière ;
- VU le tracé de la canalisation d'assainissement des eaux usées impactant la parcelle cadastrée BA 291, propriété de la SCI SEGROU, constituant le lot L1 de la ZAC du Collège à Fabrègues ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de constituer une servitude de passage de cette canalisation d'assainissement collectant les eaux usées des communes de Pignan et de Saussan, sur une emprise foncière d'environ 28,50 mètres linéaires sur 4 mètres de largeur, soit 114 m<sup>2</sup> environ.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une servitude réelle et perpétuelle de passage en tréfonds d'une canalisation d'assainissement des eaux usées sur une emprise d'environ 114 m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée BA 291, constituant le lot L1 de la ZAC du Collège à Fabrègues, est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par la SCI SEGROU, propriétaire de la parcelle.

**ARTICLE 2 :** La constitution de servitude est consentie à titre gratuit. Les frais notariés seront à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'acte authentique de constitution de servitude sur la parcelle visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire. Montpellier Méditerranée Métropole supportera les frais d'acte notarié.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 MAI 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

Coralie MANTION



**Publiée le : 25 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 MAI 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- visuel ecoparc Fabrègues servitude SCI segrou.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la jouissance différée**  
**dans le cadre de l'acquisition à de Madame**  
**Christiane BALMES de locaux**  
**commerciaux situés sur la parcelle AI n°58**  
**sise commune de Pérols - ZAC Ode à la**  
**Mer - Acte II**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en-dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière » ;
- VU l'accord avec Madame Christiane BALMES pour l'acquisition, au prix de 275 000 € toutes indemnités confondues conforme à l'avis des Domaines, de locaux commerciaux, d'une superficie de 213,20 m<sup>2</sup> représentant les lots 1, 2 et 257 de la copropriété Espace commercial Humbert et les 809/9865èmes de parties communes de cette copropriété, sur la parcelle cadastrée AI 58 sur la commune de Pérols ;



- VU la décision d'acquisition n° MD2021-1055 relative à l'acquisition de locaux commerciaux, d'une superficie de 213,20 m<sup>2</sup> représentant les lots 1, 2 et 257 de la copropriété Espace commercial Humbert et les 809/9865<sup>èmes</sup> de parties communes de cette copropriété, sur la parcelle cadastrée AI 58 sur la commune de Pérols ;

**CONSIDERANT :**

- que pour satisfaire pleinement aux conditions de l'accord intervenu suite à la médiation administrative, il est nécessaire que Mme BALMES Christiane garde la jouissance des biens vendus à titre gratuit, jusqu'au 31 juillet 2022.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole autorise Madame Christiane BALMES à garder la jouissance à titre gratuit des locaux commerciaux, d'une superficie de 213,20 m<sup>2</sup> représentant les lots 1, 2 et 257 de la copropriété Espace commercial Humbert et les 809/9865<sup>èmes</sup> de parties communes de cette copropriété, sur la parcelle AI 58 d'une superficie cadastrale de 11 678 m<sup>2</sup> située sur la Commune de Pérols jusqu'au 31 juillet 2022.

**ARTICLE 2 :** Montpellier Méditerranée Métropole prendra la jouissance des locaux commerciaux, d'une superficie de 213,20 m<sup>2</sup> représentant les lots 1, 2 et 257 de la copropriété Espace commercial Humbert et les 809/9865<sup>èmes</sup> de parties communes de cette copropriété, sur la parcelle AI 58 d'une superficie cadastrale de 11678 m<sup>2</sup> située sur la Commune de Pérols au 1<sup>er</sup> aout 2022.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **03 MAI 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **04 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**04 MAI 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Réseau des Médiathèques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt d'une demande  
de subventions auprès de la DRAC  
Occitanie dans le cadre de la DGD volet  
informatisation - Projet d'étude pour un  
schéma directeur numérique du réseau des  
médiathèques**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la Culture et du Patrimoine historique ;

**CONSIDERANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'engager dans un nouveau partenariat avec l'État en vue de l'obtention du label « Bibliothèques numériques de référence » ;
- que cette volonté doit se traduire par l'écriture dès 2022 d'une stratégie partagée qui alimentera le futur schéma de développement de la lecture publique prescrit par la loi n°2021-1717 du 21 décembre 2021, suivie d'une phase opérationnelle au cours des années 2023 à 2026 ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter un financement dans le cadre du dispositif DGD Informatisation-Réinformatisation-Services numériques auprès de la DRAC Occitanie pour l'année 2022 ;

- que cette demande de financement précède le lancement et l'exécution d'une demande d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'un schéma directeur numérique du Réseau des médiathèques, dont le montant prévisionnel s'élève à 21 955 € HT.

### DECIDE

**ARTICLE 1** : D'autoriser, dans le cadre du dispositif DGD Informatisation-Réinformatisation-Services numériques pour l'année 2022, le dépôt d'une demande de subventions auprès de la DRAC Occitanie au plus haut taux éligible, en vue d'un soutien au projet d'étude pour un schéma directeur numérique du Réseau des médiathèques.

**ARTICLE 2** : D'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à signer les documents relatifs à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

31/5/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 04 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

04 MAI 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Réseau des Médiathèques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux conventions de mise à  
disposition de matériels pédagogiques pour  
les expositions ' Les insectes pollinisateurs '**  
**et ' Le Monde Naturel de l'Abeille ' -**  
**Département de l'Hérault - Autorisation de**  
**signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;

VU la délibération M2021-194 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;

VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

VU l'arrêté portant délégation de fonction à, Monsieur PENSO Éric, Vice-Président à la Culture et au Patrimoine Historique ;

**CONSIDÉRANT :**

- Que, dans le cadre de sa programmation dans le cadre du cycle « Cultiver son jardin », la médiathèque Albert Camus présentera les expositions « Les insectes pollinisateurs » et « Le Monde Naturel de l'Abeille » pour le Département de l'Hérault ;

- Que les prêts de ces deux expositions nécessitent la signature de deux conventions avec le Département de l'Hérault ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Deux conventions de mise à disposition de matériels pédagogiques sont conclues avec le Département de l'Hérault pour les expositions « Les insectes pollinisateurs » et « Le Monde Naturel de l'Abeille » qui feront l'objet d'une programmation à la médiathèque Albert Camus dans le cadre du cycle « Cultiver son jardin » du vendredi 6 au mardi 24 mai 2022.

**ARTICLE 2 :** Les conventions prennent effet à la date de la signature par l'ensemble des parties et prennent fin au terme des expositions soit le mardi 24 mai 2022.

**ARTICLE 3 :** Le prêt de ces expositions-jeux est consenti à titre gracieux excepté les frais d'assurance.

**ARTICLE 4 :** d'imputer les dépenses sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

7/6/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 08 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 08 JUIN 2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de convention\_ Le monde naturel 2022.doc
- Projet de convention\_ Insectes pol. 2022.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'une**  
**emprise de 6 m<sup>2</sup> rue des Gabares**  
**Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 Juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de la société Eméris pour céder à l'euro symbolique, une emprise de 6 m<sup>2</sup> issue de la parcelle EZ 385, située rue des Gabares sur la commune de Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir cette emprise permettant l'élargissement du trottoir rue des Gabares à Montpellier ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société Eméris, ou toute société se substituant, l'emprise de 6 m<sup>2</sup> issue de la parcelle EZ 385, permettant l'élargissement du trottoir rue des Gabares à Montpellier.

**ARTICLE 2** : L'acquisition est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement. Le terrain acquis sera intégré au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 3** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 MAI 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTOU



Publiée le : **25 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 MAI 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention précaire**  
**entre Montpellier Méditerranée Métropole**  
**et l'association La Bergerie du Languedoc**  
**- Terrain rue Jacques Fabre de Morlhon à**  
**Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

**CONSIDERANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'espaces à usage de parking 690 rue Jacques Fabre de Morlhon ;
- que « La bergerie Languedocienne », association loi 1901, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'occuper un terrain nu à espace de parking pour y mener des activités de loisirs et de restauration.



**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention d'occupation précaire avec l'association « La bergerie Languedocienne », sise 56 rue des Cassis à Montpellier.

**ARTICLE 2** : La convention porte sur un terrain nu à usage de parking d'une surface d'environ 7 200 m<sup>2</sup> situé au 690 rue Jacques Fabre de Morlhon, pour une période s'achevant le 3 mai 2022.

**ARTICLE 3** : La convention d'occupation précaire est consentie moyennant une redevance de 100 € pour toute la période d'occupation.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 09 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention d'occupation précaire LBL.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché**  
**n°M1D0062DC de nettoyage spécifique et**  
**nettoyage en hauteur (lot 1)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « culture et patrimoine historique » ;

**Considérant :**

- que les services de Montpellier Méditerranée Métropole doivent faire appel à un prestataire pour du nettoyage spécifique et exceptionnel à l'occasion de chantiers notamment et que ces prestations sont non comprises dans les contrats de nettoyage récurrent des sites rémunérés au forfait ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article L 2124-2, R 2124-2 1<sup>er</sup> et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée d'un an reconductible 3 fois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - prix : 40%
  - valeur technique : 60 %
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 5 mai 2022 a choisi l'entreprise Hygie Sphère – rue Favre St Castor – Montpellier qui présente une offre économiquement avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le lot 1 du marché M1D0062DC de nettoyage spécifique et nettoyage en hauteur à l'entreprise Hygie Sphère, pour un montant de 200 000 € HT maximum par an soit 800 000 € HT maximum pour la durée totale.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an reconductible trois fois.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

7/06/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : **08 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **08 JUIN 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Appui Technique aux Territoires**  
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent  
n°M2D0019EP - Aménagement de voirie  
rue Saint Louis à Montpellier - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de vice-président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;
- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 Mars 2018 ;

**CONSIDERANT :**

- que l'aménagement de la rue Saint Louis à Montpellier est nécessaire;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants
  - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 50 % ;
  - Valeur technique, au regard du mémoire technique: 40 % ;
  - Délai: 10 % ;
- qu'après analyse, l'entreprise EIFFAGE – Agence de Montpellier – RD613 Lieudit Le Deves – CS2000 – 34433 ST JEAN DE VEDAS présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché subséquent n°M2D0019EP - Aménagement de VOIRIE RUE Saint Louis à Montpellier à l'entreprise EIFFAGE pour un montant estimatif de 996 834,63 € HT. Le marché subséquent prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 150 jours calendaires, la période de préparation de 30 jours est non-comprise dans le délai des travaux.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché subséquent et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 MAI 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 05 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un contrat de location  
entre Montpellier Méditerranée Métropole  
et la société Mother Production - Locaux  
site Hélios à Fabrègues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement Economique et Numérique » ;
- VU la délibération n°M2021-367 du 28 juillet 2021 portant sur les modalités d'accueil d'Acteurs de la filière des Industries Culturelles et Créatives sur le Site Hélios, commune de Fabrègues ;

**CONSIDERANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions de développement économique, dispose de locaux disponibles dans le site Hélios, situé lieudit Mante, Commune de Fabrègues (34 960) pour accueillir des industries productives, créatives et culturelles ou artisanales ;
- que dans ce contexte, la société « Mother Production », sise 15 rue Portefoin, 75 003 Paris, société qui réalise des œuvres pour l'audiovisuel, recherche des locaux afin d'exercer son activité.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location de bâtiments avec la société Mother Production, dont le siège social est situé 15 rue Portefoin, 75 0003 Paris pour l'exercice d'activités destinées à l'audiovisuel.

**ARTICLE 2** : La location concerne des locaux situés sur le site Hélios, dans le Bâtiment H pour 5 bureaux de 105 m<sup>2</sup> et le bâtiment I pour 451 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3** : Le contrat est conclu pour une période à compter de sa signature jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2022 pour l'occupation de locaux dans le bâtiment H et jusqu'au 5 août 2022 pour l'occupation des locaux du bâtiment I.

**ARTICLE 4** : Le montant total du loyer pour toute la période d'occupation des locaux s'élève à 4 646, 25€ HT CC soit un montant (TVA en sus au taux en vigueur de 20%) de 5 575,50€ TTC.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 09 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet Mother Production Mai 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Parc Auto**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché  
n°G1D0106MG - Groupement de  
commandes achat de carburant et  
électricité pour véhicules - Lots 1 et 2 -  
Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2022 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;



**CONSIDERANT:**

- qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes Cournonterral, Grabels, Lavérune, Montpellier, Pérols, Pignan, Saint Brès et Villeneuve-lès-Maguelone de disposer d'un marché de carburant et d'électricité pour véhicules ;
- qu'à cet effet, une convention de groupement de commande a été signée le 19 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole étant désignée coordonnateur du groupement ;
- qu'une procédure en appel d'offre ouvert a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique, sous la forme d'un marché n°G1D0052MG « Groupement de commandes achat de carburant et électricité pour véhicules » à 7 lots, les prestations faisant l'objet d'un accord-cadre sans minimum et avec maximum passé en application L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique ;
- qu'après analyse, la Commission d'Appel d'Offre en date du 13 janvier 2022 a déclaré les lots 3 « Système de prépaiement de carburant à valeur faciale pour le CCAS » et 6 « Achat de gaz naturel comprimé par carte accréditive - Secteur EST (Pôles territoriaux Cadoule et Bérange, Vallée du lez » infructueux ;
- qu'une procédure en appel d'offre ouvert a été relancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique, sous la forme d'un marché n°G1D0106MG « Groupement de commandes achat de carburant et électricité pour véhicules » à 2 lots, les prestations faisant l'objet d'un accord-cadre sans minimum et avec maximum passé en application L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique ;
- que l'accord-cadre est conclu jusqu'au 31/12/2022, pour une période initiale courant de sa notification, ou si sa notification est antérieure à cette date, à compter des dates suivantes :
  - Pour le lot n°1 : 19/03/2022
  - Pour le lot n°2 : 30/07/2022
- l'accord-cadre est reconductible 3 fois 1 an ;
- que les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :
  - Pour le lot 1 « Système de prépaiement de carburant à valeur faciale pour le CCAS » :
    - 1-Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 60%
    - 2-Valeur technique au regard du mémoire technique : 40%
  - Pour le lot 2 « Achat de gaz naturel comprime par carte accréditive - Secteur EST (Pôles territoriaux Cadoule et Bérange, Vallée du lez » :
    - 1-Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 75%
    - 2-Valeur technique au regard du mémoire technique : 25%
- qu'après analyse, la Commission d'Appel d'Offre en date du 21 avril 2022 a classé les offres, le cas échéant, et choisi :

- Pour le lot n° 1 « Système de prépaiement de carburant à valeur faciale pour le CCAS », la société TOTAL ENERGIES MARKETING FRANCE sise 562 Avenue du Parc de l'Ile à Nanterre (92 029), qui a présenté une offre économiquement avantageuse ;
- Pour le lot n°2 « Achat de gaz naturel comprimé par carte accréditive - Secteur EST (Pôles territoriaux Cadoule et Bérange, Vallée du lez », la société SEVEN OCCITANIE, espace GAROSUD – 48 rue Claude Balbastre 34070 Montpellier, qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : D'attribuer le lot n° 1 « Système de prépaiement de carburant à valeur faciale pour le CCAS », à la société TOTAL ENERGIES MARKETING FRANCE sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour un montant annuel sans minimum et avec un maximum de 140 000 € HT.

**ARTICLE 2** : D'attribuer le lot n° 2 « Achat de gaz naturel comprimé par carte accréditive - Secteur EST (Pôles territoriaux Cadoule et Bérange, Vallée du lez », la société SEVEN OCCITANIE sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour un montant sans minimum et avec un maximum de 420 000 € HT.

**ARTICLE 3**: De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés visés aux articles 1 à 4 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **16 MAI 2022**  
Monsieur le Vice-Président

**Jean-François AUDRIN**

**Publiée le : 19 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **19 MAI 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Énergie et Télécom**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché  
n°M2B0020MG - Prestations de  
programmation et de gestion technique  
centralisée dans les bâtiments  
métropolitains - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

**CONSIDERANT:**

- Qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un marché ayant pour objet des prestations de modernisation et de maintenance d'équipements de régulation chauffage ventilation climatisation (CVC) dans les bâtiments métropolitains ;
- Qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux dispositions de l'article R2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique, pour un marché de services n°M1C0011MG « Prestations de modernisation et de maintenance d'équipements de régulation chauffage ventilation climatisation (CVC) dans les bâtiments métropolitains », alloti en 2 lots : lot 1 : « prestations de modernisation », lot 2 « prestations de maintenance sur installations existantes » ; pour une durée de 1 an à compter de la date de notification, reconductible 2 fois 1 an, soit une durée maximale toutes périodes confondues de 3 ans ;
- Qu'après analyse, le lot 2 « Prestations de maintenance sur installations existantes » a été déclaré sans suite pour motif d'intérêt général tenant à l'insécurité juridique de la procédure,
- Qu'une procédure a été relancée sous forme de procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions de l'article R2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique, pour un marché de services n°M2B0020MG « Prestations de programmation et de gestion technique centralisée dans les bâtiments métropolitains » pour une durée de 1 an à compter de la date de notification, reconductible 1 fois 1 an, soit une durée maximale toutes périodes confondues de 2 ans,
- Qu'il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec un maximum annuel de 22 500€HT, passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique ;
- Que les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :
  - 1-Valeur technique au regard du cadre mémoire technique : 60%
  - 2-Prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif 40%
- Qu'après analyse, l'entreprise SAUTER REGULATION SAS, sise - site de la fonderie bat KM0 – 30 rue Francois Spoerry – CS82059 – 68059 Mulhouse cedex, présente une offre économiquement avantageuse ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : D'attribuer le marché n°M2B0020MG « Prestations de programmation et de gestion technique centralisée dans les bâtiments métropolitains » à la société SAUTER REGULATION SAS.

**ARTICLE 2** : La durée du marché est de 1 an à compter de sa notification, reconductible 1 fois 1 an soit une durée maximale toutes périodes confondues de 2 ans.

**ARTICLE 3** : Le marché est conclu pour un montant maximum annuel de 22 500€ HT.

**ARTICLE 4 :** De dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **16 MAI 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**Jean-François AUDRIN**

**Publiée le : 19 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **19 MAI 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la**  
**parcelle KP 319 - rue Buffon - Commune**  
**de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 Juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de BEC Immobilier pour céder la parcelle cadastrée KP 319 d'une emprise de 46 m<sup>2</sup>, située rue Buffon à Montpellier, au prix de 60€/m<sup>2</sup> soit un montant total de 2 760 € ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir cette parcelle permettant l'élargissement du trottoir rue Buffon sur la commune de Montpellier ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, auprès de BEC Immobilier ou tout société se substituant, la parcelle cadastrée KP 319 d'une emprise de 46 m<sup>2</sup>, située rue Buffon sur la commune de Montpellier.

**ARTICLE 2** : L'acquisition est consentie au prix de 60 €/m<sup>2</sup> soit un montant total de 2760 €. La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 3** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 MAI 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **25 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **25 MAI 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 258m<sup>2</sup>  
de bien immobilier sis lieu-dit Girac à  
CLAPIERS, cadastré BV n°8, appartenant  
à Mme Celia CHALIER, M. Bruno  
CHALIER et M. Hubert CHALIER dans  
le cadre de la réalisation de la ligne 5 de  
tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du « Transport et des Mobilités actives » ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

**CONSIDERANT**

- que 258 m² du bien immobilier sis lieu-dit Girac à CLAPIERS, cadastré section BV n° 8, appartenant à Madame Célia CHALIER, Monsieur Bruno CHALIER et à Monsieur Hubert CHALIER sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 258 m² du bien immobilier sis lieu-dit Girac à CLAPIERS, cadastré section BV n° 8 appartenant à Madame Célia CHALIER, Monsieur Bruno CHALIER et à Monsieur Hubert CHALIER.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 929 € ( NEUF CENT VINGT NEUF EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame Célia CHALIER, Monsieur Bruno CHALIER et Monsieur Hubert CHALIER et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM , conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 MAI 2022**

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **10 MAI 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **10 MAI 2022**  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- UF 6140- Ind. CHALIER -PPA.pdf
- UF 6140 - Ind. CHALIER- PUV.pdf
- 20211007-UF6140 - Avis Domaines.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 66m<sup>2</sup> de  
bien immobilier sis 2695 boulevard Paul  
Valéry à MONTPELLIER, appartenant à  
M. Bernard BONNAFOUS dans le cadre  
de la réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage

déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

### **CONSIDERANT**

- que 66 m² du bien immobilier sis 2695 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, cadastré section IL n°222 appartenant à Monsieur Bernard BONNAFOUS est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section IL n°222 ;

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 66 m² du bien immobilier sis 2695 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, cadastré section IL n° 222 appartenant à Monsieur Bernard BONNAFOUS.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 5 148 € (CINQ MILLE CENT QUARANTE HUIT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur Bernard BONNAFOUS et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur Bernard BONNAFOUS.

**ARTICLE 7** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 MAI 2022**

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **10 MAI 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **10 MAI 2022**  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- UF4720 - PPA.pdf
- UF4720 - PUV.pdf
- UF4720 - AT.pdf
- UF4720 - DTR et plan.pdf
- UF4720 Avis domaine nouvelle surface.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition du lot 809  
sur l'assiette de la copropriété Les Collines  
d'Estanove, parcelles cadastrées IK271,  
IK274 et IL805 au 2 rue de l'Escoutadou et  
2223 Bd Paul Valéry à MONTPELLIER,  
appartenant aux époux NOUGARET dans  
le cadre de la réalisation de la ligne 5 de  
tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

#### **CONSIDERANT**

- que le lot 809, sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°805, situées 2, rue de l'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété des époux NOUGARET, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

#### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 809 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°805, situées 2, rue de l'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété des époux NOUGARET.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 4 200 € (QUATRE MILLE DEUX CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par les époux NOUGARET et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.



**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MAI 2022

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 10 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avis de Domaine.pdf
- PPA - UF 4890 - Lot 809 - Epoux NOUGARET.PDF
- PUV- UF 4890 - Lot 809 - Epoux NOUGARET.PDF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 205m<sup>2</sup> et  
de 309m<sup>2</sup> de bien immobilier sis Garrigue  
du Pont à SAIN-JEAN-DE-VEDAS,  
appartenant à l'indivision CHAUVIN,  
dans le cadre de la réalisation de la ligne 5  
de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

#### CONSIDERANT

- que 205 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis Garrigue du Pont à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BT n° 106 et que 309 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis Garrigue du Pont à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BT n° 38, appartenant à l'indivision CHAUVIN sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de ces dites emprises ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur les parcelles cadastrées section BT n° 106 et BT n° 38 ;

#### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 205 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis Garrigue du Pont à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BT n° 106 et 309 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis Garrigue du Pont à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BT n° 38, appartenant à l'indivision CHAUVIN.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 74 220 € (SOIXANTE QUATORZE MILLE DEUX CENT VINGT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition des biens immobiliers désignés à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée des emprises désignées à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'indivision CHAUVIN et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée des emprises désignées à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles désignées à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'indivision CHAUVIN.

**ARTICLE 7 :** La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles désignées à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MAI 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 10 MAI 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 10 MAI 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- UF2150 avis domaine.pdf
- UF 2150 - PPA signée par riverain.pdf
- UF2150 - PUV signée par riverain.pdf
- UF2150 - AT signée plans DTR.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 145m<sup>2</sup>  
de bien immobilier sis 2 rue Simon  
Reynaud à MONTPELLIER, appartenant  
à la SCI DUCHAT, dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

### **CONSIDERANT**

- que 145 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 2 rue Simon Reynaud à MONTPELLIER, cadastré section IL n° 218 appartenant à la SCI DUCHAT est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section IL n°218 ;

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 145 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 2 rue Simon Reynaud à MONTPELLIER, cadastré section IL n° 218 appartenant à la SCI DUCHAT.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 71 500 € (SOIXANTE ET ONZE MILLE CINQ CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par la SCI DUCHAT et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,

- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par la SCI DUCHAT.

**ARTICLE 7** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MAI 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 10 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 MAI 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avis domaine - UF4700 - .pdf
- PPA\_UF4700-signé par riverain.pdf
- PUV - UF4700 - signée par riverain.pdf
- AT DTR\_UF4700 signé par riverain locataire.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au**  
**déclassement d'une emprise issue du**  
**Domaine Public - Rue Haute de la Colline -**  
**Commune de Castries**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12 ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;

**CONSIDERANT :**

- qu'une emprise de 36 m<sup>2</sup> issue de la rue Haute de la Colline sur la commune de Castries n'est pas affectée à l'usage public ;
- la nécessité de constater la désaffectation du domaine public d'une portion de 36 m<sup>2</sup> issue de la rue Haute de la Colline sur la commune de Castries, avant de pouvoir prononcer son déclassement du domaine public ;



- que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 36 m<sup>2</sup> située rue Haute de la Colline sur la commune de Castries.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 36 m<sup>2</sup> issue de la rue Haute de la Colline sur la commune de Castries et intègre cette emprise dans son domaine privé.

**ARTICLE 3** : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 MAI 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 30 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
partenariat avec l'EPIC du Domaine d'O  
pour l'organisation de la manifestation  
Comédie du Livre- Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT, ainsi que le lancement des appels à projets pour résidences artistiques donnant lieu à des bourses de création pour les artistes retenus ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans les domaines de la Culture et du Patrimoine historique ;

**CONSIDERANT**

- Que la manifestation Comédie du Livre-10 jours en mai, se tiendra du 13 au 23 mai 2022 dans différents lieux de la Métropole de Montpellier et notamment au Domaine d'O ;

- Qu'il convient de formaliser les conditions de mise à disposition des différents espaces les 14 et 15 mai;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'approuver la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPIC du Domaine d'O, jointe en annexe.

**ARTICLE 2 :** De dire que cette mise à disposition d'espaces dans le cadre de la Comédie du Livre-10 jours en mai, se fera à titre gratuit.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

9/05/22

Publiée le : 11 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

11 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de partenariat EPIC Domaine d'O.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société JLC SUD en vue  
de l'acquisition d'une parcelle de 36 m<sup>2</sup>  
située dans le VEAS HANNIBAL à  
Cournonsec**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

**CONSIDERANT :**

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle de 36 m<sup>2</sup> située dans l'ensemble immobilier du VEAS HANNIBAL à Cournonsec ; dans le cadre de l'exploitation commerciale de l'Intermarché de Cournonsec, la SAS JLC SUD, représentée par Monsieur Jean-Luc THUAULT (gestion de fonds en lien avec la grande distribution alimentaire), est candidate à l'acquisition de la parcelle AD n°98 partie B de 36 m<sup>2</sup> ;

- que la cession de cette parcelle, mitoyenne à l'Intermarché, permettra d'améliorer l'accès des camions de livraison au quai de déchargement de la réserve du magasin Intermarché de Courmonsec.
- que l'entreprise JLC SUD compte un effectif de 3 personnes.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société JLC SUD ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD

**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
partenariat avec la Ville de Montpellier -  
Comédie du Livre - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT, ainsi que le lancement des appels à projets pour résidences artistiques donnant lieu à des bourses de création pour les artistes retenus ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans les domaines de la Culture et du Patrimoine historique ;

**CONSIDERANT**

- Que la manifestation Comédie du Livre-10 jours en mai, se tiendra du 13 au 23 mai 2022 dans différents lieux de la Ville de Montpellier et avec l'appui de moyens matériels et humains de la collectivité ;

- Qu'il convient de formaliser les conditions de ce partenariat entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'approuver la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, jointe en annexe.

**ARTICLE 2** : de dire que cette mise à disposition d'espaces et de moyens matériels dans le cadre de la Comédie du Livre-10 jours en mai, se fera à titre gratuit ; les personnels mis à disposition seront rémunérés directement par Montpellier Méditerranée Métropole, pour un montant estimé à 20 000 €.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9/5/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 11 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 11 MAI 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CDL37\_ConventionPartenariat\_Ville\_Metro.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition foncière du  
lot 806 sur l'assiette de la copropriété Les  
Collines d'Estanove, parcelles cadastrées  
IK271, IK274 et IL805, situées au 2 rue de  
l'Escoutadou et au 2223 boulevard Paul  
Valéry à MONTPELLIER, propriété de  
Mme Anne-Marie PENALVAL-HANSKI  
dans le cadre de la réalisation de la ligne 5  
de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du « Transport et des Mobilités actives » ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;



- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

**CONSIDERANT :**

- que le lot 806, sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°805, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de Madame PENALVA-HANSKI Anne-Marie, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 806 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°805, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de Madame PENALVA-HANSKI Anne-Marie.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 4 200 € (QUATRE MILLE DEUX CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame PENALVA-HANSKI Anne-Marie et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MAI 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 10 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 MAI 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 8F200-249152-Avis Domaines.pdf
- UF 4890 - Lot 806 - Mme PENALVA-HANSKI - PPA.PDF
- UF 4890 - Lot 806 - Mme PENALVA-HANSKI - PUV.PDF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un accord-cadre**  
**n°M0C0050EA - Mission de coordination**  
**CSPS pour la réalisation d'ouvrages**  
**hydrauliques - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET en matière de « Littoral, Prévention des Risques Majeurs et GEMAPI » ;

**Considérant :**

- que la mission de coordination CSPS pour la réalisation d'ouvrages hydrauliques est nécessaire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande muti-attributaires (à tour de rôle) pour une durée de 4 ans à compter de la date de notification ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique : 40 %
  - Prix des prestations : 60 %
- qu'après analyse, les entreprises présentent les offres économiquement les plus avantageuses :
  - 1<sup>ère</sup> : AASCO sise 62 RUE CESARIA EVORA 84350 COURTHEZON ;
  - 2<sup>ème</sup> : DEKRA INDUSTRIAL sise 725 RUE LOUIS LEPINE 34000 MONTPELLIER.

### DECIDE

**ARTICLE 1** : D'attribuer l'accord-cadre n°M0C0050EA - Mission de coordination CSPS pour la réalisation d'ouvrages hydrauliques aux entreprises suivantes :

- 1<sup>ère</sup> : AASCO sise 62 RUE CESARIA EVORA 84350 COURTHEZON ;
- 2<sup>ème</sup> : DEKRA INDUSTRIAL sise 725 RUE LOUIS LEPINE 34000 MONTPELLIER.

Le marché est conclu sur la base d'un accord-cadre à bons de commande multi-attributaires avec un minimum de 20 000 € HT et un maximum de 210 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **17 MAI 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Véronique NEGRET**



**Publiée le : 19 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **19 MAI 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un prêt à usage d'une  
maison d'habitation entre Montpellier  
Méditerranée Métropole et l'Association  
Habitat et Humanisme - Maison  
d'habitation à Pérols**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;

**CONSIDERANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une maison d'habitation située Impasse le Canal, Les Cabanes de Pérols, Route de Carnon, 34 470 Pérols sur les parcelles cadastrées AX 140 et AX 141 à Pérols ;
- que dans le cadre de sa compétence concernant le Fonds de Solidarité de Logement, Montpellier Méditerranée Métropole a conclu avec l'association Habitat et Humanisme, association loi 1901 de lutte contre le mal logement une convention d'objectifs pour le logement de personnes défavorisées ;

- que l'association Habitat et Humanisme a sollicité la Métropole pour le logement d'une famille de réfugiés venant d'Ukraine.

## DECIDE

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de prêt à usage avec l'association Habitat et Humanisme, sise 64 avenue de Castelnaü, 34090 à Montpellier dans le cadre du relogement d'une famille de réfugiés Ukrainiens.

**ARTICLE 2** : Le contrat de prêt à usage porte sur une maison d'habitation située Impasse le Canal, Les Cabanes de Pérols, Route de Carnon, 34 470 Pérols sur les parcelles cadastrées AX140 et AX141 à Pérols.

**ARTICLE 3** : Le contrat de prêt à usage est consenti à titre gracieux à compter de sa signature pour une durée de 1 an renouvelable une fois pour la même durée.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer le contrat de prêt à usage visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 Mai 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : **13 MAI 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **13 MAI 2022**  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Parc Auto**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à la décision  
n°2022-474 concernant la rétrocession  
d'un tracteur de marque Kubota à la  
commune de Lattes - Erreur matérielle sur  
le numéro d'immatriculation du véhicule  
rétrocédé**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU l'article L.1321-3 du Code Général des Collectivités Territoriales disposant qu'en cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition, la collectivité propriétaire recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés ;
- **CONSIDERANT** que la décision n°2022-474 du 15 avril 2022 portant sur la désaffectation du service voirie d'un tracteur Kubota et sa rétrocession à la Commune de Lattes comporte une erreur matérielle sur le numéro d'immatriculation de l'engin ;

- **CONSIDERANT** qu'il convient de corriger cette erreur matérielle par la présente décision en précisant que le numéro d'immatriculation du tracteur de marque Kubota désaffecté et rétrocédé à la commune de Lattes est le EF018YP ;

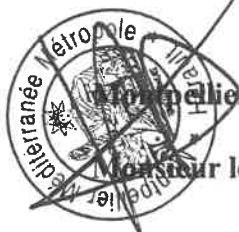
**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : De prononcer la désaffectation du tracteur de marque Kubota immatriculé EF018YP qui n'est plus nécessaire à la compétence Voirie.

**ARTICLE 2** : De prendre acte de la rétrocession du tracteur de marque Kubota immatriculé EF018YP à la Commune de Lattes.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à l'affaire visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 13 mai 2022

Monsieur le Vice-Président

**Jean-François AUDRIN**

**Publiée le : 13 MAI 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **13 MAI 2022**  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
mobilisation dans le cadre de mission  
d'expertise auprès de l'entreprise Paloïse  
pour le projet de création du musée de site  
des ' Colosses de Memnon ' (Egypte) - Site  
archéologique Lattara - musée Henri  
Prades**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 HT ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans les domaines de la culture et du patrimoine historique ;

- **CONSIDERANT** le profil de Mme Diane Dusseaux, Directrice du Site archéologique Lattara - musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **CONSIDERANT** que la Mission de l'Expertise Culturelle Internationale (MECI) du secrétariat général du ministère de la Culture a été sollicitée pour apporter des expertises issues des musées français afin d'accompagner les équipes de l'entreprise Paloïse dans la conception et la mise en œuvre de son projet de création de musée en plein air sur site des colosses de Memnon en Egypte ;
- **CONSIDERANT** que cette collaboration scientifique et culturelle d'intérêt général entre les parties, contribue au renforcement et au rayonnement culturel de Montpellier Méditerranée Métropole et participe activement à la valorisation et à la médiation du patrimoine archéologique international auprès d'un large public ;

### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Une convention mobilisation dans le cadre d'une mission d'expertise auprès de l'entreprise Paloïse pour le projet de création du musée de site des « Colosses de Memnon » (Egypte), est conclue entre le Secrétariat général du ministère de la Culture, la S.A.S. Paloïse le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2 :** Cette convention précise les conditions et modalités selon lesquelles Mme Diane Dusseaux, Directrice du Site archéologique Lattara - musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole apporte au ministère son expérience et son expertise pour les besoins du programme d'assistance technique dans le cadre du projet élaboré et mis en œuvre par le ministère, afin d'assurer la bonne réalisation dudit projet.

**ARTICLE 3 :** Cette convention prendra effet à compter de sa date de signature, jusqu'à la fin de la mission d'expertise prévue en décembre 2022.

**ARTICLE 4 :** Cette convention est conclue moyennant une rémunération de 20 400,00 € (Vingt mille quatre cent euros) TTC au profit de Montpellier Méditerranée Métropole couvrant la mobilisation d'une experte sur 30 jours au total. Elle n'implique aucun engagement financier de la part de Montpellier Méditerranée Métropole, l'intégralité des frais et de leur traitement administratif étant supportés par les autres partenaires.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention cadre de partenariat culturel et scientifique visée aux articles précédents.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : **08 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **08 JUIN 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un contrat de location**  
**entre Montpellier Méditerranée Métropole**  
**et la société Mad Films - Locaux sites**  
**Hélios à Fabrègues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
  - VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
  - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine «Développement Economique et Numérique» ;
  - VU la délibération n°M2021-367 du 28 juillet 2021 portant sur les modalités d'accueil d'Acteurs de la filière des Industries Culturelles et Créatives sur le Site Hélios, commune de Fabrègues ;
- CONSIDERANT :**
- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions de développement économique, dispose de locaux disponibles dans le site Hélios, situé lieudit Mante, Commune de Fabrègues (34 960) pour accueillir des industries productives, créatives et culturelles ou artisanales ;

- que dans ce contexte, la société « Mad Films », sise 1037 rue Jean-François Breton à Montpellier (34 090), qui a pour activité la production d'œuvres audio-visuelles, recherche des locaux afin d'exercer son activité ;

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location de bâtiments avec la société Mad Films, dont le siège social est situé 1037 rue Jean-François Breton à Montpellier (34 090) pour l'exercice d'activités destinées à l'audiovisuel.

**ARTICLE 2 :** La location concerne des locaux situés Les 4 chemins RN 113 à Fabrègues, site Hélios dans le Bâtiment I, pour une surface de 250 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3 :** Le contrat est conclu pour une période à compter de sa signature jusqu'au 15 octobre 2022.

**ARTICLE 4 :** Le montant total du loyer pour toute la période d'occupation des locaux s'élève à 3 645,83 HT CC soit un montant (TVA en sus au taux en vigueur de 20%) de 4 374,99 € TTC CC.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10/05/2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 11/05/2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

11/05/2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet contrat Mad Films site Hélios.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement d'une  
convention d'occupation du domaine  
public et de partenariat - Société France  
Tv studios - Autorisation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans les domaines de la culture et du patrimoine historique ;

**CONSIDERANT**

- que la société France.Tv Studio a sollicité les services de Montpellier Méditerranée Métropole afin de développer et produire un feuilleton audiovisuel quotidien intitulé *Un si grand soleil* et tourné principalement sur le territoire de la Ville et de la Métropole de Montpellier ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité répondre favorablement à cette sollicitation et a conclu une convention définissant les conventions d'occupation par France.Tv Studio du domaine public de la commune, pour le tournage des trois premières saisons du feuilleton précité ;
- que la société France.Tv Studio a informé Montpellier Méditerranée Métropole de la mise en production d'une quatrième saison du feuilleton et de son souhait subséquent de reconduire ce partenariat par la conclusion d'une nouvelle convention ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'approuver la convention d'autorisation d'occupation du domaine public avec la société France.Tv Studio, jointe en annexe.

**ARTICLE 2 :** de dire que cette convention constitue une autorisation de principe à l'occupation ponctuelle par la société France.Tv Studio de l'ensemble des dépendances du domaine public, bâties et non bâties, appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** de dire que cette convention est conclue pour une durée couvrant le temps nécessaire au tournage de la saison 4 du programme, soit jusqu'à la date prévisionnelle du 9 septembre 2022. A l'expiration de ce terme, la présente convention se renouvellera de manière tacite, à échéance annuelle dans la limite de deux reconductions, soit jusqu'au 9 septembre 2024 au plus tard.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 31 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 MAI 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de convention AOT .pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au**  
**marché n°M9D0022EA - Suivi du**  
**récepteur Lez et**  
**Mer de la station d'épuration MAERA -**  
**Lot n°1 : Suivi Mer**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la « Gestion Raisonnée, Ecologique et Solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°MD2019-1049 du 19 novembre 2019 attribuant le marché n°M9D0022EA - Suivi du récepteur Lez et Mer de la station d'épuration MAERA - Lot n°1 : Suivi Mer à l'entreprise CREOCEAN sise Immeuble les Belvédères Bât B 128 avenue de Fès 34080 MONTPELLIER ;

**CONSIDÉRANT :**

- qu'il convient d'ajouter un bordereau de prix supplémentaires pour inclure des prix nouveaux au marché afin de faire face aux besoins ;



- qu'il est donc nécessaire de passer un avenant pour inclure ces prix nouveaux au marché n°M9D0022EA - Suivi du récepteur Lez et Mer de la station d'épuration MAERA - Lot n°1 : Suivi Mer sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

## DECIDE

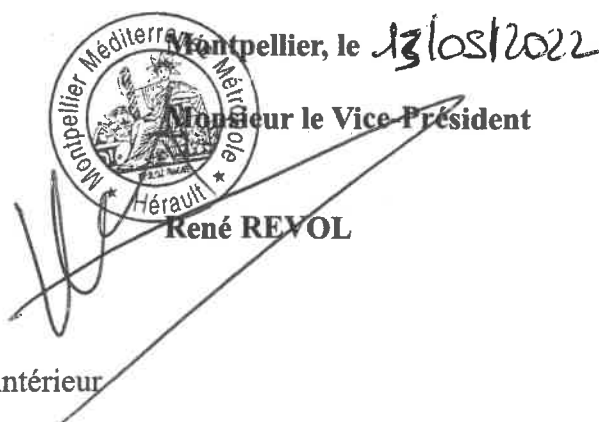
**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 de prix nouveaux au marché n°M9D0022EA - Suivi du récepteur Lez et Mer de la station d'épuration MAERA - Lot n°1 : Suivi Mer avec la société CREOCEAN sise les Belvédères – Bâtiment B – 128 av de Fès – 34080 MONTPELLIER. L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13/05/2022  
Monsieur le Vice-Président  
René REVOL



Publiée le : 16 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
partenariat entre l'association Culture et  
Sport Solidaires 34 et le Site archéologique  
Lattara - musée Henri Prades -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 HT;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans les domaines de la culture et du patrimoine historique ;
- **CONSIDERANT :**
  - que le site archéologique Lattara - musée Henri Prades – invite le public à la découverte de l'antique cité de *Lattara*, occupée du VI<sup>e</sup> siècle avant J.-C. jusqu'au III<sup>e</sup> siècle après J.-C., qui a vu se côtoyer Étrusques, Grecs, Ibères, Romains et populations gauloises locales dans un contexte d'échanges économiques et culturels florissants en Méditerranée occidentale.

Le musée présente au second et troisième étage une collection permanente constituée principalement d'objets issus des fouilles effectuées sur le site et le territoire métropolitain. L'établissement programme également chaque année une exposition archéologique temporaire, une exposition d'art contemporain ainsi que de nombreuses animations, conférences, concerts et représentations (théâtre, danse, cirque...) tout au long de l'année ;

- que l'association Culture et Sport Solidaires 34, sur l'initiative de personnalités du spectacle, a pour objectif de développer une action favorisant l'intégration sociale, le dialogue familial et intergénérationnel par l'accès à la culture ;

- que ce partenariat entre l'association Culture et Sport Solidaires 34 le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades s'inscrit dans le cadre d'une convention qui en précise les modalités afin de donner l'accès à une programmation culturelle à un public qui en reste habituellement exclu ;

- que cette collaboration d'intérêt général entre les parties, contribue au renforcement et au rayonnement culturel de Montpellier Méditerranée Métropole et participe activement à la valorisation et à la médiation du patrimoine archéologique auprès d'un large public ;

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Une convention de partenariat est conclue avec l'association loi 1901 - Culture et Sport Solidaires 34.

**ARTICLE 2 :** Cette convention précise le cadre et les domaines du partenariat. L'association Culture et Sport Solidaires 34 développe une action favorisant l'intégration sociale, le dialogue familial et intergénérationnel par l'accès à la culture. L'association s'engage à communiquer autour du partenariat. Le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades s'engage à mettre à disposition des publics bénéficiaires des relais de Culture et Sport Solidaires 34, des invitations au musée (collections permanentes ou expositions temporaires...). Le nombre d'invitations proposées en 2022 est fixé à 70 au total, qui se déclinent en :

- 20 invitations pour des visites guidées,
- 25 invitations pour des ateliers,
- 25 invitations pour des événements ou animations.

**ARTICLE 3 :** Cette convention prendra effet à compter de sa date de signature, jusqu' à la fin de l'année 2022.

**ARTICLE 4 :** Cette convention est conclue à titre gratuit et n'implique aucun engagement financier de la part des parties.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention de partenariat visée aux articles précédents.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31/5/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 31 MAI 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 31 MAI 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de convention de partenariat.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°7  
prorogeant l'occupation de locaux par la  
société BSWEB PriceComparator au sein  
de la pépinière d'entreprises Cap Alpha -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, conformément au code général des collectivités territoriales et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- **VU** la délibération du Conseil n° M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP ALPHA ;

- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 01 mai 2016 passée entre la Métropole et la société BSWEB PriceComparator pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 18 janvier 2022 ;

- **VU** la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 15 Mars 2022 ;

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la période COVID 2021 a fortement ralenti la croissance de la société qui doit se concentrer sur sa relance commerciale avant de se consacrer à des recherches immobilières et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire ;

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société BSWEB PriceComparator pour une période de six mois à compter du 1<sup>er</sup> mai 2022 et jusqu'au 31 octobre 2022.

**ARTICLE 2:** Selon le principe de progressivité des tarifs caractéristique des pépinières d'entreprises avec une majoration de 7% pour toute occupation supérieure à 36 mois et de 15% pour toute occupation supérieure à 48 mois, une nouvelle majoration a été approuvée en délibération n° M2021-657 du conseil du 14 décembre 2021. Selon ladite délibération, une majoration de 25% sera appliquée sur le loyer de base hors taxes pour toute occupation supérieure à 60 mois.

**ARTICLE 3:** La société BSWEB PriceComparator étant concernée par cette nouvelle majoration, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer pour la surface de 62,85 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 823 ,85 euros conformément à la délibération précitée.

**ARTICLE 4:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 12 MAI 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD

Publiée le : 13 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 7 BSWEB - prorog n5-1.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société DIASYS  
TECHNOLOGIES dans l'immeuble Cap  
Gamma à Grabels**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société DIASYS TECHNOLOGIES, représentée par Monsieur Thierry MARTEL a pour activité le diagnostic in vitro.  
Elle est candidate à la location du lot CG 2.4.1 de 78,17 m<sup>2</sup> (dont 3,72 m<sup>2</sup> de quote part de parties communes) pour une période de 9 ans, portant sa surface locative totale à 525,32 m<sup>2</sup>.



L'entreprise projette un effectif de 30 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société DIASYS TECHNOLOGIES ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision



Montpellier, le **12 MAI 2022**  
Madame la Vice-Présidente

**Hind EMAD**

**Publiée le : 13 MAI 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **13 MAI 2022**  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au**  
**déclassement d'une emprise issue du**  
**Domaine Public - Rue des Bourbouissous -**  
**Commune de Vendargues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12 ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;

**CONSIDERANT :**

- qu'une emprise de 28 m<sup>2</sup> issue de la rue des Bourbouissous sur la commune de Vendargues, n'est pas affectée à l'usage public ;

- la nécessité de constater la désaffectation du domaine public d'une portion de 28 m<sup>2</sup> issue de la rue des Bourbouissous sur la commune de Vendargues, avant de pouvoir prononcer son déclassement du domaine public ;

- que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

## DECIDE

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 28 m<sup>2</sup> située rue des Bourbouissous sur la commune de Vendargues.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 28 m<sup>2</sup> située rue des Bourbouissous sur la commune de Vendargues et intègre cette emprise dans son domaine privé.

**ARTICLE 3** : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

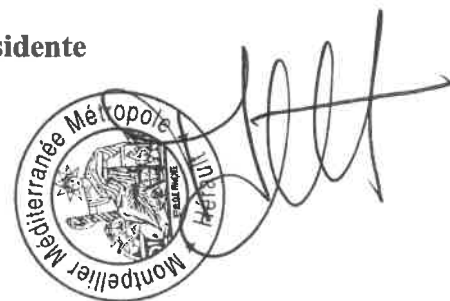
**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 MAI 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 30 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Ressources Informatiques**  
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de  
l'adhésion 2022 à l'Association Française  
des Correspondants à la protection des  
Données à caractère Personnel (AFCDP)-  
Autorisation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;
- VU l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association Française des Correspondants à la protection des Données à caractère Personnel (AFCDP) dont l'objectif est notamment de promouvoir et favoriser les réflexions et les échanges quant au statut et aux missions des délégués à la protection des données personnelles ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire de renouveler l'adhésion 2022 à l'AFCDP – Association Française des Correspondants à la protection des Données à caractère Personnel ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : De renouveler l'adhésion 2022 à l'AFCDP dont le montant annuel s'élève à 450 € sans TVA conformément aux statuts de l'association.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le renouvellement d'adhésion, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10/05/2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 11.05.2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

11/05/2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Accompagnement et Coordination de la Commande Publique**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au**  
**marché n°M1B0067JM concernant l'étude**  
**organisationnelle de la fonction achat**  
**/commande publique de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole - Autorisation de**  
**signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN, dans le domaine de l'administration générale et de la commande publique et à la gestion active et optimisée du patrimoine ;

- VU la décision n°MD2021-880 attribuant le marché n° M1B0067JM du marché relatif à l'étude organisationnelle de la fonction achat et commande publique de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise VISIATIV Opérations & procurement,(ancienne dénomination : OVEUS) sise 52, Quai Rambaud- 69002 LYON, pour un montant global et forfaitaire de 25 600 euros HT, et un montant de commandes maximum de 15 000 euros HT pour des prestations complémentaires éventuelles conclues à prix unitaires ;

**Considérant :**

- qu'à l'issue de l'exécution des phases 1 « Diagnostic de la fonction achat » et 2 « Accompagnement à la définition de la future organisation achat », la Métropole de Montpellier a opté pour un des scénarios d'organisation préconisé par le titulaire ;

-que le scénario retenu impactant fortement l'organisation du pôle juridique, achats et assemblée mais aussi celle l'ensemble des pôles de la collectivité, la Métropole de Montpellier souhaite utiliser les prix unitaires définis au présent marché afin que le titulaire l'accompagne davantage dans la mise en œuvre de la future organisation de la fonction achat ;

- qu'il est nécessaire, au vu du nombre de jours d'intervention supplémentaires, d'augmenter le montant maximum de commandes pour des prestations complémentaires à 16 500€ HT, soit une augmentation de 1 500 euros HT et 3.69% du montant total du marché initialement conclu ;

- que ces différentes missions seront exécutées entre mai et juillet 2022 ; le délai d'exécution est donc repoussé jusqu'au 31 juillet 2022 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché M1B0067JM du marché relatif à l'étude organisationnelle de la fonction achat et commande publique de Montpellier Méditerranée Métropole avec l'entreprise VISIATIV Opérations & procurement, avenant n°1 d'un montant de 1 500 euros HT pour la partie conclue à prix unitaires portant le nouveau montant maximum de commandes pour des prestations complémentaires éventuelles à 16 500 euros HT , le montant global et forfaitaire de 25 600 euros HT restant inchangé, et repoussant le délai d'exécution au 31 juillet 2022.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 MAI 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREBERT



Publiée le : 30 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- annexe décision avenant.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des lots 847  
et 848 sur l'assiette de la copropriété Les  
Collines d'Estanove, parcelles cadastrées  
IK271, IK274 et IL505, situées au 2 rue de  
l'Escoutadou et au 2223 boulevard Paul  
Valéry à MONTPELLIER, propriété de la  
SC PACOETO dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

**CONSIDERANT**

- que les lots 847 et 848, sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de la SC PACOETO, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert les lots 847 et 848 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de la S.C PACOETO.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 8 300 € (HUIT MILLE TROIS CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par la S.C PACOETO et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM , conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MAI 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 10 MAI 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 10 MAI 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 20220504-UF4890-lot847-848-PPA-signé-par-propriétaire.pdf
- PUV-UF4890-lot847-848.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux**  
**Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une**  
**convention de Projet Urbain Partenarial**  
**(PUP) dite "Le Clos des Sophoras" avec la**  
**société JBAL SARL sur la commune de**  
**Saint-Brès**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telle que prévu à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme.
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU les articles L.332-11-3, L.332-11-4 et suivants du Code de l'urbanisme ;
- VU la délibération n°M2021-240 du 7 juin 2021 de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'avis de la Commune de Saint-Brès en date du 26 avril 2022 ;

**CONSIDÉRANT :**

- le projet immobilier porté par la société « JBAL SARL » qui projette une opération d'aménagement de 19 lots à bâtir et 1 macrolot répartis comme suit : 28 logements dont 9 logements sociaux sur les parcelles cadastrées AD0013, AD0014, soit une unité foncière d'environ 12 149 m<sup>2</sup> ;
- que la réalisation de ce programme nécessite la réalisation d'équipements publics d'infrastructure et de superstructure pour un montant prévisionnel de 292 696,03 € H.T. ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole assure la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs à l'aménagement de la voirie et à la gestion des services d'intérêt collectifs [la gestion des déchets et assimilés, et au service public de défense extérieure contre l'incendie], et est concédante de la concession de distribution publique d'électricité ;
- que la Commune de Saint-Brès assurera la maîtrise d'ouvrage des équipements publics de superstructure relatifs à la construction de salles de classe;
- que la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole assurera la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs au service public de l'eau (extension et renforcement du réseau d'adduction en eau potable) ;
- qu'il y a lieu de signer une convention de PUP dite « Le Clos des Sophoras », en application de l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « JBAL SARL » ;
- que la participation de la société « JBAL SARL » au financement des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention « Le Clos des Sophoras », ci-après figurant en annexe n°3 à la présente décision, s'élève à 236 188,54 € HT dont :
  - 133 116,54 € HT en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole ;
  - 81 540 € HT en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Commune de Saint-Brès ;
  - 21 532 € HT en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'en application de l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole, la Commune de Saint-Brès et La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole percevront directement la contribution financière de la société « JBAL SARL », permettant de concourir au financement des équipements publics dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** Le projet de convention de PUP « Le Clos des Sophoras », annexé à la présente décision, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « JBAL SARL » représentée par Monsieur Jean LOPEZ est approuvé.

**ARTICLE 2 :** Le montant prévisionnel de la participation totale à la charge de la société « JBAL SARL », dans le cadre de la convention précitée, s'élève à 236 188,54 €.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 133 116,54 €.

**ARTICLE 4 :** La Ville de Saint-Brès percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 81 540 €.

**ARTICLE 5 :** La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 21 532 €.

**ARTICLE 6 :** La part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre de la convention « Le Clos des Sophoras » selon le plan en annexe n°2 à la présente, sera exonérée pendant 10 ans.

**ARTICLE 7 :** Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 8 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 9 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 mai 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 16/05/2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

16/05/2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de convention de PUP "Le Clos des Sophoras"
- Bon pour accord aménageur - Projet de convention signé

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au  
contrat de location du 30 mars 2019 entre  
Montpellier Méditerranée Métropole et la  
SARL Vendargues-Immo - Extension du  
parking**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- VU le bail de location en date du 30 mars 2019 signé entre la SARL Vendargues Immo, agissant en tant que mandataire de la SCI La Jasse et Montpellier Méditerranée Métropole concernant un local et six places de parking à Vendargues (34 740) ;

**CONSIDERANT :**

-que Montpellier Méditerranée Métropole a pris à bail auprès de la SARL Vendargues Immo, agissant en tant que mandataire de la SCI La Jasse, sise 615 rue de la Garenne, ZI du Salaison à Vendargues, un local de 573 m<sup>2</sup> environ et à l'extérieure une surface de parking de 490m<sup>2</sup> ;

- que le Bailleur a réalisé entièrement à ses frais une extension du parking de 312 m<sup>2</sup>, cette extension étant intégrée dans la surface louée ;

-que l'extension de parking entraîne une majoration de loyer du parking de 1,20€/m<sup>2</sup> soit 375 € HT ;

-qu'en conséquence, il convient de signer un avenant n°1 au contrat afin de modifier le loyer mensuel en tenant compte de l'extension de la surface louée supplémentaire du parking ainsi que de réévaluer la provision pour charges qui passe à 525 € suite à une régularisation pour l'année 2021 ;

-que sur cette base, le total du loyer mensuel charges et taxes comprises est désormais de 5 640,43€.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** de dire que Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant n°1 au bail de location du 30 mars 2019 conclu avec la SARL Vendargues Immo, agissant en tant que mandataire de la SCI La Jasse, sise 615 rue de la Garenne, ZI du Salaison à Vendargues.

**ARTICLE 2 :** de dire que suite à l'extension de la surface de parking louée, le présent avenant n°1 réévalue le loyer mensuel et les charges, ce total mensuel charges et taxes comprises est désormais fixé à 5 640,43 €.

**ARTICLE 3 :** de dire que les autres dispositions du contrat restent inchangées.

**ARTICLE 4 :** de dire que l'avenant n°1 prendra effet à compter de sa signature.

**ARTICLE 5 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 12 mai 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : **13 MAI 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **13 MAI 2022**  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux  
Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Les  
Grives IV ' au sein du périmètre de PUP  
dit ' Les Grives ', avec les propriétaires  
fonciers Monsieur et Madame EL  
AISSAOUI sur la Commune de Saint-  
Drézéry - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telle que prévu à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU les articles L.332-11-3, L.332-11-4 et suivants du Code de l'urbanisme ;
- VU la délibération n°M2019-402 du conseil métropolitain en date du 23/07/2019 qui fixe les modalités de partage des coûts des équipements et délimite le périmètre du PUP ;

- VU la délibération communale n°2018-060-1/2 relative à la participation au financement de la création de la nouvelle école maternelle sur la commune de Saint-Drézéry ;

**Considérant :**

- le projet porté par les propriétaires fonciers Monsieur et Madame EL AISSAOUI qui projette une opération de construction d'un logement individuel libre sur la parcelle cadastrée AE1563, soit une unité foncière d'environ 400 m<sup>2</sup> ;

- que la parcelle se situe dans le périmètre du Projet Urbain Partenarial (PUP) dit « Les Grives » instauré par délibération n°M2019-402 du conseil métropolitain en date du 23/07/2019.

- qu'en application de la délibération n°M2019-402, il y a lieu de signer une convention de PUP dite « Les Grives IV » entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur et Madame EL AISSAOUI ;

- qu'en application de la délibération n°M2019-402, la réalisation de ce programme de logement nécessite la réalisation d'équipements publics d'infrastructure et de superstructure ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole assure la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs à l'aménagement de la voirie et à la gestion des services d'intérêt collectifs (assainissement des eaux usées : construction de la STation d'EPuration (STEP)) ;

- que la Commune de Saint-Drézéry assurera la maîtrise d'ouvrage des équipements publics de superstructure relatifs à la construction de salles de classe et équipements pour la petite enfance ;

- que la participation de Monsieur et Madame EL AISSAOUI au financement des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention « Les Grives IV », ci-après figurant en annexe n°3 à la présente décision, s'élève à 13 313,34 € H.T dont :

- 12 225,78 € h.t en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 1 087,56 € h.t en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Commune de de Saint-Drézéry ;

- qu'en application de l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Saint-Drézéry percevront directement la contribution financière de Monsieur et Madame EL AISSAOUI, permettant de concourir au financement des équipements publics dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Le projet de convention de PUP « Les Grives IV », annexé à la présente décision, entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur et Madame EL AISSAOUI est approuvé.

**ARTICLE 2 :** Le montant prévisionnel de la participation totale à la charge de Monsieur et Madame EL AISSAOUI, dans le cadre de la convention précitée, s'élève à 13 313,34 €.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 12 225,78 €.

**ARTICLE 4 :** La Commune de Saint-Drézéry percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 1 087,56 €.

**ARTICLE 5 :** La part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre de la convention « Les Grives IV » selon le plan en annexe n°3 à la présente, sera exonérée pendant 10 ans.

**ARTICLE 6 :** Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 7 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 MAI 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



**Publiée le : 25 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 MAI 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de convention de PUP - Les Grives IV

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché  
"Travaux de plateforme Voie Ferrée  
Nord" OT 8.622 dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de 6ème Vice-Président en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté du 10 août 2020 donnant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2<sup>ème</sup> phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la délibération n°M2020-98 du Conseil du 15 juillet 2020 relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- **VU** la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite du projet de la ligne 5 sur la section Nord ;

**CONSIDERANT :**

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure avec négociation en application des articles R.2124-4 et R.2161-21 à R.2161-23 du Code de la commande publique portant sur la réalisation de travaux de plateforme Voie Ferrée Nord (de Saint-Eloi à Montpellier jusqu'à Girac à Clapiers) n°8.622 dans le cadre de la ligne 5 de tramway ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations ;
- qu'après analyse, l'offre variante n°3 du groupement TSO (mandataire) sise à Chelles (77) / GUINTOLI / SPIE BATIGNOLLES MALET / ALSTOM Transport / AGILIS est conforme aux attentes ;
- que la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 5 mai 2022 a désigné l'attributaire.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Le marché n°8.622 relatif aux travaux de plateforme Voie Ferrée Nord (de Saint Eloi à Montpellier jusqu'à Girac à Clapiers) dans le cadre de la ligne 5 de tramway est attribué au groupement TSO (mandataire) sise à Chelles (77) / GUINTOLI / SPIE BATIGNOLLES MALET / ALSTOM Transport / AGILIS.

**ARTICLE 2 :** Le marché n°8.622 est conclu pour un montant estimatif de 23 842 609,72 € HT et pour une durée de 40 mois (hors garantie de parfait achèvement) à compter de sa notification au titulaire.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 4 :** Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 12 MAI 2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE

Publiée le : 13 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports  
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9B0129DS  
- Mission d'assistance juridique et  
financière relative à  
l'exploitation du parc Gérard-Bruyère à  
Baillargues - Avenant n°1**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;



- VU la décision n°MD2020-674 en date du 29 septembre 2020 attribuant le marché n° M9B0129DS « Mission d'assistance juridique et financière relative à l'exploitation du parc Gérard-Bruyère à Baillargues » au groupement conjoint Partenaires Finances Locales / Cabinet Jean-Philippe MENEAU, pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 50 000,00 € H.T. pour une durée de 24 mois à compter de sa notification ;

**CONSIDÉRANT :**

- que l'article R. 2194-6 du code de la commande publique autorise la substitution d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une cession suite à une opération de restructuration de l'opérateur économique ;
- que par un acte sous seing privé du 5 janvier 2022, Jean-Philippe MENEAU a apporté l'intégralité de son fonds libéral à la SELARL ACOCE, société d'exercice libéral dont il est l'actionnaire majoritaire, sise 149, avenue du Golf – Le Green Park Bât. A, à Baillargues (34670) ;
- que les salariés, les collaborateurs et tous les moyens matériels ont été repris par la SELARL ACOCE ;
- que la SELARL ACOCE possède toutes les capacités qui avaient été fixées par Montpellier Méditerranée Métropole pour la procédure de passation du marché ;
- qu'il convient donc de modifier, par un avenant n° 1, la composition du groupement en substituant la SELARL ACOCE au cabinet Jean-Philippe MENEAU ;
- qu'il n'est rien changé aux autres clauses du marché qui restent applicables en tout ce qui n'est pas contraire aux stipulations de l'avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

**D É C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°M9B0129DS « Mission d'assistance juridique et financière relative à l'exploitation du parc Gérard-Bruyère à Baillargues », notifié le 29 septembre 2020, avec le groupement conjoint Partenaires Finances Locales / SELARL ACOCE.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 MAI 2022**

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF



Publiée le : **17 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**17 MAI 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant transfert AMO Bruyère.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 12m<sup>2</sup> de  
bien immobilier sis 2795 boulevard Paul  
Valéry à MONTPELLIER appartenant à  
Monsieur et Madame BENEDETTI dans le  
cadre de la réalisation de la ligne 5 de  
tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

**CONSIDERANT :**

- que 12 m² du bien immobilier sis 2795 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, cadastré section IL n°211, appartenant à Monsieur et Madame BENEDETTI est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section IL n°211.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 12 m² du bien immobilier sis 2795 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, cadastré section IL n° 211, appartenant à Monsieur et Madame BENEDETTI.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 936 € (NEUF CENT TRENTE SIX EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame BENEDETTI et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame BENEDETTI.

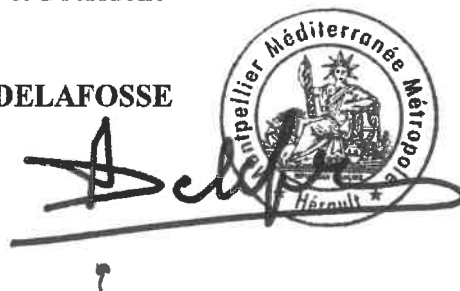
**ARTICLE 7** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 MAI 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

The image shows a handwritten signature in black ink over a circular official stamp. The stamp contains the text 'Montpellier Méditerranée Métropole' around the top and 'Hérault' at the bottom, with a central emblem. Below the signature, there is a small handwritten number '7'.

Publiée le : 11 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

11 MAI 2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- UF4670 - PPA.pdf
- UF4670 - PUV.pdf
- UF4670 - AT plan.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché  
de prestations de conseil juridique et de  
représentation en justice - Lot 1 Droit de la  
commande publique et droit de la  
construction N°08.84A, dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°M2020-98 du Conseil du 15 juillet 2020 relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRECHE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRECHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord ;
- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2<sup>ème</sup> phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la décision n°MD2021-449 du 20 mai 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole portant sur l'attribution du marché n°8.84A / 8.84E de prestations de conseil juridique et de représentation en justice - Lot 1 Droit de la commande publique et droit de la construction dans le cadre de la ligne 5 de tramway au groupement Jean-Philippe Meneau (mandataire) / SCP d'avocats VEDESI ;

### CONSIDERANT

- Que Jean-Philippe MENEAU a apporté l'intégralité de son fonds libéral à la SELARL ACOCE, société d'exercice libérale dont il est l'actionnaire majoritaire. Les salariés, les collaborateurs et tous les moyens matériels ont été repris par la SELARL ACOCE. Cette dernière possède toutes les capacités qui avaient été exigées au cours de la procédure de passation du marché. L'avenant modifie donc la composition du groupement en substituant la SELARL ACOCE au cabinet Jean-Philippe MENEAU.
- Qu'il est par conséquent nécessaire de conclure un avenant de transfert au marché n°8.84A / 8.84<sup>E</sup> – Lot 1.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** de prendre acte de la conclusion d'un avenant n°1 au marché n°8.84A / 8.84E de prestations de conseil juridique et de représentation en justice - Lot 1 Droit de la commande publique et droit de la construction dans le cadre de la ligne 5 de tramway.

**ARTICLE 2 :** que cet avenant n'a aucune incidence financière.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 MAI 2022

Madame la Vice-Présidente



Publiée le : 20 MAI 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 20 MAI 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- Avenant 1 8.84A.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition du lot810  
sur l'assiette de la copropriété Les Collines  
d'Estanove, parcelles cadastrées IK271,  
IK274 et IL505, situées au 2 rue de  
l'Escoutadou et au 2223 boulevard Paul  
Valéry, lot étant propriété de l'indivision  
COURTOIS dans le cadre de la réalisation  
de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

**CONSIDERANT :**

- que le lot 810, sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de l'indivision COURTOIS, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 810 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de l'indivision COURTOIS.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 4 200 € (QUATRE MILLE DEUX CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'indivision COURTOIS et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **11 MAI 2022**

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **11 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**11 MAI 2022**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avis de domaine.pdf
- UF4890-Lot 810 PPA-Ind COURTOIS.PDF
- UF4890 LOT 810 PUV.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des  
parcelles AT57 et AT59 sises 2 place  
Eugène Bataillon à Montpellier,  
appartenant à l'Etat dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché n°M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

**CONSIDERANT :**

- que les parcelles AT 57 et AT 59 sises 2 place Eugène BATAILLON à MONTPELLIER , sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert les parcelles AT 57 et AT 59 sises 2 place Eugène BATAILLON à MONTPELLIER.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 408 858 € (QUATRE CENT HUIT MILLE HUIT CENT CINQUANTE HUIT EUROS) toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 MAI 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



*[Handwritten signature of Michaël Delafosse]*

Publiée le : 11 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 11 MAI 2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AT 57- UF0010-prorogation avis domaine.pdf
- AT 59\_ UF0010-prorogation avis domaine .pdf
- Projet vente Etat \_3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention précaire  
entre Montpellier Méditerranée Métropole  
et la société coopérative de production  
3Pco - Locaux Domaine de Viviers -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- CONSIDERANT** que la Société coopérative de Production 3PCo, sise au 1 rue de Majorque à Montpellier a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin de bénéficier temporairement de locaux sur le Domaine de Viviers afin d'organiser une formation ITE Paille d'une durée de deux semaines ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention précaire avec la Société coopérative de Production 3PCo, sise au 1 rue de Majorque à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** La convention précaire concerne un hangar et un local situés Domaine de Viviers, sur la parcelle cadastrée AV 0003 à Jacou (34 830).

**ARTICLE 3 :** La convention précaire prendra effet à sa signature et se terminera le 27 mai 2022.

**ARTICLE 4 :** Compte tenu de l'objet de la formation et de la durée, la convention précaire est consenti à titre gratuit.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 mai 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUBERTIN



Publiée le : **13 MAI 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **13 MAI 2022**  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Bbail 3pco vivier mai 22.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°6**  
**prorogeant l'occupation de locaux par la**  
**société POLIGMA au sein de la pépinière**  
**d'entreprises Cap Omega - Autorisation de**  
**signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;

- VU la délibération du Conseil n° M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 19 décembre 2016, passée entre la Métropole et la société POLIGMA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant n°5 en date du 21 décembre 2021 ;
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 9 mai 2022 ;
- **CONSIDERANT** que l'entreprise POLIGMA se trouve dans une phase charnière de développement économique et commercial avec un pic d'activité particulièrement important ; par conséquent un déménagement aurait des conséquences préjudiciables au développement de l'entreprise ;
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société POLIGMA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire ;

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant n°6, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société POLIGMA pour une période de six mois à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022 et jusqu'au 30 novembre 2022.

**ARTICLE 2 :** Selon le principe de progressivité des tarifs caractéristique des pépinières d'entreprises avec une majoration de 7% pour toute occupation supérieure à 36 mois et de 15% pour toute occupation supérieure à 48 mois, une nouvelle majoration a été approuvée en délibération n° M2021-657 du conseil du 14 décembre 2021. Selon ladite délibération, une majoration de 25% sera appliquée sur le loyer de base hors taxes pour toute occupation supérieure à 60 mois.

**ARTICLE 3:** La société POLIGMA étant concernée par cette nouvelle majoration, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer pour la surface de 31,26 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 517,35 euros conformément au tarif applicable, approuvé par la délibération précitée.

**ARTICLE 4:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5:** Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **31 MAI 2022**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : **01 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **01 JUIN 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet d'avenant N° 6 POLIGMA.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au  
déclassement d'une emprise issue du  
Domaine Public - Impasse des Libellules -  
Commune de Castelnau-le-Lez**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L141-12 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de VicePrésidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- VU la demande d'acquisition du propriétaire riverain du chemin, qui souhaite régulariser la propriété de l'emprise qu'il utilise pour le stationnement de ses véhicules ;

**CONSIDERANT :**

- que l'emprise constitue un délaissé de voirie sans aucune utilité publique ;

- la nécessité de constater la désaffectation du domaine public d'une emprise d'une superficie de 163 m<sup>2</sup> environ à extraire du domaine public, impasse des Libellules à Castelnau-le-Lez, afin de prononcer son déclassement et l'intégrer au domaine privé de la Métropole ;

- que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie de 163 m<sup>2</sup> environ, située impasse des Libellules à Castelnau-le-Lez.

**ARTICLE 2 :** Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public de cette emprise située impasse des Libellules à Castelnau-le-Lez et l'intègre à son domaine privé.

**ARTICLE 3 :** Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale des emprises désaffectées et déclassées.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 MAI 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTON



Publiée le : 30 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un accord-cadre**  
**n°M1D0056EA - Travaux de**  
**renouvellement et de maintenance sur les**  
**ouvrages de défense extérieure contre**  
**l'incendie du territoire de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Véronique NEGRET en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET dans les domaines de « Littoral, Prévention des Risques Majeurs et GEMAPI » ;

**Considérant :**

- que des travaux de maintenance et de renouvellement sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie du territoire Montpellier sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2125-1 1°, R. 2162- 1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum pour une durée de 1 an reconductible 3 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
  - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40 %
- qu'après analyse, le groupement SADE (mandataire)-VEOLIA sis 820 rue de la Marbrerie – 34740 Vendargues présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer l'accord-cadre n°M1D0056EA - Travaux de renouvellement et de maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie du territoire de Montpellier au groupement SADE (mandataire)-VEOLIA sis 820 rue de la Marbrerie – 34740 Vendargues.

Le marché est conclu sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum annuel de 600 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an reconductible 3 ans.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17/05/2022

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET



Publiée le : 23 mai 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/05/2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Unité Assurances**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M8D5196AJ**  
**- Souscription de contrats d'assurance**  
**pour le compte de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole - Lot n°4 : Tous**  
**risques d'expositions et objets d'art -**  
**Modification de la dénomination sociale du**  
**titulaire**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique et Gestion active et optimisée du patrimoine » ;
- VU la décision n°MD2019-537 attribuant le lot n°4 du marché n°M8D5196AJ de souscription de contrat d'assurance au cabinet Gras Savoye, pour un montant de 88 507,97 € TTC par an pour les expositions permanentes et 43 085,30 € TTC pour les expositions temporaires, pour une période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2019 au 31 décembre 2023 ;

- VU la décision n°MD2019-786 autorisant la signature de l'avenant n°1 venant préciser qu'il fallait lire un montant de 81 490,85 € HT par an pour les expositions permanentes et les taux annuels contractualisés dans l'acte d'engagement en fonction de la catégorie de l'exposition pour les expositions temporaires ;

- VU la décision n°MD2022-115 autorisant la signature de l'avenant n°2 venant préciser qu'il fallait lire des taux annuels contractualisés dans l'acte d'engagement pour les expositions permanentes et incorporer des dépôts supplémentaires au sein du Musée Fabre ;

**CONSIDÉRANT :**

- que le cabinet Gras Savoye, titulaire du lot, a informé la collectivité de la modification de sa dénomination sociale en WILLIS TOWERS WATSON France ;

- que cette modification n'affecte pas la forme juridique de l'entreprise, les SIREN, numéros ORIAS, mandataires sociaux ou les titulaires de délégation restent inchangés donc ne représente pas une modification substantielle en vertu de l'article L2194-1 5° du Code de la commande publique.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant au marché n°M8D5196AJ de souscription de contrat d'assurance avec le cabinet Gras Savoye, avenant n°3 n'ayant pas d'incidence financière.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 MAI 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 31 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 MAI 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- avenant TRE - changement de dénomination sociale.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports  
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°  
M2B0041DS - Conseil phytosanitaire pour  
les aires de jeu des stades de Montpellier  
Méditerranée Métropole - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;
- VU le Code de la commande publique ;

**CONSIDÉRANT :**

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer des prestations de conseil phytosanitaire pour les aires de jeu des stades de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du code de la commande publique, sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de trois ans à compter de la notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - la valeur technique, au regard des réponses apportées dans le mémoire technique, appréciées notamment sur la base des moyens mis en œuvre pour répondre aux problèmes phytosanitaires des pelouses des stades de Montpellier Méditerranée Métropole (60%),
  - le prix des prestations, au regard de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) (40%) ;
- qu'après analyse, le candidat CIRAD, sis 42, rue Scheffer à Paris (75116), présente une offre économiquement avantageuse ;

### D É C I D E

**ARTICLE 1** : D'attribuer le marché n° M2B0041DS « Conseil phytosanitaire pour les aires de jeu des stades de Montpellier Méditerranée Métropole » au candidat CIRAD, pour un montant de 63 890 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée de trois ans.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUIN 2022

Monsieur le Vice-Président

  
Christian ASSAF

Publiée le : 07 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°9**  
**prorogeant l'occupation de locaux par la**  
**société ECOMNEWS au sein de la**  
**pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;

- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 7 décembre 2015, passée entre la Métropole et la société ECOMNEWS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant n°8 en date du 28 mars 2022 ;
- VU la validation pour la demande de reconduction par le comité d'agrément en date du 4 mai 2022 ;
- **CONSIDERANT** que la concrétisation en cours pour un projet d'emménagement dans des locaux adaptés à son activité a pris du retard pour cause de contraintes administratives, et que la convention précitée arrive à échéance, la société ECOMNEWS a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire ;

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant n°9, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ECOMNEWS pour une période de trois mois à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022 et jusqu'au 31 août 2022.

**ARTICLE 2 :** Selon le principe de progressivité des tarifs caractéristique des pépinières d'entreprises avec une majoration de 7% pour toute occupation supérieure à 36 mois et de 15% pour toute occupation supérieure à 48 mois, une nouvelle majoration a été approuvée en délibération n° M2021-657 du conseil du 14 décembre 2021. Selon ladite délibération, une majoration de 25% sera appliquée sur le loyer de base hors taxes pour toute occupation supérieure à 60 mois.

**ARTICLE 3:** La société ECOMNEWS étant concernée par cette nouvelle majoration, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022 la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer pour la surface de 59,77 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 989,19 euros conformément au tarif applicable, approuvé par la délibération précitée.

**ARTICLE 4:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5:** Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 MAI 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 01 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 01 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet d'avenant N°9 ECOMNEWS.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention  
d'occupation du domaine public pour  
l'occupation de locaux par la société  
LINEUP OCEAN au sein de la pépinière  
d'entreprises Cap Omega - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n° M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,



- VU la sollicitation de l'entreprise LINEUP OCEAN pour intégrer une des pépinières du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole, CAP ALPHA sise à Clapiers ou CAP OMEGA sise Montpellier ;

- VU la validation pour la demande de mise à disposition d'une surface locative par le comité d'agrément du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 14 janvier 2022 ;

**- CONSIDERANT:**

- la réorganisation de la Direction du Développement Economique et Emploi et notamment les réflexions en cours sur la gestion de l'ensemble de son offre d'hébergement d'entreprises, pépinières et hors pépinières ;

- la nécessité d'harmoniser les conventions d'occupation entre les différents bâtiments y compris dans les modalités de reconduction ;

- la volonté d'harmoniser sur l'ensemble des bâtiments la tarification des redevances et les taux de progressivité associés selon la durée d'occupation ;

- que l'entreprise LINEUP OCEAN répond aux critères exigés pour une installation à CAP OMEGA ;

- que dans l'attente d'une révision de la convention d'occupation type selon la délibération N° 8988 en date du 3 juillet 2009 et des tarifs à délibérer lors d'un prochain conseil métropolitain, une suite favorable est accordée par Montpellier Méditerranée Métropole pour un hébergement de courte durée de la société LINEUP OCEAN ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** qu'une convention d'occupation du domaine public, est conclue entre la société LINEUP OCEAN et le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole pour une période de dix mois à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022 et jusqu'au 31 mars 2023.

**ARTICLE 2:** qu'à compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société LINEUP OCEAN pour la surface de 14,80 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 195,95 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 3:** qu'à échéance de cette occupation de dix mois, soit avant le terme du 31 mars 2023, la nouvelle version de la convention d'occupation pourra être proposée à la société, selon les tarifs en vigueur qui seront approuvés par le Conseil Métropolitain.

**ARTICLE 4:** que la recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5:** que Madame la Vice-Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6:** que Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **31 MAI 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Hind EMAD**



**Publiée le : 01 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **01 JUIN 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de convention ODP\_LINEUP OCEAN.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition du lot 803  
sur l'assiette de la copropriété Les Collines  
d'Estanove, parcelles cadastrées IK271,  
IK274 et IL505, situées au 2 rue de  
l'Escoutadou et au 2223 boulevard Paul  
Valéry à MONTPELLIER, propriété de  
Mme MONTERRIN Nathalie, dans le  
cadre de la réalisation de la ligne 5 de  
tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

**CONSIDERANT**

- que le lot 804, sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de Madame MONTERRIN Nathalie, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 803 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de Madame MONTERRIN Nathalie.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 4 200 € (QUATRE MILLE DEUX CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame MONTERRIN Nathalie et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **17 MAI 2022**

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **17 MAI 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **17 MAI 2022**  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- UF 4890 - Lot 803 - Mme MONTERRIN - PPA.pdf
- UF 4890 - Lot 803 - Mme MONTERRIN - PUV.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'indemnisation du  
Syndicat des copropriétaires de la  
Résidence Parc Académie à la suite de la  
perte d'un arbre liée à la réalisation de la  
ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

- VU la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

**CONSIDERANT**

- que le maintien de l'arbre d'espèce Australis n'a pas pu être possible durant la réalisation des travaux de reconstitution sur la propriété du Syndicat des copropriétaires de la Résidence Parc Académie ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'indemnisation dudit arbre ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Compte tenu l'impossibilité de préserver un arbre de l'espèce Australis, Montpellier Méditerranée Métropole indemnise le Syndicat des copropriétaires de Résidence Parc Académie de cette perte.

**ARTICLE 2 :** L'indemnisation, pour le préjudice subi du fait de cette perte, est fixé à 7 996,80 € (SEPT MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT SEIZE EURO ET QUATRE VINGT CENTIMES) sur la base de l'expertise arboricole.

**ARTICLE 3 :** Le protocole d'accord concernant l'indemnisation désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 MAI 2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHE



Publiée le : 20 MAI 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 20 MAI 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- Protocole d'accord transactionnel.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Musée Fabre**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au don de Madame  
Sophie DUF d'un ensemble de 20 œuvres  
de Charles-Henri MONVERT (1948  
Neuilly-sur-Seine - 2018, Paris)-  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que Madame Sophie DUF domiciliée 53, rue de Turbigo 75 003 Paris, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole un ensemble de 20 œuvres de Charles-Henri MONVERT (1948 Neuilly-sur-Seine - 2018, Paris), d'une valeur de 11 560 € (onze mille cinq cent soixante euros) ;

- que cet ensemble d'œuvres a reçu l'avis favorable de la Commission scientifique régionale d'acquisition du 22 mars 2022 ;
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Madame Sophie DUF domiciliée 53, rue de Turbigo 75003 Paris, d'un ensemble de 20 œuvres de Charles-Henri MONVERT (1948 Neuilly-sur-Seine - 2018, Paris), d'une valeur de 11 560 € (onze mille cinq cent soixante euros);

**ARTICLE 2 :** Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : **08 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **08 JUIN 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention de donation Sophie Duf.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°5**  
**prorogeant l'occupation de locaux par la**  
**société EMVISTA au sein de la pépinière**  
**d'entreprises Cap Omega**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein du bâtiment CAP OMEGA ;
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 27 juin 2018 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société EMVISTA pour l'occupation de locaux au sein de CAP OMEGA; modifiée par avenants dont le dernier portant le n°4 en date du 1<sup>er</sup> juin 2021 ;

- VU la demande de la société EMVISTA de poursuivre son hébergement au sein de CAP OMEGA ;

- VU la validation par le comité d'agrément du BIC en date du 2 mai 2022 de la demande susvisée ;

**- CONSIDERANT:**

- la réorganisation de la Direction du Développement Economique et Emploi et notamment les réflexions en cours sur la gestion de l'ensemble de son offre d'hébergement d'entreprises, pépinières et hors pépinières,

- la nécessité d'harmoniser les conventions d'occupation entre les différents bâtiments y compris dans les modalités de reconduction,

- la volonté d'harmoniser sur l'ensemble des bâtiments la tarification des redevances et les taux de progressivité associés selon la durée d'occupation,

- que la société EMVISTA, en cours de concrétisation pour un projet d'emménagement dans des locaux adaptés à son activité, conserve les critères exigés pour une prorogation de son hébergement au sein de CAP OMEGA,

- que dans l'attente d'une révision de la convention d'occupation actuelle et des tarifs à délibérer lors d'un prochain conseil métropolitain, une suite favorable est accordée par Montpellier Méditerranée Métropole pour un hébergement de courte durée,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : qu'un avenant n°5 à la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société EMVISTA à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022 pour une durée de 10 mois et jusqu'au terme de la prorogation fixée au 31 mars 2023. A l'échéance de cette prorogation de 10 mois, soit avant le terme du 31 mars 2023, la nouvelle version de la convention d'occupation pourra être proposée à la société, selon les tarifs en vigueur qui seront approuvés par le Conseil Métropolitain.

**ARTICLE 2** : qu'à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société EMVISTA est de 648,95 euros, conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°M2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 3** : que la recette résultant du présent avenant est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : que Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6** : que Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 MAI 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 01 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 01 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet d'avenant N°5 EMVISTA.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux  
Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Les  
Ecolières ' avec la société "SAS  
COMMANDATURE" sur la Commune de  
Beaulieu - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telle que prévu à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU les articles L.332-11-3, L.332-11-4 et suivants du Code de l'urbanisme ;
- VU l'avis de la Commune de Beaulieu en date du 07/03/2022 ;

**Considérant :**

- le projet immobilier porté par la société « SAS COMMANDATURE » qui projette la réalisation de 3 villas neuves et la réhabilitation de 6 logements au sein d'une ancienne grange, sur une unité foncière d'environ 1900m<sup>2</sup> constituée par les parcelles AH0408, AH0409, AH0410, AH0412, AH0413 ;
- que la réalisation de ce programme nécessite la réalisation d'équipements publics d'infrastructure et de superstructure pour un montant prévisionnel de 103 842,18 € HT ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole assure la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs à l'aménagement de la voirie et à la gestion des services d'intérêt collectifs [gestion des déchets et assimilés et service public de défense extérieure contre l'incendie], et est concédante de la concession de distribution publique d'électricité ;
- que la Commune de Beaulieu assurera la maîtrise d'ouvrage des équipements publics de superstructure relatifs à la construction de salles de classe et au déplacement d'équipements communaux (poteau, caméra, sirène);
- qu'il y a lieu de signer une convention de PUP dite « Les Ecolières », en application de l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SAS COMMANDATURE » ;
- que la participation de la société « SAS COMMANDATURE » au financement des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention « Les Ecolières », ci-après figurant en annexe n°3 à la présente décision, s'élève à 92 973,32 € H.T. dont :
  - 59 947,12 € HT en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole ;
  - 33 026,20 € HT en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Commune de Beaulieu ;
- qu'en application de l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Beaulieu percevront directement la contribution financière de la société « SAS COMMANDATURE », permettant de concourir au financement des équipements publics dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Le projet de convention de PUP « Les Ecolières », annexé à la présente décision, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SAS COMMANDATURE » représentée par Monsieur Hubert PEYRE est approuvé.

**ARTICLE 2 :** Le montant prévisionnel de la participation totale à la charge de la société « SAS COMMANDATURE », dans le cadre de la convention précitée, s'élève à 92 973,32 €.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 59 947,12 €.

**ARTICLE 4 :** La Commune de Beaulieu percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 33 026,20 €.

**ARTICLE 5 :** La part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre de la convention « Les Ecolières » selon le plan en annexe n°2 à la présente, sera exonérée pendant 5 ans.

**ARTICLE 6 :** Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 7 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 MAI 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



**Publiée le : 25 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

**25 MAI 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de convention de PUP Les écolières

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine**

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de mise  
à disposition de l'Agora de la Danse dans le  
cadre de la Comédie du Livre -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail, et de décider de la résiliation anticipée ou de la non reconduction de l'occupation en matière d'occupation du domaine privé ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans les domaines de la culture et du patrimoine historique ;
- VU la décision MD2021-065 autorisant la signature d'une convention d'occupation du domaine public au bénéfice de l'association ICI Centre Chorégraphique National de Montpellier ;

**CONSIDERANT :**

- que dans le cadre de la manifestation Comédie du Livre – 10 jours en mai une rencontre littéraire se tiendra au sein de l'Agora de la Danse ;

- que la convention d'occupation du domaine public conclue au bénéfice de l'association ICI-Centre Chorégraphique National prévoit la mise à disposition des lieux à Montpellier Méditerranée Métropole dix jours par an ;
- qu'il convient de formaliser les conditions de cette mise à disposition.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de la convention de mise à disposition de l'agora de la danse à Montpellier Méditerranée Métropole le 21 mai, dans le cadre de la Comédie du Livre – 10 jours en mai.

**ARTICLE 2 :** De dire que cette mise à disposition se fera à titre gratuit, exception faite des frais liés à la présence d'un technicien les 20 et 21 mai et d'un agent de sécurité le 21 mai, à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**ARTICLE 3 :** Cette convention est conclue pour la journée du 21 mai 2022.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

31/5/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



**Publiée le : 31 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 MAI 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de contrat mise a disposition.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°7**  
**prorogeant l'occupation de locaux par la**  
**société ODESYO au sein de la pépinière**  
**d'entreprises Cap Omega - Autorisation de**  
**signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;

- VU la délibération du Conseil n° M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 12 décembre 2017, passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société ODESYO pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier n°6 en date du 21 janvier 2022 ;
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 12 mai 2022 ;
- **CONSIDERANT** que l'entreprise se trouve dans une phase charnière de développement économique, commercial et technologique, avec une trop faible visibilité à court terme pour permettre un déménagement à ce stade ; et que la convention modifiée précitée arrive à échéance, la société ODESYO a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant n°7, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ODESYO pour une période de six mois à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022 et jusqu'au 30 novembre 2022.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ODESYO pour la surface de 89,61 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 364,76 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4:** Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 MAI 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 01 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

01 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet d'avenant N°7 ODESYO.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°5**  
**prorogeant l'occupation et l'extension de**  
**locaux par la société COMITI au sein de la**  
**pépinière d'entreprises Cap Alpha -**  
**Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha ;

- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 29 novembre 2017 passée entre la Métropole et la société COMITI pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant n°4 en date du 18 février 2022 ;
- **VU** la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 27 avril 2022 ;
- **CONSIDERANT** que l'entreprise COMITI se trouve dans une phase charnière de développement économique et commercial ; par conséquent un déménagement aurait des conséquences préjudiciables au développement de l'entreprise,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société COMITI n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise COMITI a exprimé le souhait d'étendre son activité sur une surface complémentaire adjacente de 47,17 m<sup>2</sup> libre de toute occupation,

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant n°5 prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société COMITI pour une période de six mois à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022 et jusqu'au 30 novembre 2022.

**ARTICLE 2:** Conformément à l'article II.2 de la convention initiale prévoyant l'extension des entreprises sur des surfaces libres au sein de la pépinière, la société COMITI est autorisée, à partir du 01 juin 2022, à étendre son activité sur une surface de 47,17 m<sup>2</sup> constituée par le module répertorié PT5 en zone bleue au premier étage de la pépinière Cap Alpha.

**ARTICLE 3:** A compter du 01 juin 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer pour la surface totale de 114,02 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 379,64 euros conformément au tarif applicable, approuvé par la délibération n° M2021-657 du Conseil en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 4 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation et d'extension est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 MAI 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 01 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 01 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet d'avenant n°5 COMITI.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Transition Energétique et Ecologique**  
**Pôle Énergie**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'octroi de subventions  
aux audits énergétiques de copropriétés  
dans le cadre du dispositif Guichet Unique  
de la rénovation - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle Touzard dans les domaines « Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation » ;

**CONSIDERANT :**

- L'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) Solidaire arrêté lors du conseil de Métropole du 22 mars 2022, dont l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40% ;
- L'accompagnement proposé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Renov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole. Celui-ci s'inscrit dans le cadre d'un service public régional dont le déploiement a été confié à l'Agence Régionale de l'Energie et du Climat. Le Conseil de Métropole a décidé par délibération en date du 7 juin 2021 de financer le reste à charge de 90 € par logement de l'étape 1 de l'accompagnement (audit) pour les ménages et les copropriétés de son territoire. Pour ces dernières, cette participation prend la forme d'un contrat d'audit tripartite ;
- La mise en place d'une nouvelle aide financière (« aide Plan Climat ») de 1 300 € par logement pour les travaux de rénovation générant un gain énergétique d'au moins 40%, approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 7 juin 2021 ;
- Que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par 1 copropriété présentant des projets de travaux dont les caractéristiques respectent les conditions du règlement d'attribution de l'aide Plan Climat (version du 07/06/2021) ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec la copropriété suivante : «Le Parthéna » (84 lots).

**ARTICLE 2 :** D'autoriser l'octroi de subventions aux audits de copropriété pour un montant total de 7560 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 3 :** De dire que ces dépenses seront imputées sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 MAI 2022

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZANNE



Publiée le : 01 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 01 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AnnexeDecisionCopro.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Appui Technique aux Territoires**

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent  
n°M2D0007EP - Travaux de réalisation  
d'un carrefour giratoire sur la RM612 à  
Villeneuve-les-Maguelone - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines des Voiries et de l'Espace Public ;

- VU la décision n°2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appels d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

**Considérant :**

- que des travaux de réalisation d'un carrefour giratoire sur la RM612 à Villeneuve-lès-Maguelone sont nécessaires ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – lot 1 « Secteur Ouest » sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 4 mois (hors période de préparation de 30 jours) ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif – 60 %

° Valeur technique au regard du mémoire technique – 40 %

- qu'après analyse, l'entreprise EUROVIA Languedoc Roussillon sise Route de Lodève à Juvignac présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché subséquent n°M2D0007AT relatif aux travaux de réalisation d'un carrefour giratoire sur la RM612 à Villeneuve-lès-Maguelone à l'entreprise EUROVIA, pour un montant estimatif de 798 148,13€ HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 4 mois (période de préparation de 30 jours non comprise).

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 MAI 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGE



Publiée le : 19 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un bail précaire entre**  
**Montpellier Méditerranée Métropole et la**  
**société Terracoopa - Domaine de Viviers à**  
**Jacou**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que la société à responsabilité limitée Terracoopa, dont le siège social est situé 710 rue Favre de St Castor CS 17406, 34184 Montpellier cedex 4, a besoin de locaux pour y mener des activités agricoles ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de locaux sur le Domaine de Viviers situé sur la commune de Jacou (34 830) ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole conclut un bail précaire avec la société Terracoopa, dont le siège social est situé 710 rue Favre de St Castor CS 17406, 34184 Montpellier cedex 4.

**ARTICLE 2 :** Le bail précaire concerne une partie d'un hangar et un local (plan annexé à la convention) situés au Domaine de Viviers, sur une parcelle cadastrée AV 0003, commune de Jacou (34830).

**ARTICLE 3 :** Le bail précaire est consenti et accepté à pour une durée de 1 an à compter de sa signature.

**ARTICLE 4 :** Le bail précaire fixe un loyer annuel de 150 euros.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail précaire visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 MAI 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREY



Publiée le : 20 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 MAI 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet location Terracoopa 2022.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête  
n°2202447-8 TA - Ressources Humaines"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

**Considérant**

- la requête n°2202447-8 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 12 mai 2022 par Madame Djamila BENATTOU, agent de Montpellier Méditerranée Métropole, sollicitant une expertise médicale consécutivement à un accident de travail subi le 2 juillet 2008 et une rechute en date du 17 octobre 2016 ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Métropole de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2202447-8 par Madame Djamila BENATTOU.

**ARTICLE 2** : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats « MB Avocats ».

**ARTICLE 3** : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 MAI 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 20 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Énergie et Télécom**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché**  
**n°M1C0017MG - Nettoyage des réseaux**  
**aérauliques des bâtiments sportifs et**  
**culturels de Montpellier Méditerranée**  
**Métropole - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération n°2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

**CONSIDERANT:**

- qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un marché ayant pour objet le nettoyage des gaines aérauliques des bâtiments sportifs et culturels Métropolitains disposant d'un dispositif de traitement de l'air centralisé (28 établissements) ;

- qu'une procédure a été lancée sous forme de procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions de l'article L2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la Commande Publique (CCP), pour un marché de services non alloué d'une durée de 1 an à compter de la date de notification, reconductible 2 fois 1 an soit une durée maximale toutes périodes confondues de 3 ans ;
- qu'il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum annuel de 50 000 € HT par an et un opérateur économique passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du CCP, il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande ;
- que les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :
  - 1-Prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif : 60%
  - 2-Valeur technique au regard du mémoire technique : 40%
- qu'après analyse, la société AER'EAU HYGIENE SERVICES a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°M1C0017MG « Nettoyage des réseaux aérauliques des bâtiments sportifs et culturels de Montpellier Méditerranée Métropole » pour un montant maximum annuel de 50 000€ HT à la société AER'EAU HYGIENE SERVICES, sise 4, rue Claude Erignac, 34850 MESSEIN.

**ARTICLE 2 :** La durée du marché est de 1 an à compter de sa notification, reconductible 2 fois 1 an soit une durée maximale toutes périodes confondues de 3 ans.

**ARTICLE 3 :** De dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et les budgets Annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 JUIN 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13 JUIN 2022.  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 13 JUIN 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets**  
**Service Ressources Transversales**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché**  
**n°M2B0009VD - Mission de contrôle des**  
**vibrations dues aux tirs de mines externes**  
**sur l'Installation de Stockage des Déchets**  
**Non Dangereux de Castries**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ, dans le domaine de « Collecte, Tri, Valorisation des déchets et à la Politique zéro déchet » ;

**CONSIDÉRANT :**

- la nécessité de passer un marché pour la mission de contrôle des vibrations dues aux tirs de mines externes de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Castries ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée de deux ans ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique appréciée au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats dans le mémoire technique : 60%
  - Prix : 40 %
- qu'après analyse, l'entreprise VENATHEC, dont le siège social est situé 23 boulevard de l'Europe à VANDOEUVRE LES NANCY (54500) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°M2B0009VD-Mission de contrôle des vibrations dues aux tirs de mines externes de l'Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND) à l'entreprise VENATHEC, dont le siège social est situé 23 boulevard de l'Europe à VANDOEUVRE LES NANCY (54500).

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Sa durée est de deux ans. Le seuil maximum du marché sur sa durée est fixé à 70 000 € HT.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 MAI 2022

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ

The image shows a handwritten signature of François Vasquez in black ink, overlapping a circular official seal. The seal features a central emblem with a sun and a star, surrounded by the text "Montpellier Méditerranée Métropole" and "Hérault".

Publiée le : 30 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Mission Espaces Publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution d'un  
marché de maîtrise d'œuvre d'espaces  
publics pour la mise en valeur et  
l'embellissement de l'espace urbain  
Arceaux-Peyrou à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;



- VU la convention de mandat en date du 23 mars 2021 au bénéfice de la SA3M, autorisée par décision n°MD2021-015 du 25 février 2021 ;

**CONSIDERANT :**

- La nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé de réaliser une mission de maîtrise d'œuvre d'espaces publics dans le cadre du projet de mise en valeur de l'espace urbain Arceaux-Peyrou à Montpellier ;
- Qu'il y a lieu de désigner un groupement de prestataires chargé de réaliser des missions de maîtrise d'œuvre nécessaires à la définition et à la mise en œuvre d'un projet d'espaces publics ;
- Qu'une procédure de dialogue compétitif a été engagée par la SA3M conformément aux articles R.2161-24 à R2161-31 du code de la commande publique, en vue de conclure un accord-cadre mono attributaire d'une durée de 7 ans non renouvelable, sans minimum avec un maximum d'un montant de 3 millions d'euros HT et s'exécutant par marchés subséquents ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique : 70%
  - Valeur prix : 30%
- Que la Commission d'Appel d'offres, dans sa séance du 05 mai 2022, a classé les offres et choisi le groupement BASE - TECTA - EUPALINOS - QUARTIER LUMIERES - INDDIGO - BOTANIQUE JARDINS PAYSAGE, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour un montant de commande test de 926 000 € HT ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché maîtrise d'œuvre d'espaces publics pour la mise en valeur et l'embellissement de l'espace urbain Foch - Préfecture à Montpellier au groupement BASE - TECTA - EUPALINOS - QUARTIER LUMIERES - INDDIGO - BOTANIQUE JARDINS PAYSAGE. La durée de l'accord cadre est de 7 ans et ne sera pas reconductible. Cet accord cadre est conclu pour un montant maximum de 3 000 000 € HT. Il s'exécutera par marchés subséquents.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres ;

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 MAI 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **25 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

**25 MAI 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances**  
**Service Expertise Financière**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°5 au  
contrat de Partenariat pour la gestion  
énergétique, la construction avec  
financement, la maintenance et  
renouvellement des ouvrages d'éclairage  
public, vidéosurveillance, génie civil pour  
réseau de communication haut débit et  
signalisation lumineuse tricolore sur le  
territoire de la ville de Juvignac**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, ainsi que de procéder, dans les conditions définies par la délibération du Conseil portant cadre de la gestion active de la dette et de trésorerie, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et les opérations de réaménagement de dette, procéder à la réalisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et la gestion du programme obligataire court terme

(NEU-CP), prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et passer à cet effet les actes nécessaires ;

- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de 1<sup>er</sup> Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans les domaines des Finances, des Politiques contractuelles et de la Coopération avec les communes ;

- VU le Contrat de Partenariat Public-Privé portant sur la gestion énergétique, la construction avec financement, la maintenance et renouvellement des ouvrages d'éclairage public, vidéosurveillance, génie civil pour réseau de communication haut débit et signalisation lumineuse tricolore sur le territoire de la ville de Juvignac ;

### CONSIDERANT

- Que dans le cadre de l'avenant n°1 de transfert et de scission partielle du contrat à Montpellier Méditerranée Métropole, une erreur matérielle s'est introduite dans les calculs des postes relatifs à la reconstruction initiale et aux frais financiers ;

- Qu'il convient de procéder à la correction de cette erreur matérielle par réduction des échéances à venir à compter de l'échéance du 3<sup>ème</sup> trimestre 2022 ;

### DECIDE

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature de l'avenant n°5 au contrat de partenariat public privé avec l'entreprise SPIE CityNetworks, sise 1-3 Place de la Berline, 93 287 Saint Denis, avec une réduction des 37 échéances trimestrielles restantes décomposée comme suit :

	<b>CRD reconstruction initiale au 30 juin 2016</b>	<b>trimestrialité correspondante</b>	<b>Frais Financiers</b>	<b>trimestrialité correspondante</b>
Avenant n°1	890 754,00	14 602,52	407 469,55	6 679,83
Réalité issue facturation = ce qui aurait dû être réglé	458 206,33	7 511,58	209 603,47	3 436,12
Ecart : Réalité - avenant	-432 547,67	-7 090,95	-197 866,08	-3 243,71
Trop payé sur les 24 échéances payées :		-170 182,69		-77 848,95
Régularisation du trop versé par réductions des 37 échéances à venir :		-4 599,53		-2 104,03
Nouvelles échéances :		<b>2 912,05</b>		<b>1 332,10</b>
dont 3M	94,46%	2 750,78	94,31%	1 256,26
dont Commune de Juvignac	5,54%	161,26	5,69%	75,84

**ARTICLE 2 :** L'évolution du montant des rémunérations s'établit ainsi (en euros H.T.) :  
Poste Reconstruction Initiale :

	Global	Commune de Juvignac	Montpellier Méditerranée Métropole
Ancienne rémunération	14 602,52	808,65	13 793,87
Nouvelle rémunération	2 912,05	161,26	2 750,78

Poste Frais Financiers :

	Global	Commune de Juvignac	Montpellier Méditerranée Métropole
Ancienne rémunération	6 679,83	380,29	6 299,54
Nouvelle rémunération	1 332,10	75,84	1 256,26

**ARTICLE 3 :** De dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 MAI 2022

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALV



Publiée le : 31 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant régul transfert.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au  
marché subséquent MOD0039EA -  
Renouvellement du réseau unitaire et du  
réseau d'adduction d'eau potable sur la rue  
Guillaume Pellicier - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la Gestion Raisonnée, Ecologique et Solidaire de l'Eau et de l'Assainissement ;

- VU la décision n°MD2021-476 du 22 juin 2021 attribuant le marché n°M0D0039EA - Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable sur la rue Guillaume Pellicier à Montpellier au groupement SOGEA (Mandataire) / RAMPA ;

**Considérant :**

- que pour la bonne réalisation du chantier, des adaptations ont été nécessaires ;
- qu'il convient d'intégrer des prix de l'accord-cadre non activés au présent marché subséquent et d'augmenter certaines quantités ;
- qu'il est donc nécessaire de passer un avenant pour intégrer des prix de l'accord-cadre non activés au présent marché subséquent et augmenter certaines quantités au marché n° M0D0039EA - Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable sur la rue Guillaume Pellicier ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°M0D0039EA - Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable sur la rue Guillaume Pellicier avec le groupement SOGEA (Mandataire) / RAMPA. L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché. Le montant de l'avenant est de 68 980 € HT soit un nouveau montant estimatif du marché de 528 893,90 € HT.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 JUIN 2022

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 15 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet d'avenant n°1 M0D0039EA.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Services aux Territoires**  
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 à la  
convention d'occupation temporaire du  
domaine public entre Montpellier  
Méditerranée Métropole et l'établissement  
Amarger/Arguel à Castelnau-le-Lez -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées du Conseil de Métropole au Président notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines des Voiries et de l'Espace Public ;
- VU la décision n°2017-836 autorisant la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public à titre gracieux avec l'établissement Amarger / Arguel à Castelnau-Le-Lez pour l'entretien d'espaces verts situés sur le domaine public à proximité de la pépinière ;

**CONSIDERANT**

- que le périmètre visé par la convention précitée doit être élargi aux trois jardinières situées avenue Georges FRECHE à Castelnau-Le-Lez ;
- que le reste des dispositions de la convention est inchangé ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : D'autoriser l'élargissement du périmètre concerné par la convention initiale passée entre l'établissement Amarger / Arguel et Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2** : D'autoriser l'établissement Amarger / Arguel à occuper temporairement le domaine public à titre gracieux pour l'entretien des trois jardinières situées avenue Georges FRECHE à Castelnau-Le-Lez.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant n°1 à la convention, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 MAI 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 30 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 MAI 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet d'avenant 1 convention Amarger.pdf
- plan avenant N°1.docx.pdf
- photos avenant 1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°2  
prorogeant l'occupation de locaux par la  
société WATER ROBOTICS au sein de la  
pépinière d'entreprises Cap Omega -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein du bâtiment CAP OMEGA ;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 26 mai 2019 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société WATER ROBOTICS pour l'occupation de locaux au sein de CAP OMEGA, modifiée par avenant n°1 en date du 20 mai 2021 ;

- VU la demande de la société WATER ROBOTICS de poursuivre son hébergement au sein de CAP OMEGA ;

- VU la validation par le comité d'agrément du BIC en date du 17 mai 2022 de la demande susvisée ;

**- CONSIDERANT:**

- la réorganisation de la Direction du Développement Economique et Emploi et notamment les réflexions en cours sur la gestion de l'ensemble de son offre d'hébergement d'entreprises, pépinières et hors pépinières ;

- la nécessité d'harmoniser les conventions d'occupation entre les différents bâtiments y compris dans les modalités de reconduction,

- la volonté d'harmoniser sur l'ensemble des bâtiments la tarification des redevances et les taux de progressivité associés selon la durée d'occupation,

- que la société WATER ROBOTICS, dont l'activité a été fortement impactée par la crise sanitaire du Covid-19, se trouve aujourd'hui dans une phase charnière de reconstruction et de stabilisation budgétaire,

- que la convention modifiée précitée arrive à échéance, et que l'entreprise WATER ROBOTICS conserve les critères exigés pour une prorogation de son hébergement au sein de CAP OMEGA,

- que dans l'attente d'une révision de la convention d'occupation actuelle et des tarifs à délibérer lors d'un prochain conseil métropolitain, une suite favorable est accordée par Montpellier Méditerranée Métropole pour un hébergement de courte durée,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : qu'un avenant n°2 à la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société WATER ROBOTICS à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022 pour une durée de 10 mois et jusqu'au terme de la prorogation fixée au 31 mars 2023. A l'échéance de cette prorogation de 10 mois, soit avant le terme du 31 mars 2023, la nouvelle version de la convention d'occupation pourra être proposée à la société, selon les tarifs en vigueur qui seront approuvés par le Conseil Métropolitain.

**ARTICLE 2** : qu'à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société WATER ROBOTICS pour la surface de 14,40 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 204,05 euros, conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°M2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 3** : que la recette résultant du présent avenant est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : que Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6** : que Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **31 MAI 2022**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : **01 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**01 JUIN 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet d'avenant n°2 WATER ROBOTICS .doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Services aux Territoires**  
**Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°2 à la  
convention de transfert de maîtrise  
d'ouvrage passée avec la commune de  
Restinclières pour la requalification de la  
route de Montpellier entre la rue du puits  
et le chemin du bois - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la conclusion de conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage ainsi que leurs avenants au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines des Voiries et de l'Espace Public ;

- VU la délibération n°2019-756 du 27 décembre 2019 autorisant le transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Restinclières pour l'aménagement de l'espace public dans le cadre des études et des travaux de requalification de la route de Montpellier, entre la rue du puits et le chemin du bois ;
- VU la décision n°2021-505 autorisant la signature de l'avenant n°1 à la convention précitée corrigeant une erreur matérielle relative au montant de participation de la Métropole ;

**Considérant :**

- Qu'à la suite des sujétions techniques imprévues, un avenant en augmentation au marché de travaux relatif à l'opération précitée doit être conclu entre la commune de Restinclières, maître d'ouvrage, et l'entreprise adjudicataire des travaux ;
- Que la conclusion de cet avenant en augmentation nécessite de modifier la répartition financière entre la Métropole et la commune de Restinclières prévue initialement ;
- Que la nouvelle répartition financière est la suivante :
  - 137 373,05€ HT pour la commune de Restinclières
  - 387 358,10€ HT pour la Métropole

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'approuver l'avenant n°2 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage passée avec la commune de Restinclières pour la requalification de la route de Montpellier entre la rue du puits et le chemin du bois.

**ARTICLE 2 :** De dire que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer l'avenant à la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 08 JUIN 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

**Publiée le :** 09 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet d'avenant 2 - CV Restinclières .pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Énergie et Télécom**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°**  
**M1B0076MG "Maintenance des moteurs**  
**et actionneurs des Centrales de Traitement**  
**d'air (CTA) des bâtiments de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole" - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

**CONSIDERANT:**

- Qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un marché ayant pour objet un marché de maintenance des moteurs et actionneurs des centrales de traitement d'air des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Qu'une procédure a été lancée sous forme de procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions de l'article L2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique, pour un marché de services non alloti pour une durée de 1 an à compter de la date de notification, reconductible une fois 1 an soit une durée maximale, toutes périodes confondues, de 2 ans ;
- Qu'il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande à prix unitaire et un opérateur économique sans minimum et avec un maximum annuel de 44 500 € HT passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique ;
- Que les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :
  - 1- Le critère Prix : 60%
  - 2- Valeur technique au regard du mémoire technique : 40%
- Qu'après analyse, la société **ESO SUD-OUEST** a présenté une offre économiquement avantageuse ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : D'attribuer le marché n° M1B0076MG « Maintenance des moteurs et actionneurs des Centrales de Traitement d'air (CTA) des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société **ESO SUD-OUEST**, sise 17 avenue Jean Foucault, 34 500 Béziers.

**ARTICLE 2** : La durée du marché est de 1 an à compter de sa notification, reconductible fois 1 an soit une durée maximale, toutes périodes confondues, de 2 ans.

**ARTICLE 3** : Le marché est conclu pour un montant sans minimum et avec un maximum annuel de 44 500 € HT.

**ARTICLE 4** : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal, les budgets Annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 MAI 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIE



Publiée le : 31 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 MAI 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Appui Technique aux Territoires**  
**Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent de  
travaux n°M1D0032EP - Création d'un  
carrefour en T sur la RM112 à  
Montferrier-sur-Lez - Autorisation de  
signature du protocole transactionnel**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines des Voiries et de l'Espace Public ;
- VU la décision n°MD2021-671 du 21 juillet 2021 attribuant le marché n°M1D0032EP à l'entreprise COLAS France, sise à Vendargues (34740) pour un montant de 184 964,40 € HT ;

**CONSIDERANT :**

- que plusieurs prestations, non-prévues dans le marché de travaux, se sont avérées nécessaires à la progression du chantier ;
- qu'il ne sera pas possible de mandater en totalité les prestations supplémentaires avec le montant initial du marché ;
- qu'après discussions, les parties s'accordent sur une augmentation de la masse financière de 1 729,28 € HT ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature du protocole transactionnel au marché subséquent n° M1D0032EP d'un montant de 1 729,28 € HT.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 JUIN 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



**Publiée le : 02 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de protocole transactionnel - M1D0032EP.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Tourisme Commerce et Artisanat**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention  
d'occupation temporaire du domaine  
public de l'aéroport Montpellier  
Méditerranée - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de décider de la prise de décision pour la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT en tant que premier Vice Président ;
- **CONSIDERANT** que la convention n° MD2019-927 d'occupation du domaine public aéroportuaire conclue avec Montpellier Méditerranée pour la mise à disposition d'un emplacement destiné à la promotion du territoire est arrivée à terme le 30 avril 2022 et qu'il est nécessaire d'établir une nouvelle convention pour une durée de un an renouvelable deux fois ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de la convention avec l'aéroport de Montpellier Méditerranée portant sur l'occupation temporaire du domaine public de l'aéroport. Cette occupation

concerne un emplacement de 31,30 m<sup>2</sup> situé dans le Hall Arrivées de l'aéroport et ayant pour vocation la promotion, l'information et l'animation du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le montant de cette occupation est fixé en € HT/m<sup>2</sup>/an à :

- Surface commerciale 27,10m<sup>2</sup> : 512,30 € + 134,39 € charges
- Surfaces de réserves 4,2 m<sup>2</sup> : 85,37 € + 85,12 € charges.

La redevance est payée par trimestre.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière principale municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 MAI 2022

Monsieur le Premier Vice-Président

**Renaud CALVAT**

**Publiée le : 31 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 MAI 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AOT 3 M 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux renouvellements  
d'adhésions à des organismes extérieurs  
dans le cadre de la politique  
agroécologique et alimentaire de la  
Métropole - Autorisation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame, Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans les domaines « Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Energie, Agroécologie et alimentaire » ;

**CONSIDÉRANT :**

- Les orientations de la politique agroécologique et alimentaire (P2A), dont la version révisée a été adoptée à l'unanimité en Conseil Métropolitain le 25 janvier 2022 :
  1. Façonner un territoire agroécologique ;
  2. Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
  3. Permettre à tous d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;



4. Diffuser les savoirs, promouvoir l'innovation ;
5. Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire ;

- La volonté d'animation des échanges au sein des communautés scientifiques ;
- La volonté de stimuler le dialogue sciences-sociétés ;
- Le nécessaire soutien à apporter par les organismes extérieurs qualifiés aux politiques publiques territoriales en particulier pour Montpellier Méditerranée Métropole en matière d'agroécologie et d'alimentation et plus largement d'appui au projet structurant MED VALLEE ;
- L'adhésion depuis plusieurs années de la Métropole à l'association AGROPOLIS INTERNATIONAL et à l'association TERRES EN VILLE ;

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser le renouvellement annuel de l'adhésion aux organismes extérieurs suivants :

- AGROPOLIS INTERNATIONAL pour une cotisation annuelle de 38 000 € ;
- TERRES EN VILLE pour une cotisation annuelle de 3 670 €.

**ARTICLE 2 :** De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **31 MAI 2022**

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : **01 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **01 JUIN 2022**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la gestion de l'immeuble  
Coupole Sud rue Léon Blum à Montpellier  
- Prise en charge par Montpellier  
Méditerranée Métropole en tant que  
propriétaire unique**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

**CONSIDERANT :**

-que suite à un acte d'acquisition du 3 janvier 2022, Montpellier Méditerranée Métropole est devenu propriétaire unique de l'ensemble des étages de bureaux situés dans l'immeuble Coupole Sud au 295 rue Léon Blum, parcelles cadastrées HI315, HI356 et HI359 à Montpellier, mettant fin de fait à l'existence de la copropriété de l'immeuble ;

- que suite à cette acquisition, le syndic Foncia, sis Immeuble Antinéa, 185 rue Léon Blum à Montpellier, a procédé à l'arrêté des comptes de la copropriété au 31 décembre 2021 ;

-que Montpellier Méditerranée Métropole en tant que propriétaire unique s'est substitué dans la gestion de l'immeuble au syndic Foncia afin de gérer directement les entreprises prestataires de services sur l'immeuble Coupole Sud ;

-qu'il convient pour Montpellier Méditerranée Métropole de récupérer les crédits déposés sur le compte de la copropriété afin de régler les entreprises sur présentations de factures correspondant à des prestations réalisées ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole se substitue au syndic Foncia dans la gestion de l'immeuble Coupole Sud, sis 295 rue Leon Blum, 34 000 Montpellier.

**ARTICLE 2 :** La Métropole récupère les fonds disponibles sur le compte de la copropriété Coupole Sud dans le cadre du règlement aux entreprises des prestations réalisées sur présentation de factures.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 30 MAI 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**Jean-François AUDRIN**



**Publiée le : 31 MAI 2022**  
**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**  
**Envoi Préfecture : 31 MAI 2022**  
**Réception en Préfecture :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de  
l'adhésion à la Fédération Nationale des  
Collectivités Concédantes et Régies  
(FNCCR)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération Conseil de Métropole n°7868 du 02 octobre 2007 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

**Considérant :**

- qu'il est nécessaire de maintenir l'adhésion FNCCR ;
- que la FNCCR a mis au point, en partenariat avec le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, une série d'indicateurs de performance qui permettront à Montpellier Méditerranée Métropole sur la gestion des services publics d'eau et d'assainissement de constituer un tableau de bord de la qualité du service public facilitant les comparaisons dans l'espace et le temps ;

- que l'association assure une veille juridique pour ses membres qui se traduit par des réponses aux problèmes juridiques rencontrés par ceux-ci, l'envoi de bulletins comprenant les principaux textes de référence ainsi que des lettres d'information à caractère opérationnel ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR).  
La cotisation 2022 - EAU - CYCLE DE L'EAU est de 7 650 euros.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le bulletin d'adhésion et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 JUIN 2022**

Monsieur le Vice-Président

René REVOI



Publiée le : **15 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 JUIN 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition du lot 805  
sur l'assiette de la copropriété Les collines  
d'Estanove, parcelles cadastrées IK271,  
IK274 et IL505, situées au 2 rue de  
l'Escoutadou et 2223 boulevard Paul  
Valéry à MONTPELLIER, propriété de  
Mme SAGORY Patricia dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

#### **CONSIDERANT**

- que le lot 805, sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de l'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de Madame SAGORY Patricia, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

#### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 805 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de l'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de Madame SAGORY Patricia.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 4 200 € (QUATRE MILLE DEUX CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame SAGORY Patricia et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.



**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 MAI 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PPA - UF4890 - Lot 805 - Mme SAGORY - signée.pdf
- PUV - UF 4890 - Lot 805 - Mme SAGORY - signée.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports**  
**Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au FDI Stadium -  
Convention de mise à disposition entre  
Montpellier Méditerranée Métropole et la  
SAS MHB Events - Espace snack  
restauration - Avenant n°1 - Autorisation  
de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, et notamment celle de prendre toute décision concernant la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives »,
- VU la délibération n°M2021-535 en date du 23 novembre 2021 autorisant la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public avec la société MHB EVENTS, sise 1000, avenue Val de Monferrand, à Montpellier (34090), concernant l'espace de restauration/snacking situé dans le hall d'entrée du FDI Stadium, pour une durée allant de sa signature jusqu'au 30 juin 2026 ;

**CONSIDÉRANT :**

- que l'occupant est responsable de tout accident ou dommage pouvant survenir à l'occasion de l'exercice de son activité et a dû souscrire les polices d'assurance auprès de compagnies notoirement solvables, pour des sommes suffisantes, couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées au cours de l'utilisation des biens ;
- qu'il convient de prévoir dans la convention d'occupation temporaire du domaine public conclue et visant l'espace de restauration susmentionné un article prévoyant une renonciation réciproque au droit de recours que les parties à la convention pourraient exercer ;
- qu'il convient par conséquent de conclure un avenant n° 1 en ce sens avec la société MHB EVENTS.

**D É C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature d'un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public avec la société MHB EVENTS, sise 1000, avenue Val de Monferrand, à Montpellier (34090), qui occupe l'espace de restauration/snacking situé dans le hall d'entrée du FDI Stadium.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier le 07 JUIN 2022

Monsieur le Vice-Président

Christian AS



Publiée le : 02 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AOT MHB Café - AV1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°8.42E  
"Travaux d'infrastructures" (Infra 1) dans  
le cadre de la réalisation de la ligne 5 de  
tramway - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de 6ème Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2<sup>ème</sup> phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord ;

**CONSIDERANT**

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure avec négociation, en application des articles R.2124-4 et R.2161-21 à R.2161-23 du Code de la commande publique, portant sur les travaux d'infrastructures VRD – Infra 1 du secteur Nord (de Saint Eloi à Hortus) dans le cadre de la ligne 5 de tramway ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations ;
- qu'après analyse , l'offre « variante 1+2+11 » du groupement SPIE BATIGNOLLES MALET (mandataire) / GUINTOLI / MIGMA / AGILIS sise à Mauguio (34) est conforme aux attentes ;
- que la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 19 mai 2022 a choisi ce groupement ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** le marché n°8.42E relatif aux travaux d'infrastructures VRD – Infra 1 dans le cadre de la ligne 5 de tramway est attribué au groupement SPIE BATIGNOLLES MALET (mandataire) / GUINTOLI / MIGMA / AGILIS sise à Mauguio (34), avec son offre « variante 1+2+11 ».

**ARTICLE 2 :** le marché n°8.42E est conclu pour un montant de 20 975 075.55 € HT résultant du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) et pour une durée de 40 mois (hors garantie de parfait achèvement) à compter de sa notification.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

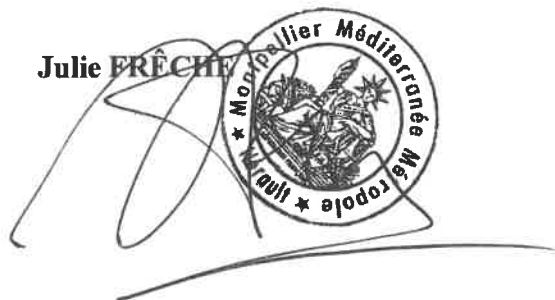
**ARTICLE 4 :** Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 07 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché  
n°8.86R "Conseil, stratégie et création des  
supports de communication" dans le cadre  
de la réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de 6ème Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2<sup>ème</sup> phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord ;

### **CONSIDERANT**

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure avec négociation en application des articles R.2124-4 et R.2161-21 à R.2161-23 du Code de la commande publique, portant sur la définition de la stratégie de communication, la création des supports et outils de communication, et la réalisation des opérations de communication pendant les phases de construction dans le cadre de la ligne 5 de tramway,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations,
- qu'après analyse, l'offre de l'entreprise JUST HAPPINESS sise à Grabels (34) est conforme aux attentes,
- que la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 19 mai 2022 a choisi cette offre.

### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** le marché n°8.86R relatif à la définition de la stratégie de communication, la création des supports et outils de communication, et la réalisation des opérations de communication pendant les phases de construction dans le cadre de la ligne 5 de tramway est attribué à l'entreprise JUST HAPPINESS sise à Grabels (34).

**ARTICLE 2 :** le marché n°8.86R est conclu pour un montant maximum de 1 500 000 € HT s'agissant d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée totale de 5 ans à compter de sa notification au titulaire, soit une durée de 1 an renouvelable 4 fois par tacite reconduction.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 4 :** Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.



**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHET



Publiée le : 07 JUIN 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 07 JUIN 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PV - Ligne 5 - Conseil, stratégie et création des supports de communication.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**  
**Service Montpellier Territoires Ouest & Sud**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la ZAC Euromédecine II pour les parcelles TK 7, 10 et 11 (Agence Publique pour l'immobilier de la Justice APIJ) Commune de Montpellier - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et, notamment celle de prendre toute décision concernant la passation, dans les périmètres des Z.A.C. d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme ;

**CONSIDERANT :**

- Que l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ) agissant au nom et pour le compte de l'Etat, Ministère de la Justice domicilié 67 avenue de Fontenebleau 94270 Le Kremlin-Bicêtre prévoit la construction d'une Structure d'Accompagnement vers la Sortie (S.A.S.) de 150 places d'accueil ;
- Que ce programme est déposé sur la parcelle TK 0007, 0010 et 0011 situé au 1800 rue du Puech Villa, ZAC Euromédecine II à Montpellier ;

- Que l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme prévoit que lorsqu'une construction est édifée sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone, une convention conclue entre la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale et le constructeur précise les conditions dans lesquelles celui-ci participe au coût d'équipement de la zone ;
- Que la surface de plancher liée à la construction du S.A.S. est d'une superficie de 6 580 m<sup>2</sup> de Sdp ;
- Que sur la base du programme de la Z.A.C. Euromédecine II, le montant de la participation au programme des équipements publics est de 53 €/m<sup>2</sup> de surface de plancher pour ce secteur,
- La nécessité de signer une convention de participation avec le constructeur et l'aménageur de la Z.A.C. (S.E.R.M.) ;

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de participation au coût des équipements publics de la Z.A.C. Euromédecine II est conclue avec le constructeur et la S.E.R.M. en application de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme.

**ARTICLE 2** : Le montant de cette participation est fixé à 53 €/m<sup>2</sup> de surface de plancher pour ce secteur de la ZAC ; soit au regard des surfaces de plancher prévisionnelle, un montant total de 348 740 €.

**ARTICLE 3** : Le montant définitif de la participation du constructeur aux équipements publics sera calculé sur la base du nombre des mètres carrés de surface de plancher effectivement autorisée.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction, à signer la convention visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 JUIN 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 07 JUIN 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 07 JUIN 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- 2021 Conv.Participation APIJ-VD 31 05 22.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi  
Service Marketing Réseaux et Animation**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'organisation du  
concours de podcasts "C dans le son :  
Montpellier, place forte des Industries  
Culturelles et Créatives (ICC): de la  
formation à la création" - Règlement du  
concours**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'établir le règlement de jeux concours organisés par la collectivité incluant ou non des prix de quelque nature que ce soit ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du « Développement économique et numérique » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que la Métropole organise pour la troisième fois sur son territoire le concours "C dans le son", aux côtés de Coodio, cluster de l'Audio. Cette année, cet événement intitulé " Montpellier, place forte des Industries Culturelles et Créatives (ICC): de la formation à la création " a pour objectif de rapprocher les mondes du podcast et les acteurs économiques qui font vivre le territoire, favorisant ainsi la structuration de la filière des Industries Culturelles et Créatives (ICC) sur le territoire métropolitain ;

- que l'objectif du concours est de :

- D'avoir un aperçu de l'offre de formations disponible sur le territoire en lien avec les ICC ;
- De présenter les métiers auxquels les jeunes diplômés issus de ces formations peuvent prétendre ;
- De mettre en avant les métiers les plus en tension sur le territoire et pour lesquels des talents sont activement recherchés.

Les participants devront proposer un podcast de maximum 30 minutes sur la thématique " Montpellier, place forte des Industries Culturelles et Créatives (ICC): de la formation à la création " ;

Qu'un règlement de concours a été écrit. Le concours sera lancé en juin 2022 pour une remise des prix courant novembre 2022 ;

4 prix seront décernés avec des récompenses attribuées à chacun :

- Prix 1 : Podcast d'or
- Prix 2 : Podcast d'argent
- Prix 3 : Podcast de bronze
- Prix coup de cœur du public

**Un participant ne pourra recevoir qu'un seul prix (à l'exception du « Prix coup de cœur du public »).**

**Valorisations :**

- Prix 1 - Podcast d'or : 800€
- Prix 2 - Podcast d'argent : 700€
- Prix 3 - Podcast de bronze : 600€
- Prix coup de cœur du public : 400€

Les 4 Prix seront complétés par des lots partenaires. Pour les 4 lauréats, viendront s'ajouter à cette dotation :

- L'hébergement sur les plateformes de podcasts et autres médias des organisateurs (Montpellier Méditerranée Métropole) pendant 2 ans.
- La diffusion de ces podcasts sur les réseaux sociaux économiques et grand public de Montpellier Méditerranée Métropole
- Le relai sur les sites Internet économiques et grand public de Montpellier Méditerranée Métropole Un article dans le magazine de la Métropole.

## **D É C I D E**

**ARTICLE 1 :** De lancer le concours de podcasts "Montpellier, place forte des Industries Culturelles et Créatives (ICC): de la formation à la création" en partenariat avec le cluster audio Coodio.

**ARTICLE 2 :** D'approuver le règlement de concours encadrant le calendrier, les modalités d'inscription, l'organisation du jury et la remise des prix.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet de signer tous documents relatifs à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 01 JUIN 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Hind EMAD**



**Publiée le : 02 JUIN 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 02 JUIN 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

**- Règlement concours C dans le son.pdf**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une lettre de mandat  
autorisant la FRCIVAM à déposer une  
candidature commune à l'appel à  
manifestation d'intérêt "Démonstrateurs  
territoriaux des transitions agricoles et  
alimentaires" dans le cadre du quatrième  
Programme d'Investissement d'Avenir de  
l'Etat - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine « Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Energie, Agroécologie et alimentaire » ;



**CONSIDERANT QUE :**

Dans le cadre du plan France 2030, l'Etat via la Banque des Territoires a lancé l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) PIA 4 portant sur la constitution de « Démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires ». Cet AMI, doté d'un budget de 152 Millions d'euros, prévoit de soutenir des projets mobilisant 2 à 10 Millions d'euros de subvention sur 2 à 5 ans. Une phase de maturation du projet est envisagée sur 18 mois, avec une subvention pouvant aller jusqu'à 300 000 euros. Le taux d'intervention prévu est de 50%.

Les projets soumis à cet AMI doivent :

- Répondre aux principaux défis de la transition agroécologique
- Être soutenus par une collectivité territoriale et impliquer un écosystème d'acteurs diversifiés au sein d'un groupement ou consortium,
- Viser à concrétiser une stratégie de transformation territoriale élaborée dans une approche systémique et collaborative,
- Mettre en œuvre des solutions innovantes dans une logique de répliquabilité.

Les échanges réguliers entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le collectif Territoires à VivreS qui regroupe 26 organisations montpelliéraines, et la Chaire Unesco Alimentation du Monde, ont favorisé l'émergence d'un projet partagé : « Territoire alimentaire Solidaire (TerrAsol) - Une gouvernance pour des solidarités du territoire alimentaire montpelliérain ».

L'ambition du projet TerrAsol, orienté sur de l'innovation sociale et organisationnelle, est de fonder une nouvelle forme de gouvernance multi-acteurs de l'alimentation favorisant les solidarités sur le territoire. Cette gouvernance se structurera autour des collectivités territoriales, de la société civile, des citoyens, de la recherche et de la formation.

Quatre axes de développement sont envisagés, en phase avec la politique agro écologique et alimentaire de la Ville et ses actions en cours ou en projet :

1. La constitution d'une Caisse alimentaire commune : Montpellier Méditerranée Métropole est partie prenante pour l'abonder et suivre l'expérimentation ;
2. L'approvisionnement du territoire comme outil de solidarités agricoles, alimentaires et territoriales. La Métropole accompagne notamment la structuration de filières alimentaires :
  - Développement d'un pôle de transformation sur le MIN.
  - Faisabilité d'un atelier de transformation paysan, pensé en lien avec le pôle de transformation du MIN,
  - Développement des filières céréales et légumineuses dans le cadre du projet FIBANI (Filières à Bas Niveau d'Impact sur les ressources en eau),
  - Appui à l'émergence de filières viande locales, par la levée du principal verrou à leur développement qu'est l'abattage,
  - Les contrats de réciprocité avec les EPCI voisins en cours d'élaboration placent au cœur des échanges la question de la structuration de filières territorialisées.
3. L'appui à l'émergence et la mise en réseau de dispositifs de citoyenneté alimentaire, en questionnant l'action publique pour favoriser l'accès à une offre alimentaire de qualité :
  - Elaboration d'un portrait alimentaire et nutritionnel,
  - Identification des leviers d'action publique pour faire évoluer les paysages alimentaires, éviter les déserts et boursiers alimentaires, dans un continuum entre l'épicerie sociale et solidaire, l'offre commerciale classique en passant par les initiatives citoyennes (ex. groupements d'achats, La Cagette, ...) ou les magasins de producteurs.
4. Définir un cadre pour cette nouvelle gouvernance multi-acteurs favorisant les solidarités.

Une candidature partenariale en réponse à l'AMI « Démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires » est en cours de constitution associant :

- FR CIVAM (Fédération Régionale des Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural) comme chef de file
- Vrac & Cosinas pour Territoires à VivreS
- L'Institut Agro pour la Chaire Unesco Alimentation du monde
- Montpellier Méditerranée Métropole
- La ville de Montpellier

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite intégrer ce partenariat et donner mandat au chef de file afin de déposer la candidature commune aux partenaires et proposer par la suite la constitution d'un consortium précisant les engagements précis de chacun.

Pour se faire, Montpellier Méditerranée Métropole doit donner mandat au chef de file FRCIVAM aux fins de la représenter et d'agir en son nom dans le cadre et les limites de la lettre de mandat.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'approuver les termes de la lettre de mandat.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser la signature du Mandat pour répondre à l'appel à Manifestation d'intérêt « Démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires ».

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 JUIN 2022**

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : **03 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **03 JUIN 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Lettre mandat.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M2B0016TE  
"Réalisation d'un cadastre solaire sur le  
territoire de Montpellier Méditerranée  
Métropole" - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine de la « Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire de réaliser un cadastre solaire sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux articles L2125-1-1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre à bons de commande pour des montants de 23 000 HT minimum (dont tranche ferme de 15 000 € HT et tranche optionnelle de 8 000 € HT) et de 50 000€ HT maximum (dont tranche ferme de 30 000 HT et tranche optionnelle de 20 000 € HT) pour la période initiale, et pour un montant de 2 800 € HT minimum (dont tranche ferme de 2 000 € HT et tranche optionnelle de 800 € HT) et un montant maximum de 7 000 € HT (dont tranche ferme de 5 000 € HT et tranche optionnelle de 2 000 € HT) pour les périodes de reconduction ;
- que l'accord cadre prend effet à compter de sa notification pour une période initiale comprenant le temps de livraison de l'interface Grand public plus l'année de garantie des prestations associées. La période de reconduction est de 1 an renouvelable 2 fois. La durée du contrat toute période confondue est au maximum de 4 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° Valeur Technique 60%
  - ° Prix 40%
- que l'entreprise CYTHELIA ENERGY sise 14 allée du Lac de Tignes , 73490 LA MOTTE-SERVOLEX, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature du marché de réalisation d'un cadastre solaire sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise CYTHELIA ENERGY pour des montants de 23 000 HT minimum (dont tranche ferme de 15 000 € HT et tranche optionnelle de 8 000 € HT) et de 50 000€ HT maximum (dont tranche ferme de 30 000 HT et tranche optionnelle de 20 000 € HT) pour la période initiale, et pour un montant de 2 800 € HT minimum (dont tranche ferme de 2 000 € HT et tranche optionnelle de 800 € HT) et un montant maximum de 7 000 € HT (dont tranche ferme de 5 000 € HT et tranche optionnelle de 2 000 € HT) pour les périodes de reconduction .

L'accord cadre prend effet à compter de sa notification pour une période initiale comprenant le temps de livraison de l'interface Grand public plus l'année de garantie des prestations associées. La période de reconduction est de 1 an renouvelable 2 fois. La durée du contrat toute période confondue est au maximum de 4 ans.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 JUIN 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Isabelle TOUZARD**



**Publiée le : 03 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **03 JUIN 2022**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition dans le  
volume B1 du lot privatif n°138 au sein de  
la copropriété "le domaine de la  
Coustaude" située 1 chemin de la  
Coustaude à Saint Jean de Védas  
appartenant à Mme SENTOURENS  
épouse POIRIER dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

#### **CONSIDERANT**

- que le lot privatif n°138 du volume B1 au sein de la copropriété « le domaine de la Coustaude », située 1 chemin de la Coustaude à SAINT-JEAN-DE-VÉDAS, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à Madame Christine SENTOURENS épouse POIRIER, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

#### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert dans le volume B1 le lot privatif n°138 au sein de la copropriété « le domaine de la Coustaude », située 1 chemin de la Coustaude à SAINT-JEAN-DE-VÉDAS, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à Madame Christine SENTOURENS épouse POIRIER.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 7 150 € (SEPT MILLE CENT CINQUANTE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4.:** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame Christine SENTOURENS épouse POIRIER et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **31 MAI 2022**

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSÉ



Publiée le : **31 MAI 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **31 MAI 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PPA-UF2360-lot138-MME-SENTOURENS

- PUV\_UF 2360 - Lot 138

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Appui Technique aux Territoires**  
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°2 au  
marché n°M0C0008EP - Conception et  
réalisation d'œuvres artistiques sur le pont  
André Vézinhét - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

- VU la décision n°MD2021-1246 du 29 décembre 2021 attribuant le marché M0C0008EP – Conception et réalisation d'œuvres artistiques sur le pont André Vézinhét au groupement LineUP Urbanart/Zest\_Frack NOTO, dont LineUP Urbanart est le mandataire ;
- VU la décision n°MD2022-174 du 23 février 2022 autorisant la signature de l'avenant n°1 sans incidence financière, introduisant une précision au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

**CONSIDERANT :**

- Que le maître d'ouvrage s'était engagé à faire procéder au nettoyage complet des surfaces de l'ouvrage avec effacement des tags ;
- Que le maître d'ouvrage ne disposait d'aucun accord-cadre en cours de validité permettant la commande de ce nettoyage ;
- Que le groupement a démontré sa capacité à exécuter cette prestation ;
- Que la prestation est non-comprise au marché initial ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n°2 du marché M0C0008EP – Conception et réalisation d'œuvres artistiques sur le pont André Vézinhét avec incidence financière.

Le montant forfaitaire initial du marché était de 131 500,00 € HT. Le montant de l'avenant est de 7 700,00 € HT. Le montant forfaitaire du marché après avenant est de 139 200,00 € HT, soit une augmentation de 5,85 % du montant forfaitaire.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°2 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 JUIN 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 09 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet d'avenant n°2 - M0C0008EP.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 152m<sup>2</sup>  
de bien immobilier sis 7 rue Simone de  
Beauvoir à Saint-Jean-de-Vedas,  
appartenant à M. et Mme GAY dans le  
cadre de la réalisation de la ligne 5 de  
tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- **VU** la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

**CONSIDERANT**

- que 152 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 7 rue Simone de Beauvoir à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BW n° 227, appartenant à Monsieur et Madame GAY est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section BW n° 227.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 152 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 7 rue Simone de Beauvoir à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BW n° 227, appartenant à Monsieur et Madame GAY.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 39 068 € (TRENTE NEUF MILLE SOIXANTE HUIT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame GAY et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame GAY.

**ARTICLE 7 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 JUIN 2022**

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **02 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **02 JUIN 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PPA\_UF2390 \_signée
- PUV\_UF 2390 \_signée

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition de 255m<sup>2</sup>  
de bien immobilier sis 3170 Route de  
Lavérune à MONTPELLIER appartenant  
à M. Saint PISCIOтта dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

**CONSIDERANT**

- que 255 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 3170 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section PI n° 45 appartenant à Monsieur Saint PISCIOTTA est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section PI n° 45.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 255 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 3170 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section PI n° 45 appartenant à Monsieur Saint PISCIOTTA.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé 422 028 € (QUATRE CENT VINT DEUX MILLE VINGT HUIT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3** : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4** : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur Saint PISCIOTTA et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.



**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur Saint PISCIOTTA.

**ARTICLE 7 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUIN 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 02 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- UF 3120 - PPA
- UF 3120 - PUV

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 16m<sup>2</sup> de  
bien immobilier sis 2377 route de Lavérune  
à SAINT-JEAN-DE-VEDAS appartenant à  
M. et Mme BRIZINI dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

#### **CONSIDERANT**

- que 16 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 2377 route de Lavérune à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BW n° 416, appartenant à Monsieur et Madame BRIZINI est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section BW n° 416.

#### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 16 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 2377 route de Lavérune à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BW n° 416, appartenant à Monsieur et Madame BRIZINI.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 883 € (HUIT CENT QUATRE VINGT TROIS EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame BRIZINI et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame BRIZINI.

**ARTICLE 7 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUIN 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFO



Publiée le : 02 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- UF 2290 - PPA
- UF 2290 - PUV

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition du lot 801  
sur l'assiette de la copropriété Les Collines  
d'Estanove, parcelles cadastrées IK271,  
IK274 et IL505 sises 2 rue de l'Escoutadou  
et 2223 boulevard Paul Valéry à  
MONTPELLIER, appartenant à Mme  
Françine FERRANDEZ dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- **VU** la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

**CONSIDERANT**

- que le lot 801, sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de l'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de Madame FERRANDEZ Françoise, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 801 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles, cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de l'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de Madame FERRANDEZ Françoise.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 4 200 € (QUATRE MILLE DEUX CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame FERRANDEZ Françoise et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUIN 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 02 JUIN 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 02 JUIN 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PPA - UF 4890 - Lot 801 - Mme FERRANDEZ
- PUV - UF 4890 - Lot 801 - Mme FERRANDEZ

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la  
parcelle cadastrée BV51, sise Girac à  
CLAPIERS appartenant à HECTARE  
SAS, dans le cadre de la réalisation de la  
ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;



- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

### CONSIDERANT

- que la parcelle sise Girac à CLAPIERS, cadastrée section BV 51, appartenant à HECTARE SAS, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

### D E C I D E

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle sise Girac à CLAPIERS, cadastrée section BV 51, appartenant à HECTARE SAS, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway .

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 129 287.50 € (cent vingt neuf mille deux cent quatre vingt sept euros et cinquante centimes), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par HECTARE SAS et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 JUIN 2022**

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : **02 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **02 JUIN 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- UF6040-PPA-signé-proprio-parcelle-BV51
- UF6040-PUV-signé-proprio-parcelle-BV51

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition du lot  
privatif n°137 dans le volume B1 au sein de  
la copropriété "le domaine de la  
Coustaude" située 1 chemin de la  
Coustaude à SAINT-JEAN-DE-VEDAS,  
appartenant à Mme LELEU Sandrine et  
M. LANDRY Eric, dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

### CONSIDERANT

- que le lot privatif n°137 du volume B1 au sein de la copropriété « le domaine de la Coustaude », située 1 chemin de la Coustaude à SAINT-JEAN-DE-VÉDAS, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à Madame Sandrine LELEU et Monsieur Eric LANDRY, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert dans le volume B1 le lot privatif n°137 au sein de la copropriété « le domaine de la Coustaude », située 1 chemin de la coustaude à SAINT-JEAN-DE-VÉDAS, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à Madame Sandrine LELEU et Monsieur Eric LANDRY.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 7 750 € (SEPT MILLE SEPT CENT CINQUANTE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4.:** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame Sandrine LELEU et Monsieur Eric LANDRY et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUIN 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 02 JUIN 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 02 JUIN 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- UF 2360 - Lot 137 - PPA
- UF 2360 - Lot 137 - PUV

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 88m<sup>2</sup> de  
bien immobilier sis 52 route de Lavérune à  
MONTPELLIER, cadastré IV165, ainsi  
que de 43m<sup>2</sup> sis 52b route de Lavérune à  
MONTPELLIER, cadastré IV539,  
appartenant à M. et Mme ROBERT dans  
le cadre de la réalisation de la ligne 5 de  
tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

#### **CONSIDERANT**

- que 88 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 52 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section IV n° 165, et que de 43 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 52b route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section IV n° 539, appartenant à Monsieur et Madame ROBERT, sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de ces dites emprises ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur les parcelles cadastrées section IV n° 165 et section IV n° 539.

#### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 88 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 52 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section IV n° 165, et 43 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 52b route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section IV n° 539, appartenant à Monsieur et Madame ROBERT.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition des biens immobiliers désignés à l'article 1 ci-dessus est fixé à 84 796 € (QUATRE VINGT QUATRE MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT SEIZE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition des biens immobiliers désignés à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame ROBERT et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée des emprises désignées à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,

- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles désignées à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame ROBERT.

**ARTICLE 7 :** La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles désignées à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 JUIN 2022**

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **02 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **02 JUIN 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- UF 5260 - PPA
- UF 5260 - PUV
- UF 5260 - AT
- UF 5260 - DTR et plans

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition du lot 811  
sur l'assiette de la copropriété les Collines  
d'Estanove, parcelles cadastrées IK271,  
IK274 et IL505, situées 2 rue de  
l'Escoutadou et 2223 boulevard Paul  
Valéry à MONTPELLIER, appartenant  
aux époux CORBOBESSE dans le cadre de  
la réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

#### **CONSIDERANT**

- que le lot 811, sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°805, situées 2, rue de l'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété des époux CORBOBESSE, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

#### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 811 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°805, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété des époux CORBOBESSE.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 4 200 € (QUATRE MILLE DEUX CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par les époux CORBOBESSE et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM , conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUIN 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSÉ



Publiée le : 02 JUIN 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 02 JUIN 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- UF4890-lot811-PPA
- UF4890-lot811-PUV

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition de 8 m<sup>2</sup> de  
bien immobilier sis 2831 boulevard Paul  
Valéry à MONTPELLIER, appartenant à  
M. et Mme SOUFIANE dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

#### **CONSIDERANT**

- que 8 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 2831 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, cadastré section IL n° 209, appartenant à Monsieur et Madame SOUFIANE, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section IL n° 209.

#### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 8 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 2831 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, cadastré section IL n° 209, appartenant à Monsieur et Madame SOUFIANE.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 7 920 € (SEPT MILLE NEUF CENT VINGT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame SOUFIANE et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame SOUFIANE.

**ARTICLE 7** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUIN 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAF



Publiée le : 02 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 02 JUIN 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- UF 3330 - PPA
- UF 3330 - PUV
- UF 3330 - AT
- UF 3330 - DTR et plans

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Mission Grand Coeur**  
Service Patrimoine Historique

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'installation de 4 "Tree  
Hut" de l'artiste Tadashi Kawamata dans  
des arbres de la place de la Canourgue par  
la Fondation d'entreprise GGL -  
Autorisation de signature d'une convention  
d'occupation temporaire du domaine  
public**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture et du patrimoine historique » ;
- VU la demande formulée par la Fondation d'entreprise GGL d'exposer 4 « Tree Hut » (cabanes) de l'artiste Tadashi Kawamata dans les arbres de la place de la Canourgue pour une durée de 7 mois ;

**CONSIDÉRANT :**

- que ce projet d'exposition s'inscrit pleinement dans la Politique culturelle de Montpellier Méditerranée Métropole et dans la candidature pour être Capitale européenne de la culture en 2028 ;

- que l'exposition est prévue pour une durée de 7 mois, dans des arbres situés sur le domaine public ;

- qu'il est en conséquence nécessaire de conclure une convention d'occupation du domaine public avec la Fondation d'entreprise GGL.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public avec la Fondation d'entreprise GGL, pour une durée de 7 mois.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

21/06/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : **08 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **08 JUIN 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION OCCUPATION DOMAINE PUBLIC 31052022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acceptation de prise de  
jouissance différée du bien acquis sis 331  
rue Amy Mollisson à MONTPELLIER,  
appartenant à Monsieur et Madame  
GHIRINGHELLI, dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;
- VU la décision n°MD2022-484 relative à l'acquisition d'un bien immobilier sis 331 rue Amy Mollission à MONTPELLIER appartenant à Monsieur et Madame GHIRINGHELLI ;

**CONSIDERANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'occupation du bien immobilier par Monsieur et Madame GHIRINGHELLI jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2022.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte la prise de jouissance différée du bien immobilier sis 331 rue Amy Mollission à MONTPELLIER, appartenant à Monsieur et Madame GHIRINGHELLI, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022.

**ARTICLE 2 :** Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction, est investie de tous pouvoirs à l'effet de la présente décision de déterminer les modalités de cette prise de jouissance différée (indemnité journalière, séquestre et toutes autres dispositions s'y rattachant).

**ARTICLE 3:** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 09 JUIN 2022

Monsieur le Président

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le :** 09 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- UF0880-Décision acquisition MD2022-484.pdf
- 20220405\_UF0880 - PUV Signee.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "CAA Toulouse**  
**- Métropole contre Société Multi Trans**  
**route"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n°MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;
- VU le jugement n°2002152 du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 19 mai 2022 :
  - annulant la décision de préemption de la Métropole en date du 10 décembre 2019 des parcelles cadastrées Section CA n°13 et n°15 sises sur le territoire de la commune de Fabrègues ;
  - enjoignant la Métropole de Montpellier à proposer à la société ARMAN F21 ancienne propriétaire des parcelles ayant fait l'objet de la préemption d'acquérir le bien dans un délai d'un mois à compter de la notification du jugement, puis le cas échéant en cas de refus de sa part à la Société Multi Trans route à un prix visant à rétablir, sans enrichissement injustifié de l'une des parties, les conditions de la transaction à laquelle l'exercice du droit de préemption a fait obstacle ;

**Considérant :**

- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Toulouse tendant :

- à interjeter appel du jugement n°2002152 du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 19 mai 2022 ;
- à solliciter le sursis à exécution du jugement n°2002152 du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 19 mai 2022.

**ARTICLE 2** : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 JUIN 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIOT



Publiée le : 13 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché**  
**n°M1D0040EA - Réhabilitation du réseau**  
**d'Eaux Usées (EU) et la création d'un poste**  
**de refoulement à Baillargues, Route**  
**Impériale / Chemin du Petit Bonheur**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

**Considérant :**

- qu'il est nécessaire de renouveler le réseau ancien (y compris les branchements particuliers) et à déposer le poste de refoulement existant et créer un nouveau poste de refoulement ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 40 semaines

décomposées comme suit : période de préparation d'une durée de 6 semaines et durée d'exécution de 34 semaines ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

° Prix des prestations au regard du DQE : 40 %

° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %

- que le groupement SOGEA (mandataire) / EHTP) sis 381 avenue du Mas d'Argelliers CS 90005 - 34078 Montpellier Cedex 3 présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

### DECIDE


**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché n° M1D0040EA - Réhabilitation du réseau d'Eaux Usées (EU) et la création d'un poste de refoulement à Baillargues, Route Impériale / Chemin du Petit Bonheur au Groupement SOGEA (mandataire)/EHTP) sis 381 avenue du Mas d'Argelliers CS 90005 - 34078 Montpellier Cedex 3. Le marché est conclu pour un montant estimatif de 1 795 106,00 € HT.

Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 40 semaines décomposées comme suit : période de préparation d'une durée de 6 semaines et durée d'exécution de 34 semaines.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

  
Montpellier, le **14 JUIN 2022**  
Monsieur le Vice-Président  
**René REVOL**

Publiée le : **15 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

**15 JUIN 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PARTIE 3**  
**ARRETES REGLEMENTAIRES**



PARTIE III ARRETES REGLEMENTAIRES  
SOMMAIRE

<b>N° AFFAIRE</b>	<b>Titre des Affaires</b>	<b>Pages</b>
MAR2022-0022	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier	597
MAR2022-0025	Arrêté portant mise à jour des Plan Locaux d'Urbanisme (PLU) des communes de Montferrier-sur-Lez et Clapiers	600
MAR2022-0026	Programme d'Actions Local 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de la réhabilitation du Parc Privé	602
MAR2022-0028	Délégations de signature - Département Solidarité et Vivre Ensemble (DSVE)	604
MAR2022-0030	Délégations de signature - Département Culture et Sports (DCS)	608
MAR2022-0031	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint-Drézéry	621
MAR2022-0032	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Beaulieu	624
MAR2022-0033	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint-Brès	626
MAR2022-0034	Délégations de signature -Département Solidarité et Vivre Ensemble (DSVE)	628
MAR2022-0035	Instauration de la Zone à Faible Emission mobilités	631
MAR2022-0036	Délégations de signature - Pôle Finances et Conseil en Gestion	640
MAR2022-0037	Délégations de signature - Pôle Numérique et Données	646
MAR2022-0039	Délégation de signature relative à l'intérim de Monsieur Bruno LE ROY du 27 juillet au 23 août 2022 inclus	652
MAR2022-0040	Délégation de signature relative aux aides à la pierre	654



**Direction Projet et Planification Territoriale**  
Service urbanisme

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local  
d'Urbanisme (PLU) de la Ville de  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, R.153-18, R.311-12 et les articles R. 123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- **VU** le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- **VU** le PLU de la Ville de Montpellier approuvé le 02 mars 2006, mis à jour le 23 novembre 2006, modifié le 21 décembre 2006, mis en compatibilité le 15 janvier 2007, mis en compatibilité le 30 avril 2007, mis à jour le 04 mai 2007, mis en compatibilité le 18 juin 2007, modifié le 25 juin 2007, mis à jour le 20 juillet 2007, mis en compatibilité le 09 octobre 2007, mis à jour le 15 avril 2008, modifié le 17 novembre 2008, mis à jour le 02 décembre 2008, modifiée le 22 juin 2009, mis à jour le 10 juillet 2009, modifié le 29 mars 2010, mis à jour le 13 avril 2010, mis en compatibilité le 20 avril 2011, modifié le 09 mai 2011, mis à jour le 24 mai 2011, modifié le 25 juillet 2011, modifié le 07 novembre 2011, mis à jour le 09 janvier 2012, mis à jour le 17 juillet 2012, modifié le 23 juillet 2012, révisé le 01 octobre 2012, mis à jour le 14 mai 2013, modifié le 22 juillet 2013, mis à jour le

05 août 2013, mis en compatibilité le 28 août 2013, modifié le 17 février 2014, mis à jour le 03 juillet 2014, mis en compatibilité le 16 juillet 2014, modifié le 05 mars 2015, mis à jour le 23 avril 2015, mis en compatibilité le 18 mai 2015, modifié le 28 mai 2015, mis à jour le 30 septembre 2015, mis à jour le 03 novembre 2015, modifié le 29 mars 2017, mis à jour le 22 décembre 2017, modifié le 29 mars 2018, mis en compatibilité le 22 mai 2018, mis à jour le 10 juillet 2018, mis à jour le 3 septembre 2018, mis à jour le 22 octobre 2018, modifié le 18 avril 2019, mis à jour le 4 septembre 2019, mis à jour le 11 décembre 2019, modifié le 31 janvier 2020, mis à jour le 16 septembre 2020, mis à jour le 15 octobre 2020, mis à jour le 12 novembre 2020, mis à jour le 09 décembre 2020, mis à jour le 11 mars 2021, mis à jour le 17 mai 2021, mis en compatibilité le 28 juillet 2021, mis à jour le 9 septembre 2021, modifié le 28 septembre 2021, mis à jour le 11 mars 2022, modifié le 22 mars 2022, mis à jour le 06 avril 2022 ;

- **VU** la délibération n°M2021-216 du Conseil Métropolitain en date du 07 juin 2021 relative à la définition de l'accès abordable sur le territoire de la métropole.

- **VU** la délibération n°V2022-087 du Conseil Municipal en date du 29 mars 2022 approuvant la suppression de la Zone d'Aménagement Concerté Pagézy ;

- **VU** l'arrêté préfectoral n°V2021-01-05-34-172 en date du 05 janvier 2021 portant accord sur la mise en arrêt partiel d'exploitation par la société GRTGAZ d'un tronçon de la canalisation de transport de gaz naturel « DN 400 Saint Martin de Crau – Montpellier » situé sur la commune de Montpellier.

## **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier est mis à jour pour reporter en annexe :

- la suppression de la Zone d'Aménagement Concerté Pagézy ;
- la suppression de la servitude d'utilité publique relative au tronçon de la canalisation de transport de gaz naturel « DN 400 Saint Martin de Crau – Montpellier » situé sur la commune de Montpellier, conformément à l'annexe de l'arrêté précité ;
- la délibération n°M2021-216 du Conseil Métropolitain en date du 07 juin 2021 relative à la définition de l'accès abordable sur le territoire de la métropole.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public en mairie de Montpellier à la Direction de l'Urbanisme Appliqué (1, place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction déléguée de la Planification, de l'Environnement et de l'Appui aux Territoires (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Montpellier.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 3 juin 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 07/06/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-190934-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/06/22

Réception en Préfecture : 07/06/22

Notifié le :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- DC3M Logement abordable.pdf
- DCM Suppression ZAC Pagézy.pdf
- 201211-AP-Arret-GRTGaz-StMartin-Crau-Montpellier.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Projet et Planification Territoriale**  
Service urbanisme

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour des Plan  
Locaux d'Urbanisme (PLU) des communes  
de Montferrier-sur-Lez et Clapiers**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L. 151-43, L.152-7, L.153-8, L. 153-60, R.153-18 et l'article R.123-13 dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- **VU** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.215-13 ;
- **VU** le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Mme Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Clapiers approuvé le 24 janvier 2013, mis à jour le 27 mai 2013, mis en compatibilité le 28/08/2013, mis à jour le 7 mars 2014, mis en compatibilité le 15 décembre 2014, modifié le 29 juin 2015, modifié le 28 septembre 2016, modifié le 24 novembre 2016, mis à jour le 25 août 2017, mis à jour le 7 septembre 2017, mis à jour le 4 avril 2018, mis à jour le 10 juillet 2018, modifié le 31 janvier 2020, mis à jour le 15 octobre 2020, mis à jour le 17 mai 2021 ;
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Montferrier-sur-Lez approuvé le 25 janvier 2007, révisé le 11 décembre 2007, modifié le 27 juin 2008, modifié le 20 mai 2009, mis en compatibilité le 28 août 2013, mis à jour le 30 juillet 2018, mis à jour le 17 mai 2021 ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2021-06-11997 en date du 22 avril 2022 portant abrogation de l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique n°89-I-0410 du 3 février 1989 concernant les

captages de Pidoule Nord, Pidoule Sud et Fescau, implantés sur la commune de Montferrier-sur-Lez ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Les Plan Locaux d'Urbanisme (PLU) des Communes de Clapiers et Montferrier-sur-Lez sont mis à jour pour reporter en annexe l'arrêté préfectoral susvisé.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de CLAPIERS (5 Grand Rue Marie Lacroix - 34830 CLAPIERS), au service urbanisme de la mairie de MONTFERRIER-SUR-LEZ (4 impasse du château - 34980 MONTFERRIER-SUR-LEZ), ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction déléguée à la Planification, l'Environnement et l'Appui aux Territoires (50 place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'à la mairie de Clapiers et de Montferrier-sur-Lez.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole, Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Clapiers et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Montferrier-sur-Lez sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 3 juin 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 07/06/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-191293-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/06/22

Réception en Préfecture : 07/06/22

Notifié le :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Pidoule et Fescau\_arrêté abrogation du 22 04 22 de la DUP de 1989.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**

Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Programme d'Actions Local 2022 de  
Montpellier Méditerranée Métropole en  
faveur de la réhabilitation du Parc Privé**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment l'article R.321-10-1,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°M2022-115 du Conseil de Métropole du 22/03/22 autorisant le Président à conclure avec l'Etat la convention de délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre, et avec l'Anah la convention de gestion des aides à l'habitat privé,
- VU la convention de délégation de compétence des aides à la pierre conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat en application de l'article L.301-5-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH) le 17 juin 2022,
- VU la convention de gestion des aides à l'habitat privé conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale de l'Habitat le 17 juin 2022,
- VU l'avis favorable de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole du 2 mai 2022,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le Programme d'Actions Local 2022 en faveur de la réhabilitation du parc privé de Montpellier Méditerranée Métropole, annexé au présent arrêté, est approuvé.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 13 juil. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 13/07/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-191629-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/07/22

Réception en Préfecture : 13/07/22

Notifié le :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet PAL 2022 V DEF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature  
Département Solidarité et Vivre Ensemble  
(DSVE)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole, en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Département Solidarité et Vivre ensemble (DSVE) est composé des services suivants :

- Service Politique de la Ville (SPV)
- Service Téléalarme (ST)
- Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)

**ARTICLE 2 :** Madame Béatrice CLERGET-LASNE, responsable du service Politique de la Ville, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Béatrice CLERGET-LASNE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Géraldine MALATIER, directrice du Pôle Solidarités.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Béatrice CLERGET-LASNE et de Madame Géraldine MALATIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Béatrice CLERGET-LASNE, de Madame Géraldine MALATIER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER, Directrice Générale Déléguée Qualité des Services à la Population.

**ARTICLE 3 :** Madame Florence RICHARD, responsable administrative par intérim du service Téléalarme, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence RICHARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Géraldine MALATIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Florence RICHARD et de Madame Géraldine MALATIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Florence RICHARD, de Madame Géraldine MALATIER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Thierry DAGUZE, responsable technique par intérim du service Téléalarme, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry DAGUZE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Géraldine MALATIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thierry DAGUZE et de Madame Géraldine MALATIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thierry DAGUZE, de Madame Géraldine MALATIER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

**ARTICLE 5 :** Madame Karine CANER, responsable du Fonds d'Aide aux Jeunes, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour la mission placée sous son autorité et à compter du transfert de la compétence de gestion du Fonds d'Aide aux Jeunes :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa mission ;
- Délégation de signature pour les décisions d'attribution des aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Karine CANER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Géraldine MALATIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Karine CANER et de Madame Géraldine MALATIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Karine CANER, de Madame Géraldine MALATIER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

**ARTICLE 6 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 22 juin 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22/06/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-192546-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/06/22

Réception en Préfecture : 22/06/22

Notifié le : 22/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature  
Département Culture et Sports  
(DCS)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le Département Culture et Sport est composé des entités suivantes :

- Direction Culture et Patrimoine,
- Pôle Sports et Jeunesse, composé de la Direction des Sports.

**ARTICLE 2** : La Direction Culture et Patrimoine (DCP) est composée des services suivants :

- Coordination du spectacle vivant
- Archives
- Administration
- Rayonnement et développement culturel
- Coordination des Lieux d'Arts et d'Histoire (comprenant le Musée Fabre)
- Cinéma, Audiovisuel, Industries culturelles et créatives
- Maîtrise d'ouvrage
- Patrimoine et Archéologie
- Médiathèques et Livre- Mission Livre
- Coordination de l'enseignement artistique initial
- Coordination de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique

Madame Anaïs DANON, co-directrice du Pôle Culture et Patrimoine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité (à l'exception de ce qui concerne le service Coordination de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique) :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anaïs DANON, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliana STOPPA, co-directrice du Pôle Culture et Patrimoine.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anaïs DANON et de Madame Juliana STOPPA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Catherine VIDAL, à Madame Christine FEUILLAS, à Madame Carine BAUQUIER, au responsable du service Rayonnement et Développement culturel, à Monsieur Julien PRADE, à Monsieur Michel HILAIRE, à Madame Sophie MENANTEAU, à Monsieur William MEALIER, à Madame Diane DUSSEAUX, à Monsieur David-Jonathan BENRUB et à Monsieur Patrick POUGET, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anaïs DANON, de Madame Juliana STOPPA, de Madame Catherine VIDAL, de Madame Christine FEUILLAS, de Madame Carine BAUQUIER, du responsable du service Rayonnement et Développement culturel, de Monsieur Julien PRADE, de Monsieur Michel HILAIRE, de Madame Sophie MENANTEAU, de Monsieur William MEALIER, de Madame Diane DUSSEAUX, de Monsieur David-Jonathan BENRUBI et de Monsieur Patrick POUGET, chacun pour ce qui concerne son service respectif, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anaïs DANON, de Madame Juliana STOPPA, de Madame Catherine VIDAL, de Madame Christine FEUILLAS, de Madame Carine BAUQUIER, du responsable du service Rayonnement et Développement culturel, de Monsieur Julien PRADE, de Monsieur Michel HILAIRE, de Madame Sophie MENANTEAU, de Monsieur William MEALIER, de Madame Diane DUSSEAUX, de Monsieur David-Jonathan BENRUBI et de Monsieur Patrick POUGET, chacun pour ce qui concerne son service respectif, et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER, Directrice Générale Déléguée Qualité des Services à la Population.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence de Madame Anaïs DANON, la délégation est accordée à Madame Juliana STOPPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anaïs DANON et de Madame Juliana STOPPA, la délégation est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anaïs DANON, de Madame Juliana STOPPA et de Monsieur Olivier NYS, la délégation est accordée à Madame Stéphanie PORTIER.

**ARTICLE 2-1** : Madame Catherine VIDAL, responsable du service Coordination du spectacle vivant, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine VIDAL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Catherine VIDAL et de Madame Anaïs DANON, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliana STOPPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Catherine VIDAL, de Madame Anaïs DANON et de Madame Juliana STOPPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Catherine VIDAL, de Madame Anaïs DANON, de Madame Juliana STOPPA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

**ARTICLE 2-2** : Madame Christine FEUILLAS, responsable du service Archives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine FEUILLAS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christine FEUILLAS et de Madame Anaïs DANON, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliana STOPPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christine FEUILLAS, de Madame Anaïs DANON et de Madame Juliana STOPPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christine FEUILLAS, de Madame Anaïs DANON, de Madame Juliana STOPPA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

**ARTICLE 2-3** : Madame Carine BAUQUIER, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Carine BAUQUIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Carine BAUQUIER et de Madame Anaïs DANON, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliana STOPPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Carine BAUQUIER, de Madame Anaïs DANON et de Madame Juliana STOPPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Carine BAUQUIER, de Madame Anaïs DANON, de Madame Juliana STOPPA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

**ARTICLE 2-4** : Le responsable du service Rayonnement et Développement culturel reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Rayonnement et Développement culturel, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Rayonnement et Développement culturel et de Madame Anaïs DANON, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliana STOPPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Rayonnement et Développement culturel, de Madame Anaïs DANON et de Madame Juliana STOPPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Rayonnement et Développement culturel, de Madame Anaïs DANON, de Madame Juliana STOPPA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

**ARTICLE 2-5** : Monsieur Julien PRADE, responsable du service Coordination Lieux d'Arts et d'Histoire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Julien PRADE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Julien PRADE et de Madame Anaïs DANON, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliana STOPPA.



En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Julien PRADE, de Madame Anaïs DANON et de Madame Juliana STOPPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Julien PRADE, de Madame Anaïs DANON, de Madame Juliana STOPPA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

**ARTICLE 2-5-1** : Monsieur Michel HILAIRE, directeur du Musée Fabre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel HILAIRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Félicie BOUCHE, administratrice générale du Musée Fabre.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Michel HILAIRE et de Madame Félicie BOUCHE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Michel HILAIRE, de Madame Félicie BOUCHE et de Madame Anaïs DANON, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliana STOPPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Michel HILAIRE, de Madame Félicie BOUCHE, de Madame Anaïs DANON et de Madame Juliana STOPPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Michel HILAIRE, de Madame Félicie BOUCHE, de Madame Anaïs DANON, de Madame Juliana STOPPA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

**ARTICLE 2-6** : Madame Sophie MENANTEAU, responsable du service Cinéma, Audiovisuel et Industries culturelles et créatives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie MENANTEAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sophie MENANTEAU et de Madame Anaïs DANON, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliana STOPPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sophie MENANTEAU, de Madame Anaïs DANON et de Madame Juliana STOPPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sophie MENANTEAU, de Madame Anaïs DANON, de Madame Juliana STOPPA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

**ARTICLE 2-7** : Monsieur William MEALIER, responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur William MEALIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur William MEALIER et de Madame Anaïs DANON, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliana STOPPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur William MEALIER, de Madame Anaïs DANON et de Madame Juliana STOPPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur William MEALIER, de Madame Anaïs DANON, de Madame Juliana STOPPA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

**ARTICLE 2-8** : Madame Diane DUSSEAUX, responsable du service Patrimoine et Archéologie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Diane DUSSEAUX, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Julien CARTERRE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Diane DUSSEAUX et de Monsieur Julien CARTERRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Diane DUSSEAUX, de Monsieur Julien CARTERRE et de Madame Anaïs DANON, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliana STOPPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Diane DUSSEAUX, de Monsieur Julien CARTERRE, de Madame Anaïs DANON et de Madame Juliana STOPPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Diane DUSSEAUX, de Monsieur Julien CARTERRE, de Madame Anaïs DANON, de Madame Juliana STOPPA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

**ARTICLE 2-9** : Monsieur David-Jonathan BENRUBI, responsable du service Médiathèques et Livre – Mission Livre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David-Jonathan BENRUBI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sylvie ROBERT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David-Jonathan BENRUBI et de Madame Sylvie ROBERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Valérie SERRE-RAUZET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David-Jonathan BENRUBI, de Madame Sylvie ROBERT et de Madame Valérie SERRE-RAUZET, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marion LORIUS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David-Jonathan BENRUBI, de Madame Sylvie ROBERT, de Madame Valérie SERRE-RAUZET et de Madame Marion LORIUS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laetitia TOUCHARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David-Jonathan BENRUBI, de Madame Sylvie ROBERT, de Madame Valérie SERRE-RAUZET, de Madame Marion LORIUS et de Madame Laetitia TOUCHARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Marie FEURTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David-Jonathan BENRUBI, de Madame Sylvie ROBERT, de Madame Valérie SERRE-RAUZET, de Madame Marion LORIUS et de Madame Laetitia TOUCHARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David-Jonathan BENRUBI, de Madame Sylvie ROBERT, de Madame Valérie SERRE-RAUZET, de Madame Marion LORIUS et de Madame Laetitia TOUCHARD et de Madame Anaïs DANON, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliana STOPPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David-Jonathan BENRUBI, de Madame Sylvie ROBERT, de Madame Valérie SERRE-RAUZET, de Madame Marion LORIUS et de Madame Laetitia TOUCHARD, de Madame Anaïs DANON et de Madame Juliana STOPPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David-Jonathan BENRUBI, de Madame Sylvie ROBERT, de Madame Valérie SERRE-RAUZET, de Madame Marion LORIUS et de Madame Laetitia TOUCHARD, de Madame Anaïs DANON, de Madame Juliana STOPPA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

**ARTICLE 2-9-1** : Pour les médiathèques, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- pour la médiathèque centrale Emile Zola, Madame Valérie SERRE-RAUZET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Françoise LACAN ;
- pour la médiathèque Federico Fellini, Monsieur Arnaud BELBEOC'H. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Shéhérazade COLRAT ;
- pour la médiathèque Victor Hugo, Madame Aline JARROUSSE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Chantal RICCI ;
- pour la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, Madame Marianne TOQUE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Corinne CROS ;
- pour la médiathèque Federico Garcia Lorca, Madame Nathalie HOUDE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Marie-Claire VIE ;
- pour la médiathèque William Shakespeare, Monsieur Lionel HAURAIX. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions Madame Perrine MOURIES ;
- pour la médiathèque La Gare, Monsieur Christophe VIGNERON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie AOUIOUA ;
- pour la médiathèque Jean de la Fontaine, Monsieur Christophe VIGNERON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROLS ;
- pour la médiathèque Françoise Giroud, Madame Nathalie BOISSON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame François DAUDE ;
- pour la médiathèque Aimé Césaire, Madame Florence SIRO-LUSSAGNET. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Latifa AKAM ;
- pour la médiathèque Albert Camus, Madame Catherine SIMON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Jessica GROSPIRON ;
- pour la médiathèque George Sand, Madame Roselyne MONTEL. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Karine RODRIGUEZ ;
- pour la médiathèque Jean Giono, Madame Sylvie DROUX. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sandra CHABROL ;
- pour la bibliothèque Paul Langevin, Madame Florence SIRO-LUSSAGNET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROBERT ;
- pour la médiathèque Jules Verne, Madame Sara LENGLET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Patricia GUIRAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur David-Jonathan BENRUBI, à défaut, à Madame Sylvie ROBERT, Madame Valérie SERRE-RAUZET, à Madame Marion LORIUS, à Madame Laetitia TOUCHARD et à Monsieur Jean-Marie FEURTET.

**ARTICLE 2-10 :** Monsieur Patrick POUGET, responsable du service Coordination de l'Enseignement artistique initial, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick POUGET, les délégations ci-dessus sont accordées au responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Patrick POUGET et du responsable de service adjoint, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Patrick POUGET, du responsable de service adjoint et de Madame Anaïs DANON, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliana STOPPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Patrick POUGET, du responsable de service adjoint, de Madame Anaïs DANON et de Madame Juliana STOPPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Patrick POUGET, du responsable de service adjoint, de Madame Anaïs DANON, de Madame Juliana STOPPA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

**ARTICLE 2-11 :** Monsieur Patrick BERGER, directeur du Pôle Biodiversité, Paysage, Agroécologie et Alimentation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service Coordination de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique :

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant du service Coordination de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique ;
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué Aménagement et Développement Équilibrés du Territoire.

**ARTICLE 2-11-1** : Madame Patricia REEB, responsable du service Coordination de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia REEB, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Valérie DE SAINT-VAULRY, responsable de service adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Patricia REEB et de Madame Valérie DE SAINT-VAULRY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Patricia REEB, de Madame Valérie DE SAINT-VAULRY et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Patricia REEB, de Madame Valérie DE SAINT-VAULRY, de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3** : La Direction des Sports (DS) est composée des services suivants :

- Travaux et Maintenance
- Ressources
- Réseau des piscines

Monsieur Thierry GUITTET, directeur des Sports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Joseph GUISIANO, Monsieur Mathieu FONTENEAU et Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Joseph GUISIANO, de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Michel LECLERQ, directeur du Pôle Sports.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Joseph GUISIANO, de Monsieur Mathieu FONTENEAU, de Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui le concerne, et de Monsieur Jean-Michel LECLERQ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Joseph GUISIANO, de Monsieur Mathieu FONTENEAU, de Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui le concerne, de Monsieur Jean-Michel LECLERQ et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Michel LECLERQ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thierry GUITTET et de Monsieur Jean-Michel LECLERQ, la délégation est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Jean-Michel LECLERQ et de Monsieur Olivier NYS, la délégation est accordée à Madame Stéphanie PORTIER.

**ARTICLE 3-1 :** Monsieur Joseph GUISIANO, responsable du service Travaux et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Joseph GUISIANO, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Joseph GUISIANO et de Monsieur Thierry GUITTET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Michel LECLERQ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Joseph GUISIANO, de Monsieur Thierry GUITTET et de Monsieur Jean-Michel LECLERQ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Joseph GUISIANO, de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Jean-Michel LECLERQ et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

**ARTICLE 3-2 :** Monsieur Mathieu FONTENEAU, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mathieu FONTENEAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Thierry GUITTET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Michel LECLERQ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Mathieu FONTENEAU, de Monsieur Thierry GUITTET et de Monsieur Jean-Michel LECLERQ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Mathieu FONTENEAU, de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Jean-Michel LECLERQ et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

**ARTICLE 3-3** : Monsieur Laurent VIOLEAU, responsable du service Réseau des piscines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent VIOLEAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Laurent VIOLEAU et de Monsieur Thierry GUITTET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Michel LECLERQ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Laurent VIOLEAU, de Monsieur Thierry GUITTET et de Monsieur Jean-Michel LECLERQ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Laurent VIOLEAU, de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Jean-Michel LECLERQ et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

**ARTICLE 3-4** : Pour les équipements sportifs, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- Monsieur Pascal CAPRON, pour la piscine olympique d'Antigone ;
- Monsieur Laëtitia MELLET, pour le centre nautique Neptune ;
- Monsieur Christophe MARTIN, pour la piscine Héraclès ;
- Monsieur Frédéric SZABO, pour la piscine Amphitrite ;
- Monsieur Emeric FOURNIER, pour la piscine Jany ;
- Monsieur David JACQUET, pour les piscines Pitot et Caron ;
- Monsieur Gwenaël LE HENAFF, pour la piscine Nakache ;
- Madame Laurence DOLADILLE, pour la piscine Marcel Spilliaert ;
- Madame Florence PONTIER, pour la piscine Berlioux ;
- Monsieur Stéphane HEBRARD, pour la piscine Taris ;
- Monsieur Malik SI BELKHIR, pour la piscine Vivès ;
- Monsieur Philippe RIMELE, pour la piscine les Néréides ;
- Le responsable de l'équipement, pour la piscine Poséidon ;
- Monsieur Jean-Pierre BLANCHET, pour le stade de la Mosson, le stade Yves du Manoir, le stade Jules Rimet et la base de la Valette ;
- Monsieur Jérôme DE JESUS, pour le palais des sports Bougnol.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Laurent VIOLEAU et, à défaut, à Monsieur Mathieu FONTENEAU pour le réseau des piscines.



En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus concernant les stades (Mosson, Rimet, Yves du Manoir) et la base de la Valette, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Joseph GUISIANO.

Pour le palais des sports Bournol, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme DEJESUS, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Madame Estelle SERRE et, à défaut, à Monsieur Joseph GUISIANO.

**ARTICLE 4 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 22 juin 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22/06/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-194222-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/06/22

Réception en Préfecture : 22/06/22

Notifié le : 22/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Projet et Planification Territoriale**  
Service urbanisme

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

## **Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint-Drézéry**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.151-43, L.152-7, L.153-8, L. 153-60, L.332-11-3, L.332-11-4 et les articles R.123-13 et R.153-18 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- **VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L.562-1 à L.562-9 et R.562-1 à R.562-10-2 relatifs aux plans de prévention des risques naturels ;
- **VU** le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice- Présidente ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- **VU** le Plan Local de l'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint-Drézéry approuvé le 21 mai 2012, modifié le 28 avril 2015, mis à jour le 9 décembre 2020, mis à jour le 17 mai 2021, mis à jour le 11 juin 2021, mis à jour le 06 décembre 2021 ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2022-04-12952 portant approbation de la modification du Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la Commune de Saint-Drézéry ;

- **VU** la décision n°MD2022-081 du Conseil de Métropole en date du 21 janvier 2022 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et le propriétaire foncier Monsieur Sabatier pour une opération d'aménagement dénommée « Les Grives II » sur la parcelle AE1516 sur le territoire de la Commune de Saint-Drézéry ;
- **VU** le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 24 janvier 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et le propriétaire foncier Monsieur Kevin Sabatier ;
- **VU** la décision n°MD2022-342 du Conseil de Métropole en date du 18 mars 2022 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « TERRASSEMENT DU PIC SAINT LOUP » pour une opération d'aménagement dénommée « Les Grives III » sur la parcelle AE1574 sur le territoire de la Commune de Saint-Drézéry ;
- **VU** le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 25 mars 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « TERRASSEMENT DU PIC SAINT LOUP » ;
- **VU** la décision n°MD2022-623 du Conseil de Métropole en date du 24 mai 2022 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et les propriétaires fonciers Monsieur et Madame El Aissaoui pour une opération d'aménagement dénommée « Les Grives IV » sur la parcelle AE1563 sur le territoire de la Commune de Saint-Drézéry ;
- **VU** le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 25 mars 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et les propriétaires fonciers Monsieur et Madame El Aissaoui.

## **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Drézéry est mis à jour afin de reporter en annexe le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) modifié et les périmètres des Projets Urbains Partenariaux (PUP) susvisés.

**ARTICLE 2 :** Le Plan Local d'Urbanisme mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la Mairie de Saint-Drézéry (Place Cambacérès – 34160 Saint-Drézéry) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'au sein de la Mairie de Saint-Drézéry.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et la Directrice Générale des Services de la Commune de Saint-Drézéry sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 20 juil. 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 22/07/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-196524-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/07/22

Réception en Préfecture : 22/07/22

Notifié le :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- ArreteAppro\_SAINTE-DREZERY.pdf
- RapportPres\_SAINTE-DREZERY.pdf
- Reglement\_SAINTE-DREZERY.pdf
- Zonage\_SAINTE-DREZERY\_apres\_modification.pdf
- Alea\_SAINTE-DREZERY\_apres\_modification.pdf
- Convention de PUP - Les Grives II - signée.pdf
- convention\_de\_PUP - les Grives III - signée.pdf
- convention les Grives 4.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Projet et Planification Territoriale**  
Service urbanisme

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

## **Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Beaulieu**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- **VU** le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Mme Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Beaulieu approuvé le 19 septembre 2011, révisé le 30 avril 2014, modifié le 28 septembre 2016, mis à jour le 07 juillet 2017, mis à jour le 06 octobre 2017, révisé le 25 janvier 2018, mis à jour le 09 décembre 2020, mis à jour le 17 mai 2021, mis à jour le 16 juin 2021 ;
- **VU** la décision n°MD2022-649 du Conseil de Métropole en date du 24 mai 2022 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SAS Commandature », pour une opération d'aménagement dénommée « les Ecolières » sur les parcelles cadastrées AH0408, AH0409, AH0410, AH0412 et AH0413 sur la

Commune de Beaulieu ;

- **VU** le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 15 juin 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SAS Commandature ».

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Beaulieu est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre du Projet Urbain Partenarial (PUP) susvisé.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Beaulieu (1 Place de la Mairie - 34160 BEAULIEU) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction déléguée de la Planification, de l'Environnement et de l'Appui aux Territoires (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Beaulieu.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Beaulieu sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 18 juil. 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

**Publiée le :** 19/07/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-196863-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/07/22

Réception en Préfecture : 19/07/22

Notifié le :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention rue des Ecolières signée.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Projet et Planification Territoriale**  
Service urbanisme

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

## **Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint-Brès**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- **VU** le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Mme Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint-Brès approuvé le 27 septembre 2012, mis à jour le 18 décembre 2012, mis à jour le 23 août 2013, mise à jour le 01 juillet 2014, modifié le 28 avril 2015, modifié le 31 mai 2018, mise à jour le 05 octobre 2018, mise à jour le 09 décembre 2020, mise à jour le 17 mai 2021, mis à jour le 09 septembre 2021 ;
- **VU** la décision n°MD2022-621 du Conseil de Métropole en date du 16 mai 2022 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « JBAL SARL » pour une opération d'aménagement dénommée « Le Clos des Sophoras » sur les parcelles A0881 et A1630 sur la commune de Saint-Brès ;

- **VU** le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 17 mai 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « JBAL SARL » ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint-Brès est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre du Projet Urbain Partenarial (PUP) susvisé.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Saint-Brès (14 Place de la Ramade - 34670 Saint-Brès) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction déléguée de la Planification, de l'Environnement et de l'Appui aux Territoires (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Saint-Brès.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Saint-Brès sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 18 juil. 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 19/07/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-196878-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/07/22

Réception en Préfecture : 19/07/22

Notifié le :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention PUP Le Clos des Sophoras - signée.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature  
Département Solidarité et Vivre Ensemble  
(DSVE)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole, en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Département Solidarité et Vivre ensemble (DSVE) est composé des services suivants :

- Service Politique de la Ville (SPV)
- Service Téléalarme (ST)
- Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)

**ARTICLE 2 :** Madame Béatrice CLERGET-LASNE, responsable du service Politique de la Ville, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Béatrice CLERGET-LASNE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Géraldine MALATIER, directrice du Pôle Solidarités.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Béatrice CLERGET-LASNE et de Madame Géraldine MALATIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Béatrice CLERGET-LASNE, de Madame Géraldine MALATIER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER, Directrice Générale Déléguée Qualité des Services à la Population.

**ARTICLE 3 :** Le responsable du service Téléalarme reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Téléalarme, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Géraldine MALATIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Téléalarme et de Madame Géraldine MALATIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Téléalarme, de Madame Géraldine MALATIER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

**ARTICLE 4 :** Madame Karine CANER, responsable du Fonds d'Aide aux Jeunes, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité et à compter du transfert de la compétence de gestion du Fonds d'Aide aux Jeunes :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa mission ;
- Délégation de signature pour les décisions d'attribution des aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Karine CANER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Géraldine MALATIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Karine CANER et de Madame Géraldine MALATIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Karine CANER, de Madame Géraldine MALATIER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

**ARTICLE 5** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 20 juil. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 20/07/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-197039-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/07/22

Réception en Préfecture : 20/07/22

Notifié le : 20/07/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Instauration de la Zone à Faible Emission  
mobilités**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU la Directive 2008/50/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe,
- VU la Directive 2016/2284 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques,
- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2213-4-1, R. 2213-1-0-1, D. 2213-1-0-2 et D. 2213-1-0-3, et L. 5211-9-2 I C
- VU le Code de la route et notamment ses articles L318-1 et R318-2, R. 311-1, R. 411-8, R. 411-19-1
- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L123-19-1, L221-1, R. 221-1 à R-223-3, D.222-37 à D.222-40 ;
- VU le décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010 relatif à la qualité de l'air transposant la directive 2008/50/CE ;
- VU le décret n°2017-949 du 10 mai 2017 fixant les objectifs nationaux de réduction des émissions de certains polluants atmosphériques en application de l'article L.222-9 du code de l'environnement transposant la directive 2016/2284 ;
- VU décret 2010-578 modifiant 2009-615 fixant la liste des routes à grande circulation ;
- VU l'arrêté du 9 février 2009 relatif aux modalités d'immatriculation des véhicules ;
- VU l'arrêté du 21 juin 2016 établissant la nomenclature des véhicules classés en fonction de leur niveau d'émission de polluants atmosphériques en application de l'article R. 318-2 du code de la route ;
- VU l'arrêté préfectoral de l'Hérault n°2014293-0011 portant approbation du Plan de Protection de l'Atmosphère de l'aire urbaine de Montpellier, notamment l'action n°5.
- VU la délibération du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole le 25 janvier 2022 adoptant le projet de Zone à Faible Emission mobilité ;
- VU l'étude justifiant la création d'une zone à faibles émissions mobilités établie conformément aux articles L.2213-4-1 et R. 2213-1-0-1 du code général des collectivités territoriales ;

- VU les avis recueillis dans le cadre de la mise à disposition du public organisée par la Montpellier Méditerranée Métropole du 25 janvier au 6 mars 2022
- VU la consultation des 31 communes de la Métropole, 33 communes limitrophes, et 13 autres personnes publiques associées, dont les avis suivants ont été reçus :
  - VU l'avis de la Chambre de Commerce et d'industrie du 18 février 2022 ;
  - VU l'avis de la commune de Saint Jean de Védas du 8 mars 2022 ;
  - VU l'avis de la commune de Juvignac du 16 mars 2022
  - VU l'avis de la commune de Saint Georges d'Orques du 11 avril 2022 ;
  - VU l'avis de la commune du Crès du 3 mai 2022 ;
  - VU l'avis du gestionnaire de voirie « Vinci » du 9 mai 2022 ;
  - VU l'avis de la commune de Montferrier-sur-Lez du 10 mai 2022 ;
  - VU l'avis d'Autorité Organisatrice de Mobilité Sète Agglopôle du 10 mai 2022 ;
  - VU l'avis de la Chambre d'Agriculture du 20 mai 2022 ;
  - VU l'avis de la commune de Lavérune du 19 mai 2022 ;
  - VU l'avis de la commune de Murviel-les-Montpellier du 10 mai 2022 ;
  - VU l'avis de la commune de Vendargues du 18 mai 2022 ;
  - VU l'avis de la commune de Saint Gély du Fesc du 10 mai 2022 ;
  - VU l'avis de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone du 20 mai 2022 ;
  - VU l'avis de la Chambre des métiers et de l'artisanat du 20 mai 2022 ;
  - VU l'avis de la commune de Grabels du 23 mai 2022 ;
  - VU l'avis de la commune de Teyran du 19 mai 2022 ;
  - VU l'avis de la commune de Castries du 24 mai 2022 ;
  - VU l'avis de l'Autorité Organisatrice de Mobilité du Pays de l'Or du 20 mai 2022 ;
  - VU l'avis de la Région Occitanie du 3 juin 2022 ;
  - VU l'avis du Conseil Départemental de l'Hérault du 27 mai 2022 ;
  - VU l'avis des gestionnaires de voirie de la Direction interdépartementale des Routes Massif Central et Méditerranée du 19 mai 2022 ;
  - VU l'avis de la commune de Saint Vincent de Barbeyrargues du 07 juin 2022 ;

**CONSIDERANT :**

- L'obligation d'instaurer une Zone à Faible Emission mobilité, lorsque les normes de qualité de l'air ne sont pas respectées de manière régulières au sens de l'article L. 221-1 du code de l'environnement ;
- Que la modélisation réalisée par Atmo Occitanie identifie qu'en 2019 entre 1 750 et 5350 habitants étaient exposés à un niveau de concentration en dioxyde d'azote supérieur à la valeur limite réglementaire ( $> 40\mu\text{g}/\text{m}^3$ ) ;
- Les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé en date du 22 septembre 2021 qui abaissent à nouveau les seuils acceptables de concentration de polluant à la lumière des études sanitaires récentes ;
- La part prépondérante du transport routier dans les émissions de dioxyde d'azote sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole avec 79 % des émissions en 2019 selon Atmo Occitanie ;
- L'étude d'impact réglementaire qui estime l'amélioration de la qualité de l'air pour 2025 tant en termes d'émission que de population exposée à des concentrations dangereuses pour la santé, en particulier pour les oxydes d'azote ;
- La période d'information locale d'une durée minimale de trois mois qui a débuté le 19 janvier et s'achèvera le 31 décembre 2022, portant à la connaissance du public le périmètre contrôlé ainsi que les restrictions de circulation mises en œuvre et exposant les alternatives à l'usage individuel de la voiture au sein du périmètre contrôlé ;

- La large concertation menée auprès des collectivités de la métropole et auprès des fédérations de professionnels qui a permis de définir un nombre de dérogations limitées et lisibles, conciliant, d'une part, le souci d'améliorer la qualité de l'air de lutter contre le réchauffement climatique, d'engager une évolution des pratiques des mobilités et, d'autre part, les investissements conséquents pour faire évoluer certains matériels roulants vers le transport à « faible émission » et les délais de livraison rallongés pour ces nouveaux véhicules ;
- La nécessité de permettre les flux de transit sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, de maintenir les échanges économiques avec les territoires voisins et l'importance de proposer une alternative de déplacement aux automobilistes n'habitant pas Montpellier Méditerranée Métropole ;
- L'importance de mettre en place des mesures de transition et de prendre en compte l'empreinte carbone et le cycle de vie global des véhicules individuels ;
- Que plusieurs organismes régionaux de surveillance de la qualité de l'air estiment que la motorisation diesel est responsable de la majorité des émissions d'oxydes d'azote dues aux transports ;

## ARRETE

### **ARTICLE 1 : Durée d'instauration de la ZFEm mise en place**

Une Zone à Faible Emission – mobilité (ZFEm) au sens de l'article L 2213-4-1 du code général des collectivités territoriales est créée sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole pour une durée de 8 ans à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 : Territoire et voirie concernés**

La Zone à Faible Emission mobilité proposée se déploie en deux phases territoriales, chaque phase ayant un périmètre géographique distinct.

La première phase se déploiera sur 11 communes au cœur de l'agglomération : Castelnau-le-Lez, Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montpellier, Pérols, Saint Jean de Védas, Villeneuve-lès-Maguelone. Au sein de ces communes, plusieurs itinéraires seront dérogatoires, afin de permettre le transit entre les territoires extérieurs à la Métropole, l'accès aux principales zones d'activités et aux Parcs-Relais.

La seconde phase (phase 2) qui doit prendre effet au 1<sup>er</sup> juillet 2026 concernera les 31 communes de la Métropole. A nouveau, plusieurs itinéraires seront dérogatoires, afin de permettre le transit entre les territoires extérieurs à la Métropole, l'accès aux principales zones d'activités et aux Parcs-Relais.

Concernant les itinéraires de transit, les voies d'accès suivantes sont dérogoires pour les deux phases 1 et 2 :

- La Route Métropolitaine (RM) 612 sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone ;
- La RM 612 et route de Sète sur la commune de Saint Jean de Védas ;
- La RM 116E1 entre la place de l'Europe et le Rond-Point de la Condamine inclus, sur la commune de Saint Jean de Védas ;
- La RM 986 ou Route de Ganges sur la commune de Montpellier ;
- Les RM 67 et 112 sur la commune du Crès ;
- La RM 66 pour les communes de Montpellier, entre le Rond-Point du Zénith et la limite communale, Lattes et Pérols ;
- La RM 986 au sud du Rond-Point des Près d'Arènes, sur les communes de Lattes et Montpellier.
- La RM 24 entre le Rond-Point du Zénith et la limite communale avec Mauguio, sur la commune de Montpellier ;
- La rue de la Font Froide entre l'Avenue des Apothicaires et la limite communale de Saint Clément de Rivière, sur la commune de Montpellier. Le Chemin de l'ancienne Poste entre le Chemin de Doscares et le chemin des Mazes au Crès, le chemin des Mazes au Crès et la route de Nîmes entre le chemin des Mazes et la limite communale avec les communes de Vendargues et Saint-Aunès ;
- L'itinéraire de contournement nord-ouest de Montpellier, à savoir :
  - La RM 132E2 et Rond-Point de Gennevaux sur la commune de Saint Jean de Védas ;
  - Sur la commune de Montpellier : l'Avenue Léon Jouhaux ou RM 132, le carrefour Willy Brandt, l'Avenue de la Liberté entre le carrefour Willy Brandt et l'Avenue Pablo Neruda, l'Avenue Pablo Neruda, les Rond-Point Antonin Artaud et René Char, la rue du Professeur Blayac entre le Rond-Point René Char et le Rond-Point des Portes de l'Hérault inclus, l'Avenue des Moulins entre le Rond-Point de l'Hérault et le Rond-Point de la Lyre inclus y compris les Rond-Point de la Citoyenneté et du Château d'O,

Les voies suivantes sont dérogoires au titre du transit, uniquement pour la phase 1 de la ZFEm :

- Le réseau autoroutier – à savoir l'A9, l'A709, l'A750 et la RN 109 – et ses bretelles d'accès ;
- La RM 5 entre la limite de la commune de Montpellier et le Rond-Point Gennevaux ;
- La RM 17 sur la commune de Clapiers ; Le Chemin du Perret sur la commune de Juvignac ;
- La RM 27E6 entre la rue Luimnaire et la frontière communale de Saint Georges d'Orques sur la commune de Juvignac ;
- Le contournement nord de Montpellier, à savoir :
  - L'Avenue Vincent Auriol à Montpellier ;
  - Sur la commune de Clapiers, les Boulevard de L'Auriol et Avenue du Martinet, aussi référencés RM 65 ;
  - Sur la commune de Castelnau-le-Lez, la RM 65, la RM 65E1 et le Rond-Point Suzanne Orts ;
  - La RM 65 sur les communes de Jacou et du Crès.

Les voies suivantes sont dérogatoires au titre du transit, uniquement pour la phase 2 de la ZFEm :

- L'ensemble du réseau autoroutier à l'exception de l'A709 – à savoir l'A9, l'A750 et la RN 109 – et ses bretelles d'accès ;
- La Route nationale 113 pour les communes de Vendargues, Baillargues et Saint-Brès ;
- Pour la commune de Vendargues : la RD 68, la RM 613 entre la RM 610 et la commune du Crès, la RM 65 entre la RN 113 et la RD 68 et la RM 610 ;
- Pour la commune de Castries : La RD 68, la RM 610 entre la commune de Vendargues et la RM 65 et la RM 65.

Concernant les itinéraires d'accès aux Parcs-Relais et à la gare TGV Montpellier Sud de France en phase 1 et phase 2, les voies d'accès suivantes sont dérogatoires :

- L'Avenue Ernest Hemingway, le Rond-Point de l'Appel du 18 juin 1940 et la Rue Chambert entre l'Avenue Ernest Hemingway et la rue de Malbosc à Montpellier pour desservir le Parc-Relais Euromédecine ;
- L'Avenue du Doyen Turchini, la Route de Ganges et l'Avenue du Doyen Gaston Giraud, du Rond-Point de la Lyre au Pont Lapeyronie à Montpellier pour desservir le Parc-Relais Occitanie ;
- L'Avenue René Couveinhes, le Rond-Point Bir Hakeim et l'Avenue de Lattre de Tassigny entre le Parc-Relais Pompidou et le Rond-Point Bir Hakeim à Castelnau-le-Lez pour l'accès au Parc-Relais Pompidou ;
- Le Carrefour de Madrid, la rue Georges Méliès, l'Avenue Thomas Jefferson, la Rue du Cauquillous, la Place de Lisbonne, la Place de Jérusalem, la Rue de la Mogère entre la rue du Cauquillous et le Carrefour de Madrid, à Montpellier pour accéder au Parc-Relais Circé ;
- L'Avenue El Alamein, l'Avenue du Colonel Pavelet entre la rue du Mas Nouguier et l'Avenue Alamein, la rue du Mas Nouguier entre l'Avenue du Colonel Pavelet et la rue Maria Casarès, la Rue de la Madeleine entre la rue du Mas Nouguier et l'allée Hans Riegel à Montpellier pour accéder au Parc-Relais Sabines ;
- La RM 66E2, l'Avenue Marcel Pagnol entre l'impasse Raygi et le giratoire de Santa Monica inclus à Pérols pour accéder à l'arrêt de tramway Pérols - Etang de l'Or ;
- La rue de la Guette, la rue de l'Encierro, la rue Geroges Barnoyer entre la rue de l'Encierro et le parking « Pérols-centre », la rue de l'Etang, la rue du Boulidou et l'Avenue des Levades entre la rue du Boulidou et l'Avenue Geroges Frêche, l'Avenue Georges Frêche entre la Route de la Foire et la RM 66, la Route de la Foire, le Chemin des Levades à Pérols pour accéder au Parc-Relais « Pérols-centre » ;
- La rue Fernand Braudel, la rue de la Fontaine de la Banquière, le Rond-Point de la Mogère à Montpellier, l'Avenue de la Gare de le Rond-Point de la Mogère à Lattes pour accéder à la gare TGV « Montpellier – Sud de France ».



Les voies d'accès aux Parc-Relais sont dérogatoires uniquement en phase 1 :

- La Route de Nîmes, entre la RM 65E1 et le Rond-Point de Madrid inclus, le Chemin du Pech Saint-Peyre entre le Rond-Point de Madrid et le Rond-Point de Mimoun inclus, et le Chemin de Malabesse pour accéder au Parc-Relais Notre-Dame de Sablassou ;
- Route de Béziers, la Route de Montpellier entre la Route de Béziers et la rue Antoine Garcia, le carrefour Paul Bernard, l'Avenue Librilla entre le Carrefour Paul Bernard et la Rue Antoine Garcia et la Rue Antoine Garcia à Saint-Jean de Védas pour desservir le Parc-Relais Saint-Jean de Védas Centre ;

Concernant les Zones d'Activité dérogatoires, elles sont délimitées comme suit pour les deux phases 1 et 2 de la ZFEm :

- A Montpellier, la zone située « Garosud – Restanque » à l'intérieur du périmètre suivant est considérée comme dérogatoire, y compris les voies définissant le périmètre et les rues en impasse donnant sur ses rues : Le Rond-Point de Près d'Arènes, la rue de l'Abrivado, la rue de l'Industrie entre la rue de l'Abrivado et l'Avenue du Marché-Gare, l'Avenue du Marché Gare entre la rue de l'Industrie et la rue Montels Saint-Pierre, l'Avenue de Maurin entre la rue Montels Saint-Pierre et la rue de la Castelle, la rue de la Castelle entre la rue de Cholet et l'Avenue de Maurin, la rue de Cholet, la rue Ettore Bugatti entre l'Avenue Etienne Méhul et la rue de la Jasse de Maurin, la rue de la Jasse de Maurin, la rue Raymond Recouly entre la rue de la Jasse de Maurin et l'Avenue Etienne Mehul, l'Avenue Etienne Méhul entre la rue Charles Gounod et la commune de Saint-Jean de Védas, la rue Georges Onslow, la Rue de Montels Eglise, la rue François-Joseph Gossec, le Rond-Point Paul-Louis Bret, la rue Montels-Eglise (suite), le Rond-Point de Saporta, l'Avenue du Mas Argelliers ;
- A Montpellier, La rue de la Restanque et la rue François-Joseph Gossec entre le Rond-Point du Mas d'Astre et la commune de Saint-Jean de Védas sont également dérogatoires ;
- Pour la commune de Lattes, la rue du Pont de Guerre, l'impasse de Montels-Eglise, la rue du Puech Radier sont des voies dérogatoires au titre des Zones d'Activité ;
- Pour la commune de Saint-Jean de Védas, sont considérées comme dérogatoires toutes les voiries au sud-est de la Route de Sète, la ligne de tramway entre les arrêts Victoire 2 et Saint-Jean le Sec, la place de l'Europe, l'échangeur autoroutier de Saint-Jean de Védas et l'autoroute A9 en direction de Sète. Cela correspond aux Zones d'Activité du Mas de Grille, Condamine, La Peyrière, La Lauze ;
- Pour la commune de Saint-Jean de Védas, sont également considérées comme dérogatoires la Route de Lattes entre la rue Joseph Cugnot et la route de Sète, la rue Joseph Cugnot, l'impasse Marc Séguin, l'impasse Venterel, la route de Montpellier entre le Rond-Point du Rieucoulon et la rue Pierre et Marie Curie, la rue Pierre et Marie Curie, la rue Alexander Fleming ;
- Pour la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, les voies d'accès à la zone d'activité Charles Martel – Larzat sont dérogatoires : la RM 185 entre la commune de Fabrègues et l'Avenue du Moulin de la Jasse, l'Avenue du Moulin de la Jasse, ZAE du Larzat et la rue Gustave Corubet.
- A Juvignac, la zone d'activité de Courpouyran est dérogatoire, à savoir la rue Terres du Sud, l'Avenue de Kalkar, la rue du Pergasan entre la rue des Jardins du Péret et l'Avenue de Kalkar.

En phase 2 uniquement, la Zone d'Activité du Salaison à Vendargues fait l'objet d'une dérogation d'accès, à savoir les voiries suivantes de la commune de Vendargues : Ancienne Route de Sommières, Avenue de Bigos, Avenue des Cocardières, Impasse de Millepertuis, Rue de la Calade, Rue de la Garenne, Rue de la Marbrerie, Rue de la Roussataïo, Rue de Massacan, Rue du Trident, Rue Mégère, Rue Terre de Roy.

Le territoire concerné ainsi que les voiries dérogatoires sont illustrées par deux cartes en annexe du présent arrêté, respectivement pour les phases 1 et 2.

### **ARTICLE 3 : Mesures de restriction de circulation applicables**

L'ensemble des véhicules motorisés couverts par le dispositif « crit'air » est concerné par la ZFEm, à savoir les catégories suivantes définies par l'article R. 311-1 du code de la route :

- Les deux-roues, tricycles et quadricycles à moteur (L1e, L2e, L3e, L4e, L5e, L6e, L7e) ;
- Les voitures ou véhicules particuliers (M1) ;
- Les véhicules utilitaires légers (N1) ;
- Les poids-lourds, autobus et autocars (N2, N3, M2, M3) ;

Au sein du périmètre géographique de la ZFEm en vigueur, la circulation et le stationnement de ces véhicules sont interdits en permanence selon les modalités définies dans l'article 4.

### **ARTICLE 4 : Catégories de véhicules concernés**

L'ensemble des véhicules motorisés couverts par le dispositif « crit'air » est concerné par la ZFEm. Chaque catégorie de véhicule fait l'objet d'un calendrier d'interdiction distinct, chaque interdiction s'ajoutant aux précédentes.

Au 1<sup>er</sup> juillet 2022, les véhicules utilitaires légers, les poids-lourds, autobus et autocars dont la vignette Crit'Air est « 5 » ou « non classé » ne pourront plus circuler ou stationner dans la zone définie à l'article 2. À cette même date, les véhicules particuliers « non classé » ne seront plus autorisés à circuler et stationner dans cette même zone définie à l'article 2.

En 2023, les véhicules utilitaires légers, les poids-lourds, autobus et autocars dont la vignette Crit'Air est « 4 », ainsi que les voitures ou véhicules particuliers dont la vignette Crit'air est « 5 » ne seront plus autorisés à circuler et stationner dans la zone définie à l'article 2.

En 2024, les véhicules utilitaires légers, les poids-lourds, autobus et autocars dont la vignette Crit'Air est « 3 », ainsi que les deux-roues, tricycles et quadricycles à moteur, les voitures ou véhicules particuliers dont la vignette Crit'air est « 4 » ou « non classé » ne seront plus autorisés à circuler et stationner dans la zone définie à l'article 2.

En 2025, les véhicules utilitaires légers, les poids-lourds, autobus et autocars dont la vignette Crit'Air est « 2 », ainsi que les deux-roues, tricycles et quadricycles à moteur, les voitures ou véhicules particuliers dont la vignette Crit'air est « 3 » ne seront plus autorisés à circuler et stationner dans la zone définie à l'article 2.

En 2028, l'ensemble des véhicules listés à l'article 3 qui sont « non classé » ou dont la vignette Crit'air est « 2 », « 3 », « 4 » ou « 5 » ne seront plus autorisés à circuler et stationner dans la zone définie à l'article 2.

**ARTICLE 5 : Les procédures et les motifs de délivrance de dérogations nationales**

L'interdiction aux véhicules de la ZFEm ne s'applique pas aux catégories listées à l'article R2213-1-0-1 II, rappelées à titre informatif ci-dessous :

1. Les véhicules d'intérêt général ;
2. Les véhicules du ministère de la défense ;
3. Les véhicules affichant une carte « mobilité inclusion » comportant la mention « stationnement pour les personnes handicapées » ;
4. Les véhicules de transport en commun de personnes à faibles émissions ;
5. Les véhicules de transport en commun assurant un service de transport public régulier pendant une période comprise entre trois et cinq ans. Cette période est déterminée par un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et des transports.

**ARTICLE 6 : Les procédures et motifs de délivrance de dérogations locales, les modalités relatives à l'obtention et les conditions dans lesquelles le justificatif de la dérogation est rendu visible ou tenu à la disposition des agents de contrôle**

Des dérogations individuelles temporaires peuvent être délivrées sur présentation de dossier par le mandant, pour une durée ne pouvant excéder trois ans. Les dossiers de demande de dérogation seront à compléter en ligne sur [www.montpellier3m.fr/zfe](http://www.montpellier3m.fr/zfe) ou à retirer et déposer dans un guichet unique. Le dossier comprendra le formulaire de demande, une copie du certificat d'immatriculation ainsi que toute pièce nécessaire à l'instruction de la dérogation demandée.

L'utilisateur ayant fait l'objet d'une autorisation de dérogation apposera le justificatif sur le pare-brise du véhicule concerné et tiendra un document justificatif à disposition des forces de l'ordre lors de contrôles.

Les véhicules suivants peuvent faire l'objet d'une demande de dérogation :

1. Véhicule faisant des trajets occasionnels dont le certificat d'immatriculation porte la mention « collection » ;
2. Véhicule dont le kilométrage annuel total n'excède pas 8000 km ;
3. Véhicule d'entreprise dont le remplacement est prévu par un véhicule à énergies alternatives équivalent autorisé dans la ZFEm, dont l'achat a été effectué et une date prévisionnelle de livraison est annoncée par le vendeur sur le bon de commande ;
4. Véhicule d'approvisionnement des marchés avec aménagement spécifique faisant l'objet d'une autorisation d'occupation du domaine public ;
5. Véhicule de la sécurité civile ;
6. Convois exceptionnels au sens de l'article R311-1 de code de la route, munis d'une autorisation préfectorale ;
7. Véhicule Automoteur Spécifique portant la mention VASP sur le certificat d'immatriculation ;
8. Poids-Lourds classé crit'air 3 ou crit'air 4 carburant au B100 ou HVO dont la petite ou moyenne entreprise (inférieure à 250 salariés) a formalisé une programmation pluriannuelle de verdissement de sa flotte ;
9. Véhicule crit'air 2 ou 3 équipé d'un boîtier E85 ;
10. Véhicule de transport de passagers affectés à des événements ou manifestations de type festif, économique, sportif ou culturel, faisant l'objet d'une autorisation d'occupation du domaine public et ce pour la durée de l'événement.

**ARTICLE 7 : Constat des infractions**

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux dressés par les agents chargés des contrôles situés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, réprimées selon la réglementation en vigueur, en particulier l'article R.411-19-1 du code de la route relatif aux amendes prévues dans le périmètre de la ZFEm.

**ARTICLE 8 : Recours ou contestation de l'arrêté**

Outre les recours gracieux et hiérarchiques qui s'exercent dans les mêmes délais, un recours contentieux pour excès de pouvoir peut être déposé au tribunal administratif de Montpellier, sis 6 Rue Pitot à MONTPELLIER, ou par voie dématérialisée sur [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

**ARTICLE 9 : Exécution de l'arrêté**

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa date de publication sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les maires des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, leurs Directeurs des Polices Municipales, Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours, et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 1 juil. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 01/07/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-197997A-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01/07/22

Réception en Préfecture : 01/07/22

Notifié le :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexes 1 et 2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature  
Pôle Finances et Conseil en Gestion**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le Pôle Finances et Conseil en Gestion est composé des services et mission suivants :

- Gestion Comptable
- Prévision et Programmation Financière
- Expertise Financière
- Pilotage et Conseil en Gestion
- Contrôle et Pilotage des Partenariats Externes
- Mission Certification

**ARTICLE 1-1** : Monsieur Vincent DOMEIZEL, directeur du Pôle Finances et Conseil en Gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christelle ROSE, directrice adjointe du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Madame Christelle ROSE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN, Directrice Générale Déléguée Performance et Transformation de l'Administration.

**ARTICLE 1-2** : Monsieur Vincent DOMEIZEL reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour l'ensemble des pièces comptables de Montpellier Méditerranée Métropole, comprenant notamment :
  - les bordereaux de titres et de mandats et les bordereaux d'annulation de titres et de mandats ;
  - les certificats administratifs relatifs aux opérations non budgétaires retracées dans la comptabilité patrimoniale ;
  - les admissions en non-valeur ;
  - les états de poursuite par voie de saisie des redevables ;
  - les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du Service Gestion Comptable Métropole retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses et des recettes engagées non mandatées ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Madame Christelle ROSE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Madame Christelle ROSE, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Madame Natacha LEUPERT, responsable du service Expertise Financière.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE et de Madame Natacha LEUPERT, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Madame Emilie DREUX, responsable du service Prévision et Programmation Financière.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE, de Madame Natacha LEUPERT et de Madame Emilie DREUX, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Madame Caroline KNAPP-LUQUET, responsable du service Contrôle et Pilotage des Partenariats Externes.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE, de Madame Natacha LEUPERT, de Madame Emilie DREUX et de Madame Caroline KNAPP-LUQUET, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE, de Madame Natacha LEUPERT, de Madame Emilie DREUX, de Madame Caroline KNAPP-LUQUET et de Monsieur Olivier NYS, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 1-3** : Monsieur Vincent DOMEIZEL reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Pour la mise en œuvre des décisions prises dans le cadre de l'article 3 des délibérations de délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président, délégation de signature pour l'ensemble des opérations de gestion de dette et de trésorerie.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Madame Christelle ROSE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Madame Christelle ROSE, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Madame Natacha LEUPERT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE et de Madame Natacha LEUPERT, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Madame Emilie DREUX.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE, de Madame Natacha LEUPERT et de Madame Emilie DREUX, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Madame Caroline KNAPP-LUQUET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE, de Madame Natacha LEUPERT, de Madame Emilie DREUX et de Madame Caroline KNAPP-LUQUET, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE, de Madame Natacha LEUPERT, de Madame Emilie DREUX, de Madame Caroline KNAPP-LUQUET et de Monsieur Olivier NYS, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 2** : Madame Christelle ROSE, directrice adjointe du pôle et responsable du service Gestion Comptable, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christelle ROSE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christelle ROSE et de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christelle ROSE, de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 3** : Madame Emilie DREUX, responsable du service Prévision et Programmation Financière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie DREUX, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christelle ROSE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emilie DREUX et de Madame Christelle ROSE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emilie DREUX, de Madame Christelle ROSE et de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emilie DREUX, de Madame Christelle ROSE, de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 4** : Madame Natacha LEUPERT, responsable du service Expertise Financière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les tirages et remboursements de lignes de trésorerie.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Natacha LEUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christelle ROSE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Natacha LEUPERT et de Madame Christelle ROSE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Natacha LEUPERT, de Madame Christelle ROSE et de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Natacha LEUPERT, de Madame Christelle ROSE, de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 5** : Le responsable du service Pilotage et Conseil en Gestion reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.



En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Pilotage et Conseil en Gestion, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christelle ROSE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Pilotage et Conseil en Gestion et de Madame Christelle ROSE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Pilotage et Conseil en Gestion, de Madame Christelle ROSE et de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Pilotage et Conseil en Gestion, de Madame Christelle ROSE, de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 6 :** Madame Caroline KNAPP-LUQUET, responsable du service Contrôle et Pilotage des Partenariats Externes reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline KNAPP-LUQUET, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christelle ROSE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Caroline KNAPP-LUQUET et de Madame Christelle ROSE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Caroline KNAPP-LUQUET, de Madame Christelle ROSE et de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Caroline KNAPP-LUQUET, de Madame Christelle ROSE, de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 7 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 20 juil. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 20/07/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-199561-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/07/22

Réception en Préfecture : 20/07/22

Notifié le : 20/07/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature  
Pôle Numérique et Données**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le Pôle Numérique et Données est composé des services suivants :

- Stratégie Numérique et Sécurité SI
- Infrastructures Numériques
- Relation Utilisateurs et Nouveaux Usages
- SI Métiers
- Politique et Valorisation de la Donnée
- Administratif, Ressources Humaines et Financier

Madame Line GALY, directrice du Pôle Numérique et Données, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à :

- Monsieur Pierre BRICE, directeur adjoint du pôle, concernant les services Stratégie Numérique et Sécurité SI, Infrastructures Numériques et Relation Utilisateurs et Nouveaux Usages, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à Monsieur Frédéric FAYOLLE ;
- Monsieur Frédéric FAYOLLE, directeur adjoint du pôle, concernant les services SI Métiers, Politique et Valorisation de la Donnée et Administratif, Ressources Humaines et Financier, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Line GALY, de Monsieur Pierre BRICE et de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Line GALY, de Monsieur Pierre BRICE, de Monsieur Frédéric FAYOLLE, et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN, Directrice Générale Déléguée Performance et Transformation de l'Administration.

**ARTICLE 1-1** : Monsieur Pierre BRICE, directeur adjoint du pôle, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, en matière de marchés publics et accords-cadres relevant des services Stratégie Numérique et Sécurité SI, Infrastructures Numériques et Relation Utilisateurs et Nouveaux Usages :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BRICE et de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BRICE, de Monsieur Frédéric FAYOLLE et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BRICE, de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Madame Line GALY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 1-2** : Monsieur Frédéric FAYOLLE, directeur adjoint du pôle, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, en matière de marchés publics et accords-cadres relevant des services SI Métiers, Politique et Valorisation de la Donnée et Administratif, Ressources Humaines et Financier:

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Frédéric FAYOLLE et de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Monsieur Pierre BRICE et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Monsieur Pierre BRICE, de Madame Line GALY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 1-3 :** Monsieur Pierre BRICE, responsable du service Stratégie Numérique et Sécurité SI, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BRICE et de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BRICE, de Monsieur Frédéric FAYOLLE et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BRICE, de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Madame Line GALY, et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 1-4 :** Le responsable du service Infrastructures Numériques reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Infrastructures Numériques, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Infrastructures Numériques et de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Infrastructures Numériques, de Monsieur Pierre BRICE et de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Infrastructures Numériques, de Monsieur Pierre BRICE, de Monsieur Frédéric FAYOLLE et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Infrastructures Numériques, de Monsieur Pierre BRICE, de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Madame Line GALY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 1-5 :** Monsieur Grégory VIEVILLE, responsable du service Relation Utilisateurs et Nouveaux Usages, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Grégory VIEVILLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Grégory VIEVILLE et de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Grégory VIEVILLE, de Monsieur Pierre BRICE et de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable de Monsieur Grégory VIEVILLE, de Monsieur Pierre BRICE, de Monsieur Frédéric FAYOLLE et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable de Monsieur Grégory VIEVILLE, de Monsieur Pierre BRICE, de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Madame Line GALY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 1-6 :** Monsieur Frédéric FAYOLLE, responsable du service SI Métiers, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Frédéric FAYOLLE et de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Monsieur Pierre BRICE et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Monsieur Pierre BRICE, de Madame Line GALY, et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 1-7 :** Monsieur Marc APARICIO, responsable du service Politique et Valorisation de la Donnée, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc APARICIO, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc APARICIO et de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc APARICIO, de Monsieur Frédéric FAYOLLE et de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc APARICIO, de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Monsieur Pierre BRICE et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc APARICIO, de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Monsieur Pierre BRICE, de Madame Line GALY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 1-8 :** Madame Marie-Noëlle VIDAL, responsable du service Administratif, Ressources Humaines et Financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Noëlle VIDAL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Marie-Noëlle VIDAL et de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Marie-Noëlle VIDAL, de Monsieur Frédéric FAYOLLE et de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Marie-Noëlle VIDAL, de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Monsieur Pierre BRICE et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Marie-Noëlle VIDAL, de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Monsieur Pierre BRICE, de Madame Line GALY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 2** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 20 juil. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 20/07/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-199622-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/07/22

Réception en Préfecture : 20/07/22

Notifié le : 20/07/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégation de signature relative  
à l'intérim de Monsieur Bruno LE ROY  
du 27 juillet au 23 août 2022 inclus**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;
- **VU** l'arrêté MAR2021-0070 relatif aux délégations de signature du Département Développement et Aménagement Durables du Territoire ;
- **CONSIDÉRANT** que Monsieur Bruno LE ROY, directeur de l'Habitat et des Parcours Résidentiels, sera absent du 27 juillet au 23 août 2022 inclus, et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services publics durant cette période ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** En l'absence de Monsieur Bruno LE ROY, directeur de l'Habitat et des Parcours Résidentiels, les délégations dont il est attributaire sont accordées à Madame Stéphanie DELBREL, responsable du service Gestion sociale du Logement, du 27 juillet au 23 août 2022 inclus.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 27 juil. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 27/07/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-200302-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/07/22

Réception en Préfecture : 27/07/22

Notifié le : 27/07/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégation de signature relative  
aux aides à la pierre**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°6299 du 31 janvier 2005 relative à la délégation de compétence d'attribution des aides publiques à la construction et à la rénovation des logements ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté MAR2018-0185 portant délégation de signature relative aux aides à la pierre ;
- VU l'organigramme de Montpellier Méditerranée Métropole approuvé en Comité technique ;
- VU l'arrêté MAR2021-0070 relatif aux délégations de signature du Département Développement et Aménagement Durables du Territoire ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Dans le cadre de la délégation des aides à la pierre, délégation est accordée à Monsieur Bruno LE ROY à l'effet de signer, pour le parc public, les conventions ouvrant droit à l'APL ainsi que les attestations de collationnements.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LE ROY, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Audrey FRANZETTI.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Bruno LE ROY et de Madame Audrey FRANZETTI, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anne RINGLET.

**ARTICLE 2** : Dans le cadre de la délégation des aides à la pierre, délégation est accordée à Madame Audrey FRANZETTI à l'effet de signer, pour le parc privé, les conventions « Etat – Bailleur », les engagements du bailleur, ainsi que les courriers relatifs à l'instruction des demandes d'attribution et de paiement des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Audrey FRANZETTI, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LE ROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Audrey FRANZETTI et de Monsieur Bruno LE ROY, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anne RINGLET.

**ARTICLE 3** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 27 juil. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 27/07/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-200320-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/07/22

Réception en Préfecture : 27/07/22

Notifié le : 27/07/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.